



Perspectives du développement mondial 2019

REPENSER LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT



Perspectives du développement mondial 2019

REPENSER LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE ou de son Centre de développement.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Perspectives du développement mondial 2019 : Repenser les stratégies de développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/84aa0757-fr>.

ISBN 978-92-64-92615-8 (imprimé)
ISBN 978-92-64-91871-9 (pdf)

Perspectives du développement mondial
ISSN 2222-4483 (imprimé)
ISSN 2222-4491 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture réalisée par Aida Buendía (Centre de développement de l'OCDE) sur la base d'images de Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Depuis 2010, la série des *Perspectives du développement mondial* (PDM) du Centre de développement de l'OCDE examine le poids croissant des pays en développement dans l'économie mondiale, phénomène aussi appelé « basculement de la richesse ». En 2008, la part des pays non membres de l'OCDE dans le produit intérieur brut mondial dépassait celle de ses pays membres, aidant ainsi de nombreux pays en développement à s'engager sur la voie de la convergence économique avec les pays plus riches à l'échelle mondiale. Cette transformation de la géographie économique mondiale a eu de profondes répercussions sur les différentes problématiques de développement. Les éditions suivantes des PDM se sont attachées à analyser les effets de cette tendance sur le développement, ciblant chacune une thématique spécifique : la cohésion sociale en 2012 ; les politiques industrielles en 2013 ; la productivité et le défi du revenu intermédiaire en 2014 ; et enfin, les migrations internationales en 2017.

Cette édition 2019 est quant à elle consacrée aux stratégies de développement. La République populaire de Chine continue de se réinventer, ainsi que ses relations avec le reste du monde. Plusieurs pays se sont affranchis des aides, tandis que de nombreux autres restent entravés par le poids de la pauvreté. La réflexion politique et les stratégies de développement doivent impérativement se renouveler. Des enseignements ont certes été tirés du passé, mais plusieurs paradigmes n'ont pas atteint leurs objectifs de développement et de réduction de la pauvreté, en partie parce que les défis actuels ne sont plus ceux du passé. Parallèlement, le nombre et la portée des outils, partenaires et réponses politiques s'élargissent plus que jamais.

Ce rapport s'appuie sur le corpus croissant de recherches menées par le Centre de développement sur l'évolution des différentes facettes du développement et les défis, nouveaux ou anciens, auxquels sont aujourd'hui confrontés les pays en développement. Ce faisant, il entend inviter à un débat plus vaste sur la singularité des trajectoires empruntées par les pays en développement, ainsi que sur leurs implications pour les politiques nationales et les donateurs internationaux. À cette fin, le rapport s'organise autour de quatre grands axes :

- l'analyse de la situation actuelle du basculement de la richesse
- la comparaison des trajectoires de développement des premiers pays qui se sont industrialisés avec celles des économies émergentes actuelles
- l'analyse critique des paradigmes élaborés par les grands théoriciens internationaux et suivis par les praticiens et responsables politiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale
- l'examen des défis auxquels seront confrontés les pays en développement et qui influenceront sur la gestion de leurs stratégies de développement.

Remerciements

L'édition 2019 des *Perspectives du développement mondial* de l'OCDE a été élaborée par le Centre de développement de l'OCDE, sous la direction de Mario Pezzini, son Directeur, et sous la supervision générale de Federico Bonaglia, son Directeur adjoint. Jason Gagnon s'est chargé de la coordination du rapport, à la tête d'une équipe composée de Martha Baxter et Michael A. Stemmer. Vararat Atisophon a fourni une aide précieuse pour l'analyse statistique. Carl Dahlman (consultant), Harald Fuhr (Université de Potsdam) et Helmut Reisen (ShiftingWealth Consult) ont également apporté d'importantes contributions à ce rapport.

La rédaction de chaque chapitre a été assurée par : chapitre 1, *Quelles stratégies de développement pour le XXI^e siècle ?* : Jason Gagnon ; chapitre 2, *Une nouvelle donne pour le basculement de la richesse* : Helmut Reisen et Michael A. Stemmer ; chapitre 3, *Hier et aujourd'hui : Différences des trajectoires de développement* : équipe de l'Université d'Utrecht composée de Jan Luiten van Zanden et Auke Rijpma, ainsi que Marco Mira d'Ercole (OCDE) et équipe du Centre de développement ; chapitre 4, *Aperçu historique des paradigmes du développement* : Harald Fuhr, Jason Gagnon et Erik S. Reinert (contributions régionales des Commissions économiques des Nations Unies pour l'Afrique [CEA], pour l'Amérique latine et les Caraïbes [CEPALC], et pour l'Asie et le Pacifique [CESAP]) ; et enfin, chapitre 5, *Relever les nouveaux défis du développement* : Carl Dahlman et équipe du Centre de développement, avec l'aide de Ben Elgodjam (stagiaire).

Mark Foss a effectué le travail d'édition du rapport et Linda Smiroldo Herda, celui de correction des épreuves ; avec le soutien d'Eléonore Morena, Delphine Grandrieux et Elizabeth Nash de l'équipe des publications du Centre de développement, ont transformé l'ébauche en publication ; enfin, Aida Buendia et Irit Perry se sont chargées de la conception de la couverture et des infographies, et Myriam Andrieux et Julia Peppino, du soutien administratif.

Le rapport a en outre bénéficié des précieux commentaires et contributions des collègues de l'OCDE suivants : Ken Ash, Geoff Barnard, Carmel Cahill, Paula Cerutti, Rita Da Costa, Martine Durand, Ana Fernandes, Juan de Laiglesia, Stellina Galitopoulou, Oliver Garret-Jones, Andrea Goldstein, Diana Hanry-Knop, Greg Medcraft, Angel Melguizo, Bathylle Missika, Jorge Moreira da Silva, Jose René Orozco, Alexander Pick, Jan Rieländer, Vicente Ruiz, Linda Smiroldo Herda, Rolf Schwarz et Juan Yermo.

De précieux commentaires ont aussi été fournis lors de présentations à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève, par une délégation gouvernementale thaïlandaise et au Comité directeur du Centre de développement.

Les auteurs tiennent aussi à exprimer leur reconnaissance pour les échanges fructueux qu'ils ont pu avoir avec les participants et intervenants de la réunion d'experts organisée en préparation de ce rapport : Richard Kozul-Wright (CNUCED), Khaled Hussein (CEA), Martin Abeles (CEPALC), Mia Mikic (CESAP), Jihang Xiheng (Center for International

Knowledge on Development), Tony Addison (UNU-WIDER), Jan Luiten van Zanden (Université d'Utrecht), Elizabeth Stuart (Overseas Development Institute), David Hulme (Université de Manchester), Romina Boarini (OCDE), Edward Samuel Jones (Université de Copenhague), Ha-Joon Chang (Université de Cambridge), Erik S. Reinert (Université de Technologie de Tallinn), Yuen Yuen Ang (Université du Michigan), Sachin Chaturvedi (Resource and Information System for Developing Countries), Jeff Dayton-Johnson (Middlebury Institute of International Studies), Duncan Cass-Beggs (OCDE), Carl Dahlman (consultant), Helmut Reisen (ShiftingWealth Consult), Luc Soete (UNU-MERIT), André de Mello e Souza (Istituto de Pesquisa Econômica Aplicada), Jing Gu (Institute of Development Studies), Pierre-Noël Giraud (Paris Dauphine, Mines ParisTech).

Le Centre de développement tient enfin à remercier le gouvernement suisse pour sa contribution financière à la réalisation de ce rapport.

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/ocdilibRARY>



<http://www.oecd.org/ocddirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Table des matières

Abréviations et acronymes.....	11
Éditorial.....	15
Résumé	17
Chapitre 1. Quelles stratégies de développement pour le XXI^e siècle ?.....	21
Nouvelles dynamiques du basculement de la richesse	23
La croissance économique n'a pas résolu tous les problèmes de développement.....	27
Malgré l'élargissement de l'approche des stratégies de développement, les transferts de capitaux financiers restent le point de départ.....	31
Dans la conjoncture mondiale actuelle, les pays doivent faire face à des défis sans précédent	33
Les stratégies de développement doivent s'adapter à chaque contexte, tout en respectant un ensemble de principes communs	34
Notes.....	37
Références	38
Chapitre 2. Une nouvelle donne pour le basculement de la richesse	41
Les trois phases du basculement de la richesse	44
Bénéfices et coûts du basculement de la richesse pour les pays de l'OCDE	52
Pourquoi le basculement de la richesse est important pour le Sud.....	55
Basculement de la richesse - un moteur pour l'intégration Sud-Sud.....	72
Perspectives	87
Notes.....	87
Références	88
Chapitre 3. Hier et aujourd'hui : Différences des trajectoires de développement	95
« Développement », certes, mais de quoi ?	98
PIB par habitant et bien-être : bref aperçu historique.....	107
Résultats sur le plan du bien-être dans les pays qui ont opéré leur développement ou leur émergence plus récemment	111
L'expérience de développement de l'« ancien monde »	126
Perspective historique de l'évolution du bien-être	131
Notes.....	133
Références	136
Annexe 3.A. Graphiques complémentaires	141
Chapitre 4. Aperçu historique des paradigmes du développement	143
La transformation de la géographie économique redéfinit la coopération internationale en matière de développement.....	145
Les trajectoires de développement sont multiples.....	146
Un consensus émerge au sujet de l'importance du développement humain	148
Sept décennies de pensée et de pratique du développement dans les pays développés.....	150

L'expérience régionale comme catalyseur des stratégies alternatives de développement	168
La pensée du développement au tournant des années 2020	185
Notes.....	187
Références	189
Chapitre 5. Relever les nouveaux défis du développement.....	201
Le développement, un état de transition permanente	203
Le développement est plus que jamais mis à l'épreuve	209
Qu'impliquent de tels défis pour les stratégies de développement ?	214
Transformer les défis en opportunités	226
Note	243
Références	244
Annexe 5.A. Plans nationaux de développement	253

Tableaux

Tableau 2.1. Richesse nette des ménages	62
Tableau 2.2. Richesse nette médiane par adulte	63
Tableau 2.3. Transitions entre les catégories de revenu de la Banque mondiale	66
Tableau 2.4. Éligibilité aux crédits de l'IDA et sortie de/retour à la catégorie des PMA	67
Tableau 2.5. Importations de biens et services	76
Tableau 2.6. Flux entrants et sortants d'IDE dans les pays en développement.....	81
Tableau 2.7. Bénéficiaires de financements chinois officiels (2000-14).....	84
Tableau 3.1. Variables du bien-être de la base de données Clio-Infra	102
Tableau 5.1. Les pays doivent faire face à des défis économiques et sociaux séculaires.....	206
Tableau 5.2. Nouveaux défis mondiaux	209
Tableau 5.3. Implications des changements pour les stratégies de développement	223
Tableau 5.4. La valeur des investissements de la BRI est supérieure à celle de tout autre programme comparable dans l'histoire récente	236
Tableau d'annexe 5.A.1. Plans nationaux de développement évalués dans le cadre de ce chapitre ...	253

Graphiques

Graphique 1.1. Le basculement de l'activité économique mondiale se poursuivra, mais à un rythme plus lent	24
Graphique 1.2. Les trois phases du basculement de la richesse	26
Graphique 1.3. La convergence a marqué le pas après la crise financière mondiale	26
Graphique 1.4. Après 1870, un lien est apparu entre le PIB par habitant et certaines dimensions du bien-être.....	28
Graphique 1.5. Les variables du bien-être progressent à un rythme plus soutenu que le PIB, mais pas autant qu'escompté	30
Graphique 1.6. Les nouveaux pays émergents ont atteint le même niveau de bien-être que les économies développées en moins de temps	31
Graphique 1.7. Dimensions clés d'une stratégie de développement	36
Graphique 2.1. Le basculement de l'activité économique mondiale est vraisemblablement amené à se poursuivre, mais à un rythme plus lent, principalement en raison du ralentissement observé en Chine.....	45
Graphique 2.2. Les trois phases du basculement de la richesse	46

Graphique 2.3. Une convergence mitigée durant la phase d'ouverture.....	47
Graphique 2.4. Une convergence généralisée, en grande partie sous l'effet d'une croissance sino-centrée	49
Graphique 2.5. La convergence a marqué le pas après la CFM	50
Graphique 2.6. La Chine opère un rééquilibrage de ses échanges au profit des économies en développement.....	51
Graphique 2.7. Depuis le début de la transformation économique de la Chine, une reprise s'est amorcée dans l'emploi manufacturier aux États-Unis.....	54
Graphique 2.8. Les salaires augmentent rapidement en Chine.....	55
Graphique 2.9. La Chine et l'Inde ont de plus en plus contribué à la croissance économique mondiale, bien qu'à un rythme moins soutenu ces dix dernières années	56
Graphique 2.10. Le basculement de la richesse a inversé la dégradation (en cours depuis dix ans) des termes de l'échange pour nombre d'économies en développement exportatrices de produits de base	57
Graphique 2.11. Le basculement de la richesse a entraîné un déplacement de la richesse nette des économies avancées vers la Chine et d'autres grandes économies émergentes.....	58
Graphique 2.12. Les partenaires émergents ont élargi les options politiques de l'Afrique	59
Graphique 2.13. La croissance économique de la Chine a contribué à la réduction de la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté.....	60
Graphique 2.14. Les inégalités de revenu se sont creusées en Chine comme en Inde	61
Graphique 2.15. Durant le basculement de la richesse, les accélérations de la croissance se sont principalement observées dans les économies en développement	64
Graphique 2.16. Évolution de l'indice de vulnérabilité économique	70
Graphique 2.17. La part de l'industrie dans le PIB a baissé après des pics dans les pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure, mais a récemment augmenté dans les pays à faible revenu	71
Graphique 2.18. Les échanges Sud-Sud restent dynamiques, mais sino-centrés	74
Graphique 2.19. Tandis que les échanges Sud-Sud se sont renforcés et sont devenus plus sino-centrés, les PMA ont doublé leur part dans les échanges avec le Sud.....	75
Graphique 2.20. Les importations de la Chine ont connu un rééquilibrage vers les produits utilisés et commercialisés sur le territoire national.....	77
Graphique 2.21. Les importations de la Chine proviennent de plus en plus d'autres régions que l'Asie de l'Est.....	78
Graphique 2.22. Les transferts de fonds ont augmenté avec le PIB des économies en développement.....	80
Graphique 2.23. En Afrique, les flux multilatéraux se sont substitués aux flux de prêts bilatéraux officiels.....	82
Graphique 3.1. Cadre de mesure du bien-être de l'OCDE	100
Graphique 3.2. Malgré la croissance du PIB, l'extrême pauvreté progresse dans plusieurs pays.....	104
Graphique 3.3. La relation entre l'insatisfaction à l'égard du niveau de vie et le PIB par habitant n'est pas linéaire	106
Graphique 3.4. Ce n'est qu'après 1870 qu'un lien est apparu entre le PIB par habitant et certaines dimensions du bien-être.....	109
Graphique 3.5. Le PIB et les dimensions du bien-être se sont progressivement dissociés au XX ^e siècle	110
Graphique 3.6. En Amérique latine, les résultats en matière de bien-être ont été meilleurs que ne l'aurait laissé escompter le PIB	114
Graphique 3.7. L'Afrique présente une grande variété de trajectoires sur le plan du bien-être	117
Graphique 3.8. En Asie, les résultats en matière de bien-être ont eu des retombées positives	122

Graphique 3.9. L'Union soviétique et ses satellites ont réalisé des progrès mitigés sur le plan du bien-être depuis les années 1950	125
Graphique 3.10. C'est vers 1870 que les progrès sur le plan du bien-être ont pris leur essor dans les premiers pays qui se sont industrialisés.....	130
Graphique 3.11. Les nouvelles économies émergentes ont atteint le même niveau de bien-être que les économies développées en moins de temps	132
Graphique 4.1. Évolution des principaux éléments de la pensée du développement au fil du temps .	147
Graphique 4.2. Les grandes étapes de la pensée du développement	150
Graphique 4.3. L'accent mis sur le consommateur plutôt que sur le producteur atteint un pic dans les années 1960.....	160
Graphique 4.4. Les références à la lutte contre la pauvreté sont en forte augmentation depuis les années 1970	166
Graphique 4.5. Néostructuralisme : Interaction entre l'innovation, la diffusion et la sélection technologiques sur les marchés mondiaux	172
Graphique 4.6. Il a fallu deux fois plus de temps au taux de pauvreté qu'au PIB pour retrouver leur niveau d'avant la crise des années 1980	173
Graphique 4.7. Les années 1980 voient le PIB par habitant commencer à baisser en Afrique	177
Graphique 4.8. L'Afrique a vu ses taux de scolarisation progresser dans tous les niveaux d'enseignement dans les années 2000	179
Graphique 4.9. Les exportations ont connu une croissance rapide dans la région Asie-Pacifique.....	180
Graphique 4.10. La part de la haute technologie dans les exportations a augmenté en Asie	181
Graphique 4.11. En Asie, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté a diminué.....	182
Graphique 4.12. Dans certains pays asiatiques, les inégalités de revenu ont augmenté.....	184
Graphique 5.1. L'intensité carbone de la production économique s'est réduite avec les PIB par habitant	206
Graphique 5.2. Les pays avancés et à revenu intermédiaire sont plus exposés à l'automatisation que les économies en développement	217
Graphique 5.3. L'urbanisation connaîtra une progression constante dans les différentes régions	222
Graphique 5.4. La croissance économique a entraîné l'augmentation de la part des pays participant comme pays d'émigration, et moins comme pays d'immigration.....	231
Graphique 5.5. La part relative des différentes formes de financement extérieur varie selon la région.....	237
Graphique 5.6. Il est peu probable que la Chine ait un rôle majeur à jouer comme source de transferts de fonds à court et moyen termes	238
Graphique 5.7. Dimensions clés d'une stratégie de développement	240

Encadrés

Encadré 2.1. Le basculement de la richesse dans les éditions précédentes des PDM	43
Encadré 3.1. Le projet Clio-Infra et le rapport <i>How Was Life?</i>	101
Encadré 4.1. La pensée du développement dans une perspective à plus long terme.....	147
Encadré 4.2. Le plan Marshall et l'impulsion en faveur de l'industrialisation.....	153

Abréviations et acronymes

5G	Cinquième génération de standards pour la téléphonie mobile
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BAII	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
BAAsD	Banque asiatique de développement
BEPS	Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (<i>Base Erosion and Profit Shifting</i>)
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BLI	Indicateur du vivre mieux (<i>Better Life Index</i>)
BRI	Nouvelle route de la soie (<i>Belt and Road Initiative</i>)
BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (<i>Brazil, Russian Federation, India, China, South Africa</i>)
BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud (<i>Brazil, Russian Federation, India, Indonesia, China, South Africa</i>)
CAD	Comité d'aide au développement
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CENUA/CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFM	Crise financière mondiale
CGD	<i>Center for Global Development</i>
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CO₂	Dioxyde de carbone
CO_{2e}	Équivalent CO ₂
CPD	Comité des politiques de développement
CVM	Chaînes de valeur mondiales
DP	Développement participatif
EE	Entreprise d'État
EMN	Entreprises multinationales
ÉU	États-Unis
EUS	Ex-Union soviétique
F-A	Fusions et acquisitions
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>Food and Agriculture Organization</i>)
FEM	Forum économique mondial
FMI	Fonds monétaire international
G7	Groupe des sept

GAD	Groupe d'aide au développement
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i>)
GES	Gaz à effet de serre
Gt	Gigatonne
IA	Intelligence artificielle
IDA	Association internationale de développement
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice de développement humain
IdO	Internet des objets
IPP	Indice des prix à la production
IVE	Indice de vulnérabilité économique
IVPCC	Indice de vulnérabilité physique au changement climatique
NAEC	Nouvelles approches face aux défis économiques (<i>New Approaches to Economic Challenges</i>)
NBD	Nouvelle banque de développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAI	Programme d'action d'Istanbul
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PDIA	Adaptation itérative axée sur les problèmes (<i>Problem driven iterative adaptation</i>)
PDM	Perspectives du développement mondial
PDSL	Pays en développement sans littoral
PÉID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPA	Parités de pouvoir d'achat
PPD	Pays plus développés
PPTE	Pays pauvres très endettés
R-D	Recherche et développement
RDH	Rapport sur le développement humain
RDM	Rapport sur le développement dans le monde
RMB	Renminbi
RNB	Revenu national brut

SDI	Statistiques sur le développement international
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SNDE	Stratégies nationales de développement économique
SO₂	Dioxyde de soufre
TB	Tuberculose
TI	Technologies de l'information
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UNA	Union africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (<i>United Nations International Children's Emergency Fund</i>)
USD	Dollar américain
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WPC	Horloge mondiale de la pauvreté (<i>World Poverty Clock</i>)
ZES	Zones économiques spéciales

Éditorial

Ces dernières décennies, le progrès a entraîné la création de richesses et d'opportunités sans précédent. Tous les indicateurs disponibles le confirment : le monde n'a jamais connu situation si prospère. Et pourtant, le ressentiment monte de toutes parts, car le partage des bénéfices est loin d'être équitable. Dans les pays les plus avancés, les classes moyennes en difficulté sont de plus en plus désabusées face à l'enrichissement des plus riches, et la confiance envers les institutions s'affaiblit. Dans les pays plus pauvres, c'est un autre tableau : d'un côté, il y a les oubliés de cette prospérité mondiale, ces lieux en proie à la fragilité et aux conflits, où la souffrance et la pauvreté restent omniprésentes ; de l'autre, ces lieux où malgré la réalisation de progrès spectaculaires sur le plan de la réduction de la pauvreté et du développement humain, la persistance des inégalités nourrit de graves tensions sociales.

Notre conception historique collective du processus de développement ces 50 à 70 dernières années ne concorde donc plus avec la réalité des expériences récentes de développement de nombreux pays. Nous continuons à considérer le développement économique et le développement humain comme deux dimensions distinctes, alors qu'ils doivent s'envisager comme un processus unique. Parallèlement, le monde a connu de profondes transformations, en grande partie sous l'effet de l'essor des économies émergentes. La Chine, mais aussi le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la Fédération de Russie, occupent ainsi une place de plus en plus importante sur la scène internationale et participent au processus de développement des autres pays. Depuis 2010, la série des *Perspectives du développement mondial* s'attache à suivre l'incidence de ces différents changements sur le développement.

La transformation de la géographie économique mondiale ne s'est toutefois pas opérée du jour au lendemain ; il s'agit d'un processus long et graduel, dont les effets sur le développement sont donc moins perceptibles.

Certaines choses ont bel et bien changé, mais pas toutes. La conception traditionnelle du développement a chassé une paire de lunettes flambant neuve au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et malgré de petites révisions ponctuelles, c'est cette même vision qui prévaut encore aujourd'hui.

Or, nous devons aujourd'hui changer de lunettes : le moment est venu, en particulier, de repenser les stratégies de développement. L'OCDE s'y attelle d'ailleurs déjà, notamment avec ses « Nouvelles approches face aux défis économiques » (NAEC) et son « Initiative du vivre mieux », mais il nous faut aller encore plus loin. Nous devons reconnaître pleinement la pluralité des trajectoires individuelles de développement et la nécessité, pour le processus multidimensionnel du développement, d'une nouvelle approche de la coopération mondiale.

Mario Pezzini

Directeur, Centre de développement de l'OCDE

Conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'OCDE chargé du développement

Résumé

« Repenser le développement »

La conception du développement a évolué depuis la Seconde Guerre mondiale et différents paradigmes ont, selon les époques, inspiré ses théories et pratiques. L'accent mis sur l'industrialisation, la planification et la croissance durant les années d'après-guerre a ensuite laissé place à une réflexion sur la transformation structurelle dans les années 1960 et la théorie de la dépendance dans les années 1970. Puis le « Consensus de Washington » des années 1980 et 90 a privilégié la stabilité macroéconomique et promu l'ajustement structurel. Enfin, depuis les années 2000, une approche par objectifs a mené à la création des Objectifs du Millénaire pour le développement et de leurs successeurs, les Objectifs de développement durable.

S'il n'existe toujours pas de définition standard du développement, un consensus se dessine toutefois sur son rôle dans l'amélioration réelle de la qualité de vie des individus et de leur bien-être. Mais comment y parvenir ? Peut-on ériger les politiques ayant permis le développement des premiers pays qui se sont industrialisés en références absolues pour les pays en développement ? Les trajectoires de pays industrialisés plus récemment, comme la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine »), n'ont pas suivi les paradigmes traditionnels. Ceci nous amène à nous interroger sur les types de stratégies que les pays devraient adopter pour atteindre des niveaux plus élevés et pérennes de bien-être.

Les stratégies de développement doivent s'adapter au nouvel ordre mondial

Une transformation majeure de l'économie mondiale s'est opérée ces 30 dernières années. Depuis les années 1990, des économies émergentes telles que la Chine et l'Inde ont connu une croissance plus soutenue que la moyenne des pays de l'OCDE. Conjugués au facteur démographique, ces écarts de croissance ont redessiné le paysage macroéconomique mondial.

Trois grandes phases ont présidé à l'émergence de cette nouvelle géographie économique mondiale :

- L'ouverture de la Chine, de l'Inde et de l'ex-Union soviétique aux marchés mondiaux s'est fait sentir à partir des années 1990.
- Une deuxième phase, allant de 2001 à la crise financière mondiale de 2008, a vu la convergence généralisée des pays pauvres. L'urbanisation et l'industrialisation rapides de l'Asie ont entraîné une hausse des prix des produits de base.
- Une phase plus récente, dans les années 2010, durant laquelle la convergence a donné des signes de ralentissement temporaire, s'inscrit sous le signe de la récession mondiale et de la transformation de la Chine, passée d'une économie manufacturière centrée sur les exportations à une économie axée sur les services et la consommation, entraînant une chute des prix des produits de base.

Cette transformation de la géographie économique a eu de profondes répercussions sur le développement mondial. Elle a : redessiné la carte des relations économiques en termes d'échanges, de flux financiers et de migrations ; stimulé la croissance mondiale, sortant des millions de personnes de la pauvreté ; et enfin, modifié l'architecture de la gouvernance mondiale.

En 2010, les pays en développement représentaient 42 % du commerce mondial de marchandises, les échanges Sud-Sud comptant pour moitié de ce total. La Chine a joué un rôle central à cet égard : depuis la crise financière mondiale, ses importations sont la force motrice des échanges Sud-Sud.

Les économies émergentes sont en outre devenues d'importants acteurs du financement du développement ; les donateurs émergents ont ainsi fait passer leur part de financement ne relevant pas de l'aide publique au développement de 6 % à 13 %. L'initiative de la Chine pour une « nouvelle route de la soie », stratégie internationale de développement de grande envergure visant à améliorer les connexions entre la Chine et les autres pays, renforce par ailleurs l'intégration Sud-Sud.

Les stratégies de développement ne peuvent pas partir du principe que la croissance économique se traduira automatiquement par une amélioration du bien-être

La croissance économique du Sud est loin d'avoir résolu tous les problèmes. La pauvreté, absolue comme relative, a poursuivi son avancée dans certains pays ; les inégalités de revenu se sont creusées dans bien des cas ; et l'industrialisation et l'urbanisation ont entraîné la dégradation de l'environnement.

Rien de très surprenant à ce que la croissance du PIB n'ait pas été la solution miracle à tous les problèmes. Kuznets, qui fut le premier à définir le PIB en 1934, avait lui-même mis en garde contre son utilisation comme indicateur du bien-être. À la Conférence de Bretton Woods, dix ans plus tard, il est toutefois devenu le principal outil de mesure de l'économie d'un pays, et durant des décennies, on a considéré la croissance du PIB comme une bonne variable indicative du développement plus général d'un pays.

Une approche plus globale du développement, tenant compte de différentes dimensions du bien-être, de leur distribution dans la population, et de leur pérennité, révèle cependant une situation plus complexe.

Dans l'ensemble, les indicateurs du bien-être sont en corrélation étroite avec le PIB par habitant. La relation entre ces deux variables a toutefois évolué au fil du temps. Deux phases se distinguent ainsi :

- De 1820 à 1870, les pays dont le PIB par habitant était plus élevé ne présentaient pas toujours de meilleurs résultats sur le plan du bien-être. Durant les premières années de l'industrialisation, entre les années 1820 et 1870, le PIB des pays industrialisés enregistrait une croissance d'environ 1-1.5 % par an. Bien que relativement lente, la croissance du PIB était en marche, sans quasiment aucun effet positif, toutefois, sur le bien-être. Ce « paradoxe de la croissance » est le prix que les premiers pays qui se sont industrialisés ont dû payer pour la rapidité de leur urbanisation et de leur prolétarianisation.
- Après 1870, la corrélation entre le PIB par habitant et les indicateurs du bien-être s'est renforcée, sous l'effet d'importations alimentaires américaines meilleur marché en Europe, permettant une hausse des salaires réels, de l'essor des régimes

démocratiques, des percées de la connaissance médicale et de l'adoption de mesures de politique sociale. De nombreux progrès ont été accomplis sur le plan du bien-être, sans croissance nécessaire du PIB par habitant.

Depuis les années 1950, les nouveaux pays émergents commençant à connaître une croissance rapide se sont démarqués des premiers qui se sont développés par le phénomène de « rattrapage » ou de convergence du PIB par habitant :

- En Amérique latine et en Asie, les progrès enregistrés sur le plan du bien-être sont supérieurs à la hausse du PIB par habitant pour certaines dimensions (espérance de vie, éducation), mais pas toutes.
- En Afrique, les progrès réalisés sur le plan du bien-être sont relativement plus importants que la progression du PIB par habitant, mais un écart constant et grandissant subsiste avec le reste du monde.

Les stratégies de développement doivent faire face à de nouvelles tendances et de nouveaux défis

Au-delà des objectifs de croissance économique, la plupart des plans nationaux de développement conçus aujourd'hui mettent bel et bien l'accent sur les dimensions d'inclusion sociale et de durabilité environnementale. Cependant, rares sont ceux à sembler conscients des tendances de fond, ainsi que des défis et opportunités susceptibles d'en découler.

Certains de ces défis se sont déjà présentés auparavant : le ralentissement potentiel de la croissance mondiale, le protectionnisme commercial, le creusement des inégalités, la croissance démographique et l'affaiblissement de la gouvernance mondiale.

De nouveaux défis ont toutefois fait leur apparition, auxquels les premiers pays qui se sont industrialisés n'ont pas été confrontés. Citons notamment les nouvelles règles mondiales, la forte interdépendance entre les pays, les booms démographiques sans précédent, la forte mobilité des populations, les risques de pandémies et le changement climatique, sans oublier les nouvelles technologies, notamment la transformation numérique, l'automatisation, l'intelligence artificielle et la biotechnologie.

Quelles stratégies de développement pour le XXI^e siècle ?

Les économies émergentes ont emprunté des trajectoires de développement différentes de celles des premiers pays qui se sont industrialisés, et continueront de le faire. Dans le sillage de la transformation de la géographie économique mondiale, de nouvelles stratégies font en effet leur apparition, notamment le renforcement de la coopération Sud-Sud, l'adoption de politiques liant migrations et développement, et la recherche de solutions novatrices pour l'extension de la protection sociale.

L'expérience montre l'utilité des stratégies comme outil au service d'une croissance équilibrée, soucieuse des questions sociales et environnementales. Au lieu de rechercher un paradigme de développement unique pour tous les pays, l'histoire nous enseigne que l'efficacité des stratégies de développement est optimale lorsqu'elles sont multisectorielles, participatives, territorialisées et inscrites dans une perspective multilatérale, et lorsque l'on dispose des ressources et de la volonté politique nécessaires à leur bonne mise en œuvre.

Chapitre 1. Quelles stratégies de développement pour le XXI^e siècle ?

En 2008, la part des économies émergentes et en développement dans l'économie mondiale passait pour la première fois la barre des 50 %. Depuis lors, la série des Perspectives du développement mondial s'attache à étudier le basculement de la richesse mondiale et son incidence sur les pays en développement. Ce chapitre offre une vue d'ensemble de cette édition 2019, qui étudie le processus de transformation de la géographie économique dans le contexte de l'après-crise financière mondiale, la transformation progressive de la Chine et les nouvelles sources de croissance pour la poursuite du basculement de l'activité économique. Il analyse en outre les trajectoires de développement au-delà des indicateurs strictement économiques, en explorant différentes dimensions du bien-être à travers le monde en développement. Il tire enfin des enseignements des paradigmes de développement de ces 70 dernières années, montrant la nécessité pour les nations en développement du XXI^e siècle d'inventer leurs propres trajectoires originales vers plus de bien-être et de durabilité, et pour la coopération internationale de s'adapter à cette nouvelle donne.

En 2008, la part de la production économique des pays en développement dans la production mondiale passait pour la première fois la barre des 50 %. Cette même année, le Centre de développement de l'OCDE a commencé à étudier le basculement de la richesse mondiale et son incidence sur le développement : les pays en développement devenaient non seulement de nouveaux acteurs majeurs de l'économie mondiale, mais ce basculement était structurel et amené à perdurer. L'ouverture des économies de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine »), de l'Inde et de l'ex-Union soviétique (EUS) s'est accompagnée de retombées et de nouveaux liens pour les marchés mondiaux du travail et des exportations de produits de base. De nombreux pays ont pu en tirer profit et semblaient engagés sur la voie d'une convergence économique avec les plus riches. Les indicateurs étaient globalement au vert pour le développement.

Les éditions suivantes des *Perspectives du développement mondial* (PDM) ont toutefois aussi mis en garde contre les possibles écueils de cette transformation de la géographie économique. Ces rapports rappelaient la nécessité de favoriser la cohésion sociale, d'adapter les politiques industrielles, de stimuler la productivité et de mettre les migrations au service du développement, à la lumière des nouvelles réalités internationales. Les répercussions de la crise financière mondiale et de celle des réfugiés ont, par exemple, créé ou exacerbé les tensions sociales dans de nombreux pays du monde entier. La solidité des nouveaux moteurs de croissance mondiaux était ainsi mise à l'épreuve, tout comme le soutien au multilatéralisme et à la mondialisation. Pour exploiter pleinement le potentiel d'une telle transformation, les pays en développement devaient renforcer leurs systèmes d'emploi et de protection sociale, investir dans les infrastructures matérielles et immatérielles, œuvrer à la création et à la diversification des liens avec d'autres secteurs de leur économie, développer les compétences et intégrer les migrations dans leurs stratégies de développement.

Combien de temps encore les dividendes de la transformation de la géographie économique peuvent-ils profiter au développement ? La Chine a vu sa croissance ralentir considérablement. Elle reconnaît devoir adapter son modèle économique à la nouvelle conjoncture, en adoptant une approche plus sociale et inclusive (Banque mondiale, 2013^[11]). Le ralentissement des échanges internationaux depuis la crise financière mondiale (CFM) de 2008-09 et la montée du protectionnisme commercial ont changé la donne de la mondialisation. Celle-ci va-t-elle se poursuivre et si oui, sous quelle forme ? Par ailleurs, l'émergence d'évolutions technologiques telles que la transformation numérique et l'automatisation, ainsi que des tendances comme l'hostilité envers les migrations, ont fait apparaître de nouveaux défis et opportunités à l'échelle mondiale. Quelles en sont les conséquences pour le reste du monde, en particulier pour les pays les plus pauvres en difficulté et pas nécessairement sur la voie de la convergence avec les économies plus prospères ?

Cette édition 2019 des *Perspectives du développement mondial* s'attache à répondre à ces questions en étudiant tout d'abord le contexte actuel de cette nouvelle géographie économique, les répercussions des transformations à l'œuvre en Chine sur les perspectives de développement, et les nouveaux facteurs susceptibles de faire progresser le processus de transformation de la géographie économique. Elle examine en outre l'incidence de cette transformation sur les pays au-delà du plan strictement économique, en explorant différentes dimensions du bien-être à travers le monde en développement. Elle tire aussi les enseignements des paradigmes de développement qui ont dû, au cours des 70 dernières années, apporter une réponse adéquate à la diversité et la complexité des trajectoires de développement empruntées par les différents pays. Confrontées à de

nouvelles combinaisons de défis économiques, sociaux et environnementaux, les nations en développement du XXI^e siècle n'ont d'autre choix que d'inventer leurs propres trajectoires originales vers plus de bien-être et de durabilité, dont l'un des éléments essentiels est la conception et le contenu des stratégies de développement. Il est donc devenu nécessaire de repenser la coopération internationale au-delà de sa dimension financière et de favoriser des échanges plus efficaces de capital social et humain.

Ce rapport s'articule autour de quatre grands messages :

- Le basculement mondial de la richesse se poursuivra malgré la modification du rôle de la Chine et la baisse des niveaux de liquidité mondiale, porté par la croissance de l'Inde et d'autres nouveaux pôles manufacturiers à bas coût, ainsi que par le renforcement des liens entre les pays en développement. Cette nouvelle ère nécessite de nouvelles formes et sources de financement, d'échanges et de partage des connaissances.
- On comprend désormais mieux les limites de l'utilisation du produit intérieur brut (PIB) par habitant comme indicateur de développement. La croissance économique n'est plus une croissance qualitative. Par rapport aux premiers pays qui se sont industrialisés, les nations en développement d'aujourd'hui connaissent un rythme de croissance plus soutenu, mais les indicateurs du bien-être y progressent bien plus lentement à taux de croissance économique équivalent. La croissance économique doit donc s'accompagner d'investissements et d'efforts politiques pour améliorer le bien-être dans ses différentes dimensions et garantir la durabilité.
- L'expérience du développement est aujourd'hui tout à fait différente, les pays devant faire face à des défis jamais rencontrés auparavant. Ce nouveau contexte voit l'émergence de nouvelles règles, de nouvelles contraintes environnementales, de nouvelles technologies et d'une concurrence accrue. Les stratégies de développement doivent s'adapter à ces changements et refléter le contexte, la dotation et les institutions de chaque pays. Au lieu de suivre un paradigme unique, les stratégies de développement doivent s'adapter à chaque contexte et respecter les principes de participativité, de territorialisation, de multisectorialité et de multilatéralisme.
- La complexité des défis actuels induit une multiplicité de trajectoires de développement. Les paradigmes de développement se sont considérablement élargis au fil du temps pour inclure de nombreux éléments nouveaux allant bien au-delà du simple objectif de croissance économique. Ils continuent toutefois de promouvoir une approche prévoyant une trajectoire unique de développement pour tous les pays, fondée sur l'idée que le développement commence avec le capital financier.

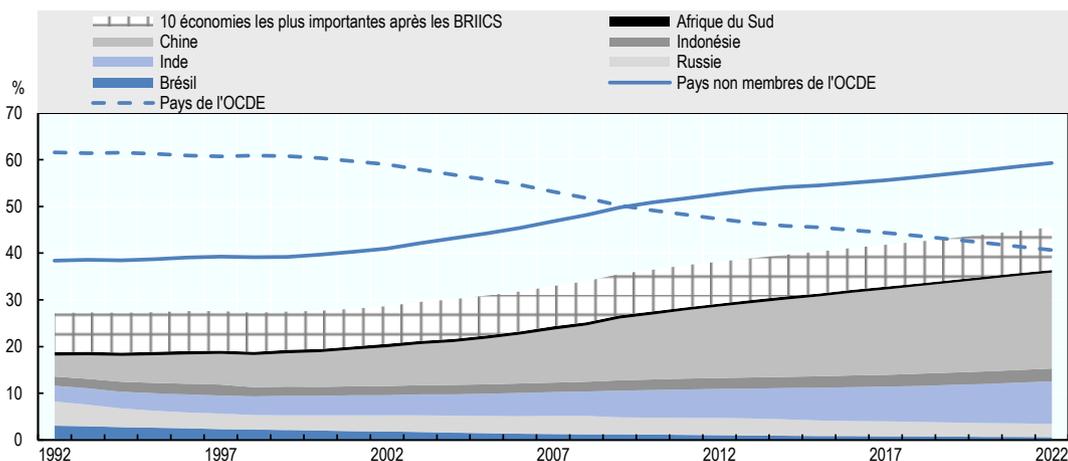
Nouvelles dynamiques du basculement de la richesse

Depuis les années 1990, la Chine et l'Inde ont enregistré une croissance considérable par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Aux côtés de plusieurs autres grandes économies émergentes, elles ont commencé à redessiner le paysage macroéconomique mondial. Conjugués au facteur démographique, ces écarts de croissance ont fait émerger une nouvelle économie mondiale. Les pays les plus importants de par leur poids économique ne sont plus aussi les plus riches en termes de PIB par habitant. La Chine est devenue la première économie mondiale si son PIB est mesuré en parités de pouvoir

d'achat (PPA), et la deuxième après les États-Unis si la mesure se fait en valeur nominale. En 2008, la part des économies émergentes et en développement dans l'économie mondiale (en PPA) passait pour la première fois la barre des 50 % (graphique 1.1).

Graphique 1.1. Le basculement de l'activité économique mondiale se poursuivra, mais à un rythme plus lent

Part du PIB mondial (en pourcentage, 1992-2022)



Note : Les 10 économies les plus importantes après le Brésil, la Fédération de Russie (ci-après dénommée « Russie »), l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) et les pays de l'OCDE sont : l'Arabie saoudite, l'Iran, le Viet Nam, le Nigéria, la Thaïlande, l'Égypte, l'Argentine, le Pakistan, la Malaisie et les Philippines. Les projections débutent en 2017.

Source : FMI (2017^[2]), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB en PPA, en pourcentage du total mondial), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964393>

Au fil du temps, on a assisté à une redéfinition du basculement de la richesse, à la fois sous l'effet de la CFM et du repositionnement des économies émergentes, en particulier de la Chine et de l'Inde. Pour mieux comprendre l'émergence de cette nouvelle géographie économique mondiale, on peut identifier trois grandes phases de croissance (graphique 1.2).

- 1990-2000 : Une phase initiale d'« ouverture », initiée par les réformes prudentes de la Chine dans les secteurs de l'agriculture et des investissements étrangers en 1978, la libéralisation économique progressive de l'Inde en 1991 et la dissolution de l'EUS cette même année. Avec l'adoption par la Chine de réformes de privatisation encore plus énergiques à la fin des années 1980, l'ouverture initiale de la Chine, de l'Inde et de l'EUS aux marchés mondiaux s'est vraiment fait sentir à partir des années 1990 (Pomfret, 1996^[3]).
- 2001-08 : Une deuxième phase, à partir de la crise financière, qui a vu la convergence généralisée des pays pauvres, en grande partie sous l'effet d'une croissance de plus en plus sino-centrée. L'urbanisation et l'industrialisation rapides de l'Asie, en particulier, ont entraîné une hausse de la demande et des prix des combustibles fossiles et des métaux industriels.

- 2009-présent : Une phase plus récente, dans les années 2010, durant laquelle le basculement de la richesse a donné des signes de ralentissement temporaire, sous l'effet conjugué de la récession mondiale au lendemain de la CFM et de la transformation économique de la Chine, passée d'une économie manufacturière centrée sur les exportations à une économie axée sur les services et la consommation intérieure. Toutefois, comme l'illustre le graphique 1.3, on observe toujours dans les années 2010 la convergence de nombreux pays plus pauvres vers la moyenne des pays du G7.

La CFM et la transition chinoise ont toutes deux entraîné une chute des prix du pétrole et des métaux, certes au détriment des exportateurs de matières premières, mais aussi au profit de la croissance des pays importateurs de ce type de produits. Toutefois, cette période est aussi marquée par la persistance d'un différentiel de productivité entre les pays développés et ceux en développement, et ce malgré la croissance économique (OCDE, 2015^[4]). Les différentiels de revenu entre ces deux groupes de pays restent par conséquent importants. Les flux migratoires internationaux continuent, par exemple, de se diriger vers les pays les plus riches du monde (OCDE, 2016^[5]).

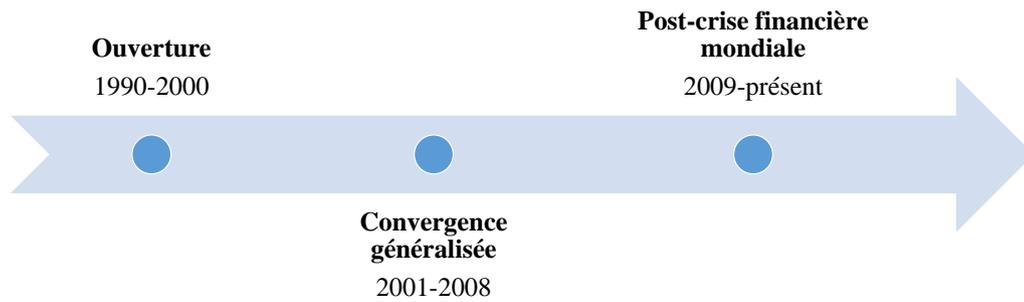
Le basculement de la richesse a eu de profondes répercussions sur le développement mondial. Il a tout d'abord redessiné la carte des relations économiques en termes d'échanges, de flux financiers et de migrations internationales. Il a ensuite stimulé la croissance mondiale, sortant des millions de personnes de la pauvreté. Il a enfin modifié la gouvernance mondiale, donnant un nouveau rôle aux pays en développement, mais leur imposant aussi de concevoir de nouvelles stratégies. L'élévation du niveau de vie qui a accompagné la mondialisation est venue corroborer l'idée du commerce comme moteur clé de la croissance économique, tant pour le Nord que pour le Sud.

Cette transformation de la géographie économique mondiale devrait continuer à redessiner et stimuler le développement des pays plus pauvres dans un avenir proche, portée par l'essor de l'Inde et d'autres pôles manufacturiers à bas coût (Deloitte Global, 2016^[6]), ainsi que par le renforcement des liens Sud-Sud. Le dynamisme des liens économiques Sud-Sud est en effet une composante essentielle de la nouvelle géographie économique. En 2010, les pays en développement représentaient environ 42 % du commerce mondial de marchandises, les échanges Sud-Sud comptant pour environ la moitié de ce total. Les pays les plus pauvres en ont également tiré profit, les échanges entre les pays les moins avancés et le Sud ayant doublé dans la part des exportations totales en provenance du Sud depuis 1995. Parallèlement, les grands pays émergents sont devenus d'importants acteurs du financement du développement.

La Chine a joué un rôle central tout au long de ce processus. Depuis la CFM, ses importations ont été la force motrice des échanges Sud-Sud, et son initiative pour une « nouvelle route de la soie » renforce par ailleurs l'intégration Sud-Sud.

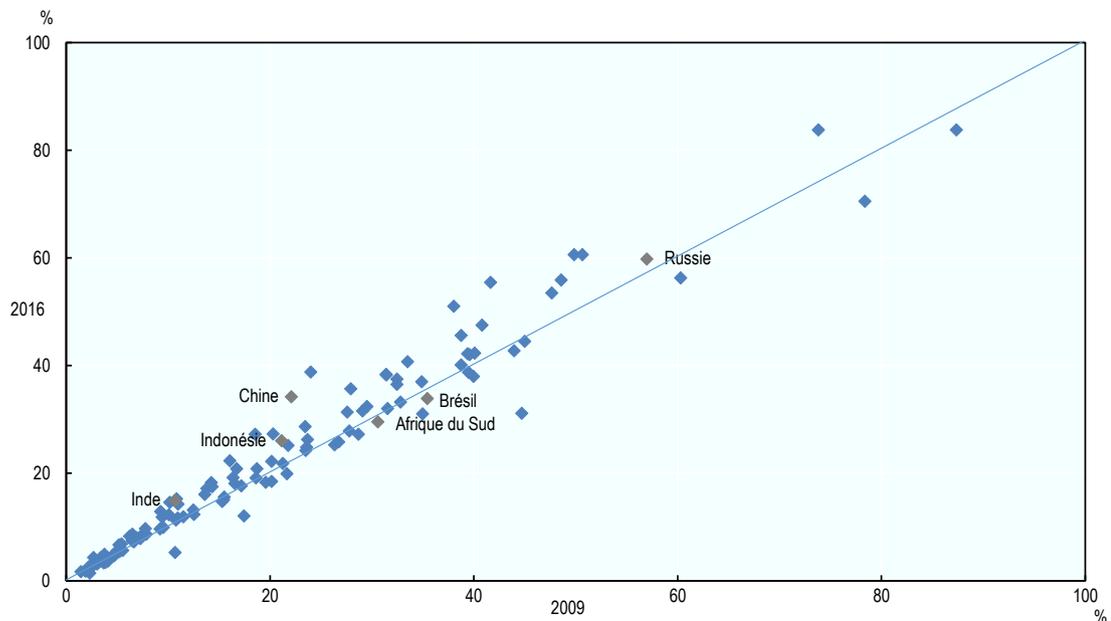
Malgré les progrès réalisés avec la transformation de la géographie économique, la croissance économique du Sud est toutefois loin d'avoir résolu tous les problèmes. Tout d'abord, l'essor du marché des produits de base n'a pas réglé les questions d'ordre économique et productif à l'échelle nationale. Ensuite, la nature du développement est plus complexe et multidimensionnelle que ne saurait le résumer la seule variable du revenu. Enfin, d'anciens problèmes subsistent et de nouveaux sont apparus.

Graphique 1.2. Les trois phases du basculement de la richesse



Graphique 1.3. La convergence a marqué le pas après la crise financière mondiale

PIB par habitant par rapport au PIB moyen des pays du G7 (2009-16)



Note : PIB par habitant des pays en développement par rapport au PIB moyen des pays du G7 (comparaison entre 2009 et 2016). La ligne à 45 degrés représente la stagnation du revenu par habitant en valeur relative ; les losanges situés au-dessus de la ligne indiquent une convergence relative des pays en développement ; les pays situés en dessous de la ligne accusent un certain retard.

Source : FMI (2017^[2]), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB par habitant, en prix constants [PPA, en dollars internationaux de 2011]), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964412>

La croissance économique n'a pas résolu tous les problèmes de développement

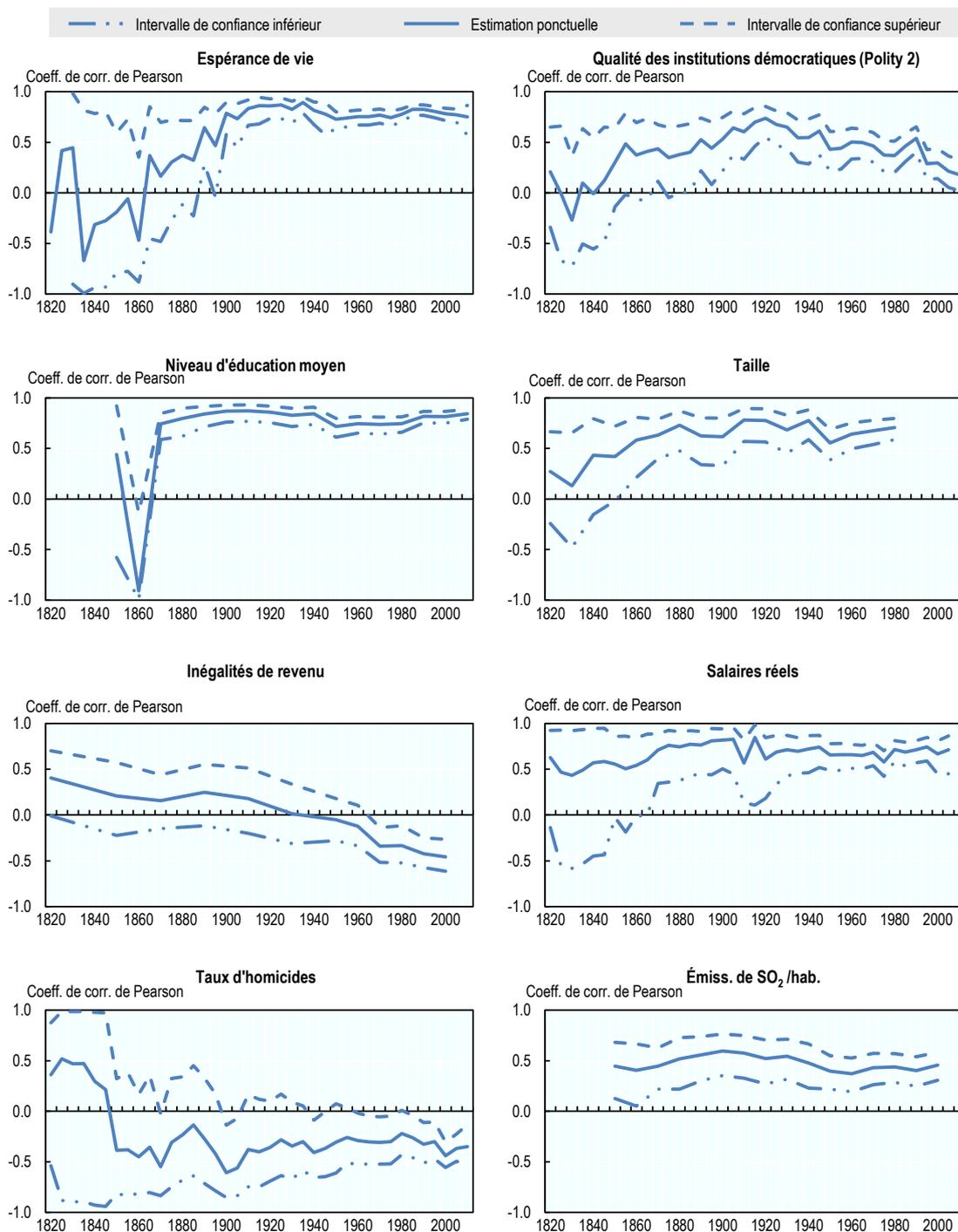
Une vision plus globale du développement, tenant compte des conditions matérielles et de la qualité de vie, révèle cependant une situation plus complexe. La pauvreté absolue poursuit par exemple son avancée dans certains pays, malgré des taux de croissance économique sans précédent (Banque mondiale, 2018^[7]), et les inégalités continuent de se creuser dans de nombreux pays (Alvaredo et al., 2017^[8]). Moins de la moitié de la population mondiale a accès à une protection sociale (OIT, 2017^[9]), avec une couverture particulièrement faible en Afrique et en Asie. La moitié au moins de la population mondiale n'a pas non plus accès aux services de santé essentiels, et chaque année, un grand nombre de ménages s'appauvrissent en raison des coûts de santé, supérieurs à leurs moyens (OMS/Banque mondiale, 2017^[10]). En outre, d'après les dernières données comparables produites par l'OIT (2018^[11]), 61 % des emplois dans le monde sont informels, ce qui équivaut à plus de deux milliards de personnes. Le développement est, par nature, complexe et la combinaison de la transformation de la géographie économique, de la convergence économique et du mouvement dynamique des facteurs du bien-être complique encore la donne en estompant la démarcation auparavant plus nette entre pays « développés » et pays « en développement ».

L'inégalité des résultats économiques et non économiques est-elle inhérente au processus de développement ? Quels enseignements tirer des expériences du passé ? Les indicateurs du bien-être sont historiquement en corrélation étroite avec le PIB par habitant. Depuis la Révolution industrielle, les pays dont le PIB par habitant est plus élevé présentent ainsi de meilleurs résultats en termes de niveau d'éducation, de salaires réels, de taille moyenne, d'espérance de vie et d'institutions plus démocratiques.

La forte corrélation entre le bien-être et le PIB par habitant n'a toutefois pas toujours été de mise (graphique 1.4)¹. Au début et au milieu du XIX^e siècle, les pays dont le PIB par habitant était plus élevé n'affichaient pas nécessairement de meilleurs résultats sur le plan du bien-être. Puis, à compter de la fin de ce même siècle, la corrélation entre le PIB par habitant et les indicateurs du bien-être s'est renforcée, jusqu'à ce que le bien-être commence même à progresser davantage que la croissance du PIB par habitant. Le facteur politique a bien sûr compté, notamment avec l'accès à des denrées alimentaires américaines moins coûteuses en Europe, l'essor des régimes démocratiques, les percées de la connaissance médicale et l'adoption de nouvelles mesures de politique sociale.

Graphique 1.4. Après 1870, un lien est apparu entre le PIB par habitant et certaines dimensions du bien-être

Corrélation entre le PIB par habitant et différentes dimensions du bien-être (1820-2010)



Note : Les graphiques indiquent le coefficient de corrélation de Pearson entre différents indicateurs du bien-être et le PIB par habitant par période de cinq ans, ainsi que les intervalles de confiance à 80 %.

Source : Calculs des auteurs à partir de la base de données Clio-Infra (différents indicateurs), Clio-Infra (2017^[12]), <http://www.clio-infra.eu>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964431>

Dans le contexte actuel, la relation entre le PIB par habitant et le bien-être a de nouveau changé. Depuis les années 1950, les pays qui se sont développés plus tardivement et les économies émergentes se sont démarqués de ceux qui se sont développés plus tôt par le rythme de leur croissance économique et le phénomène de « rattrapage » ou de convergence du PIB par habitant. Tandis que les premiers pays qui se sont industrialisés enregistraient un taux de croissance de 1-1.5 % durant les périodes où les indicateurs du bien-être prenaient un essor considérable, les économies émergentes affichent un taux de croissance supérieur à 5 %. Le graphique 1.5 illustre les évolutions du bien-être non imputables au PIB par habitant afin d'analyser la relation entre ces deux variables². En général, une dissociation s'opère dans le temps entre les indicateurs du bien-être et le PIB par habitant, mais contrairement à la convergence de la croissance économique, qui voit une croissance bien plus rapide des économies émergentes par rapport aux premiers pays qui se sont industrialisés, les économies émergentes ne devancent pas les pays les plus riches du monde pour ce qui est de l'amélioration du bien-être. En d'autres termes, rien ne semble indiquer l'existence d'un phénomène de « rattrapage » sur le plan du bien-être. La croissance rapide des économies émergentes s'est traduite par des résultats différents selon les régions, et pas nécessairement par des améliorations du bien-être de la même ampleur que dans les premiers pays qui se sont industrialisés :

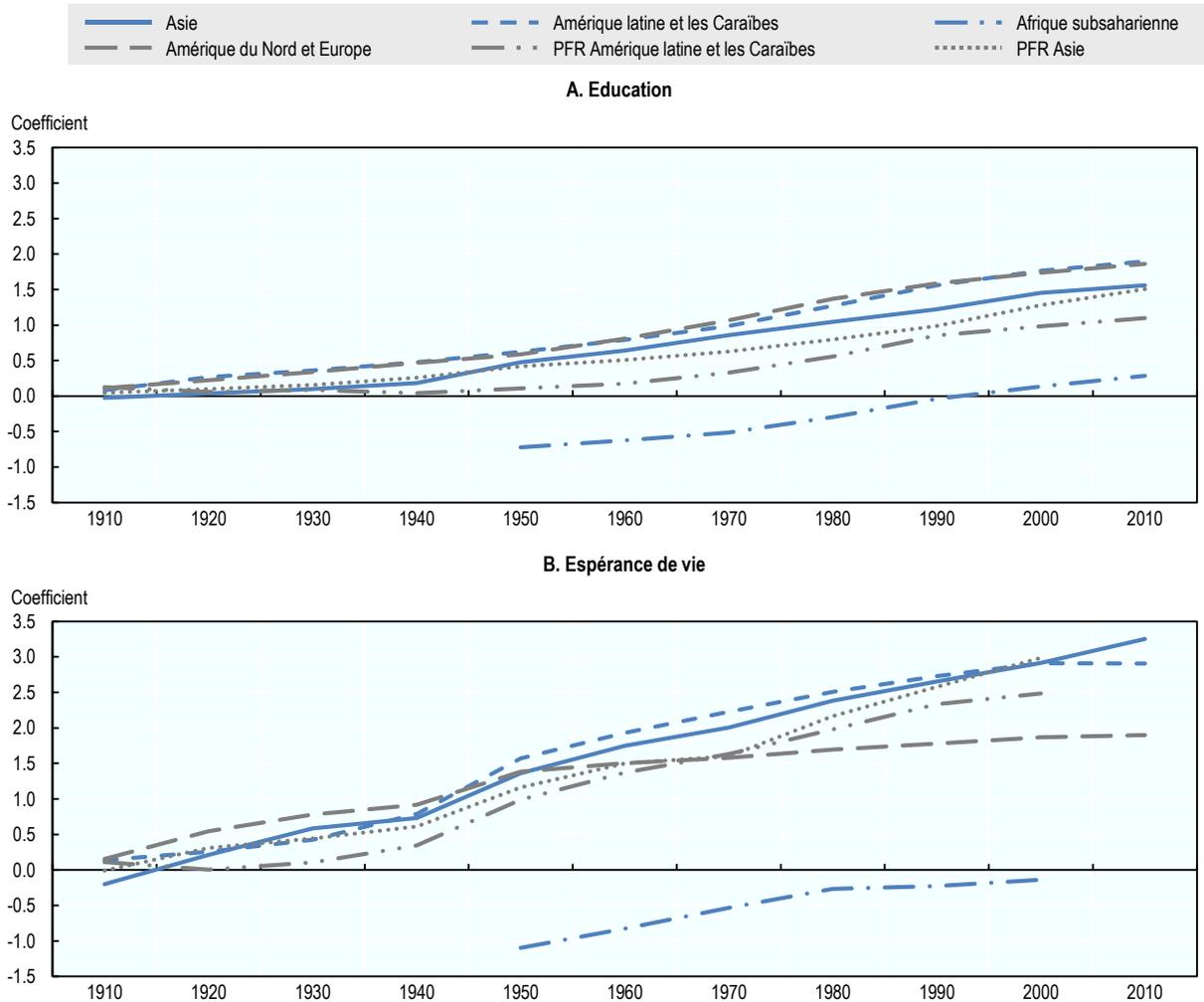
- La tendance à long terme à l'amélioration du bien-être est relativement nette en Amérique latine et en Asie pour certaines dimensions. Depuis les années 1940 et 1950, la progression du bien-être a par exemple été globalement plus forte que celle du PIB par habitant pour l'espérance de vie et le nombre d'années de scolarisation, mais pas pour tous les indicateurs. Les pays à faible revenu d'Amérique latine ont quant à eux rencontré des difficultés pour faire davantage de progrès sur le plan du bien-être, par rapport à la croissance de leur PIB par habitant.
- En Afrique subsaharienne, les progrès réalisés sur le plan du bien-être depuis les années 1950 ont été relativement plus importants que la progression du PIB par habitant, mais se caractérisent aussi par un écart constant et parfois grandissant avec le reste du monde. L'Afrique pourrait, en comparaison des progrès réalisés dans le reste du monde, s'améliorer davantage sur le plan du bien-être par rapport à la croissance de son PIB par habitant.

Cette analyse révèle plusieurs différences frappantes entre le monde des premiers pays qui se sont industrialisés et celui que connaissent aujourd'hui les économies émergentes. Bien que plus lente, la croissance économique était de meilleure qualité pour les premiers pays qui se sont industrialisés qu'elle ne l'a été pour nombre de pays émergents ces dernières années. Dans les pays en développement, la qualité de la croissance économique a en effet été insuffisante et pas assez priorisée (Haddad, Kato et Meisel, 2015_[13]). En revanche, les pays en développement qui ont pris des mesures afin d'apporter une réponse adéquate aux questions de bien-être ont atteint des niveaux élevés dans ce domaine plus rapidement que les premiers pays qui se sont industrialisés (graphique 1.6).

L'écart persistant entre les pays développés et ceux en développement en termes de productivité, de prévalence de l'extrême pauvreté et d'indicateurs du bien-être semble indiquer que la croissance économique n'a pas suffi pour résoudre tous les problèmes. Les stratégies de développement doivent adopter une vision plus large du développement, au lieu de se focaliser uniquement sur les objectifs de croissance économique.

Graphique 1.5. Les variables du bien-être progressent à un rythme plus soutenu que le PIB, mais pas autant qu'escompté

Évolution de différentes variables du bien-être non imputable au PIB par habitant (1910-2010)

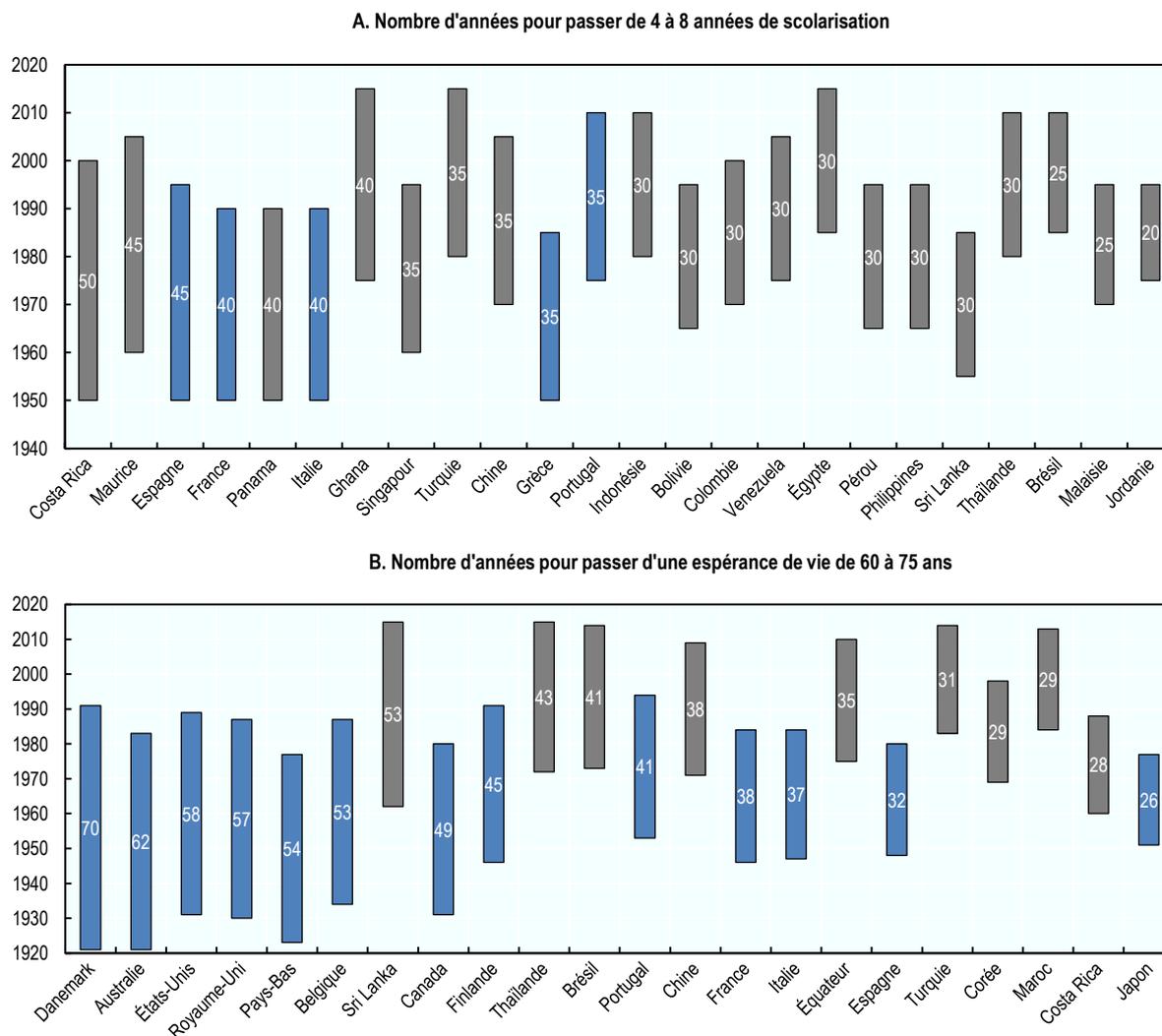


Note : Par PFR, on entend les pays à faible revenu, conformément à la classification de la Banque mondiale de 2018. Une valeur de 0 indique que les évolutions des variables du bien-être sont entièrement imputables aux évolutions du PIB par habitant.

Source : Calculs des auteurs à partir de Clio-Infra (2017^[12]), Clio-Infra (base de données), www.clio-infra.eu, consulté en juillet 2018.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964450>

Graphique 1.6. Les nouveaux pays émergents ont atteint le même niveau de bien-être que les économies développées en moins de temps



Note : Les premiers pays qui se sont industrialisés et les pays émergents sont respectivement indiqués en bleu et en gris.

Source : Calculs des auteurs à partir de Clio-Infra (2017^[12]), Clio-Infra (base de données), www.clio-infra.eu, consulté en juillet 2018.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964469>

Malgré l'élargissement de l'approche des stratégies de développement, les transferts de capitaux financiers restent le point de départ

L'économie – et plus globalement la théorie – du développement ont considérablement évolué depuis leur apparition à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le développement ne s'est en effet pas déroulé tel qu'il avait été historiquement envisagé et, par le passé et aujourd'hui encore, des paradoxes remettent en question la conception traditionnelle du développement. Ainsi, malgré l'essor de la classe moyenne dans certaines économies,

l'extrême pauvreté demeure un problème majeur, et en dépit de l'adoption rapide de certaines technologies dans certains pays en développement, d'importants écarts de productivité subsistent entre plusieurs économies en développement et économies développées. Enfin, la croissance économique n'a réduit ni l'emploi informel, ni les migrations internationales, celles-ci étant même au contraire en augmentation.

Un point du débat reste controversé : peut-on ériger les politiques ayant permis le succès et la viabilité du développement des premiers pays qui se sont industrialisés en références absolues pour les pays en développement ? À l'inverse, les trajectoires empruntées par ces derniers sont-elles suffisamment différentes pour garantir des approches véritablement alternatives ?

Le développement est aujourd'hui souvent associé au PIB, mais cette idée est relativement récente. Bien que le PIB ait été défini en 1934 par Simon Kuznets, il n'est devenu le principal outil de mesure de l'économie d'un pays que dix ans plus tard, à la Conférence de Bretton Woods. L'utilisation du PIB comme indicateur de développement répondait à une certaine logique, mais présentait des limites comme mesure du bien-être humain. Il s'agissait d'un indicateur pertinent si l'objectif du développement économique se limitait à fournir les moyens d'améliorer le niveau de vie. On continue de considérer la croissance du PIB comme une bonne variable indicative du développement plus global d'un pays.

À l'époque de ses travaux, Kuznets lui-même avait pourtant mis en garde contre l'utilisation du PIB comme indicateur du bien-être. Durant les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la richesse matérielle ne se traduisait pas systématiquement par l'amélioration des soins de santé, de l'éducation et du logement pour les habitants d'un pays. En résumé, le PIB ne rendait pas compte du bien-être des individus.

La pensée du développement s'est en effet progressivement affranchie d'une approche uniquement centrée sur la croissance du PIB. L'analyse des facteurs tour à tour considérés comme principaux déclencheurs du développement permet ainsi de dégager plusieurs grandes phases de la pensée du développement :

- Industrialisation, croissance et modernisation (1944-1961)
- Transformation structurelle (années 1960)
- Indépendance accrue des économies en développement (années 1970)
- Stabilité macroéconomique : Consensus de Washington (années 1980-années 2000)
- Développement par objectifs (années 2000-présent).

Trois grands axes de réflexion ont orienté la pensée du développement au cours de ces décennies : les modalités et objectifs du développement ; le rôle des États et des marchés ; et l'importance du contexte international (par opposition à celui national). Un consensus apparaît sur le rôle du développement dans l'amélioration réelle de la qualité de vie des individus et de leur degré de satisfaction.

Malgré l'élargissement de l'approche du développement, une hypothèse liminaire s'est maintenue au fil du temps : le développement commencerait par l'apport de capitaux financiers. En plus de ne pas tenir compte de la limitation de la capacité d'absorption des ressources financières des pays en développement, cette hypothèse a aussi d'importantes répercussions sur l'interprétation et la mise en œuvre des stratégies de développement. Si le capital financier est envisagé comme point de départ, la croissance économique

apparaît nécessaire, souvent suffisante, et devient l'objectif de chaque stratégie ; en découle alors l'idée que tous les pays suivraient une même trajectoire de développement, dont le mètre étalon serait le PIB par habitant, idée qui implique à son tour la possibilité pour les pays de reproduire les enseignements du passé.

Les stratégies de développement ont eu recours à différentes hypothèses et simplifications pour mobiliser les ressources, étendre les interventions et rationaliser les politiques, abondant également dans le sens d'une conception uniformisée du développement. Cela a accentué une approche en silo des politiques et secteurs des pays en développement, et une vision dichotomique de la coopération internationale, opposant donateurs d'un côté et bénéficiaires de l'autre, au lieu de mettre une coopération internationale plus globale au service du partage des connaissances. Cette problématique revêt d'autant plus d'importance dans le contexte d'un monde en rapide mutation, dans lequel la technologie, la démographie et la remise en cause croissante des bénéfices de la mondialisation amènent à reconsidérer totalement de nombreux postulats.

Dans la conjoncture mondiale actuelle, les pays doivent faire face à des défis sans précédent

Au lieu de tenter de reproduire les solutions de développement du passé, les pays doivent adopter des stratégies reflétant leurs propres dotations, cultures et institutions. Ils doivent aussi faire face à de nombreux nouveaux défis et à une complexité du paysage international auxquels les pays industrialisés auparavant n'avaient pas été confrontés. Enfin, ils doivent s'inscrire dans une démarche conciliant dimensions économique, sociale et environnementale.

Certains défis sont restés relativement similaires, notamment le ralentissement potentiel de la croissance mondiale, le renforcement du protectionnisme commercial, le creusement des inégalités, la croissance démographique et l'affaiblissement de la gouvernance mondiale. Pour nombre de ces défis, les théoriciens et praticiens du développement comprennent les solutions et risques potentiels sur la base des enseignements du passé, dont nombre ont été intégrés dans les stratégies nationales de développement et celles des donateurs.

De nouveaux défis ont toutefois fait leur apparition, pour lesquels les expériences du passé n'offrent pas d'enseignements clairs. Citons notamment les nouvelles règles et interdépendances mondiales entre les pays, les booms démographiques sans précédent combinés à une forte mobilité, les risques de pandémies, le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Sans oublier les nouvelles technologies, notamment la transformation numérique, l'automatisation, l'intelligence artificielle et la biotechnologie, qui auront une incidence sur le potentiel de création d'emplois de la croissance, le rythme et l'ampleur de la transition vers une économie sobre en carbone, et la capacité d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter. Les réponses que les pays apporteront à ces défis diversifieront encore davantage les trajectoires de développement.

La transition vers un modèle économique sobre en carbone est par exemple devenue cruciale. De 1750 à 2014, la combustion de combustibles fossiles et la production de ciment ont provoqué l'émission de quelque 405 Gt de carbone (1.484 Gt de CO₂e) dans l'atmosphère. La moitié de ces émissions cumulées se sont produites depuis 1990 (Le Quéré et al., 2015_[14]). En 2014, les émissions mondiales de CO₂ atteignaient un total de 36 Gt, dont 24 Gt étaient imputables à des pays non membres de l'OCDE (Banque mondiale, 2018_[15]). Avec l'empreinte historique des pays de l'OCDE, le monde a

désormais atteint un point où l'augmentation actuelle des émissions de carbone de l'ordre de 36 Gt/an rendra de plus en plus difficile la réduction des émissions dans les limites fixées par l'Accord de Paris de 2015.

La transformation de la géographie économique mondiale offre la possibilité de faire les choses différemment

D'après les expériences nationales passées, l'objectif d'un développement équilibré, global et inclusif passe par l'adoption d'une stratégie nationale de développement. Au-delà des objectifs de croissance économique, la plupart des plans nationaux de développement accordent de plus en plus d'importance aux dimensions d'inclusion et de durabilité environnementale. Leur mise en œuvre continue toutefois de traîner en longueur. Les pays déterminent rarement précisément la façon dont ils atteindront les objectifs qu'ils se sont fixés. L'examen de plusieurs plans nationaux de développement suggère que les pays sont peu nombreux à avoir conscience des tendances de fond et des défis et opportunités susceptibles d'en découler pour eux. Ces plans n'abordent en outre pas expressément les questions de mise en œuvre et de financement. Plusieurs raisons peuvent expliquer ces lacunes, notamment les capacités gouvernementales, les contraintes financières et les difficultés de gestion de l'économie politique des réformes.

La force motrice du basculement de la richesse, portée par la croissance de l'Inde, les nouvelles sources de production manufacturière à bas coût et les liens Sud-Sud, offrira toutefois la possibilité de repenser les stratégies existantes et d'en concevoir de nouvelles. Plusieurs autres facteurs auront une incidence positive sur la mise en œuvre des plans de développement, notamment une démographie favorable, la poursuite de l'urbanisation, la baisse des prix des produits de base et la hausse des salaires en Chine. Dans le sillage de la transformation de la géographie économique, de nouvelles formes de stratégies font en effet leur apparition, telles que l'amélioration de l'accès à la protection sociale, la création de liens entre migrations et développement, l'investissement dans les villes secondaires et l'intégration de l'économie informelle dans les plans de développement. La transformation des défis de cette nouvelle géographie économique en autant d'opportunités restera au cœur des stratégies de développement du XXI^e siècle.

La poursuite de la croissance économique n'implique par exemple pas nécessairement la hausse des émissions de production. La réduction des émissions de carbone durant des périodes de croissance économique a été rendue possible non seulement par l'évolution technologique et les gains d'efficacité, mais aussi par le remplacement des combustibles à fortes émissions de carbone (avec le passage du charbon, au pétrole puis au gaz) et la hausse de l'utilisation des énergies renouvelables. En effet, alors qu'entre 2000 et 2014, la production chinoise a plus que triplé et les émissions totales ont augmenté de 187 %, l'intensité énergétique et l'intensité carbone ont respectivement enregistré des baisses de 36 % et 30 % durant cette même période, tendance vraisemblablement amenée à se poursuivre. La Chine pourrait fortement décarboner sa production dans un avenir proche, son gouvernement continuant à encourager l'innovation dans son secteur des énergies renouvelables (AIE, 2017_[16]).

Les stratégies de développement doivent s'adapter à chaque contexte, tout en respectant un ensemble de principes communs

Il n'existe pas de définition standard du développement, et aucun paradigme unique ne peut résumer la meilleure façon de concilier les objectifs de développement, le rôle de l'État et du marché, et le poids relatif des dimensions internationale et nationale. Un

consensus se dessine toutefois sur le rôle du développement dans l'amélioration réelle de la qualité de vie des individus, et leur satisfaction à cet égard. En 70 ans, différents objectifs économiques et sociétaux se sont succédés. La plupart sont désormais synthétisés dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD) visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète, et à assurer la paix et la prospérité pour tous ; néanmoins, les institutions et politiques nationales, ainsi que les donateurs, sont aujourd'hui mal équipés pour faire face aux défis qu'ils devront relever pour atteindre les cibles des ODD (OCDE, 2018_[17]). Les donateurs doivent s'aligner sur les stratégies nationales et soutenir leur mise en œuvre au-delà du simple cadre de l'aide publique au développement (OCDE, 2018_[18]).

Les théoriciens actuels accordent également plus d'importance, à juste titre, aux questions environnementales et climatiques. Ils ont l'avantage d'avoir accès au vaste ensemble des théories antérieures du développement, dont ils peuvent nourrir leur réflexion pour proposer des approches plus globales et réalistes, adaptées aux contextes et besoins locaux.

On connaît aujourd'hui mieux les stratégies les plus efficaces en matière de développement – rôle de l'État vs. rôle du marché, orientation vers l'intérieur vs. vers l'extérieur. La capacité de passer d'une stratégie à l'autre semble être une caractéristique essentielle des pays développés à économie de marché. Elle permet en effet une action rapide et la coordination entre les gouvernements, en particulier lorsqu'une crise économique se profile. En outre, certains des arguments ultra-libéraux en faveur du libre marché et du libre-échange ont perdu de leur attrait. Dans un monde sans frontières, les cadres réglementaires et l'État de droit n'opèrent pas de façon uniformisée.

Néanmoins, chaque phase de la pensée du développement a permis de tirer des enseignements sur ce qui fonctionne ou non. L'aide et les capitaux étrangers sont certes importants, mais pas suffisants : réflexion et stratégie sont nécessaires pour déterminer la meilleure façon de les utiliser. Une croissance déséquilibrée peut fonctionner, mais le fait d'accorder trop d'importance à un secteur peut avoir l'effet inverse de celui escompté en cas d'insuffisance des liens entre les différents secteurs. La stabilité macroéconomique est fondamentale, mais là encore, ne suffit pas à elle seule : les incitations à l'intention du secteur privé, la garantie de meilleurs résultats finaux pour les plus pauvres, et le renforcement des rôles dans les chaînes de valeur mondiales sont également essentiels.

Les règles du jeu ont changé. La pensée du développement s'inscrit aujourd'hui dans un contexte institutionnel bien plus vaste. Le cercle auparavant très fermé d'organismes d'aide occidentaux, de *think tanks*, d'institutions universitaires et d'organisations internationales a désormais laissé la place à un effort plus global, qui inclut des acteurs gouvernementaux ou non, ainsi que des experts du monde en développement. Ce groupe élargi a permis l'accès à un corpus croissant de données et d'informations sur le développement. Cette nouvelle donne rend le débat sur les questions de développement non seulement plus complexe, mais aussi plus controversé. La consensualisation des connaissances sur le développement revêt donc encore plus d'importance.

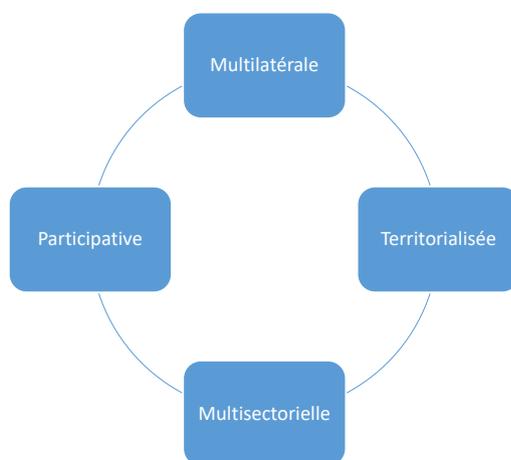
Le contexte global actuel inclut également des institutions telles que l'Organisation mondiale du commerce, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique et la Conférence des parties, ou encore l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Malgré l'absence d'organisations mondiales dédiées à la fiscalité ou à la gouvernance des migrations, la coopération internationale progresse dans ces domaines. L'instrument multilatéral pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, en sont

deux exemples. Ces dispositifs s’accompagnent de nouveaux avantages et contraintes dans le cadre desquels les pays doivent trouver leur voie. Enfin, toute action ne peut désormais faire abstraction des nouveaux défis que sont, par exemple, l’automatisation, la transformation numérique et le changement climatique.

Quelles qu’aient été les solutions couronnées de succès il y a 100 ans, elles devront à tout le moins être adaptées dans la perspective de nouvelles stratégies et de nouvelles formes de coopération. Ainsi, alors que les premiers pays qui se sont industrialisés dépendaient de la création d’une chaîne d’approvisionnement nationale, dont le développement prenait des décennies, les pays ont désormais la possibilité d’accéder aux chaînes d’approvisionnement mondiales, bénéficiant de différents éléments de production délocalisée (Baldwin, 2011^[19]).

S’il n’est peut-être pas possible de généraliser un paradigme de développement mondial unique, on peut néanmoins dégager différents principes sur lesquels fonder une trajectoire positive pour les pays. Les bonnes pratiques semblent indiquer que les stratégies doivent être multisectorielles, participatives, territorialisées et multilatérales (graphique 1.7). Leur conception et leur mise en œuvre doit s’inscrire dans une démarche globale, tenant compte de la complexité croissante des défis actuels. Elles doivent impliquer un large éventail d’acteurs, et se fonder sur un éventail tout aussi large de connaissances et de points de vue. Elles doivent être territorialisées, afin de tenir compte des différences entre zones rurales et urbaines, ainsi que des spécificités de l’ensemble du territoire d’un pays. Enfin, elles doivent être débattues et partagées au sein d’un cadre multilatéral, reflétant la nécessité de nouvelles formes de coopération, de partage des connaissances et de protection des biens publics mondiaux.

Graphique 1.7. Dimensions clés d’une stratégie de développement



Le Plan Marshall apportait un enseignement essentiel, qui ne fut compris que bien plus tard : le développement s’inscrit dans un contexte de coopération internationale. Après la dissolution du Plan Marshall et de l’Organisation européenne de coopération économique, l’OCDE fut créée afin de perpétuer cet enseignement. L’instrument d’aide financière initialement prévu par le Plan Marshall laissait la place à une plateforme internationale de partage des connaissances.

L'apprentissage mutuel reste une composante clé du développement, en particulier lorsque les pays mettent à l'essai de nouvelles stratégies. L'expérimentation méthodique de différentes stratégies de développement et une certaine forme d'improvisation guidée ont joué un rôle clé dans les économies émergentes contemporaines. Les politiques et projets de développement sont essentiellement des expérimentations dans lesquelles les gouvernements ont des connaissances limitées et des difficultés à anticiper les retombées de leurs actions. Les responsables gouvernementaux doivent tâtonner pour atteindre les objectifs visés, en passant par toute une série de cycles d'examen, d'apprentissages et d'ajustements. Parfois, comme le remarquait Albert Hirschman, une « main qui cache » (*hiding hand*) aide à leur « dissimuler opportunément les difficultés ». Le processus décisionnel doit en outre être plus participatif pour pallier une telle limitation des connaissances.

La suite du présent rapport examine plus en détail les questions évoquées dans ce chapitre. Le chapitre 2 actualise l'analyse sur le basculement de la richesse, au regard de la transformation actuelle de la Chine et du renforcement des liens entre les pays en développement. Le chapitre 3 examine ensuite l'importance de s'affranchir du PIB par habitant comme indicateur de développement. Il compare l'évolution du bien-être et du PIB par habitant dans les premiers pays qui se sont industrialisés, ainsi que dans les nouveaux pays émergents. Au vu de la récente expérience mitigée des pays en développement, le chapitre 4 propose ensuite un aperçu historique des paradigmes qui ont présidé à l'approche du développement chez les responsables politiques et les donateurs, avec pour objectif de démontrer qu'aucun paradigme unique ne peut fonctionner pour tous les pays. Enfin, le chapitre 5 dépeint le contexte actuel du développement, jalonné de défis que les pays doivent contourner et, à terme, intégrer dans leurs stratégies de développement.

Notes

¹ L'échantillon mondial inclut jusqu'à 159 pays, mais varie par année et indicateur en fonction de la couverture.

² Pour ce faire, on effectue une régression des indicateurs du bien-être (standardisés pour avoir une moyenne de 0 et un écart-type de 1 à des fins de comparabilité) sur le logarithme du PIB par habitant et une série de variables indicatrices temporelles. Ces dernières rendent compte des améliorations du bien-être par rapport à 1910 (ou à la première année d'observation disponible) qui ne sont pas imputables au niveau du PIB par habitant durant cette période.

Références

- AIE (2017), *World Energy Outlook 2017*, Éditions OCDE, Paris/AIE, Paris, [16]
<http://dx.doi.org/10.1787/weo-2017-en>.
- Alvaredo, F. et al. (2017), *World inequality report 2018*, World Inequality Lab, [8]
<https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>.
- Baldwin, R. (2011), *Trade And Industrialisation After Globalisation's 2nd Unbundling: How Building And Joining A Supply Chain Are Different And Why It Matters*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <http://dx.doi.org/10.3386/w17716>. [19]
- Banque mondiale (2018), *Indicateurs du développement dans le monde (base de données)*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté le 31 mars 2018). [15]
- Banque mondiale (2018), *Poverty and Shared Prosperity 2018*, Banque mondiale, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30418>. [7]
- Banque mondiale (2013), *China 2030 : building a modern, harmonious, and creative society (English)*, Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/781101468239669951/China-2030-building-a-modern-harmonious-and-creative-society>. [1]
- Clio-Infra (2017), *Clio Infra*, International Institute of Social History, <http://www.clio-infra.eu> (consulté le July 2018). [12]
- Deloitte Global (2016), *Global Manufacturing Competitiveness Index*, Deloitte Touche Tohmatsu Limited. [6]
- FMI (2017), *Perspectives de l'économie mondiale 2017 (base de données)*, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté le December 2017). [2]
- Haddad, L., H. Kato et N. Meisel (2015), *Growth is Dead, Long Live Growth: The Quality of Economic Growth and Why it Matters*, JICA Research Institute. [13]
- Le Quéré, C. et al. (2015), « Global Carbon Budget 2015 », *Earth System Science Data*, vol. 7, pp. 349-396, <https://doi.org/10.5194/essd-7-349-2015>. [14]
- OCDE (2018), *Development Co-operation Report 2018: Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [17]
- OCDE (2018), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2019: Time to Face the Challenge*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264307995-en>. [18]
- OCDE (2016), *Perspectives on Global Development 2017: International Migration in a Shifting World*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2017-en. [5]

- OCDE (2015), *Perspectives du développement mondial 2014 : Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-fr. [4]
- OIT (2018), *Women and men in the informal economy: a statistical picture (third edition)*, Organisation internationale du Travail, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf. [11]
- OIT (2017), *World social protection report 2017–19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals*, Organisation internationale du Travail, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf. [9]
- OMS/Banque mondiale (2017), *Tracking universal health coverage: 2017 global monitoring report*, Organisation mondiale de la santé, <http://documents.worldbank.org/curated/en/640121513095868125/pdf/122029-WP-REVISED-PUBLIC.pdf>. [10]
- Pomfret, R. (1996), *Is China a 'Large Country'? China's Influence on World Markets*, OECD Publishing. [3]

Chapitre 2. Une nouvelle donne pour le basculement de la richesse

L'édition 2010 des Perspectives du développement mondial (PDM) introduisait la notion de « basculement de la richesse » dans le monde, qui venait modifier le processus de développement des pays à revenu faible ou intermédiaire. Ce chapitre propose une synthèse des résultats des éditions précédentes des PDM et des perspectives économiques régionales. Il fait le point sur l'évolution de la transformation de la géographie économique et de la convergence économique, en mettant l'accent sur leur durabilité, à la lumière du rééquilibrage de l'économie de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine ») dans le cadre de sa stratégie à l'horizon 2030. Il fait en outre état des progrès réalisés sur le plan de la croissance économique et des origines du phénomène de basculement de la richesse. Il analyse enfin les facteurs nationaux et internationaux sous-tendant ces évolutions.

Chapitre 2. Une nouvelle donne pour le basculement de la richesse

Au cours des 30 dernières années, le rééquilibrage de l'économie mondiale, sous l'effet de la croissance plus soutenue du monde en développement, s'est opéré en différentes phases



Progression sur l'échelle du revenu



Depuis 1990, **54** pays en développement ont atteint une tranche supérieure dans la classification de la Banque mondiale des pays en fonction de leur revenu

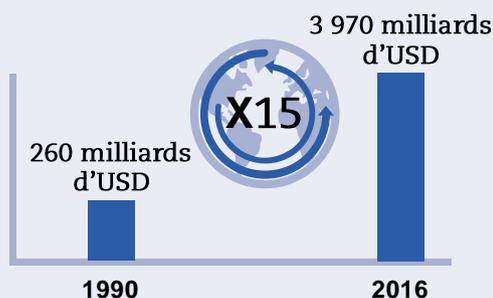
Recul de l'extrême pauvreté



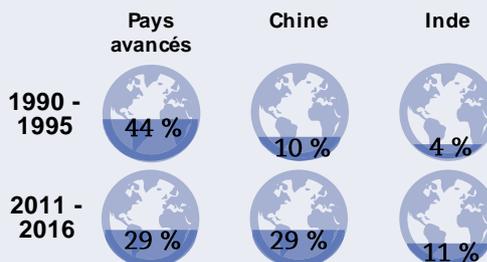
La part mondiale de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (à l'exclusion de la Chine) est passée de **29 %** à **12 %** entre 1981 et 2013

Le basculement de la richesse mondiale est amené à se poursuivre, porté par les échanges Sud-Sud et les nouveaux moteurs de croissance et sources de financement du développement

Échanges Sud-Sud



Le double turbo Chine-Inde
Contribution au PIB mondial



Flux Sud-Sud de financement du développement



Depuis son lancement en 2010, la série des *Perspectives du développement mondial* du Centre de développement de l'OCDE examine le poids économique croissant des pays en développement dans l'économie mondiale, phénomène aussi appelé « basculement de la richesse » (OCDE, 2010^[1]) (encadré 2.1).

Les effets macroéconomiques globaux découlant de ce basculement de la richesse se font profondément sentir à travers le monde en développement et jouent un rôle déterminant dans la gestion de la réduction de la pauvreté par les pays pauvres. Cette transformation de la géographie économique s'est donc accompagnée d'une redéfinition des stratégies de développement et des partenaires des pays pauvres. Elle a modifié les liens de production entre les pays émergents et ceux en développement, les revenus et termes de l'échange, et surtout, la géographie du financement du développement.

À l'aide de stratégies adéquates, les pays en développement à faible revenu ont connu une croissance plus rapide, sous l'impulsion des économies émergentes à forte croissance. À ses débuts, l'ouverture de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine ») et de l'Inde a pu causer, à court terme, du tort à certains pays à revenu intermédiaire. Néanmoins, la pérennité de la croissance de ces deux géants économiques émergents améliore les perspectives à long terme des pays à revenu faible comme de ceux à revenu intermédiaire.

La sixième édition de cette série, « Repenser les stratégies de développement », reprend le thème du basculement de la richesse en examinant l'essor des économies émergentes et ses répercussions sur le plan des relations internationales. Elle accorde une attention toute particulière à l'évolution du rôle de la Chine.

Le présent chapitre s'organise autour de trois grands messages :

- Depuis les années 1990, le basculement de la richesse s'est opéré en trois phases distinctes : une première d'ouverture (1990-2000) ; une deuxième de convergence généralisée (2001-08) ; et une troisième post-crise financière mondiale (CFM) (2009-présent).
- Bien que le basculement de la richesse ait montré des signes de ralentissement depuis la CFM, en grande partie sous l'effet de la transformation économique intérieure de la Chine, la convergence économique se poursuit.
- Cette poursuite de la convergence est portée par la croissance de l'Inde, de nouveaux pôles manufacturiers à bas coût et le renforcement des liens Sud-Sud entre les économies en développement.

Encadré 2.1. Le basculement de la richesse dans les éditions précédentes des PDM

Chacune des cinq éditions précédentes de la série a examiné le phénomène du basculement de la richesse sous un angle thématique spécifique :

- La première édition, *Le basculement de la richesse*, introduit ce concept en 2010, s'attachant à décrire la nouvelle géographie du financement du développement et le déplacement du centre de gravité économique du monde vers l'Est et le Sud, avec un accent particulier sur le potentiel croissant des liens Sud-Sud.

- L'édition 2012, *La cohésion sociale dans un monde en mutation*, examine la cohésion sociale dans les pays en développement à forte croissance et propose aux responsables politiques une série de recommandations sur les mesures susceptibles de la renforcer.
- L'édition 2013, *Les politiques industrielles dans un monde en mutation*, met en lumière le regain d'intérêt des pays en développement pour les politiques industrielles.
- L'édition 2014, *Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire*, défend l'idée que pour pérenniser la convergence, les pays en développement doivent renforcer leur compétitivité et réduire l'important écart de productivité avec les économies avancées.
- L'édition 2017, *Les migrations dans un monde en mutation*, décrit l'évolution des migrations internationales à l'échelle mondiale. Elle examine l'incidence de la transformation de la géographie économique sur les flux migratoires, en s'intéressant plus particulièrement au rôle des politiques migratoires et autres dans les pays en développement d'origine et de destination. Elle souligne la nécessité d'une meilleure gouvernance nationale et mondiale des politiques migratoires afin de maximiser l'impact des migrations sur le développement.

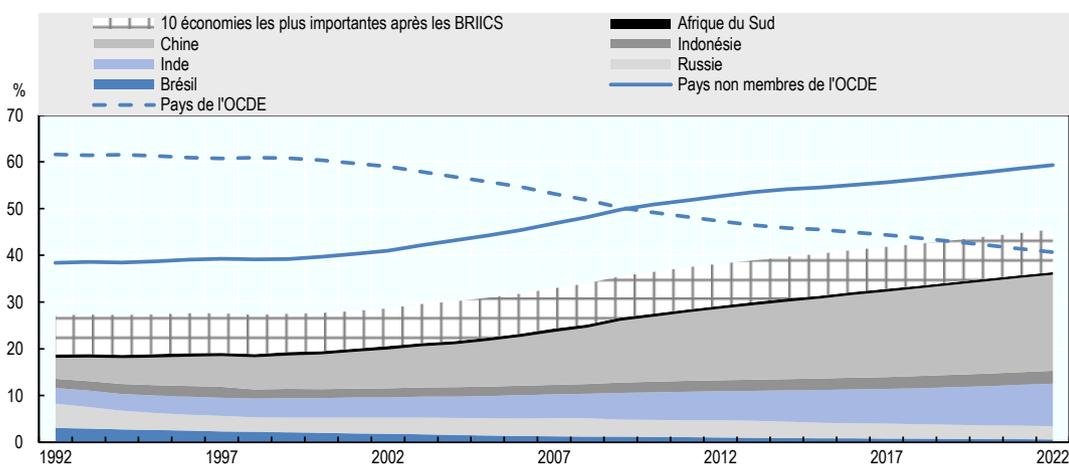
Les trois phases du basculement de la richesse

Depuis les années 1990, la Chine et l'Inde ont enregistré une croissance bien plus soutenue que les économies de l'OCDE. Plusieurs grandes économies émergentes ont commencé à redessiner le paysage macroéconomique mondial. Conjugés au facteur démographique, ces écarts de croissance ont fait émerger une nouvelle économie mondiale : les pays les plus importants de par leur poids économique ne sont plus aussi les plus riches en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant. La Chine est devenue la première économie mondiale si son PIB est mesuré en parités de pouvoir d'achat (PPA), et la deuxième après les États-Unis si la mesure se fait en valeur nominale. L'année 2008 a marqué un tournant dans le développement mondial, la part des économies émergentes et en développement dans l'économie mondiale (en PPA) passant pour la première fois la barre des 50 % (graphique 2.1).

Le basculement de la richesse s'est opéré en trois grandes phases : une première d'ouverture ; une deuxième de convergence et d'entraînement ; et une troisième post-crise de « normalité retrouvée » (graphique 2.2). D'importantes différences s'observent entre chacune de ces trois phases. L'ensemble de la période de mondialisation, depuis 1990, peut donc comporter des ruptures structurelles souvent ignorées. La distinction de trois phases dans le basculement de la richesse offre un tableau plus précis pour l'élaboration des stratégies des pays en développement ; les ignorer pourrait conduire à des erreurs stratégiques coûteuses.

Graphique 2.1. Le basculement de l'activité économique mondiale est vraisemblablement amené à se poursuivre, mais à un rythme plus lent, principalement en raison du ralentissement observé en Chine

Part du PIB mondial (en pourcentage, 1992-2022)



Note : Les 10 économies les plus importantes après le Brésil, la Fédération de Russie (ci-après dénommée « Russie »), l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (BRIICS) et les pays de l'OCDE sont : l'Arabie saoudite, l'Iran, le Viet Nam, le Nigéria, la Thaïlande, l'Égypte, l'Argentine, le Pakistan, la Malaisie et les Philippines. Les projections débutent en 2017.

Source : FMI (2017⁽²⁾), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB en PPA, en pourcentage du total mondial), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

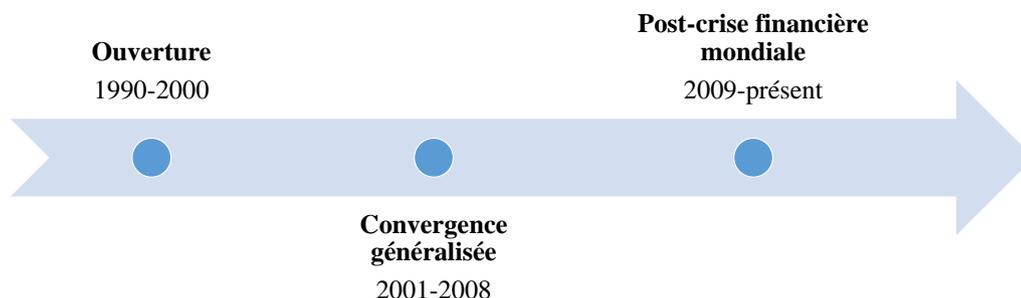
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964488>

Les années 1990 marquent une période de grande instabilité, en particulier du fait de l'incidence de plusieurs crises financières sur les économies émergentes et en développement. À l'inverse, les années 2000 apparaissent comme une période plus tranquille pour les pays en développement, caractérisée par le renforcement de l'intégration de l'économie mondiale, l'essor de la Chine sur la scène économique internationale (avec son accession à l'Organisation mondiale du commerce [OMC] en 2001) et une forte liquidité mondiale. Cette configuration explique que la part des pays de l'OCDE dans l'activité économique mondiale est restée stable, à environ 60 %, tout au long des années 1990, la part des pays non membres de l'Organisation s'établissant à 40 %. À partir des années 2000, le basculement de l'activité mondiale a commencé à évoluer en faveur des pays non membres de l'OCDE, qui ont rattrapé ses pays membres en 2009. Depuis lors, les pays non membres de l'OCDE ont vu leur contribution au PIB mondial augmenter : leur part relative s'établit désormais à 60 %, contre 40 % pour la zone OCDE. En 30 années de basculement de la richesse, on a donc assisté à une inversion des contributions (en PIB ajusté en fonction des PPA) à l'économie mondiale en faveur des pays non membres de l'OCDE. La part de la production de la Chine et de l'Inde dans l'économie mondiale a enregistré une croissance constante au cours de ces trois décennies (graphique 2.2).

La distinction de trois phases de croissance permet donc de mieux expliquer l'émergence de cette nouvelle géographie économique mondiale – aussi appelée basculement de la richesse. Durant près de trois décennies, à compter de 1990, l'économie mondiale a

connu une transformation structurelle qui a déplacé le centre de gravité économique du monde vers l'Est et le Sud, des pays de l'OCDE vers les économies émergentes.

Graphique 2.2. Les trois phases du basculement de la richesse



Ouverture (1990-2000)

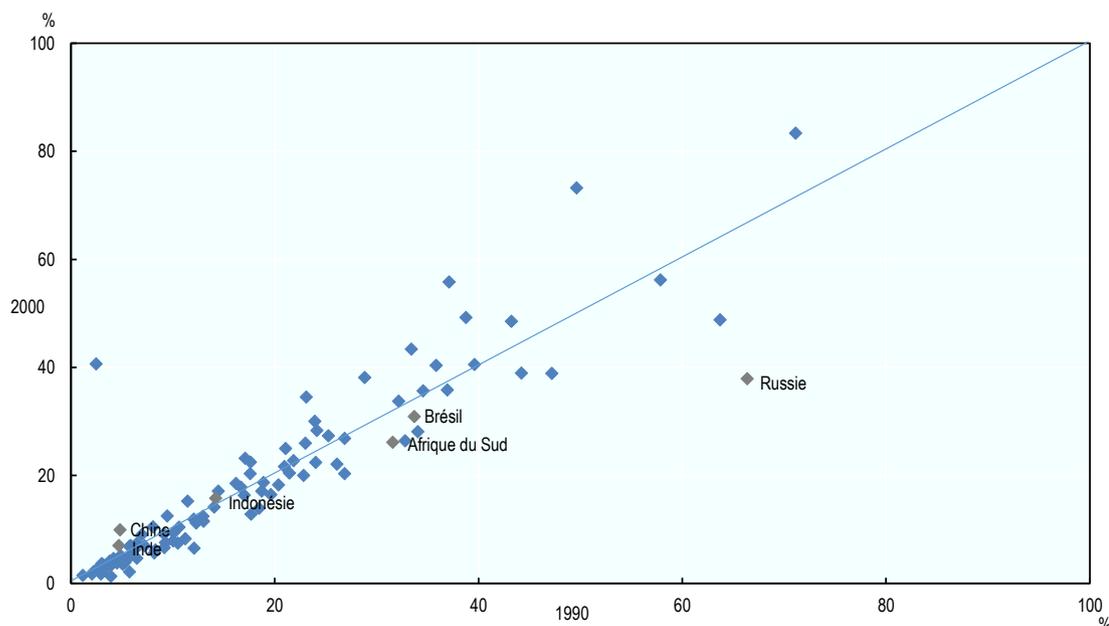
Après des années d'isolement relatif de l'économie mondiale, trois éléments permettent de mieux illustrer cette phase initiale d'« ouverture » : les réformes prudentes de la Chine dans les secteurs de l'agriculture et des investissements étrangers en 1978 ; la libéralisation économique progressive de l'Inde en 1991 ; et la dissolution de l'ex-Union soviétique (EUS) cette même année. Cependant, avec l'adoption par la Chine d'une deuxième série de réformes de privatisation plus énergiques à la fin des années 1980, l'ouverture initiale de la Chine, de l'Inde et de l'EUS aux marchés mondiaux s'est vraiment fait sentir à partir des années 1990.

L'économie de marché mondiale a connu un choc d'offre important avec le triplement de l'offre de main-d'œuvre effective. L'arrivée d'un nombre conséquent de nouveaux travailleurs dans la main-d'œuvre mondiale, suite à l'ouverture de grandes économies auparavant fermées, a suscité un gros choc sur le plan des salaires. Durant les premières années de la décennie 1990, l'intégration de la Chine, de l'Inde et de l'EUS s'est traduite par l'entrée de respectivement 750 millions, 450 millions et 300 millions de nouveaux actifs dans l'économie mondiale. Selon l'un des modèles phares de développement économique, le modèle de Lewis (1945) ou de surplus de main-d'œuvre, le secteur moderne – et par extension l'économie mondiale – a temporairement eu accès à une offre illimitée de main-d'œuvre pour un salaire quasi de subsistance. Comme le prévoit le théorème de Stolper-Samuelson, ce choc d'offre de main-d'œuvre a entraîné une chute des prix des biens à forte intensité salariale, suscitant à son tour une diminution du salaire d'équilibre ; en d'autres termes, la facilité d'accès à de faibles salaires a conduit à des pertes d'emplois.

L'arrivée de 1.5 milliards de travailleurs a doublé le nombre d'actifs occupés dans des économies de marché ouvertes, réduisant ainsi de moitié le ratio capital/travail (OCDE, 2010_[11]). L'ouverture aux échanges de grands pays émergents a entraîné la hausse du pourcentage mondial de travailleurs ayant un niveau d'éducation de base, conduisant à son tour à la baisse du ratio mondial moyen terre/travail. L'industrialisation et l'urbanisation des géants émergents ont stimulé la demande et les prix des énergies fossiles et des métaux industriels, entraînant à leur tour un transfert de richesse en faveur de leurs exportateurs.

Graphique 2.3. Une convergence mitigée durant la phase d'ouverture

PIB par habitant par rapport au PIB moyen des pays du G7 (1990-2000)



Note : PIB par habitant des pays en développement par rapport au PIB moyen des pays du G7 (comparaison entre 1990 et 2000). La droite à 45 degrés représente la stagnation du revenu par habitant en valeur relative ; les losanges situés au-dessus de cette droite indiquent une convergence relative des pays en développement ; les pays situés en dessous de cette droite accusent un certain retard.

Source : FMI (2017^[2]), *World Economic Outlook 2017 (base de données)*, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964507>

Durant les années 1990, la convergence des pays en développement par rapport à la moyenne du Groupe des sept (G7) a été mitigée. Le graphique 2.3 montre que le Brésil, l'Afrique du Sud, et plus particulièrement la Fédération de Russie (ci-après dénommée « Russie »), affichent une moins bonne performance dans le groupe des BRIICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud). Les trois pays asiatiques des BRIICS (Chine, Inde et Indonésie) ont enregistré des taux de croissance suffisamment élevés pour permettre la convergence de leur revenu avec les niveaux du G7. Pour l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne, en particulier, cette décennie s'est avérée une nouvelle source de déception après la « décennie perdue » – les années 1980, marquées par la crise de la dette. Pour les pays de l'EUS, de longs et profonds épisodes de récession ont dominé les premières années de la décennie. La transition vers une économie de marché s'est avérée loin d'être simple, et certains pays ont connu d'importants reculs sur le plan du développement humain.

Les inquiétudes concernant la désindustrialisation d'autres pays en développement (ou avancés) suite à l'entrée de la Chine sur les marchés mondiaux se sont vues confirmées (Rodrik, 2016^[3]). Si les pays asiatiques et les exportateurs de produits manufacturés ont été largement tenus à l'abri d'une « désindustrialisation prématurée » – l'activité manufacturière étant même en partie transférée aux voisins de la Chine –, les pays d'Amérique latine ont néanmoins été tout particulièrement touchés. En outre, les bouleversements en Russie et les crises financières dans certains pays émergents d'Asie

et d'Amérique latine ont d'abord retardé les gains de productivité et de bien-être escomptés de la libéralisation durant les années 1990. Parallèlement, l'Afrique a souffert d'une crise prolongée de la dette, avant son allègement à la fin de la décennie.

Convergence généralisée (2001-08)

La deuxième phase du basculement de la richesse, de 2000 à la CFM de 2008, a vu la convergence généralisée des pays pauvres, en grande partie sous l'effet d'une croissance de plus en plus sino-centrée. L'urbanisation et l'industrialisation rapides de l'Asie, en particulier, ont entraîné une hausse des prix des combustibles fossiles et des métaux industriels. Tandis que les pays producteurs de pétrole et de métaux ont pu tirer profit de cette manne, la plupart des pays de l'OCDE ont souffert, en leur qualité d'importateurs nets de produits de base, d'une dégradation des termes de l'échange et d'une perte de pouvoir d'achat.

Parallèlement, les stocks nets d'actifs étrangers ont évolué à l'avantage de la Chine et des pays producteurs de pétrole, tandis que la dette extérieure nette des États-Unis augmentait, sous l'effet de la hausse des déficits des comptes courants. Dans un contexte de déséquilibre croissant du commerce mondial, la Chine s'est démarquée sur le plan de la gestion des devises. Certains milieux ont attribué la désindustrialisation des pays de l'OCDE aux déficits extérieurs. Cependant, l'excédent courant d'environ 100 pays avait considérablement augmenté en réponse au déficit courant des États-Unis – dû à l'excédent de l'investissement intérieur du pays par rapport à son épargne intérieure – durant les années 2000 (OCDE, 2010_[1]).

Si de grands pays à très forte croissance, comme la Chine et la Russie, ont fait l'objet de toutes les attentions, de plus petits pays ont aussi connu une accélération économique importante. Ce phénomène s'est observé sur chaque continent. Le nouveau millénaire a vu le retour, pour la première fois depuis les années 1970, d'une tendance de forte convergence du revenu par habitant avec les pays à revenu élevé. Les pays convergents sont définis comme ceux dont la croissance moyenne par habitant est supérieure à celle des pays à revenu élevé de l'OCDE.

Dans les années 2000, la convergence s'est généralisée. Durant cette période, le nombre de pays convergents a presque septuplé, passant de 12 à 83 ; parallèlement, celui des pays pauvres à faible revenu a diminué de plus de moitié, passant de 55 à 25 (graphique 2.4).

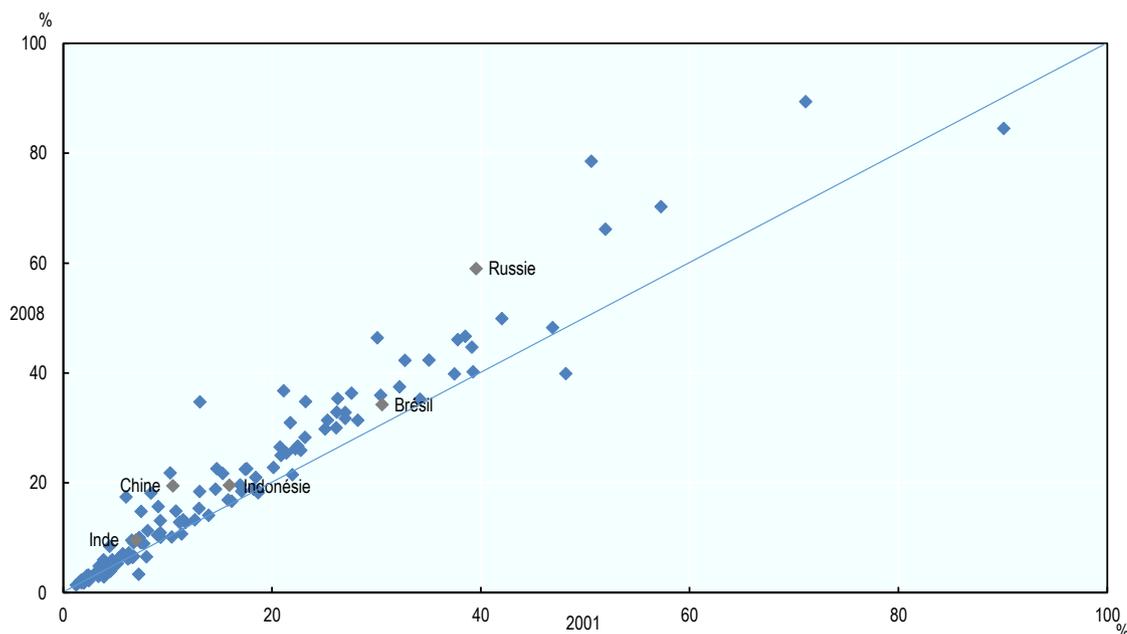
Outre le renforcement de la croissance économique nationale et l'amélioration du développement humain dans les économies émergentes, le basculement de la richesse a permis l'établissement de canaux directs d'interaction – principalement le commerce, les prêts et l'investissement direct étranger – entre les géants émergents et les pays pauvres. Ces liens entre les plus grandes économies convergentes et le reste du monde en développement se sont renforcés tout au long de la période précédant la crise. Le réalignement de l'économie mondiale s'est accéléré, y compris en 2007 et 2008, durant les années de crise, les grands pays convergents ne connaissant que de brefs épisodes de récession.

Vers l'année 2000, l'influence de la Chine a aussi commencé à s'exercer au-delà des marchés de marchandises et de produits de base, pour s'élargir aux marchés financiers mondiaux. Considérée au départ comme simple producteur de produits de consommation bon marché, la Chine est devenue le principal détenteur de titres de dette publique américaine. Cette accumulation d'actifs étrangers par le gouvernement chinois a renforcé l'envergure mondiale, financière et macroéconomique du pays, avec un effet modérateur

sur les États-Unis, et donc sur les taux d'intérêt mondiaux, tendance venant à son tour accentuer la baisse des taux d'intérêt causée par les pressions salariales mondiales. L'écart de production de la Chine, soit la différence entre la croissance réelle et potentielle, aurait dès lors des répercussions sur des taux clés d'intérêt et de change à l'échelle mondiale. En outre, de nombreuses économies émergentes sont passées du statut de débiteur net à celui de créancier net, sous l'effet des taux élevés d'épargne intérieure et de la croissance rapide des réserves de devises étrangères grâce aux exportations, en particulier en Asie.

Graphique 2.4. Une convergence généralisée, en grande partie sous l'effet d'une croissance sino-centrée

PIB par habitant par rapport au PIB moyen des pays du G7 (2001-08)



Note : PIB par habitant des pays en développement par rapport au PIB moyen des pays du G7 (comparaison entre 2001 et 2008). La droite à 45 degrés représente la stagnation du revenu par habitant en valeur relative ; les losanges situés au-dessus de cette droite indiquent une convergence relative des pays en développement ; les pays situés en dessous de cette droite accusent un certain retard.

Source : FMI (2017^[2]), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB par habitant, en prix constants [PPA, en dollars internationaux de 2011]), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964526>

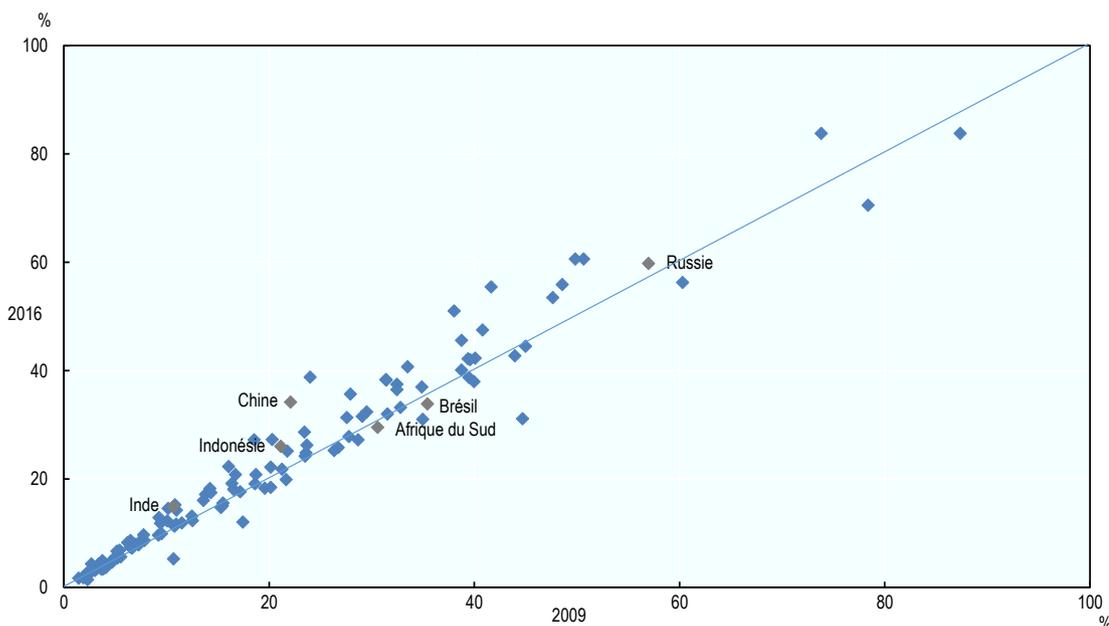
Soutenus par un excédent croissant du compte courant de leur balance des paiements et par les prix élevés des matières premières, les pays riches en pétrole, ainsi que la Chine, ont accumulé d'importantes réserves de devises étrangères et d'actifs réels détenus dans des fonds souverains. Le passage de nombreux pays émergents du statut de débiteur net à celui de créancier net a stimulé tant les échanges Sud-Sud que les flux de capitaux, alimentant ainsi encore la croissance. Une nouvelle géographie du financement du développement s'est dessinée, les donateurs et créanciers émergents rejoignant les rangs des donateurs traditionnels (Comité d'aide au développement de l'OCDE, CAD).

L'après-crise financière mondiale (2009-présent)

Durant la troisième phase, dans les années 2010, le basculement de la richesse a donné des signes de ralentissement temporaire, sous l'effet conjugué de la récession mondiale au lendemain de la CFM et de la transformation économique de la Chine, passée d'une économie manufacturière centrée sur les exportations à une économie axée sur les services et la consommation. La CFM et la transition chinoise ont toutes deux entraîné une chute des prix du pétrole et des métaux, certes au détriment des exportateurs de produits de base, mais aussi au profit de la croissance des pays importateurs de ce type de produits.

Graphique 2.5. La convergence a marqué le pas après la CFM

PIB par habitant par rapport au PIB moyen des pays du G7 (2009-16)



Note : PIB par habitant des pays en développement par rapport au PIB moyen des pays du G7 (comparaison entre 2009 et 2016). La droite à 45 degrés représente la stagnation du revenu par habitant en valeur relative ; les losanges situés au-dessus de cette droite indiquent une convergence relative des pays en développement ; les pays situés en dessous de cette droite accusent un certain retard.

Source : FMI (2017^[2]), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB par habitant, en prix constants [PPA, en dollars internationaux de 2011]), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

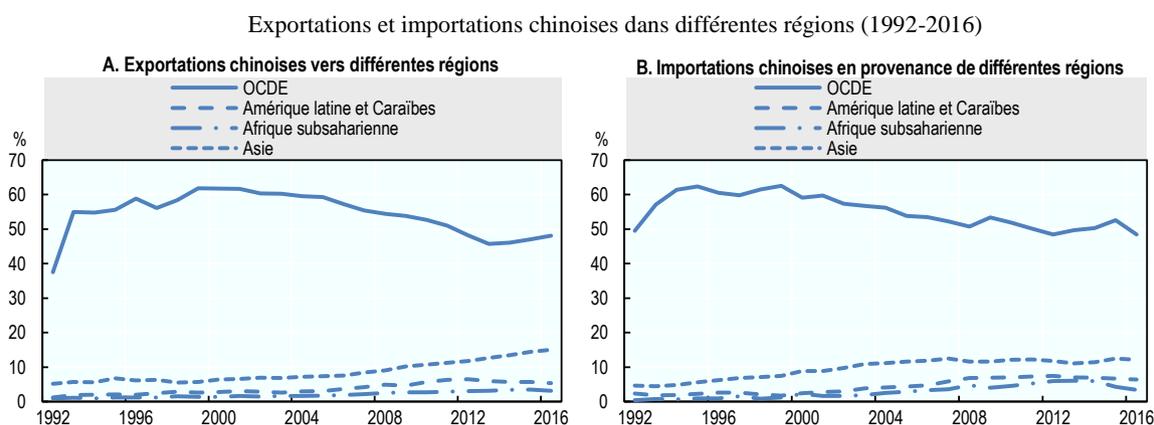
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964545>

Le différentiel de croissance entre les pays membres et non membres de l'OCDE a commencé à se réduire après avoir atteint son niveau maximum en 2009, durant la crise. Dix ans après le tournant de 2008, le rythme du basculement de la richesse a ralenti après la période effrénée des années 2000. Ce changement est intervenu dans un contexte d'atténuation des forces extérieures, de rééquilibrage en Chine et de baisse des prix des matières premières affectant les exportateurs de produits de base. Malgré son intégration encore très importante dans le commerce mondial, la participation de la Chine aux chaînes de valeur mondiales (CVM) ne constitue plus son principal moteur commercial depuis la CFM. Toutefois, comme le montre le graphique 2.5, la convergence vers la

moyenne des pays du G7 s'est poursuivie dans les années 2010 dans nombre de pays plus pauvres.

Le régime de croissance économique qui a prévalu jusqu'à la fin des années 2000, dans lequel la demande extérieure jouait un rôle prépondérant, n'a plus cours. La dynamique du commerce extérieur de la Chine a ainsi changé. La demande et les capacités intérieures sont désormais les principaux facteurs déterminant l'évolution des échanges extérieurs de la Chine, avec des conséquences importantes pour l'orientation géographique des exportations et des importations du pays (Lemoine et Unal, 2017^[4]).

Graphique 2.6. La Chine opère un rééquilibrage de ses échanges au profit des économies en développement



Note : Les échanges régionaux sont exprimés en pourcentage du total des échanges.

Source : Calculs des auteurs à partir de Banque mondiale (2018^[5]), *World Integrated Trade Solution* (base de données), <https://wits.worldbank.org/> (consulté en avril 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964564>

Parallèlement, la prédominance des pays à revenu élevé dans les échanges de la Chine n'a cessé de se réduire avec un rééquilibrage au profit des économies en développement (graphique 2.6). En Afrique, par exemple, la croissance a ainsi basculé de l'Ouest à l'Est. Dans le même temps, de nouveaux projets mondiaux ont été mis en place, comme la « Nouvelle route de la soie » (*Belt and Road Initiative* [BRI]), à l'initiative de la Chine. Ils ont encouragé le financement des infrastructures et ainsi contribué au début de la suppression d'un obstacle majeur à la croissance des pays à revenu faible ou intermédiaire. Enfin, grâce aux réformes et à une démographie favorable, l'Inde a rejoint la trajectoire de forte croissance de la Chine.

Les pays en développement pourraient bien bénéficier d'un moteur de croissance à double turbo ces prochaines années. Tandis que la croissance de la Chine s'est ralentie après avoir atteint des niveaux non viables, celle de l'Inde s'est accentuée, bien que de façon irrégulière, en raison de l'impact des conditions météorologiques extrêmes. Le processus du basculement de la richesse n'est donc pas encore arrivé à son terme. Il a en revanche changé d'apparence, se fondant désormais sur un éventail plus large d'acteurs et un renforcement des interdépendances économiques.

Bénéfices et coûts du basculement de la richesse pour les pays de l'OCDE

Les bénéfices du basculement de la richesse, y compris pour la zone OCDE, sont bien connus. Au Nord comme au Sud, la hausse du niveau de vie qui a accompagné la mondialisation a d'abord largement étayé la perception du commerce comme moteur clé de la croissance économique. L'expansion des CVM est devenue un vecteur important de productivité, stimulant le commerce intermédiaire – une aubaine pour les producteurs de biens d'équipement de la zone OCDE. Les exportations en provenance des pays auparavant pauvres ont entraîné une hausse de la consommation et donc des importations, notamment de marques de luxe de la zone OCDE. La spécialisation croissante a permis une meilleure distribution des ressources, y compris dans les pays de l'OCDE. Par conséquent, les capitaux et les emplois ont délaissé les secteurs les moins stratégiques en termes de compétitivité et de valeur ajoutée, pour se tourner vers des secteurs plus rentables. Les consommateurs de la zone OCDE ont bénéficié d'une hausse du pouvoir d'achat de leurs salaires avec la chute des prix des biens à faible intensité de compétences. Ils ont en outre accédé à un plus grand choix de produits. La dégradation des termes de l'échange de la Chine jusqu'au milieu des années 2000 indique que ses exportations ont été profitables à l'échelle mondiale (Wolf, 2006^[6]). L'amélioration de la gamme et de la qualité des exportations, le renforcement du dynamisme technologique, l'ouverture des perspectives commerciales et l'élargissement de la base de consommation sont autant de facteurs qui ont généré d'importants progrès sur le plan du bien-être dans les pays de l'OCDE. Dans l'ensemble, le basculement de la richesse s'avère un processus où tout le monde est gagnant.

On a cependant pu critiquer le terme de « basculement de la richesse », car il véhiculerait la notion dangereuse de gagnants et de perdants. La montée du protectionnisme et du nationalisme dans certains pays de l'OCDE risque ainsi de mettre un terme à l'émergence des pays en développement et à la réduction rapide de la pauvreté qui en découle à l'échelle mondiale.

L'inégalité de la répartition des bénéfices du basculement de la richesse peut poser problème. Nombre des grandes évolutions économiques – la mondialisation, la transformation numérique et la robotisation – sont bénéfiques pour la société dans son ensemble, mais pas nécessairement pour tout un chacun ; elles font aussi des perdants, en particulier sur le marché du travail. Outre l'immigration massive, ces perdants peuvent jouer un rôle prépondérant dans la montée du populisme. Une réponse politique adéquate dans les pays avancés nécessite d'entreprendre un diagnostic approfondi.

Le développement économique mondial ouvre des perspectives inédites sur le plan du commerce et de la création d'emplois, y compris dans la zone OCDE. Cependant, au lieu de se réjouir de cette manne, certains se sentent menacés par la croissance économique du Sud. Loin de la vision traditionnelle d'une mondialisation « gagnant-gagnant », de récentes études sur le « choc chinois » soulignent l'incidence de la hausse des importations en provenance de Chine sur la perte d'emplois et l'avancée de la pauvreté aux États-Unis comme ailleurs.

Autor, Dorn et Hanson (2016^[7]) pointent du doigt l'importance des coûts d'ajustement et des conséquences distributives du commerce. C'est aux États-Unis, sur les marchés locaux du travail où se concentrent les industries exposées à la concurrence étrangère, qu'ils sont les plus visibles. Leurs travaux soulignent aussi la lenteur de l'adaptation des marchés locaux du travail. Ils montrent en particulier que durant au moins toute la décennie qui a suivi le début du choc commercial chinois, les salaires et le taux d'activité restent en berne, et le taux de chômage élevé.

Selon une conception autrefois largement acceptée, le commerce serait fortement redistributif en théorie, mais relativement bénin et sans friction en pratique. L'expérience des États-Unis et d'autres pays est venue remettre en question cette vision (Beyer et Stemmer, 2016^[8]). Wood (2018^[9]) a estimé (pour 2011) l'impact des exportations de produits manufacturés et de services en provenance du Sud (pays non membres de l'OCDE) sur la demande de main-d'œuvre dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Le scénario de base montre que les importations en provenance du Sud réduisent la demande de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier de 18 millions d'emplois.

La « courbe de l'éléphant » de Lakner et Milanovic (2016^[10]) montre comment les effets distributifs de la mondialisation et des évolutions technologiques ont fait pression sur la classe moyenne de la zone OCDE. Cette courbe illustre les gains de revenus pour chaque centile de la distribution des revenus mondiaux durant les 20 années séparant la chute du mur de Berlin de la crise financière de 2008. Dans le *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*, Alvaredo et al. (2018^[11]) ont actualisé cette courbe pour la période 1980-2016. Le creux dans la courbe correspond aux 90 % les plus pauvres aux États-Unis et en Europe de l'Ouest (centiles 50 à 95 des revenus mondiaux). Un plus fort taux de croissance des revenus revient à la classe moyenne asiatique et au 1% les plus riches à l'échelle mondiale (Sandefur, 2018^[12]). Les centiles 50 à 95 des revenus, principalement situés dans la zone OCDE, constituent le vivier de nombre d'électeurs désenchantés.

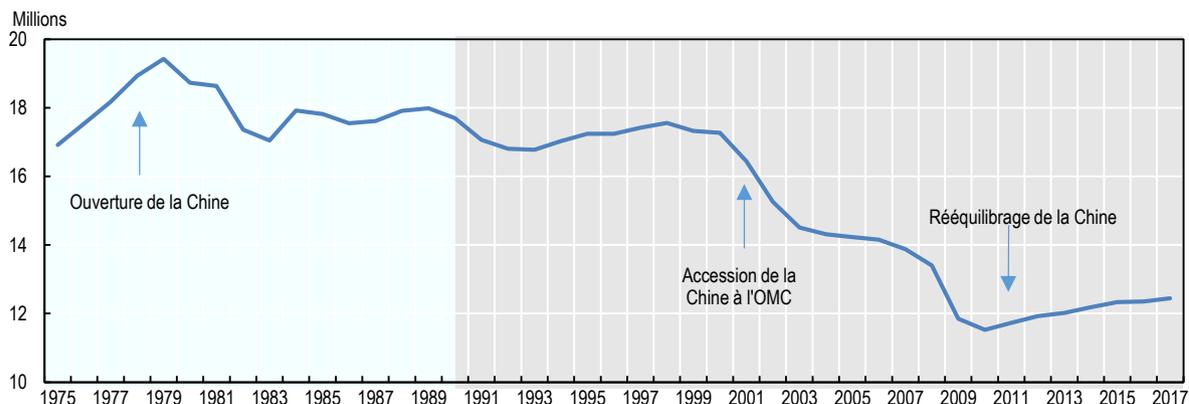
Bien que la littérature sur le « choc chinois » ne suggère pas le recours au protectionnisme, elle risque d'être exploitée par les défenseurs de ce type de réponse politique. La baisse des taux d'emploi dans certains secteurs ou régions des pays de l'OCDE résulte bien plus des évolutions technologiques que des politiques commerciales (Dauth, Findeisen et Suedekum, 2017^[13]). Il n'est cependant pas toujours facile de distinguer ces deux vecteurs. Stimulées par le commerce et la délocalisation, les améliorations technologiques sources de suppressions d'emplois ont pu être perçues comme autant d'autres canaux par le biais desquels la mondialisation affecte les emplois industriels. Dans la zone OCDE, la mondialisation et les changements technologiques affectent une classe moyenne occupant souvent un emploi dans le secteur industriel, qui a perdu ses emplois de qualité ou en craint une perte imminente.

Toutefois, les pertes d'emplois dues à la concurrence des importations ne suffisent pas à dresser un tableau complet de la situation. Ainsi, alors que la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi total aux États-Unis est en baisse depuis des dizaines d'années, sa part dans la production réelle est restée plutôt constante, en grande partie sous l'effet des améliorations de la productivité (Baily et Bosworth, 2014^[14]). Par ailleurs, en se penchant plutôt sur les hausses d'emploi découlant de la mondialisation accentuée par la Chine, Feenstra, Ma et Xu (2017^[15]) montrent que l'impact net sur les emplois industriels a été négatif entre 1991 et 2007, mais équilibré si la période observée est plus longue (1991-2011). Depuis 2009, on observe aux États-Unis une incidence nette positive sur l'emploi, comme le suggère le graphique 2.7.

L'analyse de la mondialisation élude souvent les trois phases par lesquelles sont passés et que connaissent encore les pays émergents, comme décrit plus haut. Les responsables politiques omettent les bénéfices de la mondialisation si leur réponse protectionniste repose uniquement sur la première phase d'ouverture des années 1980-90. L'évolution de l'offre mondiale de main-d'œuvre et la transition rapide de la Chine vers une « nouvelle normalité » inversent d'importantes tendances sur le plan des salaires et des prix.

Graphique 2.7. Depuis le début de la transformation économique de la Chine, une reprise s'est amorcée dans l'emploi manufacturier aux États-Unis

Emploi manufacturier aux États-Unis au cours de la période 1975-2017



Note : La zone ombrée représente la période du basculement de la richesse.

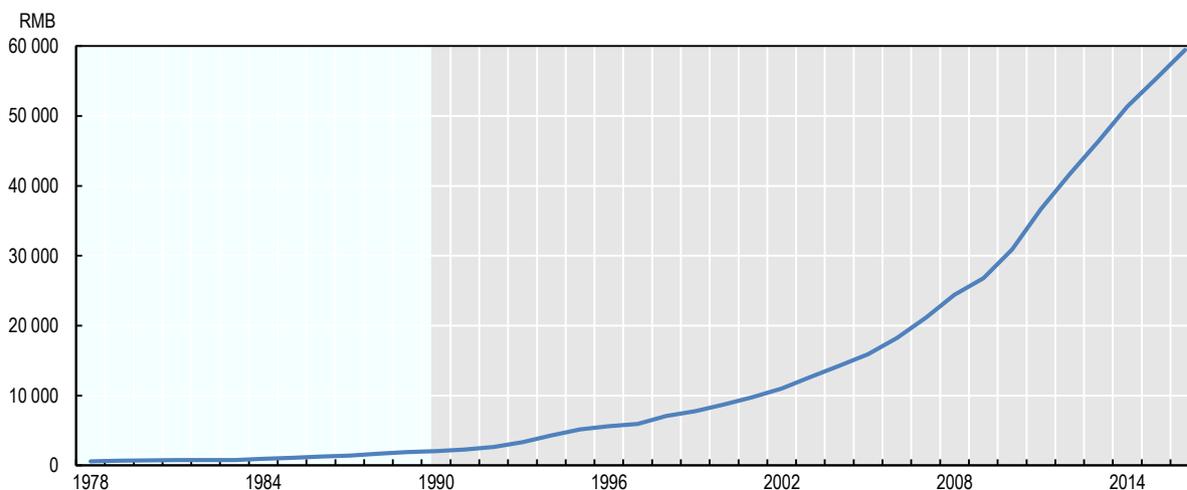
Source : US Bureau of Labor Statistics (2018^[16]), *Employment, Hours, and Earnings from the Current Employment Statistics survey (National)* (base de données), <https://data.bls.gov/timeseries/CES3000000001> (consulté en mai 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964583>

Depuis la troisième phase de basculement de la richesse (à partir de 2009), la Chine a transformé ses modèles de production et de commerce, qui reposaient jusque-là sur l'investissement et le commerce de biens intermédiaires, au profit de modèles basés sur la consommation. La croissance de la main-d'œuvre mondiale a plafonné avec l'absorption d'une grande partie de la main-d'œuvre chinoise, l'amorce d'un vieillissement rapide de la population en Chine et le recul du taux de fertilité en Inde (Goodhart et Pradhan, 2017^[17]). Face au recul de la population en âge de travailler, le nombre de consommateurs de la classe moyenne va continuer d'augmenter. Cela stimule le commerce mondial « ordinaire », principalement basé sur les intrants locaux et la demande nationale, alimentée par une hausse de la consommation, tandis que le commerce intermédiaire commence à stagner (Lemoine et Unal, 2017^[4]). L'époque où les salaires dans les pays de l'OCDE souffraient de la pression asiatique est sans doute révolue : les salaires (aussi bien en dollars qu'en yuans) augmentent en effet rapidement en Chine, sous l'effet de la baisse de la main-d'œuvre et de la hausse de la productivité nationale (graphique 2.8).

Graphique 2.8. Les salaires augmentent rapidement en Chine

Salaires du secteur manufacturier en Chine, exprimés en moyennes annuelles (RMB, 1978-2017)



Note : La zone ombrée représente la période du basculement de la richesse.

Source : CEIC (2018^[18]), *Salaires annuels moyens en Chine : secteur manufacturier*, <https://www.ceicdata.com/en/china/average-wage-by-industry-urban-nonprivate/avg-annual-wage-manufacturing> (consulté en mai 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964602>

Pourquoi le basculement de la richesse est important pour le Sud

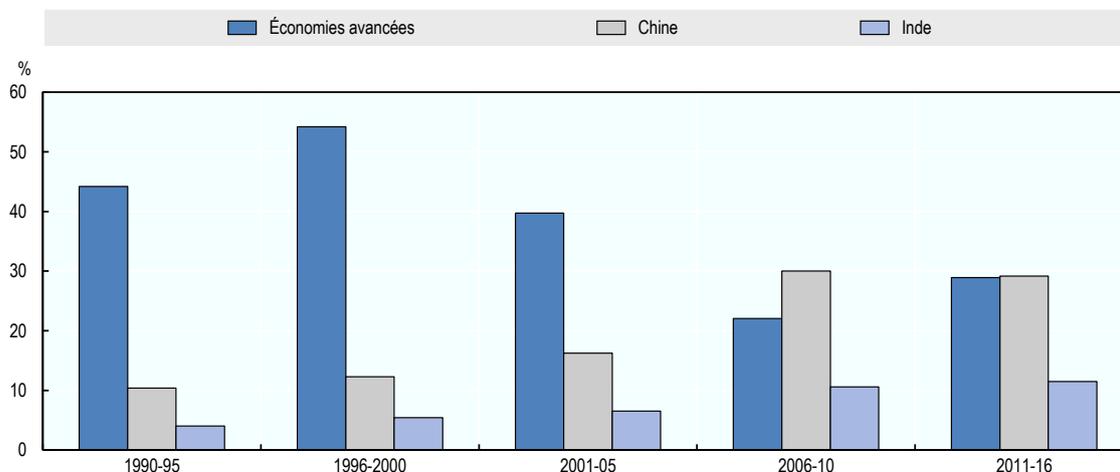
Depuis 1990, le basculement de la richesse a eu de profondes répercussions sur le développement mondial. Tout d'abord, il a redessiné la carte des relations économiques en termes d'échanges, de flux financiers et de migrations. Ensuite, il a stimulé la croissance mondiale, sortant de ce fait des millions de personnes de la pauvreté. Enfin, il a modifié le contexte de la gouvernance mondiale, amenant ainsi les pays en développement à jouer de nouveaux rôles, mais aussi à définir de nouvelles stratégies.

Interactions mondiales

Du point de vue des pays pauvres, la principale conséquence de l'entrée de la Chine et de l'Inde sur l'échiquier économique mondial s'est opérée au travers d'interactions à la fois mondiales et directes (voir la rubrique « Basculement de la richesse – un moteur pour l'intégration Sud-Sud »). L'apport des géants asiatiques à la croissance mondiale n'est pas passé inaperçu (graphique 2.9). Il transparaît à la fois dans leur impact sur les termes mondiaux de l'échange (graphique 2.10) et dans le basculement des stocks nets d'actifs étrangers vers des pays émergents excédentaires (graphique 2.11) qui ont ensuite financé des prêts au développement, des dons et des investissements directs.

Graphique 2.9. La Chine et l'Inde ont de plus en plus contribué à la croissance économique mondiale, bien qu'à un rythme moins soutenu ces dix dernières années

Contributions à la croissance mondiale (en pourcentage)



Note : Les économies avancées forment actuellement un groupe de 39 pays, selon la définition du FMI.

Source : FMI (2017^[2]), *Perspectives de l'économie mondiale 2017 (base de données)* (PIB, en prix courants [PPA, en dollars internationaux]), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964621>

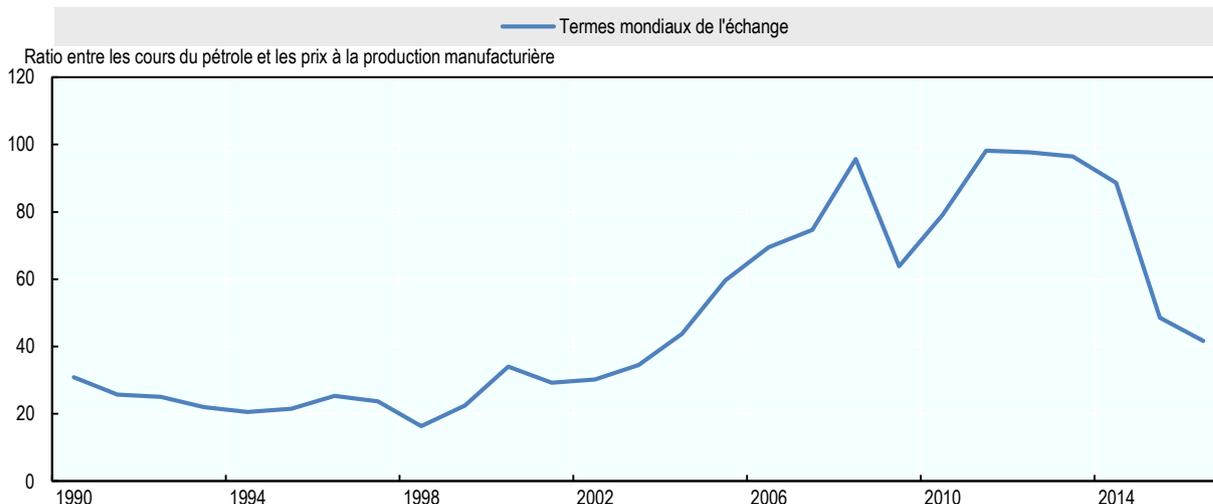
À partir de 2000, la croissance des économies à revenu faible ou intermédiaire a davantage reposé sur l'essor de la Chine que sur le G7. La donne était changée : jusque-là, c'était avant tout la zone OCDE qui déterminait la croissance des pays qui n'en étaient pas membres (Garroway et al., 2012^[19]). La croissance de la Chine ne s'est pas uniquement répercutée sur les pays en développement exportateurs de pétrole, mais aussi sur les autres.

Ces dernières années, la forte croissance de la Chine et de l'Inde a stimulé la croissance mondiale. De 2011 à 2016, la contribution relative de la Chine à la croissance mondiale s'est alignée sur celle des pays avancés, et ce malgré la forte baisse de la croissance du PIB par habitant en Chine, passée de 13,6 % à 6,1 % entre 2007 et 2016. La contribution de l'Inde à la croissance mondiale a également augmenté depuis le début des années 2000, tandis que le taux de croissance du revenu par habitant y oscillait entre 8,8 % et 5,9 % sur la période 2010-2016. Ces dernières années, la Chine a contribué à la croissance mondiale à hauteur de près de 30 %, soit environ 20 points de pourcentage de plus que l'Inde.

L'Inde restant plus fermée et considérablement plus pauvre que la Chine, elle ne peut pas encore compenser l'impact du ralentissement de la Chine sur la croissance et le commerce à l'échelle mondiale. En revanche, elle a pris le dessus sur la Chine en termes de croissance du PIB (mais pas du PIB par habitant), sa situation démographique favorable encourageant l'épargne et l'investissement dans le pays. Dans les décennies à venir, le basculement de la richesse pourrait ainsi bien tirer parti du moteur à double turbo Chine-Inde.

Graphique 2.10. Le basculement de la richesse a inversé la dégradation (en cours depuis dix ans) des termes de l'échange pour nombre d'économies en développement exportatrices de produits de base

Termes de l'échange, tels que mesurés par le ratio entre le cours moyen du pétrole et les prix à la production manufacturière du G7 (1990-2016)



Note : Les termes mondiaux de l'échange sont exprimés comme le ratio entre le cours moyen du pétrole brut et l'indice des prix à la production du G7 pour le secteur manufacturier. Ce ratio montre que les termes de l'échange des marchandises nets des pays en développement non exportateurs de pétrole pâtissent lorsque les cours du pétrole augmentent par rapport aux prix à la production manufacturière.

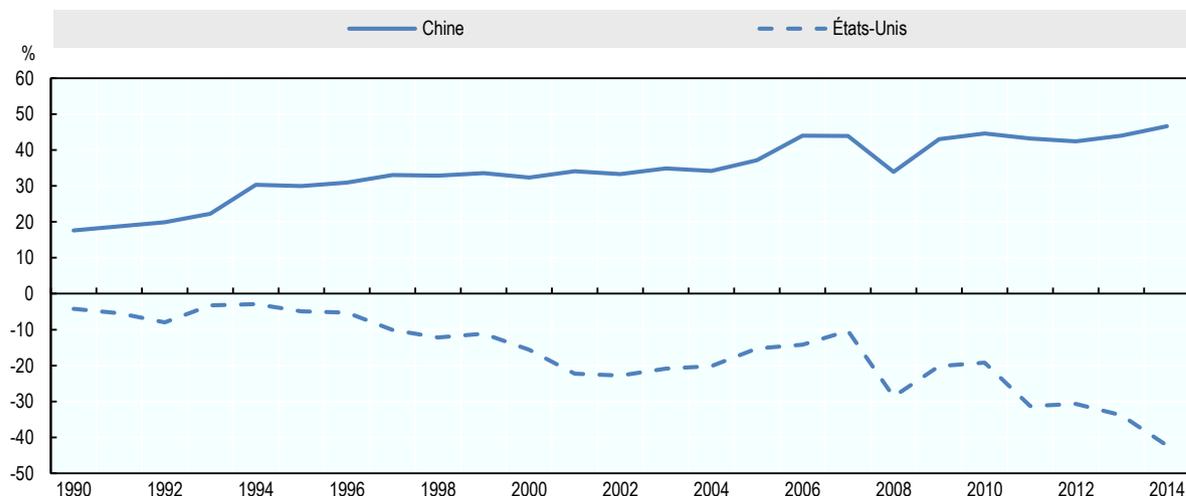
Sources : Calculs des auteurs à partir de Banque mondiale (2017^[20]), base de données du Commodity Markets Outlook (pétrole brut (\$/bbl)), <http://pubdocs.worldbank.org/en/817261508960786112/CMO-October-2017-Data-Supplement.xlsx> (consulté en février 2018) ; et OCDE (2017^[21]), base de données des indices des prix à la production (IPP), <https://data.oecd.org/price/producer-price-indices-ppi.htm> (consulté en février 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964640>

Le basculement de la richesse a inversé la décennie de dégradation des termes de l'échange pour les pays exportateurs de matières premières. Jusqu'en 2000 environ, la poursuite des progrès technologiques avait répandu l'idée que chaque unité produite requérait un apport plus faible en matières premières. En d'autres termes, on pensait que le PIB devenait « plus léger ». On considérait que la demande de produits de base allait rester modérée, même dans un contexte de forte croissance économique. Or, après 2000, la demande de produits de base s'est accentuée, dans un contexte de forte urbanisation en Asie. Au début de la CFM de 2008, les cours du pétrole avaient quadruplé et ceux des métaux, pratiquement doublé par rapport aux niveaux de 1995. L'évolution des termes de l'échange a eu des conséquences stratégiques majeures pour les pays pauvres et a marqué la définition de politiques dans différents domaines, comme l'aide, l'investissement étranger, les négociations commerciales et les stratégies industrielles. Ainsi, tandis que le secteur du textile et du prêt-à-porter d'Afrique du Sud était soumis à une pression extrême, l'Angola – pays exportateur net de pétrole – tirait profit de fortes recettes dérivées de l'extraction pétrolière.

Graphique 2.11. Le basculement de la richesse a entraîné un déplacement de la richesse nette des économies avancées vers la Chine et d'autres grandes économies émergentes

Richesse extérieure exprimée en actifs nets étrangers en pourcentage du PIB (1990-2014)



Source : Calculs des auteurs à partir de Lane et Milesi-Ferretti (2018^[22]), « The External Wealth of Nations Revisited: International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis », <https://doi.org/10.1057/s41308-017-0048-y>.

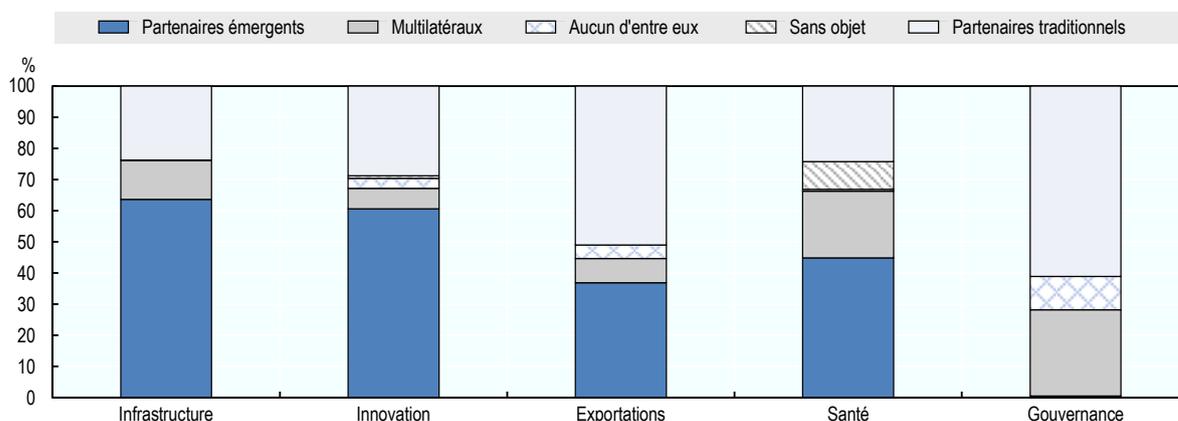
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964659>

Le basculement de la richesse a également créé une nouvelle géographie du financement du développement. L'un des éléments centraux a été le basculement de la richesse nette des économies avancées vers la Chine, le Brésil, la Russie et les États du Golfe dans les années 2000. Les données illustrent l'évolution des actifs nets étrangers en pourcentage du PIB pour la Chine et les États-Unis (graphique 2.11). Poussés par la hausse des excédents des comptes courants (reflétant surtout des déficits aux États-Unis), ces pays émergents ont accumulé des milliers de milliards d'USD d'actifs. Ils se sont d'abord centrés sur les actifs financiers (réserves en devises) dans leurs banques de développement centrales et nationales, avant de se lancer dans des actifs réels détenus par des fonds d'État et autres instruments d'épargne publics. Plus récemment, le financement du développement a été stimulé par la hausse des actifs dans les banques de développement détenues ou fondées par la Chine et d'autres grands pays émergents comme le Brésil ou les États du Golfe.

Les pays à faible revenu, qui s'étaient jusque-là principalement financés auprès des pays de l'OCDE, ont alors de plus en plus profité de flux de capitaux provenant de riches pays émergents. Le passage d'un financement issu des pays avancés à un financement issu des pays convergents s'est accompagné d'une hausse de la part des capitaux d'État par rapport à celle des capitaux purement privés. Cette diversification des sources de capitaux a eu des effets bénéfiques, naturellement bien accueillis par les bénéficiaires, puisque leurs options politiques s'en trouvaient ainsi élargies.

Graphique 2.12. Les partenaires émergents ont élargi les options politiques de l'Afrique

D'après une enquête sur l'avantage comparatif perçu des partenaires de développement



Note : L'enquête auprès des parties prenantes a été menée dans 40 des 51 pays africains couverts par le rapport.

Sources : OCDE et al. (2011^[23]), *Perspectives économiques en Afrique 2011 : L'Afrique et ses partenaires émergents*, <https://doi.org/10.1787/aeo-2011-fr> ; Reisen et Stijns (2011^[24]), *How emerging donors are creating policy space for Africa*, <https://voxeu.org/article/how-emerging-donors-are-creating-policy-space-africa> (consulté en mai 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964678>

Les partenaires émergents ont stimulé de nouveaux secteurs et mécanismes de financement. L'aide au développement n'est qu'un élément de leur boîte à outils, ce qui reflète des différences frappantes dans leurs philosophies d'engagement par rapport aux bailleurs traditionnels. Les bailleurs émergents offrent : des sources de financement plus vastes ; des technologies et des formations plus adéquates ; des infrastructures plus rentables et rapides ; ainsi que des produits génériques, des machines et des biens de consommation bon marché. Leurs avantages comparatifs perçus sont : la construction d'infrastructures pour la Chine ; la fourniture de génériques bon marché, de compétences et de services pour l'Inde ; et l'aide à l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire pour le Brésil. Les partenaires émergents offrent à l'Afrique de nouvelles perspectives d'échange de biens, de connaissances et de modèles. Une enquête menée en 2011 dans 40 pays africains révélait que les partenaires émergents jouissaient d'une réputation relativement bonne dans les domaines des infrastructures et de l'innovation (graphique 2.12).

Hausse de la croissance et recul de la pauvreté

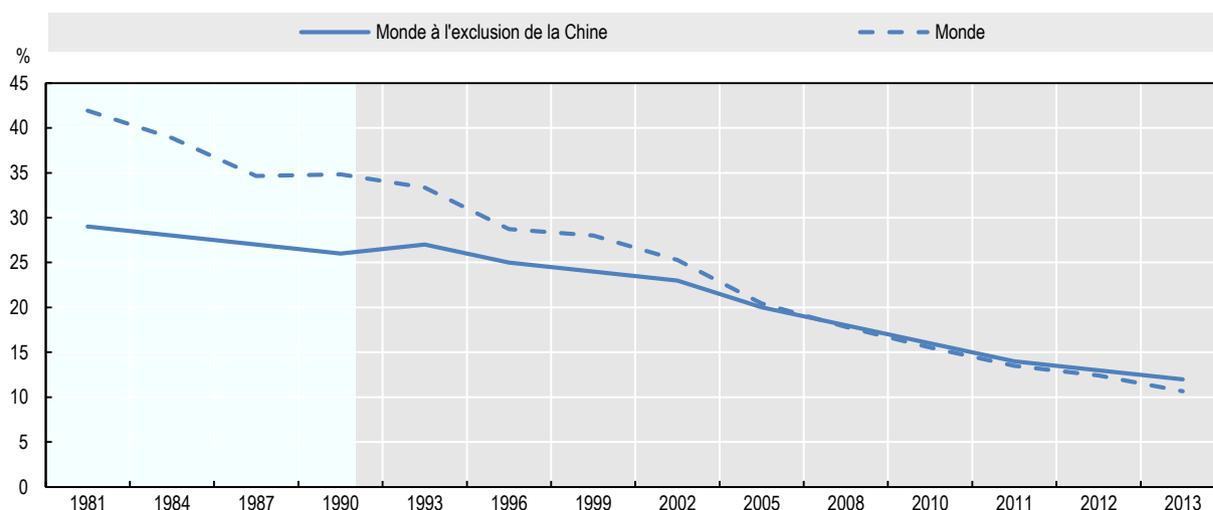
La Chine est devenue un moteur de croissance mondiale qui a contribué à alimenter l'essor des pays convergents. Au vu de la relation positive entre croissance économique et réduction de la pauvreté (à condition que les inégalités économiques soient suffisamment faibles), il est probable que la croissance de la Chine se soit traduite par une réduction de la pauvreté dans les pays pauvres. Des estimations pour la période 1990-2000 concernant 52 pays à revenu faible ou intermédiaire ont placé l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance à environ - 2 (Chhibber et Nayyar, 2008^[25]). Étant donné l'élasticité de la croissance des pays pauvres estimée à 0.34 par Garroway et al. (2012^[19]), une hausse d'un point de pourcentage du taux de croissance du revenu annuel par habitant en Chine se traduirait donc par une réduction de 0.68 % du taux de pauvreté dans les pays pauvres.

À cet égard, la Chine a sans doute été le plus puissant moteur de réduction de la pauvreté en dehors de ses frontières pendant la première décennie du XXI^e siècle.

Selon la définition de la Banque mondiale, les individus en situation d'extrême pauvreté sont ceux qui vivent avec moins de 1.90 USD internationaux par jour. À l'aune de cette référence, l'extrême pauvreté en Chine, qui touchait 88 % de son milliard d'habitants en 1981, avait pratiquement disparu en 2013 : d'après la Banque mondiale, 1.9 % de la population y était ainsi en situation d'extrême pauvreté cette année-là, soit 26 millions de chinois.

Graphique 2.13. La croissance économique de la Chine a contribué à la réduction de la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté

Les individus en situation d'extrême pauvreté sont entendus comme ceux vivant avec moins de 1.90 USD internationaux par jour



Note : La zone ombrée représente la période du basculement de la richesse.

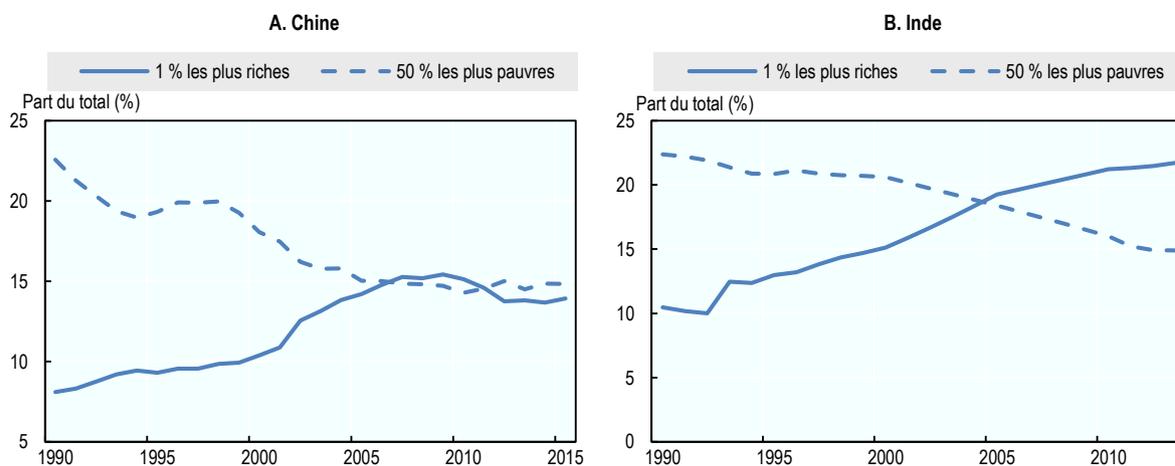
Source : Banque mondiale (2018^[26]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), (Part de la Chine dans la pauvreté mondiale), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en février 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964697>

Cependant, ce recul substantiel de la pauvreté mondiale n'est pas seulement dû au recul de la pauvreté en Chine. D'après Roser et Ortiz-Ospina (2018^[27]), la part de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté en dehors de la Chine est passée de 29 % à 12 % entre 1981 et 2013 (graphique 2.13). Durant cette même période, la population mondiale est passée de 4.5 à 7 milliards d'individus. Malgré la rapidité de la croissance démographique mondiale, le nombre de personnes en dehors de la Chine vivant dans l'extrême pauvreté a diminué, passant de 1 milliard à 743 millions entre 1981 et 2013. Ce recul de l'extrême pauvreté s'est opéré en dépit de l'augmentation des inégalités au sein des pays.

Graphique 2.14. Les inégalités de revenu se sont creusées en Chine comme en Inde

Rapport entre les 1 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres de la distribution des revenus
(1990-année la plus récente disponible)



Note : Les données les plus récentes disponibles sont de 2015 pour la Chine, et de 2013 pour l'Inde.

Source : World Inequality Lab (2018^[28]), *Base de données sur les inégalités dans le monde* (part des 1 % les plus riches, part des 50 % les plus pauvres), <https://wid.world/data/> (consulté en février 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964716>

Comme indicateur des inégalités de revenu (en hausse) dans les deux géants asiatiques, le graphique 2.14 présente la part relative (exprimée en pourcentage) du revenu national avant impôts revenant aux 1% les plus riches (trait plein) et aux 50% les plus pauvres (pointillé) pour la Chine (1990-2015) et l'Inde (1990-2013). Jusqu'à la troisième sous-période du basculement de la richesse (post-CFM, 2009-présent), les inégalités de revenu n'ont cessé de se creuser en Chine. Cette tendance s'est toutefois atténuée à partir de 2007, avec une stabilisation des parts du revenu. En revanche, en Inde, les inégalités de revenu, déjà supérieures à celles de la Chine, se sont encore creusées jusqu'en 2013, dernière année d'observation. Pour les autres pays BRIICS, on ne dispose pas de données comparables issues du *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* pour la période d'observation démarrée en 1990.

Au Brésil, les données révèlent des inégalités de revenu constantes : près de 30 % du revenu national revient aux 1 % les plus riches, contre pas même 15 % pour les 50 % les plus pauvres, sans variation de cette tendance au cours des années 2000. La Russie a quant à elle connu dans les années 1990 une forte hausse de la part du revenu national aux mains des 1 % les plus riches, passant de niveaux égalitaires (environ 5 %) à 26,9 % en 2007. Depuis lors, la part du revenu national revenant aux 1% les plus riches est redescendue, pour s'établir à environ 20 %.

Ces dernières années, la recherche a porté un intérêt croissant aux inégalités de richesse au sein des pays (Piketty, 2014^[29]). Cependant, les inégalités de richesse à l'échelle mondiale dépendent également de la hausse ou de la baisse de la richesse à l'échelle des pays et des régions. Les économies en développement à forte croissance jouent un rôle clé dans l'évolution des inégalités de richesse.

La phase allant de 2001 à 2008 de convergence rapide des revenus des pays à revenu faible ou intermédiaire dans le sillage de la poussée de croissance de la Chine, gourmande en produits de base, n'a pas seulement réduit les inégalités de revenu à l'échelle mondiale. Elle a aussi contribué à réduire les inégalités de richesse dans le monde, malgré une hausse des inégalités de revenu et de richesse au sein des pays. La richesse médiane et moyenne des ménages a augmenté dans toutes les régions en développement. Le basculement de la richesse semble avoir contribué (comme il l'a fait pour l'égalité des revenus à l'échelle mondiale) à accroître légèrement l'égalité des richesses dans le monde (tableau 2.1)¹.

Tableau 2.1. Richesse nette des ménages

Exprimée en pourcentage du total mondial

	2000	2010	2017
Afrique	0.9	1.2	0.9
Asie-Pacifique (à l'exclusion du Japon)	7.3	11.1	11.2
Chine	4.1	7.5	10.3
Inde	1.0	1.7	1.8
Amérique latine	3.0	3.7	2.9
Total du Sud	16.3	25.2	27.1
Europe	29.6	33.7	28.4
Japon	17.0	10.7	8.4
Amérique du Nord	37.1	30.4	36.0
Total du Nord	83.7	74.8	72.8

Note : Par richesse nette des ménages, on entend la valeur marchande de leurs actifs financiers et non financiers (principalement logement et foncier), moins leurs dettes. La richesse nette totale des ménages dans le monde a augmenté, passant de 117 000 milliards d'USD fin 2000 (avec une moyenne de 31 415 USD et une médiane de 1 867 USD pour les 3.7 milliards d'adultes, soit ceux âgés de plus de 20 ans) à 280 300 milliards d'USD à la mi-2017 (avec une moyenne de 56 541 USD et une médiane de 3 582 USD pour 5 milliards d'adultes).

Sources : Credit Suisse Research Institute (2017^[30]), *Global Wealth Databook 2017*, <http://publications.credit-suisse.com/index.cfm/publikationen-shop/research-institute/global-wealth-databook-2017-en/> (consulté en mars 2018) ; Davies, J., R. Lluberás et A. Shorrocks (2010^[31]), *Global Wealth Databook 2010*, <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=88DC07AD-83E8-EB92-9D5C3EAA87A97A77> (consulté en mars 2018).

Au cours de la période 2000-17, la richesse nette des ménages a basculé à l'Est et au Sud, entraînant une réduction des inégalités mondiales de richesse entre les ménages pendant les années 2000. Ce basculement vers le Sud s'est en grande partie opéré pendant la première décennie du nouveau millénaire, avec une convergence rapide du revenu, notamment suite à la flambée des prix des matières premières. Dans les années 2010, l'augmentation de la part relative de la richesse des ménages dans le monde a toutefois reculé en Afrique et en Amérique latine ; seule la Chine a conservé une part relative plus élevée de la richesse mondiale.

Le tableau 2.2 montre que la première décennie du XXI^e siècle a vu les inégalités de richesse baisser dans le monde, tout en enregistrant un accroissement notable de la richesse médiane². Dans l'ensemble, au cours de la période 2000-10, la richesse nette

médiane par adulte a doublé dans toutes les régions non membres de l'OCDE listées dans le tableau 2.2. Toutefois, depuis lors (après la CFM), la richesse médiane n'a poursuivi sa hausse qu'en Chine, chutant fortement en Afrique. Bien qu'ils soient toujours exprimés en dollars US constants, les chiffres peuvent indiquer que la forte dépréciation réelle des devises locales dans les pays exportateurs nets de matières premières a entamé la richesse moyenne des ménages, tout en augmentant leur endettement. Cette situation peut aussi résulter d'une baisse de la demande de produits de base en Chine.

Tableau 2.2. Richesse nette médiane par adulte

Exprimée en USD constants

	2000	2010	2017
Afrique	499	939	438
Asie-Pacifique	1 322	3 400	2 997
Chine	2 349	4 628	6 689
Inde	704	1 301	1 295
Amérique latine	3 099	6 388	5 159
Monde	1 867	3 709	3 582

Note : Le Japon est inclus dans la région Asie-Pacifique.

Sources : Credit Suisse Research Institute (2017^[30]), *Global Wealth Databook 2017*, <http://publications.credit-suisse.com/index.cfm/publikationen-shop/research-institute/global-wealth-databook-2017-en/> (consulté en mars 2018); Davies, J., R. Lluberá et A. Shorrocks (2010^[31]), *Global Wealth Databook 2010*, <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=88DC07AD-83E8-EB92-9D5C3EAA87A97A77> (consulté en mars 2018).

Diversité des dynamiques de croissance régionales

L'agrégation des pays au sein des régions masque souvent des dynamiques de croissance hétérogènes. Les épisodes de forte croissance économique ne se cantonnent pas à certaines périodes ou régions. En réalité, de nombreuses économies ont connu une telle croissance à un certain moment et d'autant plus durant la période du basculement de la richesse. Après avoir persisté tout au long des années 1990, la volatilité s'est réduite pendant les sous-périodes de basculement de la richesse depuis le début des années 2000.

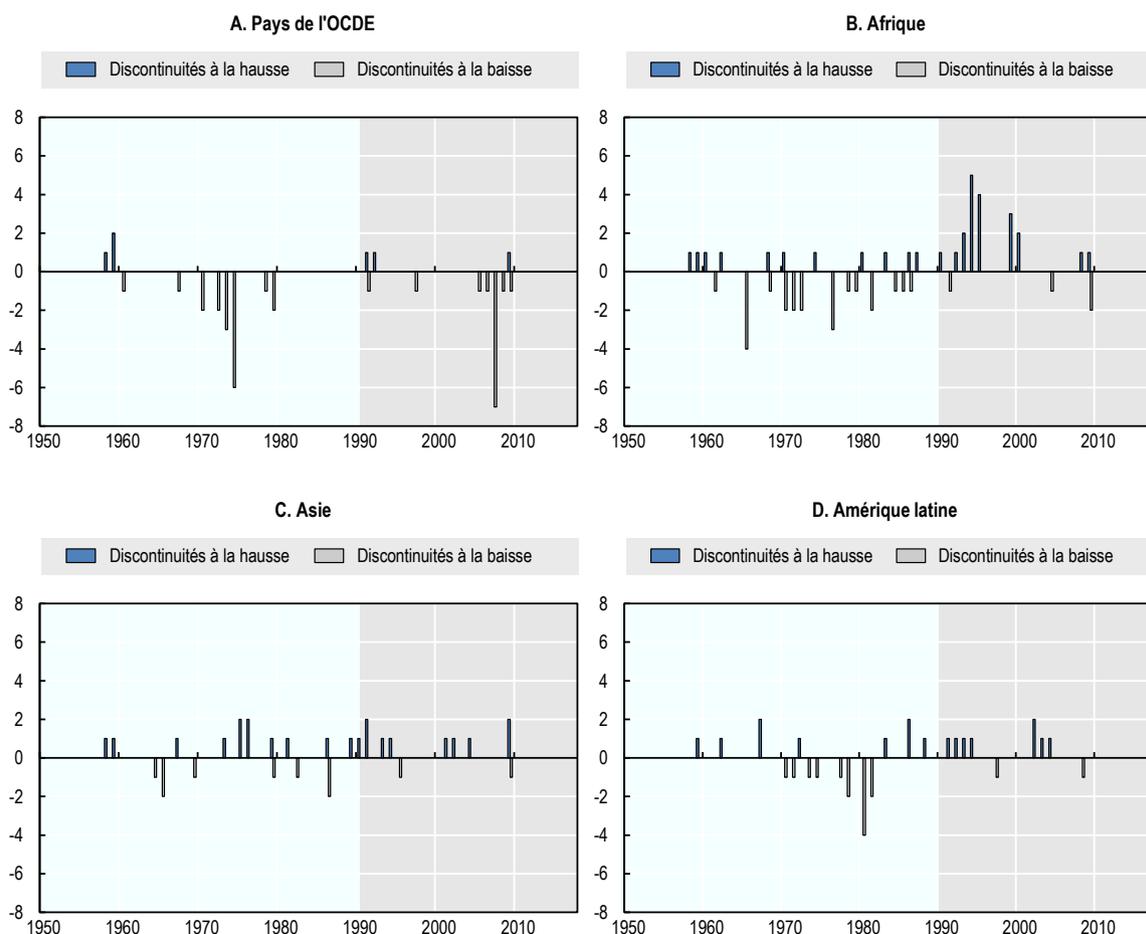
Le graphique 2.15 propose une perspective plus large sur la croissance économique et présente des estimations des discontinuités de la croissance sur la base des données du PIB par habitant. Ces discontinuités peuvent être à la hausse, si la croissance moyenne après la discontinuité est supérieure au taux de croissance pendant la période précédente ; ou à la baisse, en cas de baisse rapide de la croissance. Les résultats obtenus sur la période précédant le basculement de la richesse sont comparables aux résultats de recherches antérieures, par exemple chez Berg, Ostry et Zettelmeyer (2012^[32]) et Kar et al. (2013^[33]).

Les pays en développement présentent davantage de discontinuités à la baisse qu'à la hausse dans la croissance du PIB par habitant. Les poussées de croissance à la hausse ont été les plus courantes à partir du début du basculement de la richesse, qui a produit un nombre presque égal de discontinuités à la hausse entre 1990 et 2017 que durant les quatre décennies précédentes. Ce sont l'Afrique et l'Asie qui ont le plus tiré parti du basculement de la richesse, avec des accélérations de la croissance totale de respectivement 65 % et 45 % durant cette période de prospérité mondiale. À en juger par le nombre de ralentissements rapides de la croissance, la CFM semble avoir moins touché

les économies en développement. Ce tableau contraste fortement avec l'expérience des pays de l'OCDE. Dans ce dernier groupe, les décélérations prolongées de la croissance ont prédominé, et les épisodes de discontinuité coïncident avec les grands ralentissements de la productivité dans les années 1970, ainsi que durant la période précédant et suivant la récente crise financière. Les accélérations de la croissance dans les pays en développement tendent quant à elles à coïncider avec les hausses de la productivité (De Gregorio, 2018^[34]).

Graphique 2.15. Durant le basculement de la richesse, les accélérations de la croissance se sont principalement observées dans les économies en développement

Accélérations et ralentissements rapides de la croissance, par région (1950-2017)



Note : L'analyse des discontinuités se base sur l'algorithme de Bai and Perron (2006^[35]) calculé à l'aide d'un code Stata fourni par Kerekes (2011^[36]) : 26 pays de l'OCDE avec un total de 37 discontinuités, 97 pays non membres de l'OCDE avec un total de 122 discontinuités ; durée minimum de la période de croissance de 8 ans. La zone ombrée représente la période du basculement de la richesse.

Source : FMI (2017^[2]), *Perspectives de l'économie mondiale 2017, Base de données* (PIB, en prix constants [PPA, en dollars internationaux de 2011]), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964735>

Croissance et développement en transition

Dans l'ensemble, le basculement de la richesse a plutôt contribué à une transition vers une croissance du revenu, notamment dans les années 2000. Cette tendance s'est confirmée durant la décennie suivante, malgré un ralentissement des taux de croissance. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ont atteint des catégories supérieures de revenu, tandis que les déclassements ont été extrêmement rares. Par ailleurs, nombre de pays sont sortis du statut d'éligibilité aux crédits de l'Association internationale de développement (IDA), alors que les retours à ce statut d'éligibilité sont restés l'exception. Pour les pays à faible revenu, la vulnérabilité économique mesurée a nettement reculé, en raison notamment de l'allègement de la dette multilatérale dans les années 2000 (on remarque toutefois ces derniers temps le retour d'une certaine tension de la dette).

Toutefois, la croissance d'un pays ne va pas forcément de pair avec une amélioration du bien-être de ses citoyens. À moins d'engager des mesures politiques susceptibles de contrecarrer de telles tendances, le développement reste souvent entravé. De fait, les inégalités peuvent s'accroître même dans des pays qui gagnent en prospérité. Ce constat vaut particulièrement pour les pays dont l'économie est peu diversifiée, ou pour ceux qui sont plus exposés aux impacts négatifs du changement climatique, qui les rendent plus fragiles. C'est pourquoi tout ne doit pas se résumer au PIB et aux autres indicateurs axés sur le revenu. Pour mesurer le développement durable, il faut se doter d'autres indicateurs à même d'identifier des points faibles comme la pauvreté, la fragilité des classes moyennes, l'instabilité économique, les disparités régionales, l'insécurité, et les inégalités d'accès à l'éducation et aux services de santé.

On peut évaluer la performance et la transition économique de différentes façons. Les catégories de revenu national définies par la Banque mondiale, et l'éligibilité aux crédits de l'IDA (dépendance à l'égard de l'aide) comptent parmi les indicateurs les plus courants. Une troisième mesure de la transition, plus large, est la catégorie des pays les moins avancés (PMA), créée par les Nations Unies.

Le tableau 2.3 présente la classification des pays en fonction de leur revenu pour 25 pays « convergents » qui ont réussi à dépasser les taux de croissance moyens du G7 sur la période 1990-2016. Si tous les pays présentés n'ont pas réussi à changer de catégorie de revenu, on observe néanmoins dans l'ensemble des trois régions en développement des pays ayant convergé en termes relatifs. Ce tableau identifie 20 transitions depuis un revenu faible, intermédiaire de la tranche inférieure vers un revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou élevé, d'après les catégories définies par la Banque mondiale. La Chine a grimpé de deux catégories de revenu, passant du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. En atteignant le statut de pays à revenu élevé, le Chili, l'Uruguay et le Panama sont les seuls pays « convergents » à avoir laissé derrière eux le « défi du revenu intermédiaire » durant la période du basculement de la richesse.

Cependant, le franchissement des échelons économiques n'est en aucun cas automatique et des revers de fortune existent souvent. L'Argentine et la Russie, qui bénéficiaient du statut de pays à revenu élevé, ont ainsi été rétrogradés à celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en 2014. Et bien qu'une convergence ait été atteinte dans les niveaux de revenu, toutes les catégories restent concernées par les enjeux du développement et certaines poches de fragilité.

Depuis la création des crédits de l'IDA en 1960, 44 pays ont réussi leur transition et sont ainsi sortis du statut d'éligibilité. Plusieurs pays ont toutefois dû transiter plus d'une fois,

redevenant éligibles aux crédits de l'IDA. Onze pays ont connu ce type de retour en arrière, avec un pic dans les années 1980 et une forte exposition aux prix des matières premières, à l'instabilité politique et à la tension de la dette (Sumner, 2016_[37]).

Tableau 2.3. Transitions entre les catégories de revenu de la Banque mondiale

Classification en fonction du RNB (revenu national brut) par habitant

Pays	Niveau initial de revenu	Années 1990	Années 2000	Années 2010
Afrique				
Burkina Faso	Faible	Faible	Faible	Faible
Égypte	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
Maurice	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Mozambique	Faible	Faible	Faible	Faible
Lesotho	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
Ouganda	Faible	Faible	Faible	Faible
Asie				
Bangladesh	Faible	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure
Cambodge	Faible	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure
Chine	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Inde	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
Indonésie	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
RDP lao	Faible	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure
Malaisie	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Népal	Faible	Faible	Faible	Faible
Pakistan	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
Sri Lanka	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
Thaïlande	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Turquie	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Viet Nam	Faible	Faible	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure
Amérique latine				
Chili	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Élevé
Costa Rica	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
République dominicaine	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure

Pays	Niveau initial de revenu	Années 1990	Années 2000	Années 2010
El Salvador	Intermédiaire de la tranche inférieure			
Mexique	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Panama	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Élevé
Pérou	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche inférieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure
Uruguay	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Intermédiaire de la tranche supérieure	Élevé

Note : Classification des pays en fonction de leur revenu d'après les données de la Banque mondiale, selon les seuils définis au 1^{er} juillet 2018. Seuls sont inclus les pays où la progression du revenu par habitant par rapport à la moyenne du G7 a été continue tout au long de la période du basculement de la richesse.

Source : Calculs des auteurs à partir de Banque mondiale (2018^[38]), *World Bank Country and Lending Groups* (classification historique en fonction du revenu), <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups> (consulté en août 2018).

Axé sur les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le tableau 2.4 présente l'historique récent du statut d'éligibilité aux crédits de l'IDA pour les trois sous-périodes du basculement de la richesse (les décennies 1990, 2000 et 2010). Les années 1990, marquées par la volatilité, ont enregistré neuf épisodes de retour au statut d'éligibilité, mais seulement 4 cas de sortie de ce statut. Parmi les causes, citons le surendettement et l'effondrement des exportations de produits de base, qui ont à leur tour entraîné une fuite des capitaux. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) a été lancée en 1996, suivie en 2005 par l'initiative d'allègement de la dette multilatérale. Sans surprise, ces initiatives d'allègement de la dette ont stoppé les tendances au retour à l'éligibilité aux crédits de l'IDA dans les années 1990. Cependant, la décennie de « convergence généralisée », depuis 2000 jusqu'à la CFM, n'a pas réussi à jouer sur le processus de reclassement de l'IDA, puisque seule l'Indonésie est sortie de son statut d'éligibilité. Durant les années 2010, la sortie de l'Inde, principal client de l'IDA, du statut d'éligibilité aux côtés de plusieurs autres pays a provoqué un vif débat au sujet de l'avenir de cette institution et des autres prêts multilatéraux assortis de conditions libérales (Garroway et Reisen, 2014^[39]). Durant les années 2010, un seul pays est redevenu éligible aux crédits de l'IDA : la Syrie, alors déchirée par les conflits.

Tableau 2.4. Éligibilité aux crédits de l'IDA et sortie de/retour à la catégorie des PMA

	Années 1990	Années 2000	Années 2010
Sortie du statut d'éligibilité aux crédits de l'IDA	Philippines (1993)	Indonésie (2008)	Angola (2014)
	Chine (1999)		Azerbaïdjan (2011)
	Égypte (1999)		Bolivie (2017)
	Guinée équatoriale (1999)		Inde (2014)
			Sri Lanka (2017)
			Viet Nam (2017)
Retour au statut d'éligibilité aux crédits de l'IDA	Cameroun (1994)	Papouasie-Nouvelle-Guinée (2003)	Syrie (2017)
	République du Congo (1994)		

	Années 1990	Années 2000	Années 2010
	Côte d'Ivoire (1994)		
	Égypte (1991)		
	Honduras (1991)		
	Indonésie (1998)		
	Nicaragua (1991)		
	Nigéria (1989)		
	Zimbabwe (1992)		
Sortie de la catégorie des PMA	Botswana (1994)	Cabo Verde (2007)	Maldives (2011)
			Samoa (2014)
			Guinée équatoriale (2017)

Sources : Banque mondiale (2018_[40]), *IDA Graduates*, <http://ida.worldbank.org/about/ida-graduates> (consulté en avril 2018) ; et Nations Unies (2018_[41]), *Liste des pays les moins avancés (à compter de mai 2018)*, https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/ldc_list.pdf (consulté en mars 2018).

Sortie de la catégorie des PMA

Une troisième mesure de transition économique – le fait d’appartenir ou non à la catégorie des PMA – relève davantage de facteurs multidimensionnels que les catégories de revenu national de la Banque mondiale ou l’éligibilité aux crédits de l’IDA. Les Nations Unies ont classé dans la catégorie des PMA 47 pays, qui représentent ensemble plus d’un milliard de personnes. Cette catégorie regroupe des États que l’on estime profondément défavorisés dans leur processus de développement, pour des raisons structurelles, historiques ou géographiques. Ces pays se caractérisent également par leur vulnérabilité face aux chocs économiques externes, aux catastrophes naturelles ou d’origine humaine, et aux maladies transmissibles. Le Conseil économique et social des Nations Unies révisé tous les trois ans la liste des PMA à l’aune des recommandations du Comité des politiques de développement (CPD). Le CPD détermine le statut de PMA à partir du taux de pauvreté (revenu national brut par habitant), du développement humain (nutrition, santé, taux de scolarisation et d’alphabétisation) et de la vulnérabilité économique (par exemple, les exportations et la production agricole, voir ci-dessous).

Pour sortir de la catégorie des PMA, un pays doit atteindre certains seuils pour deux des trois indicateurs, au cours de deux révisions. Depuis son instauration en 1971, les pays qui ont accédé à cette catégorie ont été plus nombreux que ceux qui en sont sortis. Ainsi, entre 1972 et 1991, 23 pays ont été ajoutés à la liste des PMA, rejoignant les 24 pays d’origine. Le Botswana est le premier pays à être sorti de cette catégorie, en 1994, pendant la première phase du basculement de la richesse. Cependant, contrairement aux transitions reposant sur la simple performance économique, seul un pays (le Cabo Verde) a quitté la liste dans les années 2000. Depuis lors, les Maldives (2011), Samoa (2014) et la Guinée équatoriale (2017) sont sortis de cette catégorie, et devraient bientôt être suivis par le Vanuatu et l’Angola. Ce nombre plus faible de transitions, en comparaison des deux mesures précédentes, reflète l’importance du caractère multidimensionnel du développement et le fait que la croissance économique ne s’accompagne pas forcément d’améliorations sociales. L’absence de retours dans la catégorie des PMA semble également indiquer que cette mesure des Nations Unies est un indicateur plus adéquat du développement durable.

En mai 2011, la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adopté le Plan d'action d'Istanbul pour la décennie 2011-2020. Ce plan reflète une vision et une stratégie communes pour le développement durable des PMA, mettant principalement l'accent sur le développement de leurs capacités de production. Un large éventail d'acteurs devraient contribuer à la mise en œuvre de ce plan d'action, notamment les pays bailleurs, les pays en développement, les parlements, le secteur privé, la société civile, le système des Nations Unies, et des institutions financières internationales et régionales. Huit organisations, dont le Centre de développement de l'OCDE, ont établi un partenariat, baptisé LDC IV Monitor, qui vise à mieux honorer les engagements pris envers les PMA afin de les aider à satisfaire les critères pour sortir de cette catégorie. Cet objectif rejoint directement celui d'une croissance économique durable, équitable et inclusive d'au moins 7 % par an dans les PMA. Le plan d'action d'Istanbul se centre sur la réduction des vulnérabilités des PMA et aborde les nouveaux enjeux du développement, à savoir les effets des crises interconnectées (alimentaire, pétrolière et économique) et le changement climatique, en mettant particulièrement l'accent sur la transformation structurelle via une hausse des capacités de production.

Certains éléments portent à croire que les PMA ont progressé sur deux tableaux : a) la réduction de la vulnérabilité économique ; et b) le transfert des ressources depuis des secteurs à faible productivité vers des secteurs à forte productivité. Toutefois, le réchauffement de la Planète augmente la vulnérabilité physique (plus qu'économique) des PMA. Leur plus grande exposition aux chocs physiques entrave le redéploiement de leurs ressources au profit de secteurs à fort potentiel comme l'horticulture et le tourisme. Or, ces deux évolutions sont des conditions pré-requises pour sortir de façon durable de la catégorie des PMA.

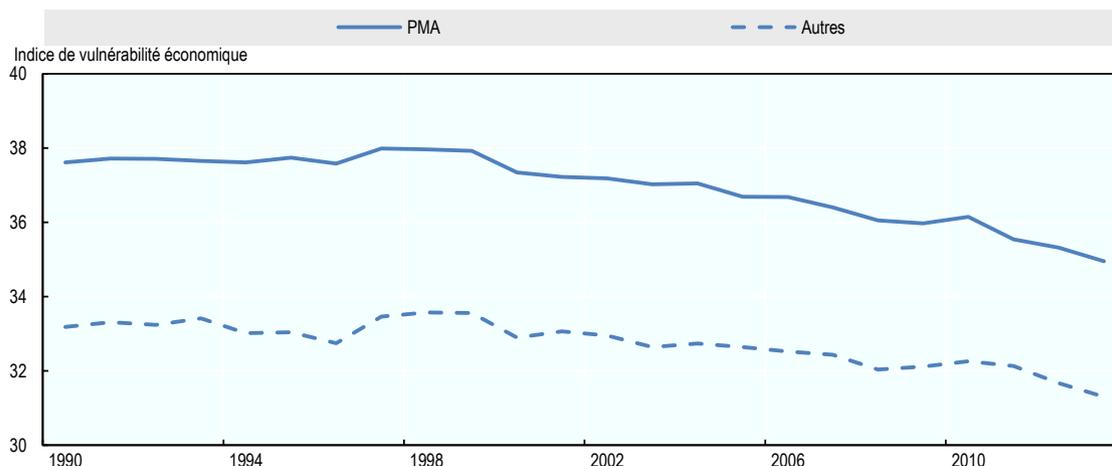
L'évaluation de l'exposition des PMA aux chocs, au-delà de leurs carences sur le plan politique, a abouti à deux types d'indicateurs de vulnérabilité (Guillamont, 2011^[42]), qui ont récemment été utilisés pour l'attribution des fonds de développement de l'Union européenne (UE) :

- La vulnérabilité économique structurelle, mesurée par l'indice de vulnérabilité économique (EVI) des Nations Unies. L'EVI est un indice composite qui concerne à parts égales l'exposition (taille de la population, situation géographique, part de l'agriculture dans le PIB) et l'« intensité des chocs » (à la fois naturels et commerciaux). L'EVI pourrait être utilisé pour l'attribution de l'aide au développement³.
- L'indicateur de vulnérabilité physique au changement climatique (PVCCI) Le PVCCI concerne à la fois les « risques liés aux chocs progressifs » (inondations suite à la montée du niveau de la mer, hausse de l'aridité) et les « risques liés à l'intensification des chocs récurrents » (précipitations, températures). L'indice PVCCI pourrait être utilisé pour l'allocation des ressources d'adaptation.

En moyenne, sur la période 1990-2013, la vulnérabilité économique structurelle mesurée par l'indice EVI est nettement plus élevée dans les PMA que dans les autres pays. Bien que l'EVI moyen ait baissé dans les deux catégories de pays, cette baisse a été plus rapide dans les PMA ces dernières années. C'est notamment le cas depuis 2003-04, où 145 pays ont bénéficié d'un allègement de la dette, comme le montre le graphique 2.16, sur la période 1990-2013 (Feindouno et Goujon, 2016^[43]).

Graphique 2.16. Évolution de l'indice de vulnérabilité économique

Moyennes annuelles dans les différents groupes de pays



Note : L'indice est construit à l'aide de huit composantes de vulnérabilité : la taille de la population ; l'éloignement des marchés mondiaux ; la concentration des exportations ; la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB ; la part de la population vivant dans des zones côtières peu élevées ; l'instabilité des exportations ; l'instabilité de la production agricole ; et les victimes de catastrophes naturelles. Plus les valeurs de l'indice sont élevées, plus le pays ou la région sont vulnérables sur le plan économique.

Source : Feindouno et Goujon (2016^[43]), *The retrospective economic vulnerability index, 2015 update*.

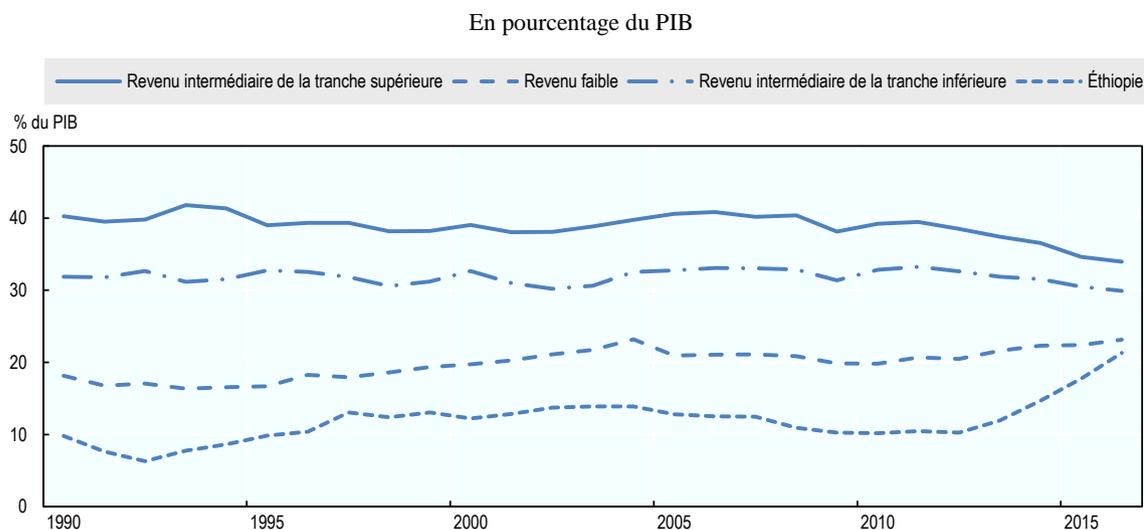
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964754>

L'indicateur EVI semble être hermétique aux problèmes de dettes imminents, bien que les PMA soient moins tolérants à l'endettement. Tandis que la dette souveraine (Club de Paris) et multilatérale officielle a été allégée par les mesures d'allégement de la dette engagées au milieu des années 2000, la dette auprès du secteur privé et de certains partenaires émergents (la Chine principalement) a rapidement augmenté dans certains pays. Depuis 2013, de nombreux pays en développement ont vu augmenter de façon notable le poids de leur dette et leur vulnérabilité. Plusieurs facteurs entrent en jeu dans ce phénomène, notamment des chocs exogènes et des politiques fiscales peu rigoureuses (Diao, McMillan et Rodrik, 2017^[44]). À la fin 2017, 68 % des PMA étaient considérés comme soumis à un surendettement sévère ou modéré ; deux d'entre eux étaient en défaut de paiement (FMI, 2018^[45]). En 2017, deux PMA sur cinq (la plupart en Afrique subsaharienne) faisaient face à d'importants problèmes de dette, contre un sur cinq en 2013/14. La plupart des PMA surendettés relevaient de la catégorie des « exportateurs diversifiés » (et non pas simplement de carburant ou de cuivre), ce qui reflète une diminution des recettes fiscales et un dépassement des dépenses, ainsi qu'une hausse des dépenses en capital.

La question de savoir si le développement durable requiert une plus forte industrialisation ou si une « désindustrialisation prématurée » suspendra le développement en cours mérite d'être débattue (Sumner, 2018^[46]). Un processus de développement à long terme nécessite tout d'abord un transfert des ressources depuis les secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité (Lewis, 1954^[47]), mais aussi l'allocation d'une plus grande part des ressources dans les secteurs susceptibles de voir leur productivité augmenter rapidement.

Diao, McMillan et Rodrik (2017^[44]) confirment l'importance du modèle de changement structurel proposé par Lewis dans l'accélération récente de la croissance dans les pays à faible revenu. Toutefois, contrairement aux expériences précédentes en Asie de l'Est, l'industrialisation rapide ne semble pas avoir entraîné d'accélération récente de la croissance dans les pays à revenu intermédiaire. Après les pics atteints au milieu des années 2000, la part de l'industrie dans le PIB a baissé dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme inférieure (graphique 2.17).

Graphique 2.17. La part de l'industrie dans le PIB a baissé après des pics dans les pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure, mais a récemment augmenté dans les pays à faible revenu



Source : Banque mondiale (2018^[26]), *Base de données des indicateurs du développement dans le monde* (Industrie (notamment construction), valeur ajoutée (% du PIB), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en février 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964773>

De nombreux experts en développement ont redouté qu'avec la stagnation du secteur manufacturier dans le monde, les PMA africains aient perdu l'opportunité de suivre la trajectoire économique de l'Asie de l'Est. La performance de l'Afrique a toutefois été relativement bonne. Les pays à faible revenu ont vu la part de leurs activités industrielles augmenter doucement mais sûrement, notamment dans les années 1990 et 2010. Ce n'était pas le simple reflet des cycles des produits de base, comme en témoigne le cas spectaculaire de l'Éthiopie.

Cependant, outre les industries traditionnelles, l'Afrique semble devoir sa transformation structurelle aux nouveaux développements opérés dans les services exportables et l'industrie agro-alimentaire, semblables à l'industrialisation traditionnelle (Coulibaly, 2018^[48]). En dehors de l'horticulture et de l'agro-industrie, ces nouveaux secteurs comprennent des services associés aux TIC et le tourisme.

Basculement de la richesse - un moteur pour l'intégration Sud-Sud

L'intégration Sud-Sud a également favorisé le développement en transition. Le dynamisme des liens économiques Sud-Sud a d'ailleurs été un élément essentiel du basculement de la richesse depuis les années 1990.

Lors de son discours pour la remise de son Prix Nobel en 1979, Sir Arthur Lewis (1979^[49]) évoquait déjà l'importance du commerce Sud-Sud pour obtenir une convergence durable du PIB dans les pays du Sud :

Le vrai problème est de savoir si la croissance rapide des pays les moins avancés se confirmera malgré le ralentissement des pays plus développés. Si l'économie est encore dépendante, la balance des paiements la ralentira ; mais si elle a atteint une croissance autonome, la faiblesse des échanges extérieurs motivera simplement les exportations vers d'autres PMA, et la faiblesse de la balance des paiements ne sera alors que provisoire. Si un nombre suffisant de PMA ont atteint une croissance autonome, nous entrons dans un nouveau monde. Autrement dit, ce n'est alors pas le commerce qui déterminera le taux de croissance de la production des PMA, mais bien la hausse de la production des PMA qui déterminera leur commerce, et les forces internes qui détermineront le taux de croissance de la production. (Lewis, 1979^[49])

Sommes-nous entrés dans ce nouveau monde imaginé par Arthur Lewis il y a 40 ans ? Oui et non.

Oui, car les pays non membres de l'OCDE ont augmenté leur part dans la production mondiale, le commerce de marchandises et la finance (y compris les transferts de fonds). Les tendances correspondantes seront décrites dans les sections suivantes, données à l'appui. Oui, car le basculement relatif des actifs nets étrangers (basculement de la richesse nette) hors du groupe des pays de l'OCDE a contribué à la création d'une nouvelle géographie du financement du développement, en particulier l'initiative de la « nouvelle route de la soie », engagée par le gouvernement chinois.

Non, parce que la Chine domine les parts respectives des pays non membres de l'OCDE dans la production mondiale, le commerce de marchandises et la finance. C'est un constat direct, mais que l'on peut aussi observer indirectement, dans la mesure où l'essor et les cycles de développement de la Chine ont impacté différents facteurs mondiaux. Cela a, à son tour, augmenté (de façon temporaire) les parts des pays non membres de l'OCDE dans l'agrégat, notamment durant la seconde phase du basculement de la richesse (2000-09). L'exemple le plus frappant est la flambée temporaire des cours du pétrole et des métaux, qui a entraîné une hausse des parts des exportateurs de matières premières non membres de l'OCDE dans le commerce mondial.

L'intégration Sud-Sud a en grande partie été alimentée par les matières premières, notamment durant la phase 2001-08 de convergence généralisée :

- La hausse des prix des matières premières a stimulé les valeurs d'exportation pour les exportateurs nets de produits de base et la facture d'importations des importateurs nets, y compris la Chine, boostant ainsi la valeur des échanges Sud-Sud.
- La hausse des bénéfices tirés des ressources a rempli les réserves et les avoirs de change des fonds souverains dans les pays producteurs de pétrole et de cuivre, qui

ont été reversés sous forme de réinvestissements ou de prêts dans des pays en développement.

- L'immigration dans les États du Golfe a été stimulée par la hausse des revenus pétroliers, boostant ainsi les transferts de fonds, notamment vers l'Asie du Sud.
- Les échanges (où les recettes issues de l'exportation des ressources naturelles sont utilisées comme garantie pour un prêt visant à financer le développement des infrastructures) ont stimulé la coopération Sud-Sud selon des modalités nouvelles, non prises en compte par l'aide publique au développement (APD) traditionnelle.

Par conséquent, les économies en développement ont fait face à la forte baisse des prix des produits de base en renforçant généralement l'intégration, tant commerciale que financière. Les initiatives politiques du gouvernement chinois se sont donc avérées essentielles pour encourager ce passage à une plus grande intégration Sud-Sud.

Échanges Sud-Sud

En 2010, les pays en développement représentaient environ 42 % du commerce mondial de marchandises, les flux Sud-Sud comptant pour environ la moitié de ce total (CNUCED, 2013_[50]). Les échanges Sud-Sud se sont envolés à la fois dans le cadre de l'élargissement des réseaux mondiaux de production et pour répondre aux demandes d'une classe moyenne croissante. Depuis l'accession de la Chine à l'OMC début 2001, la valeur en dollars des échanges Sud-Sud s'est multipliée par plus de 13 : elle atteignait en 2016 les 4 000 milliards d'USD (graphique 2.18). Alors que les échanges Nord-Nord chutaient et que les échanges Sud-Nord stagnaient, les échanges Sud-Sud sont restés dynamiques, même après la crise.

Ce développement mirobolant des échanges Sud-Sud masque toutefois des tendances plutôt inégales, comme expliqué plus en détail ci-après :

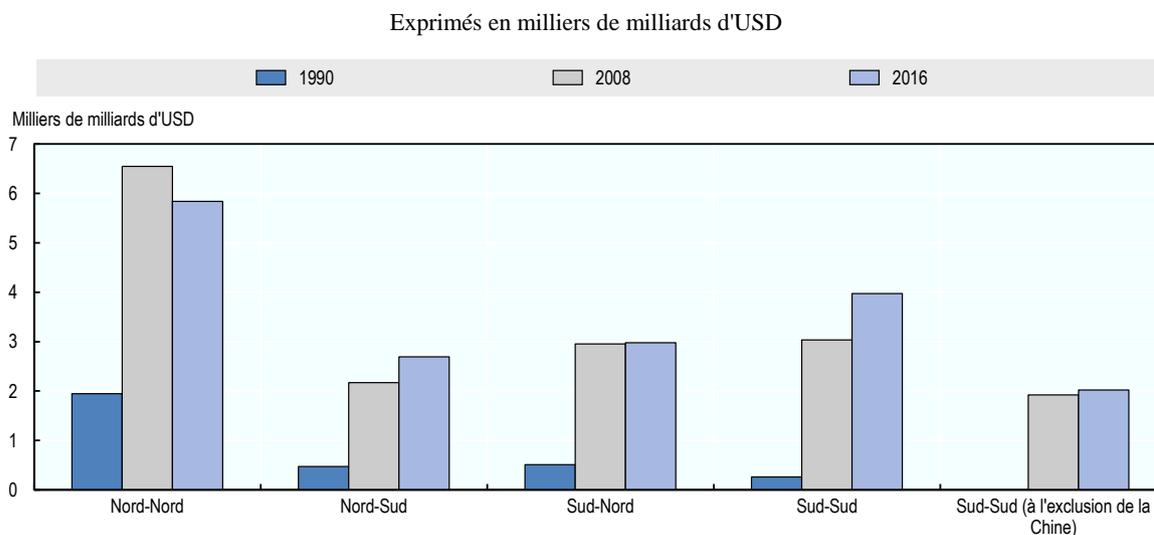
- Les échanges Sud-Sud sont restés dynamiques même après la CFM, grâce à la Chine et aux PMA.
- Si l'on ne prend pas en compte la Chine et les PMA, la part des échanges commerciaux Sud-Sud dans les exportations « du Sud » a baissé ces 20 dernières années, reflétant la baisse de la part des échanges Sud-Sud dans les exportations des pays à revenu intermédiaire.
- Les échanges Sud-Sud étant de plus en plus sino-centrés, on peut se demander s'ils sont encore en mesure d'offrir une promesse de développement absente des échanges Nord-Sud. Il est cependant rassurant de constater que les PMA sont parvenus à doubler leur part dans les échanges intra-Sud depuis 1995.

L'essor des échanges Sud-Sud a suscité de nombreux espoirs en matière de développement, dans la lignée de la tradition structuraliste, inspirée par l'hypothèse Prebisch-Singer de 1950. L'école structuraliste estimait en effet que le commerce Nord-Sud laisserait le Sud dans un état permanent de sous-développement, en raison d'une dégradation des termes de l'échange, de la lenteur du transfert des technologies et de la concentration sur les produits bas de gamme. En revanche, les échanges Sud-Sud seraient bénéfiques aux pays en développement en favorisant une diversification des exportations, en termes de produit et de géographie, réduisant ainsi leur vulnérabilité face aux cycles de production du Nord (Didier, 2017_[51]). L'édition 2010 des PDM (OCDE, 2010_[11]) mettait au jour d'autres bénéfices des échanges Sud-Sud par rapport aux

échanges Nord-Sud : plus de création que de réorientation des flux commerciaux dans la pratique ; de meilleurs effets de l'apprentissage par la pratique ; un transfert de technologie intermédiaire ; la proximité ; et une intégration plus facile dans les chaînes de valeur mondiales.

Le rôle moteur de la Chine dans les échanges commerciaux Sud-Sud et le rôle de la flambée des cours du pétrole et du métal ont souvent été négligés (voir par exemple Aksoy et Ng (2014^[52])). Or la Chine a largement tiré l'essor des échanges Sud-Sud, de façon directe et indirecte, représentant près de la moitié des exportations Sud-Sud. L'impact directement mesurable de la Chine est clairement indiqué dans la colonne de droite du graphique 2.18, qui représente les échanges Sud-Sud à l'exclusion de la Chine : en retirant des données commerciales la part (directe) de la Chine, on constate une stagnation des échanges Sud-Sud depuis 2008. Alors que ces échanges étaient pratiquement nuls en 1990, ils avaient atteint 1 900 milliards d'USD en 2008, grâce à la hausse des prix des matières premières et à la construction des infrastructures chinoises. Il n'est pas facile de distinguer, dans les données commerciales, le prix des matières premières et le renforcement des capacités : ils sont donc tous les deux les moteurs indirects de la Chine dans les échanges Sud-Sud. Outre son importance en Asie du Sud-Est, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique en 2009 (BAS/OCDE/PNUD, 2017^[53]), tout en élargissant aussi ses liens commerciaux avec l'Amérique latine (OCDE/CAF/NU CEPALC, 2015^[54]).

Graphique 2.18. Les échanges Sud-Sud restent dynamiques, mais sino-centrés



Note : Par Nord, on entend les pays développés et par Sud, les pays en développement, conformément à la classification du Manuel de statistiques de la CNUCED, c'est-à-dire à l'exclusion des économies en transition.

Source : Calculs des auteurs à partir de CNUCED (2018^[55]), *Commerce international de biens et services (base de données)*, Marchandises : commerce intra et extra de groupes de pays par produit, annuel, <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx> (consulté en avril 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964792>

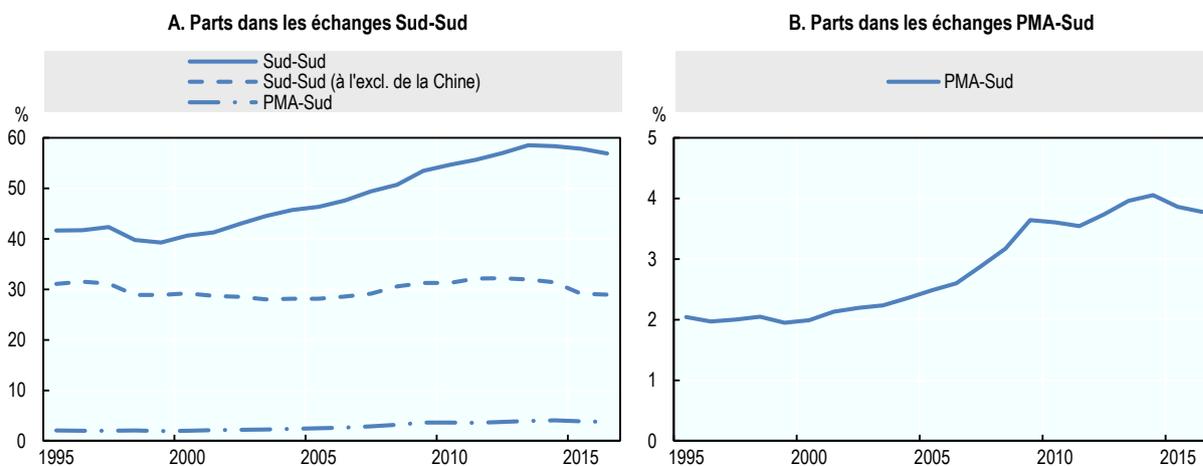
Le graphique 2.19 (panneau A) indique la part relative (en pourcentage) dans les exportations totales vers le Sud des échanges Sud-Sud totaux, des échanges Sud-Sud à l'exclusion de la Chine, et des échanges PMA-Sud. Les échanges Sud-Sud ont clairement été stimulés par l'accession de la Chine à l'OMC et la hausse des prix des matières

premières, notamment entre 2001 (42.3 %) et 2013 (58.5 %) Pourtant, si l'on exclut la Chine des données commerciales, on constate une certaine stagnation des échanges Sud-Sud au cours de la période d'observation, autour de 30 %. Cette tendance repose particulièrement sur les pays à revenu intermédiaire (à l'exclusion de la Chine). Quant aux parts des échanges PMA-Sud, elles ont augmenté sur cette même période (graphique 2.19, panneau B). Enfin, la reprise conjoncturelle dans les pays avancés (du Nord) peut expliquer la chute récente dans les parts des échanges Sud-Sud totaux.

Avec des échanges Sud-Sud sino-centrés et une économie chinoise de plus en plus semblable aux économies avancées, on est en droit de se demander si les échanges Sud-Sud peuvent encore offrir une promesse de développement qui pourrait manquer dans les échanges Nord-Sud. Le graphique 2.19 (panneau B) se centre donc sur la part des échanges PMA-Sud entre 1995 et 2016 (en pourcentage des exportations totales du Sud). Cette part a doublé ces vingt dernières années, passant de 2 % à 4 %, notamment depuis l'accession de la Chine à l'OMC en 2001. La hausse continue de la part des pays les plus pauvres dans les échanges Sud-Sud (au fil des pics et creux du cycle des produits de base) pourrait indiquer des facteurs de développement positifs. Elle reflète sans doute une amélioration des infrastructures qui facilitent les échanges, ainsi que l'intégration régionale (comme en Afrique de l'Ouest) et d'autres accords de libre-échange Sud-Sud (Wignaraja et Lazaro, 2010^[56]). À mesure que la Chine se normalise, les économies en développement peuvent tirer de plus en plus parti d'un transfert des activités manufacturières vers des destinations à bas coût.

Graphique 2.19. Tandis que les échanges Sud-Sud se sont renforcés et sont devenus plus sino-centrés, les PMA ont doublé leur part dans les échanges avec le Sud

Parts dans les échanges entre groupes spécifiques de pays (1995-2017)



Note : Les parts sont exprimées en pourcentage des exportations totales du Sud.

Source : Calculs des auteurs à partir de CNUCED (2018^[55]), *Commerce international de biens et services (base de données)*, Marchandises : commerce intra et extra de groupes de pays par produit, annuel, <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx> (consulté en avril 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964811>

Rôle de la Chine dans les échanges Sud-Sud

Depuis la CFM, les importations chinoises ont été le moteur des échanges Sud-Sud. Décisives pour le potentiel d'exportation des pays en développement, les importations mondiales ont pratiquement stagné entre 2008 et 2016, sous l'effet de facteurs cycliques et structurels. En revanche, les importations chinoises ont poursuivi leur croissance. La part des importations chinoises dans les importations mondiales s'est envolée depuis l'accession de la Chine à l'OMC, passant de 2.3 % l'année précédant cette accession à 9.7 % en 2016, dernière année où des données commerciales comparables sont disponibles. Le tableau 2.5 présente l'évolution des importations mondiales sur la période 1990-2016.

Tableau 2.5. Importations de biens et services

Importations mondiales, exprimées en milliers de milliards d'USD courants

	1990	2000	2008	2016
Importations mondiales	4 304	7 893	19 455	20 139
Part de la Chine (en pourcentage)	1.1	2.3	5.9	9.7
Sud (à l'exclusion de la Chine) (en pourcentage)	21.3	22.7	26.8	28.0

Source : Calculs des auteurs à partir de CNUCED (2018^[56]), *Commerce international de biens et services (base de données)*, Marchandises : commerce intra et extra de groupes de pays par produit, annuel, <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx> (consulté en avril 2018).

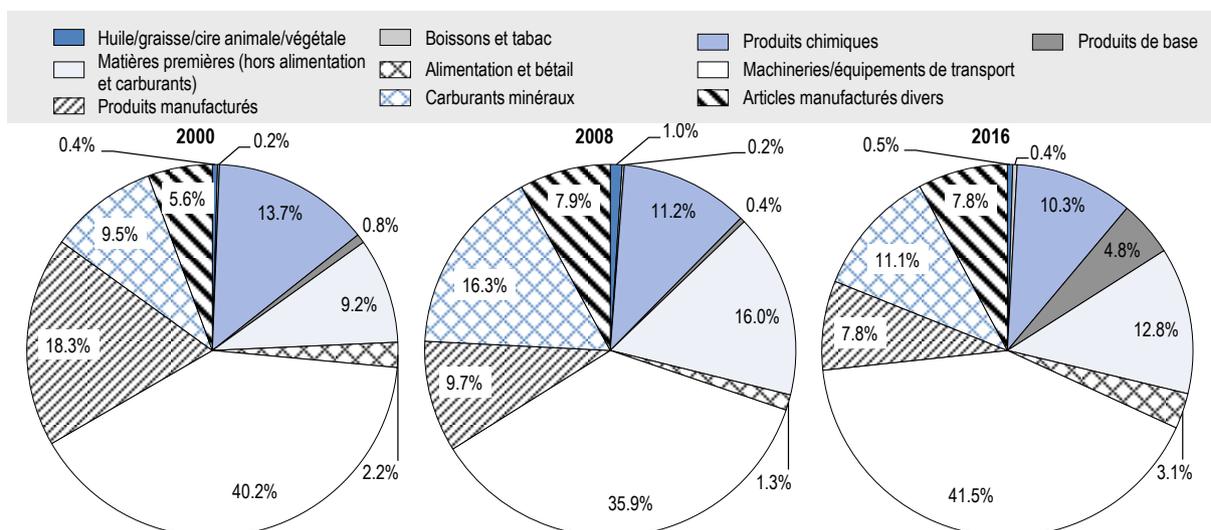
Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'essor rapide de la part de marché de la Chine. Jusqu'au milieu des années 2000, la performance des exportations chinoises reposait sur une forte compétitivité des prix, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, les coûts de main-d'œuvre restaient bas en raison de l'excédent de travailleurs ruraux. Ensuite, le yuan restait concurrentiel malgré les excédents enregistrés dans la balance des paiements. La croissance des importations chinoises s'est accélérée dans les années 2000 (tableau 2.5).

La position de la Chine dans le commerce mondial ne cesse de prendre de l'ampleur. Il semble toutefois que cette situation ne découle plus principalement de sa participation aux CVM (Lemoine et Unal, 2017^[4]). Alors que les activités de transformation ont rapidement baissé, le commerce ordinaire en Chine s'est avéré relativement résilient. Il est devenu la composante la plus dynamique du commerce international de la Chine. Les caractéristiques sectorielles et géographiques du commerce ordinaire sont assez différentes de celles du commerce de transformation. Les importations ordinaires sont avant tout destinées à être commercialisées ou utilisées sur le territoire national.

Le graphique 2.20 présente, sous forme de diagrammes circulaires, la composition des importations chinoises pour l'année 2000 (avant-OMC), 2008 (CFM) et 2016 (dernière année pour laquelle on dispose de données). La part des produits manufacturés (soit principalement des composants électroniques) et des produits chimiques dans les importations chinoises n'a cessé de se réduire, tandis qu'augmentaient les importations d'articles manufacturés divers et de produits alimentaires. La composante conjoncturelle « machineries et équipements de transport » est restée la plus grande catégorie d'importation de la Chine. La part des importations liées aux carburants a enregistré un recul notable depuis 2008.

Graphique 2.20. Les importations de la Chine ont connu un rééquilibrage vers les produits utilisés et commercialisés sur le territoire national

Produits importés (en pourcentage des importations totales)



Source : Calculs des auteurs à partir de ONU (2018^[57]), *Comtrade* (base de données), Importations de différents produits (en pourcentage des importations chinoises totales), <https://comtrade.un.org/data> (consulté en juin 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964830>

La baisse relative de l'importance des carburants et des métaux explique aussi pourquoi la part des régions en développement s'est restaurée entre 2008 et 2016. La baisse continue de la part des importations en provenance d'Asie de l'Est indique l'importance relativement moins grande du commerce de transformation (CVM) dans le commerce extérieur chinois (graphique 2.21). Durant les années précédant la CFM, l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne avaient notamment vu leurs parts augmenter dans les importations chinoises.

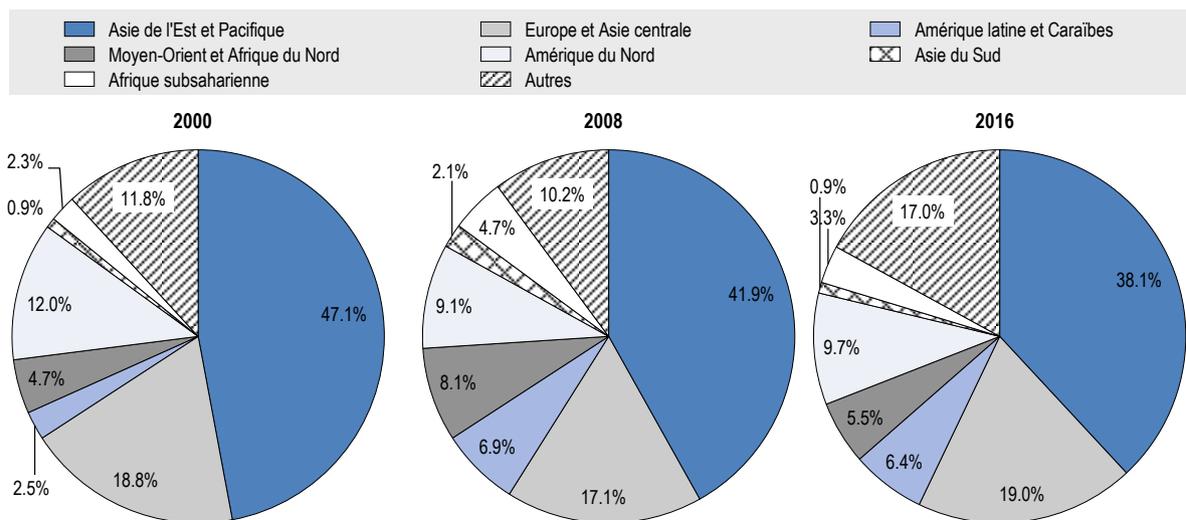
Les activités transfrontalières complexes de partage de la production liées aux CVM ont été les principaux moteurs de la mondialisation et de la croissance du PIB mondial sur les périodes 1995-2000 et 2000-08, avant de reculer entre 2012 et 2015 (OMC, 2017^[58]). Les CVM ouvrent de nouvelles perspectives pour les pays en développement, augmentent leur participation aux marchés mondiaux et leur permettent de diversifier leurs exportations. Ces chaînes de valeur n'ont toutefois apparemment pas été assez inclusives pour encourager les liens Sud-Sud. La proximité des trois principaux pôles de production et marchés à haut revenu du monde (États-Unis, Asie et Europe) s'avère très importante (OMC, 2017^[58]). Le degré d'intégration des partenaires commerciaux au sein des CVM régionales est un autre facteur important pour les pays en développement.

De nombreux pays en développement sont de plus en plus intégrés aux CVM et prennent en charge différentes étapes des processus de production partitionnée (Cadestin, Gourdon et Kowalski, 2016^[59]). Ce sont les économies d'Asie du Sud-Est, d'Europe et d'Asie centrale qui affichent les plus forts taux de participation, taux qui sont aussi relativement élevés dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. L'Asie du Sud, tout comme les régions d'Afrique subsaharienne, sont à la traîne. L'Asie du Sud-Est (région dont les accords d'intégration régionale comptent parmi les plus complets et les plus approfondis

des pays en développement) a le plus fort taux de participation intra-régionale aux CVM. Dans le reste du monde en développement, la part de la participation intra-régionale aux CVM est plus faible que la part des liens extra-régionaux (Kowalski et al., 2015_[60]).

Graphique 2.21. Les importations de la Chine proviennent de plus en plus d'autres régions que l'Asie de l'Est

Parts des échanges régionaux (en pourcentage des importations totales, 2000 ; 2008 ; 2016)



Source : Calculs des auteurs à partir de ONU (2018_[57]), *Comtrade* (base de données), parts des échanges régionaux (en pourcentage des importations chinoises totales), <https://comtrade.un.org/data> (consulté en juin 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964849>

L'OMC (2017_[58]) observe une réduction dans le partage transfrontalier de la production sur les CVM complexes depuis l'amorce de la reprise économique en 2011, ce qui contraste avec les modèles des trois périodes de reprises précédentes durant les 20 dernières années. La structure de création de valeur ajoutée (production purement nationale, production commerciale traditionnelle, CVM simple et CVM complexe) depuis le début de la reprise économique en 2011, inverse en effet les modèles précédents. Alors que durant les périodes précédentes, la hausse des activités CVM complexes avait entraîné une mondialisation rapide de la production, la reprise économique amorcée à partir de 2011 présente moins d'activités de partage transfrontalier de la production dans des CVM complexes. Cela peut également signifier que la croissance sino-centrée des pays à revenu faible ou intermédiaire, observée dans les années 2000, a été plus faible depuis 2011.

Une nouvelle géographie du financement du développement Sud-Sud

Les grands pays émergents sont devenus, surtout à partir du début des années 2000, d'importants bailleurs de fonds de développement. Le basculement de la richesse a permis aux gouvernements de puiser dans de plus grandes ressources de « financement des infrastructures transformatrices », tout en élargissant les options de financement disponibles (Xu et Carey, 2015_[61]). Dans une perspective de développement à long terme, le financement des infrastructures est sans doute le prérequis le plus important pour

combler le déficit infrastructurel. Ce déficit a été identifié comme le plus grand obstacle à la croissance et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en Afrique notamment. Ces nouveaux apports financiers se font cependant pour la plupart par le biais de crédits bancaires officiels, hors du cadre du Club de Paris, ce qui a pu à son tour accroître les inquiétudes quant à la possibilité d'un nouveau surendettement, faute d'un mécanisme concerté de prévention et de résolution de la dette.

L'essor du financement Sud-Sud s'opère par le biais de trois grands canaux : i) une augmentation des transferts de fonds au sein de la zone non OCDE, découlant souvent des richesses générées par les matières premières ; ii) une hausse de la participation au capital d'entreprise via des processus de fusions et acquisitions, ainsi que des investissements directs étrangers (IDE) totalement nouveaux provenant de multinationales émergentes ; et iii) un élargissement de l'offre de crédits bancaires bilatéraux et multilatéraux, notamment de la part de la Chine. La hausse globale des fonds de développement s'est faite malgré une tendance à la baisse des aides publiques au développement (APD) en pourcentage du PIB croissant des pays bénéficiaires. Les bailleurs occidentaux, y compris ceux du secteur privé, avaient réduit leurs investissements dans les infrastructures ces dernières décennies. Leur attention se portait davantage sur la réduction de la pauvreté, la santé, la bonne gouvernance et l'atténuation du changement climatique.

Le financement extérieur total du développement à destination de tous les pays en développement a plus que doublé entre 2003 et 2012, pour atteindre 269 milliards d'USD (Prizzon, Greenhill et Mustapha, 2016_[62]). En 2012, les flux de financement du développement ne relevant pas de l'APD des bailleurs du CAD (à l'exclusion des IDE, des portefeuilles de participations et des transferts de fonds) atteignaient 120 milliards d'USD, soit environ 45 % du financement total du développement ; 13 % de ce total provenaient de bailleurs émergents comme le Brésil, la Chine, les États du Golfe, l'Inde, la Malaisie, la Russie et la Thaïlande.

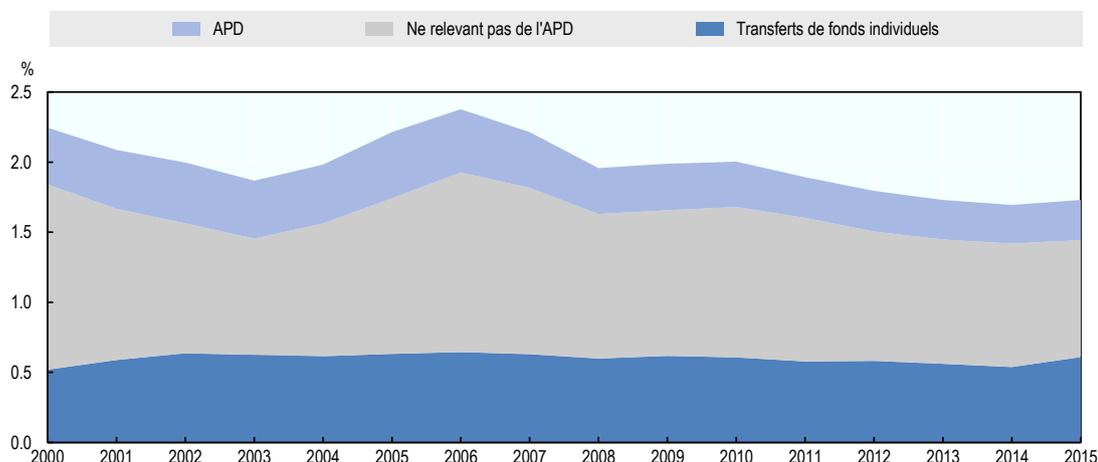
Ces dernières années, les flux de transferts de fonds (fonds envoyés dans leur pays d'origine par des migrants vivant et travaillant à l'étranger) ont augmenté dans la droite ligne de la croissance du PIB des pays en développement (graphique 2.22). La flambée des prix du pétrole a entraîné une hausse de la demande de travailleurs immigrés dans les secteurs de la construction et d'autres services dans les États du Golfe et en Russie. Alors que les capitaux privés se dirigent principalement vers les pays émergents, les transferts de fonds sont particulièrement importants dans les pays plus pauvres, où ils peuvent représenter jusqu'au tiers du PIB national. En valeur absolue, l'Inde, la Chine, les Philippines et le Mexique reçoivent les plus gros montants de transferts de fonds du monde. En pourcentage du PIB, les plus grands bénéficiaires sont toutefois des pays plus petits, comme le Tadjikistan (42 %), le Kirghizistan (30%) et le Népal (29 %).

Les cinq principaux pays d'immigration, en pourcentage de la population, ne figurent pas parmi les pays à revenu élevé de la zone OCDE (Banque mondiale, 2016_[63]) : le Qatar (91 %), les Émirats arabes unis (88 %), le Koweït (72 %), la Jordanie (56 %) et Bahreïn (54 %). Suite à une recrudescence de l'immigration, les flux de transferts de fonds vers les pays en développement ont décollé dans les années 1990, devenant une autre ressource financière de taille pour les pays en développement. Sur la période 1970-2000, les transferts de fonds des travailleurs vers l'Afrique subsaharienne ne représentaient que 2.6 % du PIB. Ce flux était clairement inférieur aux entrées de capitaux officielles, qui atteignaient 11.5 % du PIB de l'Afrique subsaharienne (Buch et Kuckulenz, 2010_[64]). Cette tendance contraste avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, dont près de 9 % du PIB était issu des transferts de fonds sur cette même période. En 2015, les transferts de

fonds représentaient la plus grande source de financement extérieur pour nombre de pays en développement, devant l'APD et les IDE. À cette époque, on estime que les flux de transferts de fonds dans le monde entier avaient dépassé les 601 milliards d'USD. De ce montant, les pays en développement auraient reçu environ 441 milliards d'USD, soit près de trois fois le montant de l'APD.

Graphique 2.22. Les transferts de fonds ont augmenté avec le PIB des économies en développement

Fonds reçus de l'étranger (en pourcentage du PIB des économies en développement, en PPA, 2000-15)



Note : Le graphique présente des moyennes mobiles sur trois ans, en pourcentage du PIB des économies en développement (exprimé en PPA).

Sources : Calculs des auteurs à partir de Banque mondiale (2017^[65]), *Migration and Remittances Data*, <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data> (consulté en juillet 2018); et OCDE (2018^[66]), *Statistiques en ligne sur le développement international (SDI)* (Total net des versements d'APD provenant de tous les donateurs vers les pays en développement), <https://stats.oecd.org/qwids/#?x=1&y=6&f=3:51,4:1,5:3,7:1,2:262&q=3:51+4:1+5:3+7:1+2:262+1:1,2,25,26+6:2005,2006,2007,2008,2009,2010,2011,2012,2013,2014,2015> (consulté en juillet 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964868>

Les flux d'IDE sont devenus de plus en plus à double sens depuis la CFM. Jusqu'à la fin des années 1990, les pays en développement étaient davantage bénéficiaires d'IDE que sources de ce type d'investissements. Alors que les flux entrants d'IDE se sont stabilisés pour de nombreuses économies émergentes dans les années 2010, la dynamique se concentre désormais en grande partie sur les flux sortants d'IDE. Le tableau 2.6 présente des données sur les flux entrants et sortants d'IDE pour les années 1990, 2000, 2008 et 2016. Jusqu'à la CFM, les entreprises latino-américaines dominaient les investissements extérieurs en provenance de pays émergents. Depuis lors, la part de la Chine dans les IDE en provenance de pays en développement s'est envolée, passant de 1 % en 2000 à près de 50 % en 2016. Les multinationales chinoises se sont de plus en plus engagées sur la voie des fusions et acquisitions pour leur expansion internationale, notamment après la CFM de 2008-09.

Tableau 2.6. Flux entrants et sortants d'IDE dans les pays en développement

Exprimés en milliards d'USD

	1990	2000	2008	2016
Flux sortants d'IDE				
PMA	0.0	2.1	18.4	11.9
Chine	0.8	0.9	55.9	183.1
Sud	13.1	90.0	288.6	383.4
Flux entrants d'IDE				
PMA	0.6	5.3	32.3	37.9
Chine	3.5	40.7	108.3	133.7
Sud	-	233.8	592.7	646.0

Source : Calculs des auteurs à partir de CNUCED (2018^[67]), *Investissements directs étrangers (base de données)* (Investissements directs étrangers : Flux entrants et sortants et stock, par année), <http://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=96740> (consulté en mai 2018).

Les investissements dans des installations entièrement nouvelles, ou sur site vierge (*greenfield investment*), sont une voie d'accès importante pour les multinationales indiennes et malaisiennes, en comparaison des fusions et acquisitions. En effet, l'Inde et la Malaisie sont les seuls pays émergents, hormis la Chine, à figurer parmi les 15 premiers pays du classement de ce type d'IDE pour l'année 2016. Les pays émergents continuent à parier avant tout sur des investissements Sud-Sud dans d'autres pays émergents ou en développement. Les marchés régionaux des économies émergentes sont en effet la première destination de leurs flux sortants d'investissement sur site vierge. La part des flux sortants d'IDE des 20 pays émergents les plus importants (en valeur) destinée à la région Asie-Pacifique a baissé, au profit de l'Afrique, de l'Amérique latine et surtout de l'Amérique du Nord (Casanova et Miroux, 2017^[68]).

Les pays les plus pauvres, classés par la CNUCED dans la catégorie des PMA, ont enfin commencé à recevoir des flux considérables d'IDE en pourcentage de leur PIB. Les IDE Sud-Sud ont contribué à cette nouvelle tendance, avec une activité croissante de nombreuses entreprises de Chine, du Brésil, d'Inde et d'Afrique du Sud⁴.

Intrinsèquement liées aux IDE, les zones économiques spéciales (ZES) se sont avérées essentielles pour le développement économique et la planification stratégique dans de nombreux pays en développement. Établies au départ comme des zones franches industrielles pour des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, les ZES actuelles ont commencé à intégrer des composantes à plus forte valeur ajoutée.

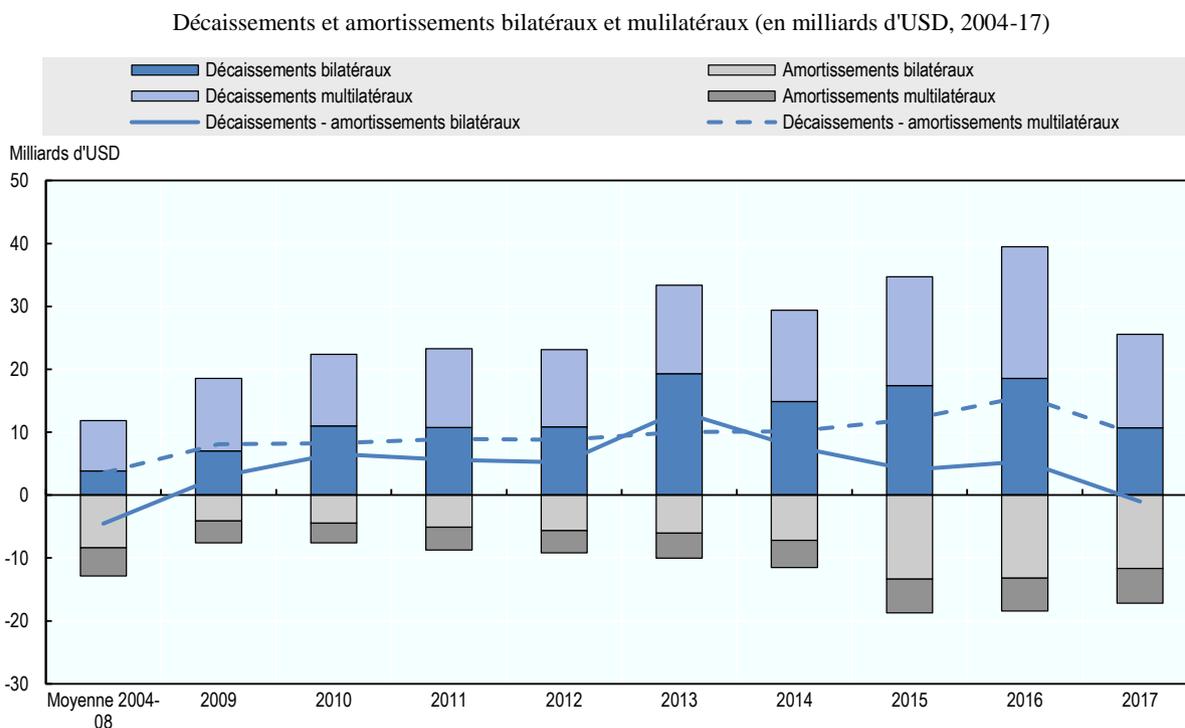
Le nombre de ZES dans les pays en développement a augmenté depuis le début du basculement de la richesse : d'à peine 176 dans 47 pays en 1986 (Boyenge, 2007^[69]), il est passé en 2015 à plus de 4 300, dans plus de 130 pays (The Economist, 2015^[70]). Les Zones d'Asie de l'Est n'ont pas tardé à mener la progression sur la chaîne de valeur⁵. Ailleurs, des pays comme la République dominicaine s'orientent vers des secteurs plus technologiques comme l'industrie automobile, en établissant une série de fournisseurs en amont (OMC, 2017^[58]).

La Chine a établi des ZES sur son territoire depuis 1979. En s'appuyant sur cette expérience à l'étranger, la Chine a mis en place à partir de l'an 2000 des « programmes de zone à l'étranger » dans le but d'établir des chaînes de valeur ou de tirer parti d'une coopération économique et d'un apprentissage mutuel à travers des zones communes. Ce type de programmes se concentre toutefois pour l'instant dans la région. En 2014, sur les

50 premières zones à l'étranger soutenues par le ministère chinois du Commerce, 44 se situaient en Asie, contre seulement 6 en Afrique (Bräutigam et Tang, 2014^[71]).

Dans les années 2000, la Chine est devenue un leader mondial dans les crédits bancaires officiels pour le financement des infrastructures. Ces fonds ont surtout été destinés à l'Afrique, pour la construction de routes, de barrages, de ponts, de voies ferrées, d'aéroports, de ports maritimes et de réseaux électriques. Parallèlement, la Chine a établi plusieurs fonds bilatéraux et multilatéraux dans le monde, tout en créant deux banques dédiées, la Banque de Développement de Chine et la Banque d'exportation et d'importation de Chine. Le graphique 2.23 semble indiquer (pour l'Afrique) que ces dernières années, les flux multilatéraux ont remplacé les flux bilatéraux de prêts officiels. Malgré une croissance soutenue du financement privé au cours de la dernière décennie, le financement officiel du développement soutient 80 % du financement des infrastructures en Afrique (ECN, 2015^[72]). La Chine a également été à l'origine d'une kyrielle de fonds de développement bilatéraux et régionaux, dans le sillage du financement de l'initiative de la nouvelle route de la soie en 2013 (voir ci-après la section qui y est consacrée). Ces fonds ont injecté plus de 100 milliards d'USD au financement du développement. La plupart de ces investissements chinois se font en Asie. Le plus important est le Fonds de la Route de la soie, de 40 milliards d'USD, établi en 2014 (Gallagher, Kamal et Wang, 2016^[73]).

Graphique 2.23. En Afrique, les flux multilatéraux se sont substitués aux flux de prêts bilatéraux officiels



Note : Les valeurs de 2017 se basent sur des projections.

Source : Calculs des auteurs à partir de Banque mondiale (2018^[74]), *Statistiques sur la dette internationale (base de données)* (différents indicateurs), <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=International%20Debt%20Statistics> (consulté en mars 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964887>

En 2015, deux nouvelles institutions financières multilatérales, non négligeables en termes de taille et de portée, ont été instaurées. La Chine a mené la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), tandis que les États des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont soutenu le projet de Nouvelle banque de développement (NBD), dont elles sont les membres. L'objectif de la NBD était de renforcer la coopération entre les BRICS et au-delà. L'apparition de ces banques de développement multilatérales d'un genre nouveau reflète une décentralisation du pouvoir, s'éloignant du système de Bretton Woods, et un basculement dans la répartition du pouvoir d'influence au-delà du G7. Le rôle et l'influence potentiels de ces établissements découlent de : i) la taille de leurs activités de prêt, même par rapport aux institutions établies de longue date comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAsD) ; ii) leur capitalisation relativement élevée ; et iii) l'accent qu'elles mettent sur les infrastructures – secteur central pour la croissance et le développement. La BAII et la NBD devraient augmenter de façon significative les capacités de financement, avec des portefeuilles de crédit combinés estimés à 230 milliards d'USD (Reisen, 2015^[75]).

Restant hors du cadre relativement transparent du CAD, la Chine ne publie pas d'informations exhaustives ou détaillées au sujet de ses activités de financement du développement international. AidData (Dreher et al., 2017^[76]) propose une base de données reposant sur une nouvelle méthodologie pour le suivi des flux financiers sous-déclarés. D'après ces nouvelles données, l'échelle et la portée des activités d'infrastructures de la Chine à l'étranger rivalisent ou dépassent aujourd'hui celles d'autres grands bailleurs et créanciers. Entre 2000 et 2014, le gouvernement chinois a engagé plus de 350 milliards d'USD dans le financement officiel à destination de 140 pays et territoires d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, du Moyen-Orient, ainsi que d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Ces fonds chinois alimentent principalement les secteurs des transports et de la production d'électricité. La coopération chinoise investit également de façon significative dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, et d'autres secteurs sociaux et productifs.

Le financement officiel de la Chine se fait sous forme d'APD, qui est la définition la plus stricte de l'aide utilisée par les membres du CAD de l'OCDE, ainsi que d'autres flux officiels. La Chine apporte une aide relativement réduite dans le sens le plus strict du terme (projets de développement avec une dotation de 25 % ou plus). Une grande part du soutien financier apporté par la Chine aux autres pays se fait sous forme de crédits à l'exportation et de prêts au taux du marché ou s'en rapprochant. Le tableau 2.7 présente un calcul de la moyenne pondérée du financement chinois du développement accordé aux conditions libérales de l'APD : 24.5 % pour la période 2000-14.

L'Afrique est la première destination des fonds de développement chinois sur la période 2000-14, que ce soit en termes de montant, de degré de libéralité (pourcentage aux conditions de l'ADP) ou de nombre de projets (tableau 2.7). En termes de nombres de projets, le Zimbabwe, l'Angola, le Soudan, la Tanzanie, le Ghana, le Kenya et l'Éthiopie sont en tête du classement des pays africains bénéficiaires. L'Afrique a reçu plus de financements chinois apparentés à l'ADP que toutes les autres régions en développement du monde réunies.

Tableau 2.7. Bénéficiaires de financements chinois officiels (2000-14)

Régions du monde	Total (en milliards d'USD)	Aux conditions de l'APD (en %)	Nombre de projets
Afrique	118.1	58	2 345
Europe de l'Est	56.7	3	171
Amérique latine	53.4	12	317
Asie du Sud	48.8	10	423
Asie du Sud-Est	39.2	7	507
Autres régions d'Asie	28.5	6	183
Moyen-Orient	3.1	1	93
Pacifique	2.8	3	265
Total/Moyenne	350.6	24.5	4 304

Source : Calculs des auteurs à partir d'AidData (2017^[77]), *AidData's Global Chinese Official Finance Dataset, 2000-2014, Version 1.0*, <https://www.aiddata.org/data/chinese-global-official-finance-dataset> (consulté en mars 2018).

Malgré son caractère transformateur, le financement des infrastructures comporte toutefois des risques pour les pays à faible revenu qui ont une faible tolérance à l'endettement. La Chine et d'autres créanciers émergents apportent la plupart de ces nouveaux fonds sous forme de crédits bancaires officiels hors du cadre du Club de Paris. Des organismes internationaux et des institutions privées de Washington DC ont cependant alerté du fait que l'absence d'un mécanisme concerté de prévention et de résolution de l'endettement pourrait mener à un nouveau surendettement. Cet élargissement des possibilités d'emprunt a donné plus de marge de manœuvre pour augmenter les dépenses axées sur le développement et combler le déficit infrastructurel. Cependant, pour consolider la croissance à long terme, les fonds empruntés doivent être utilisés de façon productive et apporter un taux de rentabilité économique élevé qui dépasse les charges d'emprunt. Or le FMI (2018^[45]) a constaté que dans nombre de pays à faible revenu ou en développement, la hausse des niveaux d'emprunts budgétaires s'est assortie d'une baisse de l'investissement public.

Le FMI s'inquiète particulièrement de la hausse de l'endettement depuis 2013 et de sa composition dans plusieurs pays anciennement PPTTE (pays pauvres très endettés), et désormais considérés très exposés, ou déjà soumis, à un surendettement. Tous ces pays sont en Afrique : le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Ghana, la Mauritanie, le Mozambique et la Zambie. La hausse de leur niveau d'endettement a été financée par une mosaïque de plus en plus fragmentée de créanciers bilatéraux émergents, de créanciers commerciaux étrangers et du système financier national. En revanche, la contribution des créanciers traditionnels (banques de développement multilatérales et créanciers du Club de Paris) a été modeste. Ceux-ci ont tendance à limiter les prêts à ce type de pays à haut risque, ou s'ils le font, optent alors pour des aides non remboursables.

L'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie

L'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie (BRI - *Belt and Road Initiative*) renforce l'intégration Sud-Sud dans la période de l'après-CFM. Officiellement lancée en septembre 2013 et inscrite dans la Constitution chinoise en octobre 2017, cette initiative envisage la création de deux voies : la « ceinture économique de la route de la soie » et la « route maritime de la soie du XXI^e siècle ». Elle vise à encourager les interactions et la

coopération économique le long de ces deux voies, englobant de vastes zones de la région de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est⁶.

L'initiative BRI fixe des objectifs à la fois économiques et politiques pour la Chine, mais les principaux bénéficiaires pourraient bien être les pays à faible revenu. Sur le plan économique, la Chine espère que la création de nouvelles routes commerciales, marchés et sources d'énergie contribuera à développer ses propres capacités infrastructurelles et à réduire la dépendance conjoncturelle aux intrants et extrants. Par ailleurs, la BRI est conçue pour permettre à la Chine de jouer un rôle de premier plan dans l'établissement d'un ordre mondial multipolaire. Toutefois, sur le plan du développement, les plus grands bénéficiaires pourraient revenir aux pays à faible revenu impliqués dans la BRI, à condition que certaines conditions soient remplies. La Chine a ainsi choisi de donner une priorité stratégique au développement des liens avec les pays situés le long du corridor économique Chine-Pakistan et s'est engagée à approfondir ses liens économiques avec le Viet Nam, le Sri Lanka, le Cambodge, la République démocratique lao, le Myanmar et plusieurs pays d'Afrique de l'Est.

À son terme, en 2049, la BRI entend atteindre plus de 60 % de la population mondiale et couvrir plus de 50 % du commerce mondial. Il s'agit de ce fait du projet géo-économique le plus vaste et ambitieux de l'histoire contemporaine. Bien que la BRI couvre officiellement 87 pays, les liens commerciaux et d'investissement de la Chine se concentrent pour le moment sur un nombre relativement restreint de pays d'Asie du Sud-Est. Avec la création de nouvelles connexions commerciales ou la modernisation de celles existantes, la réduction des délais commerciaux entre les régions devrait osciller, selon les pays, entre 26 % (République de Moldova) et 63 % (Myanmar). Cette amélioration des connexions entraîne aussi une hausse du commerce bilatéral, de 15 % au moins en moyenne (Banque mondiale, 2018_[78]). À l'heure actuelle, les investissements chinois dans les transports ont abouti à eux seuls à 2 100 projets d'infrastructures (CSIS, 2018_[79]). L'avenir nous dira si la BRI aura permis le renforcement de l'intégration économique et politique des pays concernés.

On estime que la mise en œuvre complète de la BRI entraînera des besoins en capitaux s'élevant entre 1 000 et 8 000 milliards d'USD (Hurley, Morris et Portelance, 2018_[80])⁷. Fin 2016, les grandes banques chinoises, commerciales et publiques, avaient pris en charge 97 % du financement (de la dette) (Deloitte, 2018_[81]). Par ailleurs, l'initiative BRI s'est accompagnée de la création d'institutions multilatérales de prêt axées sur les BRICS – la BAI et la NBD. Les dirigeants chinois ont également encouragé la participation des institutions multilatérales traditionnelles, comme la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque africaine de développement (BAD). Le Fonds de la Route de la soie apporte principalement un financement aux entreprises chinoises détenues par l'État, de la SGCC (gestionnaire du réseau électrique chinois) aux entreprises de transport maritime comme COSCO. Les banques de développement chinoises financent quant à elles des projets d'infrastructures dans des pays situés le long des couloirs économiques de la BRI. Bien que les banques chinoises rivalisent parfois avec certaines institutions occidentales de financement du développement dans la concession de prêts assortis de conditions libérales, il n'y a pas de concurrence à somme nulle, étant donné que les projets sont souvent cofinancés ou que la Chine assume des risques de crédit que ne prennent pas ses homologues occidentaux.

Le projet visé par la BRI de renforcement des connexions et de l'intégration économique sur une échelle transcontinentale repose sur une solide logique économique. C'est

d'autant plus vrai que la mondialisation semble en repli face à la montée du protectionnisme et du nationalisme économique. Dans une étude souvent citée, la BAsD (2017^[82]) affirme que pour maintenir une croissance économique de 3 % à 7 %, éliminer la pauvreté et faire face au changement climatique, il est nécessaire de réaliser des investissements en infrastructures d'un montant de 26 000 milliards d'USD. Les pays participants peuvent tirer des bénéfices économiques des projets économiquement viables dans le cadre de la BRI, étant donné que les projets d'infrastructures ont tendance à atténuer les contraintes qui pèsent le plus sur la croissance. Le recours à de la main-d'œuvre et des matériaux de construction chinois pendant le développement de la BRI pourrait sans doute atténuer un peu la surcapacité industrielle de la Chine sur le plan national (Dollar, 2015^[83]).

Les corridors de la nouvelle route de la soie généreront davantage de bénéfices si les pays partenaires baissent les coûts de transaction transfrontalière et les droits de douane à l'importation (Ramasamy et al., 2017^[84]). Une baisse de 30 % de ces deux obstacles entraînerait par exemple une hausse de 1.8 % du PIB de la Chine, et de 5.3 % à 16.9 % du PIB des autres pays participants. L'amélioration de la qualité des infrastructures dans des pays dont le régime commercial et l'administration frontalière sont moins efficaces pourrait n'aboutir qu'à des gains limités sur le plan des exportations.

De prime abord, les projets qui s'inscrivent dans le cadre de la BRI ne semblent pas tous viables sur le plan économique, en particulier ceux engagés dans des économies moins solvables (OCDE, 2018^[85]). Cela porte à croire qu'ils ont été inclus pour des raisons géopolitiques ou pour déterminer le meilleur compromis sécurité-coût en testant différentes routes potentiellement rentables (Pomfret, à paraître^[86]). Certaines voies, comme le corridor économique Chine-Pakistan ou la liaison ferroviaire Chine-Iran, doivent traverser certaines des zones les plus conflictuelles et politiquement instables du monde (Menon, 2017^[87]). Les investissements à grande échelle comportent des risques considérables, à moins d'aborder de façon adéquate la question de la sécurité des investissements, des infrastructures, du fret et du transport.

Les institutions basées à Washington, comme le FMI ou la Banque mondiale, s'inquiètent également de la possibilité d'un surendettement lié à la nouvelle route de la soie. Un document de travail du Center for Global Development (CGD) identifie un sous-ensemble de 23 pays dont l'exposition au surendettement est significative ou élevée, parmi lesquels figurent dix pays asiatiques et quatre pays africains. L'analyse du CGD conclut néanmoins qu'il est peu probable que la BRI provoque un problème de dette systémique dans les régions concernées. Malgré l'énormité des chiffres agrégés, ceux-ci doivent être évalués à l'aune de la taille des économies susceptibles de tirer parti des investissements de la BRI. À cet égard, les montants sont cohérents par rapport aux niveaux actuels d'investissement dans les infrastructures. Par ailleurs, certains financements provenant de Chine remplaceront sans doute d'autres sources d'endettement.

Malgré ces inquiétudes autour du potentiel d'endettement de la BRI, l'analyse du CGD semble injuste envers la Chine. Tout d'abord, du fait de sa nature même, le potentiel d'endettement de cette initiative naissante de la Chine est pratiquement impossible à quantifier. Ensuite, les politiques monétaires expansionnistes engagées par l'OCDE depuis la CFM ont fortement encouragé la récente accumulation de la dette dans les pays en développement, une incohérence politique majeure pourtant souvent considérée comme un acquis. Enfin, ces inquiétudes autour de la durabilité de la dette ne semblent pas prendre en compte la hausse de la capacité d'endettement pouvant résulter de l'effet

« transformateur » du financement des infrastructures par la Chine, qui sera de plus en plus inscrit dans la BRI.

Perspectives

Les perspectives sont incertaines pour le basculement de la richesse. Elles dépendent plus que jamais de la mise en œuvre de politiques propices à l'échelle globale et locale. La plupart des pays en développement bénéficieront de conditions favorables sur le plan démographique et de l'urbanisation, qui stimuleront à la fois les investissements et la productivité. Le plus grand équilibre économique de la Chine favorisera les exportations de biens de consommation depuis les pays à faible revenu, y compris agricoles, et la délocalisation de la production. Avec le déploiement de la nouvelle route de la soie, les obstacles infrastructurels à la croissance diminueront.

Le développement en transition devra faire face au ralentissement de la convergence, au défi du revenu intermédiaire, à la réduction des besoins en main-d'œuvre en raison des progrès technologiques, aux tendances au protectionnisme et à la délocalisation dans les économies avancées, et aux pressions financières découlant des fluctuations monétaires et du resserrement de la liquidité mondiale.

Notes

¹ Depuis 2010, le Rapport sur la richesse mondiale (*Global Wealth Report*) du Credit Suisse Research Institute est la principale référence en matière de richesse des ménages dans le monde (pour plus d'informations, consulter Davies, Lluberas et Shorrocks (2018_[89]), (2017_[88])).

² Étant donné le manque de données sur l'écart-type sous-tendant les différentes données sur la richesse des ménages, le tableau 2.2 n'apporte pas d'éléments probants au sujet de l'asymétrie ni sur la région Asie-Pacifique, à l'exclusion du Japon.

³ Les Nations Unies utilisent un autre indicateur pour déterminer si un pays doit entrer ou sortir de la catégorie des PMA : l'indice de capital humain. Ainsi, un niveau faible de capital humain indique des obstacles structurels majeurs au développement durable.

⁴ Les flux d'IDE nets ne constituent pas forcément des flux de capitaux nets : ils sont souvent financés sur les marchés financiers nationaux des pays hôtes ; les multinationales tentent de contenir le risque de change et d'expropriation.

⁵ Par exemple, sur deux décennies, les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre sont passés d'environ 50 % du revenu dans des zones de Corée et du Taïpei chinois, à environ 10 % au milieu des années 1990 ; les secteurs à forte composante technologique représentaient alors plus de 80 % (White, 2011_[90]).

⁶ L'initiative de la nouvelle route de la soie vise à connecter l'Asie, l'Europe et l'Afrique le long de cinq grandes voies. La Ceinture économique de la route de la soie a pour objectifs : (1) de relier la Chine à l'Europe via l'Asie centrale et la Russie ; (2) de connecter la Chine avec le Moyen-Orient via l'Asie centrale ; et (3) de rapprocher la Chine de l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud et l'Océan Indien. La route maritime de la soie du XXI^e siècle utilise quant à elle les ports chinois pour : (4) relier la Chine à l'Europe via la Mer de Chine méridionale et l'Océan indien ; et (5) connecter la Chine à l'Océan pacifique Sud via la Mer de Chine méridionale.

⁷ La plus haute estimation trouvée dans les médias d'après Hurley, Morris et Portelance (2018_[80]).

Références

- AidData (2017), *AidData's Global Chinese Official Finance Dataset, 2000-2014, Version 1.0*, AidData, <https://www.aiddata.org/data/chinese-global-official-finance-dataset> (consulté le 15 mars 2018). [77]
- Aksoy, A. et F. Ng (2014), *Increased export performance and competitiveness of developing countries: Mainly a China story?*, European University Institute. [52]
- Alvaredo, F. et al. (2018), *World Inequality Report 2018*, World Inequality Lab, <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>. [11]
- Autor, D., D. Dorn et G. Hanson (2016), « The China shock: Learning from labor-market adjustment to large changes in trade », *Annual Review of Economics*, vol. 8, pp. 205-240, <https://dx.doi.org/10.1146/annurev-economics-080315-015041>. [7]
- Bai, J. et P. Perron (2006), « Multiple structural change models: A simulation analysis », dans Corbae, D., S. Durlauf et B. Hansen (dir. pub.), *Econometric Theory and Practice : Frontier of Analysis and Applied Research (Essays in Honor of Peter Phillips)*, Cambridge University Press, <https://doi.org/10.1017/CBO9781139164863.010>. [35]
- Baily, M. et B. Bosworth (2014), « US manufacturing: Understanding its past and its potential future », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28/1, pp. 3-26, <http://dx.doi.org/10.1257/jep.28.1.3>. [14]
- Banque mondiale (2018), *IDA Graduates*, Banque mondiale, <http://ida.worldbank.org/about/ida-graduates> (consulté le 15 avril 2018). [40]
- Banque mondiale (2018), *Indicateurs du développement dans le monde (base de données)*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté le 15 février 2018). [26]
- Banque mondiale (2018), *Statistiques sur la dette internationale (base de données)*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=International%20Debt%20Statistics> (consulté le 15 mars 2018). [74]
- Banque mondiale (2018), *Trade effects of the new silk road*, Banque mondiale, <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/download/9023.pdf>. [78]
- Banque mondiale (2018), *World Bank Country and Lending Groups*, Banque mondiale, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups> (consulté le 15 août 2018). [38]
- Banque mondiale (2018), *World Integrated Trade Solution (base de données)*, Banque mondiale, <https://wits.worldbank.org/> (consulté le 15 avril 2018). [5]

- Banque mondiale (2017), *Commodity Markets Outlook*, Banque mondiale, [20]
<http://pubdocs.worldbank.org/en/817261508960786112/CMO-October-2017-Data-Supplement.xlsx> (consulté le 15 février 2018).
- Banque mondiale (2017), *Données sur les migrations et les envois de fonds*, Banque mondiale, [65]
<http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data> (consulté le 15 juillet 2018).
- Banque mondiale (2016), *Migration and Remittances Factbook 2016, Third Edition*, Banque mondiale, [63]
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23743/9781464803192.pdf>.
- BAS/OCDE/PNUD (2017), *Perspectives économiques en Afrique 2017 : Entrepreneuriat et industrialisation*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/aeo-2017-fr>. [53]
- BAsD (2017), *Meeting Asia's infrastructure needs*, Banque asiatique de développement, [82]
<http://dx.doi.org/10.22617/FLS168388-2>.
- Berg, A., J. Ostry et J. Zettelmeyer (2012), « What makes growth sustained? », *Journal of Development Economics*, vol. 98/2, pp. 149-166, [32]
<https://dx.doi.org/10.1016/j.jdevco.2011.08.002>.
- Beyer, R. et M. Stemmer (2016), « Polarization or convergence? An analysis of regional unemployment disparities in Europe over time », *Economic Modelling*, vol. 55/June, pp. 373-381, <https://dx.doi.org/10.1016/j.econmod.2016.02.027>. [8]
- Boyenge, S. (2007), *ILO database of export processing zones, revised*, [69]
http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2007/107B09_80_engl.pdf.
- Bräutigam, D. et X. Tang (2014), « Going global in groups: Structural transformation and China's special economic zones overseas », *World Development*, vol. 63/C, pp. 78-91, [71]
<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.10.010>.
- Buch, C. et A. Kuckulenz (2010), « Worker remittances and capital flows to developing countries », [64]
International Migration, vol. 48/8, pp. 89-117, <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2009.00543.x>.
- Cadestin, C., J. Gourdon et P. Kowalski (2016), « Participation in Global Value Chains in Latin America: Implications for Trade and Trade-Related Policy », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, no. 192, Éditions OCDE, Paris, [59]
<http://dx.doi.org/10.1787/5jlpq80ts8f2-en>.
- Casanova, L. et A. Miroux (2017), *Emerging Markets Multinationals Report 2017*, [68]
<https://www.johnson.cornell.edu/Portals/32/EMI%20Docu/EMR/Emerging%20Multinationals%20in%20a%20Changing%20World.pdf>.
- CEIC (2018), *China Average Annual Wage: Manufacturing*, [18]
<https://www.ceicdata.com/en/china/average-wage-by-industry-urban-nonprivate/avg-annual-wage-manufacturing> (consulté le 15 mai 2018).

- Chhibber, A. et G. Nayyar (2008), « Pro-poor growth: Explaining the cross-country variation in the growth elasticity of poverty », *International Journal of Development Issues*, vol. 7/2, pp. 160-176, <https://doi.org/10.1108/14468950810909123>. [25]
- CNUCED (2018), *Commerce international de biens et services (base de données)*, Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx> (consulté le 15 avril 2018). [55]
- CNUCED (2018), *Investissements directs étrangers (base de données)*, Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, <http://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=96740> (consulté le 15 mai 2018). [67]
- CNUCED (2013), *Manuel de statistiques de la CNUCED 2013*, United Nations Publications. [50]
- Coulibaly, B. (2018), *Africa's alternative path to development*, <https://www.project-syndicate.org/commentary/africa-industries-without-smokestacks-by-brahima-coulibaly-2018-05> (consulté le 15 mai 2018). [48]
- Credit Suisse Research Institute (2017), *Global Wealth Databook 2017*, Credit Suisse Research Institute, <http://publications.credit-suisse.com/index.cfm/publikationen-shop/research-institute/global-wealth-databook-2017-en/> (consulté le 15 mars 2018). [30]
- CSIS (2018), *BRI Projects (base de données)*, Center for Strategic & International Studies, <https://reconnectingasia.csis.org/> (consulté le 15 avril 2018). [79]
- Dauth, W., S. Findeisen et J. Suedekum (2017), « Trade and manufacturing jobs in Germany », *American Economic Review: Papers and Proceedings*, vol. 107/5, pp. 337-342, <https://doi.org/10.1257/aer.p20171025>. [13]
- Davies, J., R. Lluberás et A. Shorrocks (2018), *Global Wealth Report 2018*, <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=37226D89-C511-95F3-3960988EEA61FB88>. [89]
- Davies, J., R. Lluberás et A. Shorrocks (2017), « Estimating the level and distribution of global wealth, 2000-2014 », *The Review of Income and Wealth*, vol. 63/4, pp. 731-759, <https://doi.org/10.1111/roiw.12318>. [88]
- Davies, J., R. Lluberás et A. Shorrocks (2010), *Global Wealth Databook 2010*, Credit Suisse Research Institute, <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=88DC07AD-83E8-EB92-9D5C3EAA87A97A77> (consulté le 15 mars 2018). [31]
- De Gregorio, J. (2018), *Productivity in emerging market economies: Slowdown or stagnation?*, Peterson Institute for International Economics, <https://piie.com/system/files/documents/wp18-12.pdf>. [34]

- Deloitte (2018), *Embracing the BRI ecosystem in 2018: Navigating pitfalls and seizing opportunities*, Deloitte China, https://www2.deloitte.com/content/dam/insights/us/articles/4406_Belt-and-road-initiative/4406_Embracing-the-BRI-ecosystem.pdf. [81]
- Diao, X., M. McMillan et D. Rodrik (2017), *The recent growth boom in developing economies: A structural change perspective*, <https://www.nber.org/papers/w23132.pdf>. [44]
- Didier, L. (2017), « South-South trade and geographical diversification of intra-SSA trade: Evidence from the BRICs », *African Development Review*, vol. 29/2, pp. 139-154, <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12246>. [51]
- Dollar, D. (2015), « China's rise as a regional and global power: The AIIB and the 'one belt one road' », *Horizons*, vol. été 2015/4, pp. 162-172, <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/China-rise-as-regional-and-global-power.pdf>. [83]
- Dreher, A. et al. (2017), *Aid, China, and Growth: Evidence from a New Global Development Finance Dataset*, http://docs.aiddata.org/ad4/pdfs/WPS46_Aid_China_and_Growth.pdf. [76]
- ECN (2015), *Spanning Africa's infrastructure gap: How development capital is transforming Africa's project build-out*, The Economist Corporate Network, http://ftp01.economist.com/hk/ECN_papers/Infrastructure-Africa. [72]
- Feenstra, R., H. Ma et Y. Xu (2017), *US exports and employment*, National Bureau of Economic Research, <https://www.nber.org/papers/w24056.pdf>. [15]
- Feindouno, S. et M. Goujon (2016), *The retrospective economic vulnerability index, 2015 update*, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/publication/fichiers/p147-ferdi-goujeon_et_feindouno_-_evi_2015.pdf. [43]
- FMI (2018), *Macroeconomic developments and prospects in low-developing countries*, <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/PP/2018/pp021518-macroeconomic-developments-and-prospects-in-low-income-developing-countries.ashx>. [45]
- FMI (2017), *World Economic Outlook 2017 (base de données)*, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté le 15 décembre 2017). [2]
- Gallagher, K., R. Kamal et Y. Wang (2016), *Fueling growth and financial risk: The benefits and risks of China's development finance in the global energy sector*, https://www.bu.edu/pardeeschool/files/2016/05/Fueling-Growth.FINAL_.version.pdf. [73]
- Garroway, C. et al. (2012), « The Renminbi and Poor-country Growth », *The World Economy*, vol. 35/3, pp. 273-294, <https://doi.org/10.1111/j.1467-9701.2011.01408.x>. [19]
- Garroway, C. et H. Reisen (2014), *The future of multilateral concessional finance*, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), <http://star-www.giz.de/fetch/3dQ00u3Xc0001Qgm0f/giz2014-1668en-multilateral-concessional-finance.pdf>. [39]

- Goodhart, C. et M. Pradhan (2017), *Demographics will reverse three multi-decade global trends*, Banque des règlements internationaux, <https://www.bis.org/publ/work656.pdf>. [17]
- Guillamont, P. (2011), *The concept of structural economic vulnerability and its relevance for the identification fo the least developed countries and other purposes (Nature, Measurement, and Evolution)*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/CDP-bp-2011-12.pdf>. [42]
- Hurley, J., S. Morris et G. Portelance (2018), *Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective*, <https://www.cgdev.org/publication/examining-debt-implications-belt-and-road-initiative-a-policy-perspective>. [80]
- Kar, S. et al. (2013), « Looking for a break: identifying transitions in growth regimes », *Journal of Macroeconomics*, vol. 38, pp. 151-166, <https://doi.org/10.1016/j.jmacro.2013.09.022>. [33]
- Kerekes, M. (2011), *Analyzing Patterns of Economic Growth: A Production Frontier Approach*, http://www.wiwiss.fu-berlin.de/fachbereich/vwl/corneo/dp/PoG_V02_Main.pdf. [36]
- Kowalski, P. et al. (2015), « Participation of Developing Countries in Global Value Chains: Implications for Trade and Trade-Related Policies », *OECD Trade Policy Papers*, no. 179, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js331fw0xxn-en>. [60]
- Lakner, C. et B. Milanovic (2016), « Global income distribution: From the fall of the Berlin Wall to the Great Recession », *World Bank Economic Review*, vol. 30/2, pp. 203-232, <https://doi.org/10.1093/wber/lhv039>. [10]
- Lane, P. et G. Milesi-Ferretti (2018), « The External Wealth of Nations Revisited: International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis », *IMF Economic Review*, vol. 66/1, pp. 189-222, <https://doi.org/10.1057/s41308-017-0048-y>. [22]
- Lemoine, F. et D. Unal (2017), « China's foreign trade: A "new normal" », *China & World Economy*, vol. 25/2, pp. 1-21, <https://doi.org/10.1111/cwe.12191>. [4]
- Lewis, A. (1979), *The slowing down of the engine of growth: Lecture to the memory of Alfred Nobel*. [49]
- Lewis, A. (1954), « Economic development with unlimited supplies of labour », *The Manchester School*, vol. 22/2, pp. 139-191, <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>. [47]
- Menon, S. (2017), *The Unprecedented Promises – and Threats – of the Belt and Road Initiative*, <https://thewire.in/external-affairs/the-unprecedented-promises-and-threats-of-the-belt-and-road-initiative> (consulté le 15 juillet 2018). [87]
- OCDE (2018), *OECD Business and Finance Outlook 2018*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264298828-en>. [85]

- OCDE (2018), *Statistiques en ligne sur le développement international (SDI)*, OCDE, Paris, [66]
<https://stats.oecd.org/qwids/#?x=1&y=6&f=3:51,4:1.5:3.7:1.2:262&q=3:51+4:1+5:3+7:1+2:262+1:1,2,25,26+6:2005,2006,2007,2008,2009,2010,2011,2012,2013,2014,2015> (consulté le 15 juillet 2018).
- OCDE (2017), *OECD Data (base de données)*, OCDE, Paris, <https://data.oecd.org/price/producer-price-indices-ppi.htm> (consulté le 15 février 2018). [21]
- OCDE (2010), *Perspectives du développement mondial 2010 : Le basculement de la richesse*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264084742-fr>. [11]
- OCDE et al. (2011), *Perspectives économiques en Afrique 2011 : L'Afrique et ses partenaires émergents*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/aeo-2011-fr>. [23]
- OCDE/CAF/NU CEPALC (2015), *Latin American Economic Outlook 2016: Towards a New Partnership with China*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264246218-en>. [54]
- OMC (2017), *Global Value Chain Development Report*, World Bank Publications, <https://www.worldbank.org/en/topic/trade/publication/global-value-chain-development-report-measuring-and-analyzing-the-impact-of-gvcs-on-economic-development>. [58]
- ONU (2018), *Comtrade (base de données)*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, <https://comtrade.un.org/data> (consulté le 15 juin 2018). [57]
- ONU (2018), *Liste des pays les moins avancés (à compter de mars 2018)*, Comité des politiques de développement des Nations Unies, https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/ldc_list.pdf (consulté le 15 mars 2018). [41]
- Piketty, T. (2014), *Capital in the Twentieth Century*, Harvard University Press. [29]
- Pomfret, R. (à paraître), *The Central Asian Economies in the Twenty-first Century: Paving the New Silk Road*, Princeton University Press. [86]
- Prizzon, A., R. Greenhill et S. Mustapha (2016), *An age of choice for development finance: Evidence from country case studies*, <https://www.odi.org/publications/10390-age-choice-development-finance-evidence-country-case-studies>. [62]
- Ramasamy, B. et al. (2017), *Trade and trade facilitation along the Belt and Road Initiative corridors*, <https://www.unescap.org/resources/trade-and-trade-facilitation-along-belt-and-road-initiative-corridors>. [84]
- Reisen, H. (2015), « Will the AIIB and the NDB help reform multilateral development banking? », *Global Policy*, vol. 6/3, pp. 297-304, <https://doi.org/10.1111/1758-5899.12250>. [75]
- Reisen, H. et J. Stijns (2011), *How emerging donors are creating policy space for Africa*, <https://voxeu.org/article/how-emerging-donors-are-creating-policy-space-africa> (consulté le 15 mai 2018). [24]
- Rodrik, D. (2016), « Premature deindustrialization », *Journal of Economic Growth*, vol. 21/1, pp. 1-33, <https://link.springer.com/article/10.1007/s10887-015-9122-3>. [3]

- Roser, M. et E. Ortiz-Ospina (2018), *Global Extreme Poverty*, <https://ourworldindata.org/extreme-poverty> (consulté le 15 juin 2018). [27]
- Sandefur, J. (2018), *Chart of the week #1: Is the elephant graph flattening out?*, <https://www.cgdev.org/blog/chart-week-1-elephant-graph-flattening-out> (consulté le 15 mai 2018). [12]
- Sumner, A. (2018), *What is premature deindustrialisation and does it matter?*, https://www.gpidnetwork.org/wp-content/uploads/2018/03/Brief_9.pdf. [46]
- Sumner, A. (2016), *Global poverty: Deprivation, distribution, and development since the Cold War*, Oxford University Press. [37]
- The Economist (2015), *Not so special*, <https://www.economist.com/leaders/2015/04/04/not-so-special> (consulté le 15 mai 2018). [70]
- US Bureau of Labor Statistics (2018), *Employment, Hours, and Earnings from the Current Employment Statistics survey (National) (base de données)*, <https://data.bls.gov/timeseries/CES3000000001> (consulté le 15 mai 2018). [16]
- White, J. (2011), « Fostering innovation in developing economies through SEZs », dans Farole, T. et G. Akinci (dir. pub.), *Special Economic Zones : Progress, Emerging Challenges, and Future Directions*, World Bank Publications, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2341/638440PUB0Exto00Box0361527B0PUBLIC0.pdf>. [90]
- Wignaraja, G. et D. Lazaro (2010), *North-South vs. South-South Asian FTAs: Trends, compatibilities, and ways forward*. [56]
- Wolf, M. (2006), *Answer to Asia's rise is not to retreat*, <https://www.ft.com/content/6a5a0f68-b389-11da-89c7-0000779e2340> (consulté le 15 mars 2018). [6]
- Wood, A. (2018), « The 1990s trade and wages debate in retrospect », *The World Economy*, vol. 41/4, <https://doi.org/10.1111/twec.12619>. [9]
- World Inequality Lab (2018), *World Inequality Database*, <https://wid.world/data/> (consulté le 15 février 2018). [28]
- Xu, J. et R. Carey (2015), *China's international development finance - Past, present, and future*, <https://www.wider.unu.edu/publication/china%E2%80%99s-international-development-finance>. [61]

Chapitre 3. Hier et aujourd'hui : Différences des trajectoires de développement

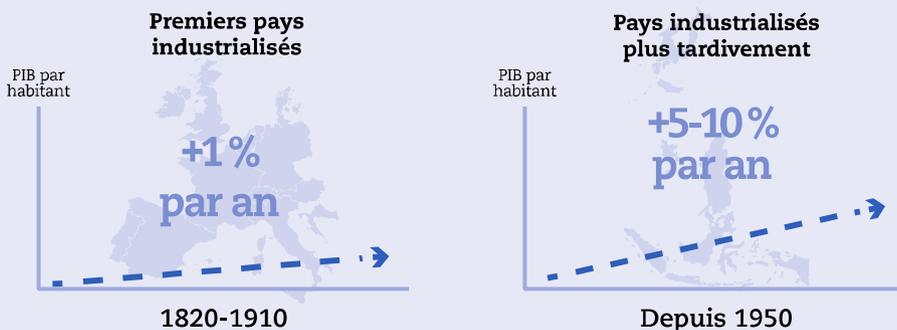
Le processus de transformation de la géographie économique a accéléré la convergence économique de nombreux pays en développement. Cependant, la forte croissance économique du Sud est loin d'avoir résolu tous les problèmes dans les pays connaissant une transformation économique rapide, et les trajectoires de développement ont été différentes d'un pays à l'autre. La nature du développement est en effet intrinsèquement plus complexe et multidimensionnelle que ne saurait le résumer à lui seul le produit intérieur brut (PIB). S'inscrivant dans une perspective historique à long terme, ce chapitre explore les trajectoires de développement au-delà du simple indicateur du PIB. Il s'interroge sur la signification du développement à la lumière des débats actuels sur « l'après-PIB », présente des données sur l'évolution du PIB et du bien-être depuis 1820 dans un large éventail d'économies émergentes et en développement, et compare l'expérience des premiers pays qui se sont industrialisés à celle des économies qui ont opéré leur émergence plus récemment.

La rédaction de ce chapitre est le fruit d'un travail conjoint du Centre de développement de l'OCDE, de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE et de chercheurs de l'équipe Clio-Infra de l'Université d'Utrecht. Les sections de ce chapitre consacrées à l'analyse historique et régionale du bien-être se fondent en particulier sur les travaux de Rijpma, van Zanden et Mira d'Ercole (2018^[1]).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

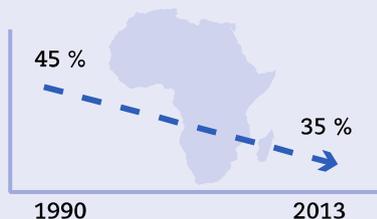
Chapitre 3. Hier et aujourd'hui : Différences des trajectoires de développement

Les pays qui ont pris leur essor économique durant la seconde moitié du XXe siècle ont connu une croissance bien plus rapide que les premiers pays qui se sont industrialisés

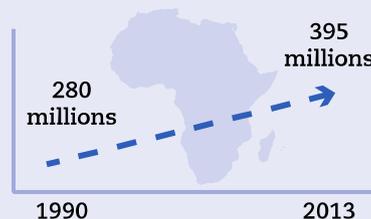


Cependant, malgré cette croissance, la pauvreté continue d'avancer dans certaines régions et les progrès réalisés sur le plan du bien-être auraient pu être encore plus importants

En Afrique, le **pourcentage** de la population vivant dans l'extrême pauvreté a reculé ...



... mais sous l'effet de la croissance démographique, le **nombre de personnes** vivant dans l'extrême pauvreté **augmente**



Toutefois, pour les économies émergentes qui réussissent, l'amélioration du bien-être est plus rapide

Temps qu'il a fallu pour observer un allongement de l'espérance de vie (de 60 à 75 ans)



Chine 38 ans

RU 57 ans

L'économie mondiale connaît un processus de transformation radicale de sa géographie sous l'effet de la forte croissance économique de tout un ensemble de pays émergents et en développement. La croissance économique du Sud est toutefois loin d'avoir résolu tous les problèmes. La nature du développement est intrinsèquement plus complexe et multidimensionnelle que ne saurait le résumer la seule croissance du produit intérieur brut (PIB). Malgré la croissance économique, d'anciens problèmes subsistent et de nouveaux sont apparus. S'inscrivant dans une perspective historique à long terme, ce chapitre analyse les différentes dimensions du développement au-delà du simple indicateur du PIB par habitant. Ce faisant, il examine les différences de résultats des trajectoires de développement sur le plan de la croissance et du bien-être entre les économies ayant opéré leur émergence plus récemment et les premiers pays qui se sont industrialisés¹.

Ce chapitre analyse un large éventail de dimensions, telles que la pauvreté, l'inégalité, la santé, l'éducation, la qualité environnementale et la sécurité personnelle. Il compare en outre l'expérience de ces pays depuis les années 1950 à celle des pays de l'« ancien monde » ayant connu leur essor économique au XIX^e et au début du XX^e siècle.

Comment la relation entre la croissance du PIB et d'autres indicateurs du développement économique, social, politique et environnemental a-t-elle évolué dans le temps ? La croissance économique et l'industrialisation au XIX^e siècle ont-elles eu la même incidence sur le bien-être des individus que dans les économies ayant opéré leur émergence plus récemment ?

Les résultats semblent indiquer que les pays ont connu des expériences de croissance différentes selon les époques. La croissance de rattrapage de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine ») et de l'Inde à la fin du XX^e siècle a par exemple eu une incidence différente sur le bien-être que la croissance de pays comme l'Allemagne et la Suède, qui font partie des premiers à s'être industrialisés au XIX^e siècle. Sur le plan de la croissance annuelle du PIB par habitant², les deux pays du premier groupe ont respectivement enregistré des taux de 5 % et 10 %, contre tout au plus 2 % pour les deux pays du second groupe. Une croissance plus forte du PIB permet également des progrès plus rapides sur le plan du bien-être. Toutefois, la mesure dans laquelle la croissance du PIB se traduit en progrès sur le plan du bien-être varie sensiblement. Dans certains cas, elle n'a même aucune incidence à cet égard.

Ce chapitre se fonde sur un large éventail d'indicateurs du bien-être développés par les historiens de l'économie et inclus dans la série de l'OCDE *Comment va la vie ?* (van Zanden et al., 2014_[2])³.

- Il commence par une brève analyse de la signification du « développement », avant d'examiner les initiatives lancées dans le sillage du rapport de Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009 afin de mesurer la performance « au-delà du PIB ».
- Il examine ensuite, éléments probants à l'appui, l'évolution de la relation entre les niveaux de PIB réel par habitant et les indicateurs du bien-être à l'échelle mondiale depuis 1820.
- Il analyse ensuite l'évolution depuis les années 1950 de différentes dimensions de la vie dans 23 économies émergentes⁴ à partir de la base de données Clio-Infra, et met au jour les similitudes et les différences entre les pays au cours de différentes périodes.

- La section suivante met au jour les caractéristiques clés se dégageant de l'expérience de neuf pays du monde développé parmi les premiers à s'être industrialisés (1820-1950)⁵. Elle compare en outre l'expérience des premiers pays qui se sont industrialisés à celle des pays ayant connu ce processus plus tardivement, et montre comment le bien-être a progressé à un rythme moins soutenu que le PIB dans les premiers.
- Enfin, la dernière section résume les principales conclusions de l'analyse, soulignant la nécessité de repenser les paradigmes de développement à la lumière de l'évolution des relations entre croissance économique et bien-être.

Ce chapitre s'articule autour des trois grands messages suivants :

- Le développement ne saurait se résumer à la croissance du PIB par habitant ; sa mesure requiert un large éventail d'indicateurs.
- Le PIB par habitant et les résultats en matière de bien-être ne sont pas toujours liés.
- La qualité de la croissance économique des pays industrialisés plus récemment n'a pas atteint le niveau de celle des premiers pays à s'être industrialisés : les progrès réalisés sur le plan du bien-être pourraient avoir été encore plus importants au vu de la rapidité du rythme de croissance.

« Développement », certes, mais de quoi ?

En 1969, Dudley Seers affirmait que la nature des principaux défis rencontrés par le monde en développement durant la période d'après-guerre avait fait l'objet d'une perception totalement erronée :

Ce défi consistait, pensait-on, à accroître les revenus nationaux des « pays en développement », avec une cible de 9 % de taux de croissance pour la première décennie de développement. Nous avons bien sûr tous conscience que le développement ne saurait se résumer à la croissance économique [...]. Or, cette idée ne semble guère aller plus loin que les beaux discours. [...] L'expérience de la décennie écoulée fait ressortir toute la naïveté de cette vision. [...] Maintenant que la complexité des problèmes de développement devient de plus en plus évidente, la persistance de cet entêtement à utiliser cette unique mesure agrégative en dépit de la réalité apparaît sous un jour tout à fait différent : elle pourrait laisser penser que l'on préfère éviter la réalité des problèmes de développement. (Seers, 1969_[31])

Cinquante ans après ces réflexions, le défi de Seers n'a toujours pas trouvé de réponse adéquate. Néanmoins, les évolutions de ces dernières années permettent de le relever de façon plus systématique qu'auparavant. En 2009, la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social publiait un rapport décisif. Créée à l'initiative de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, cette commission soulignait les limites de l'utilisation du PIB comme indicateur du bien-être. Elle appelait à délaisser une approche uniquement centrée sur la mesure de la production économique au profit de l'intégration de dimensions plus soucieuses de l'individu. Ce faisant, elle soulignait l'importance de combiner le PIB avec des indicateurs plus larges du bien-être économique des ménages, de la qualité de vie et des inégalités, ainsi que de la durabilité

de ces dimensions dans le temps (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009^[4]). Depuis lors, l'OCDE joue un rôle central dans la mise en pratique de cette initiative en assurant le suivi régulier de tout un ensemble d'indicateurs du bien-être pour ses pays membres.

La notion de bien-être est proche de celle de développement humain – promue entre autres par Sen (1999^[5]) – qui sous-tend les travaux de nombre des agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle cible : les résultats et possibilités revêtant une importance intrinsèque pour les individus eux-mêmes (fin en soi), et ne servant pas juste d'instrument pour parvenir à autre chose (moyen) ; la diversité de ces résultats ; et leur irréductibilité à une dimension unique (aucun niveau de revenu, quel qu'il soit, ne peut par exemple compenser le manque de libertés fondamentales).

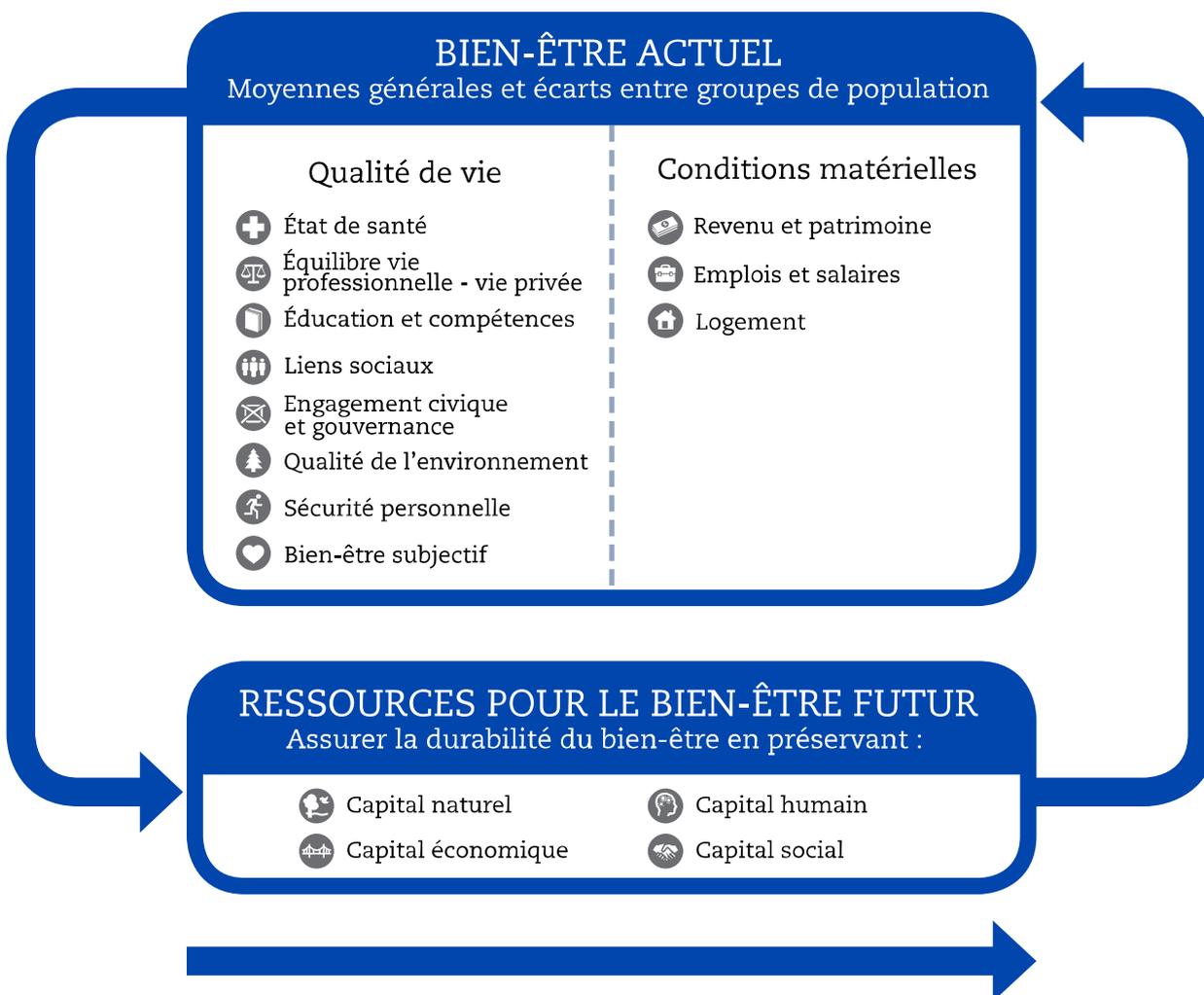
Le concept de « capacités », développé par Sen, souligne l'importance de comprendre le développement comme un processus élargissant les possibilités de choix à disposition de chaque individu. Le rapport *Comment va la vie ?* de l'OCDE reconnaît toutefois que les mesures basées sur les résultats sont souvent les meilleures que l'on puisse obtenir. Plusieurs principes clés sous-tendent ces travaux. En premier lieu, ils s'attachent aux individus plutôt qu'aux conditions économiques globales. En deuxième lieu, ils mettent l'accent sur les résultats en matière de bien-être – les dimensions de l'existence revêtant une importance directe et intrinsèque pour les individus –, plutôt que sur les intrants et les extrants susceptibles d'être utilisés pour atteindre ces résultats⁶. Deux raisons motivent cette approche : les intrants peuvent être faiblement corrélés aux ressources dédiées à l'obtention des résultats en matière de bien-être ; et une combinaison différente d'intrants et d'extrants peut s'avérer tout aussi efficace pour l'obtention du même résultat. En troisième lieu, ils soulignent l'importance de l'inégalité pour chaque dimension du bien-être. En quatrième lieu, ils prennent en compte aussi bien les dimensions objectives que subjectives de l'existence, partant du principe que la perception et le ressenti des individus comptent autant que les conditions objectives dans lesquelles ils vivent. Enfin, ils prennent en compte la durabilité de ces résultats. Sans impliquer la négation de l'importance du PIB et de la croissance économique, cette approche reconnaît plutôt leur rôle de moyens au service d'une fin, et non de fin en soi.

Ce sont ces principes qui sous-tendent le cadre présenté dans le graphique 3.1. pour les pays de l'OCDE (OCDE, 2017^[6]). Le bien-être actuel y est décrit à l'aide de 11 dimensions, elles-mêmes réparties dans deux catégories plus générales : la qualité de vie et les conditions matérielles. L'évaluation du bien-être futur se fonde sur l'évolution d'un ensemble de ressources. Les bénéficiaires de demain sont affectés par nos actions d'aujourd'hui. Ces ressources sont regroupées en quatre catégories de capital : économique, naturel, humain et social. Ce cadre est mis en œuvre à l'aide d'un ensemble d'indicateurs clés relatifs aux résultats (et inégalités) en matière de bien-être, ainsi qu'aux ressources susceptibles d'en assurer la durabilité.

Cette approche permet-elle de décrire avec justesse l'expérience de développement des pays plus pauvres ? Une analyse de la littérature indique qu'aucune des dimensions présentées dans le graphique 3.1. ne saurait être jugée non pertinente dans les pays moins développés. Si l'importance relative de différents aspects de l'existence peut certes varier en fonction des contextes nationaux, la plupart des dimensions sont néanmoins communes entre les pays. Elles diffèrent davantage en termes de désignation que de caractéristiques essentielles. Il conviendrait d'adapter le cadre présenté dans le graphique 3.1. afin qu'il corresponde mieux aux réalités et préoccupations des pays plus pauvres⁷. Toutefois, c'est l'importance attribuée aux différentes dimensions par les habitants des pays eux-mêmes qui est le plus susceptible de varier entre les pays (Boarini,

Kolev et McGregor, 2014^[7]). Cette conclusion concorde également avec la série d'études « La parole est aux pauvres », menées par la Banque mondiale à la fin des années 1990 (Narayan et al., 1999^[8]). Ces études soulignaient l'importance des besoins complexes (c'est-à-dire d'avoir accès à l'expression et à la reconnaissance, et d'éviter la honte et l'isolement), par opposition aux besoins fondamentaux que sont la nourriture et le logement, même parmi les populations les plus démunies des pays les plus pauvres, conclusion qui va à l'encontre de la vision d'une hiérarchie rigide de besoins variant en fonction des différents stades de développement économique des pays.

Graphique 3.1. Cadre de mesure du bien-être de l'OCDE



Source : OCDE (2017^[6]), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, https://doi.org/10.1787/how_life-2017-fr.

La publication de l'OCDE *How Was Life?* décrit les tendances de développement à long terme dans un cadre géographique et temporel plus large (à partir des années 1820) (van Zanden et al., 2014^[2]) (encadré 3.1), à l'aide d'une méthodologie similaire à celle utilisée dans le rapport *Comment va la vie* ²⁸. Ce type d'analyse historique est naturellement

confrontée à tout un ensemble de problèmes pratiques. Les données historiques ne sont tout simplement pas disponibles pour certaines des dimensions incluses dans le graphique 3.1.⁹ Dans d'autres cas, les données disponibles peuvent se référer à des concepts qui ne sont qu'une approximation lointaine de la variable étudiée. La limitation des données rend aussi la distinction conceptuelle entre bien-être actuel et futur moins applicable à l'analyse historique. Plusieurs décennies de recherches historiques ont néanmoins aussi permis la mise au jour d'un riche corpus de données sur différents aspects de l'existence à l'échelle individuelle. Il est ainsi possible de procéder à un recueil systématique de ces données et, dans une certaine mesure, de les comparer entre les pays et dans le temps. Il s'agit là d'avoir *approximativement raison* plutôt que *précisément tort*, ce qui se produit lorsque l'on entend résumer l'expérience de développement des pays à travers la simple évolution de leur PIB par habitant.

Encadré 3.1. Le projet Clio-Infra et le rapport *How Was Life?*

Lancé par une équipe d'historiens de l'économie, le projet Clio-Infra est une initiative interdisciplinaire internationale visant à retracer de façon systématique les différentes dimensions du développement entre 1500 et 2010. Clio-Infra s'appuie sur un effort sans précédent de compilation d'une série d'indicateurs comparables du développement économique à l'échelle mondiale sur un millénaire (Maddison, 2001^[9]).

Le rapport *How Was Life?* (van Zanden et al., 2014^[21]) marque l'aboutissement du projet Clio-Infra. Il inclut des données sur six régions du monde (pondérées en fonction de leur population) : l'Europe de l'Ouest ; l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique ; les pays d'immigration européenne (Australie, Canada et États-Unis) ; l'Amérique latine et les Caraïbes ; l'Afrique subsaharienne ; et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les analyses se fondent sur l'ensemble des pays de la base de données Clio-Infra disposant de données suffisantes, avec une série distincte pour 25 des plus grands pays du monde, à savoir : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Égypte, l'Espagne, les États-Unis, la Fédération de Russie (ci-après dénommée « Russie »), la France, l'Indonésie, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Kenya, le Mexique, le Nigéria, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Thaïlande et la Turquie. Les données se réfèrent dans l'ensemble aux États nationaux sur la base des frontières existantes. Par conséquent (et dans la mesure du possible), la base de données utilise les frontières les plus récentes comme référence et corrige les données antérieures afin de prendre en compte, le cas échéant, les changements de frontières. Dans les cas où cette approche n'a pu être adoptée, les données se réfèrent aux pays sur la base de leurs frontières historiques.

Les données de *How Was Life?*, en partie utilisées dans ce chapitre, sont des estimations pointues réalisées par des historiens de l'économie pour différents pays. Elles sont harmonisées, dans la mesure du possible, par les participants du projet. Ces estimations concernent : le PIB et le PIB par habitant ; les salaires réels des travailleurs non qualifiés ; le niveau d'éducation ; l'espérance de vie ; la taille de la population ; les décès par homicide ; les institutions politiques ; les émissions de dioxyde de carbone et de nitrates ; et la perte de biodiversité. Des données sur les inégalités de revenu et les inégalités hommes-femmes, ainsi qu'un indice composite du bien-être, sont aussi inclus dans le rapport.

Les données du rapport *How Was Life?* sont présentées sous forme de moyennes décennales. La couverture des données s'améliorant pour les périodes plus récentes, des imputations sont réalisées pour les pays manquants durant les périodes antérieures. Pour l'ensemble des séries, la qualité des données (pour les pays individuels et les décennies) est évaluée à l'aune de trois critères : la crédibilité (le degré de fiabilité des sources des données) ; l'exactitude (le degré de validité et de représentativité des données au regard de la variable qu'elles entendent mesurer) ; et la comparabilité (le degré de similitude du concept mesuré par les données de différentes sources et de la méthodologie utilisée pour leur collecte).

Ces critères permettent de distinguer quatre catégories de données :

- les données de qualité supérieure, produites par un organisme officiel de statistiques (national ou international) ou par des chercheurs utilisant des techniques garantissant une crédibilité équivalente
- les données de qualité intermédiaire, produites à partir de sources historiques et de méthodes comparables (mais pas nécessairement identiques) à celles utilisées par les organismes officiels de statistiques
- les données de qualité inférieure, résultant de recherches historiques dans un cadre où les données sont limitées et faisant appel à des données indirectes et à des estimations
- les estimations, fondées sur des suppositions, conjectures et interpolations entre les années de référence, qui peuvent présenter d'importantes incohérences entre les pays ou des lacunes de couverture.

Le rapport *How Was Life?* examine, données probantes à l'appui, la multidimensionnalité du développement dans une perspective historique à long terme. Un sous-ensemble de ces variables (tableau 3.1) est utilisé dans ce chapitre afin de mieux comprendre la relation entre le PIB par habitant et différentes variables du bien-être, et de comparer les expériences de développement des pays dans différentes régions du monde et à différentes époques. Cette analyse montre que s'il existe bien de fortes corrélations entre le PIB par habitant et la plupart des dimensions de l'existence des individus à travers les différents lieux et époques, ces corrélations ne sont néanmoins pas toujours linéaires.

Tableau 3.1. Variables du bien-être de la base de données Clio-Infra

Résultat sur le plan du bien-être	Nom de la variable	Max.	Min.
État de santé	Espérance de vie à la naissance	83.1 ans (+)	14.5 ans (-)
Institutions politiques	Indicateur composite des régimes politiques (Polity2)	10 (+) pleinement démocratique	-10 (-) pleinement autoritaire
Éducation	Nombre moyen d'années de scolarisation	13.6 années (+)	0.01 année (-)
Taille	Taille moyenne de différentes cohortes de naissance	183 cm (+)	152 cm (-)
Inégalités de revenu	Coefficient de Gini	0.74 (+)	0.21 (-)

Résultat sur le plan du bien-être	Nom de la variable	Max.	Min.
Revenus	Nombre de paniers de consommation achetés avec le salaire réel d'un travailleur non qualifié du secteur de la construction	355 paniers de subsistance (+)	0.5 panier de subsistance (-)
Sécurité personnelle	Taux d'homicides	82 homicides pour 100 000 habitants (-)	0 homicide pour 100 000 habitants (+)
Qualité de l'environnement	Émissions de dioxyde de soufre par habitant	425 (-) kg SO ₂ par habitant	0 (+)
Bien-être global	Indicateur composite du bien-être	3.7 (+)	-1.6 (-)

Note : Le signe (+) indique que plus les valeurs de la variable sont élevées (par exemple, l'éducation), plus le bien-être augmente, tandis que le signe (-) indique que plus les valeurs de la variable sont élevées (par exemple, les inégalités de revenu), plus le bien-être diminue. Les paniers de subsistance sont une mesure des biens fondée sur un apport standard en calories et protéines (van Zanden et al., 2014^[2]). L'indicateur composite du bien-être est une mesure linéaire composée de neuf variables : PIB par habitant, salaire réel, taille, espérance de vie, nombre moyen d'années de scolarisation, inégalités de revenu, gouvernance, abondance des espèces et taux d'homicides.

Source : Clío-Infra (2017^[10]), Clío-Infra (base de données), www.clio-infra.eu (consulté en juillet 2018).

Le développement est un concept complexe et multidimensionnel

Le bilan de la croissance économique depuis 1990 est relativement positif, comme l'illustre le chapitre 2. La transformation de la géographie économique a amélioré les perspectives de croissance de nombreux pays en développement, les plaçant sur la voie de la convergence avec les économies plus développées à travers le monde.

Une vision plus globale du développement, tenant compte des conditions matérielles (par exemple, les revenus), ainsi que de la qualité de vie (par exemple, la santé et l'éducation) qui contribue au bien-être, révèle cependant une situation plus complexe : malgré la croissance économique, le nombre d'individus vivant dans l'extrême pauvreté continue d'augmenter dans certains pays, l'écart entre riches et pauvres se creuse, et la situation environnementale se détériore. La combinaison de la transformation de la géographie économique, de la convergence économique et du mouvement dynamique de ces dimensions du bien-être estompe la démarcation auparavant plus nette entre pays « développés » et pays « en développement ».

Depuis la création des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), des progrès considérables ont été réalisés sur le plan de la réduction de la pauvreté. La cible des OMD visant à réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici à 2015 a ainsi été atteinte 5 ans plus tôt que prévu (United Nations, 2015). La Chine a réduit l'extrême pauvreté dans sa population, la faisant passer de 67 % à 2 % entre 1990 et 2013, c'est-à-dire de 755 millions à 25 millions d'individus. Le nombre d'individus vivant sous le seuil d'extrême pauvreté en dehors de la Chine a également été réduit de 337 millions entre 1990 et 2013, malgré la rapidité de la croissance démographique (Banque mondiale, 2018^[11]). Les Objectifs de développement durable (ODD) poursuivent l'impulsion donnée par les OMD.

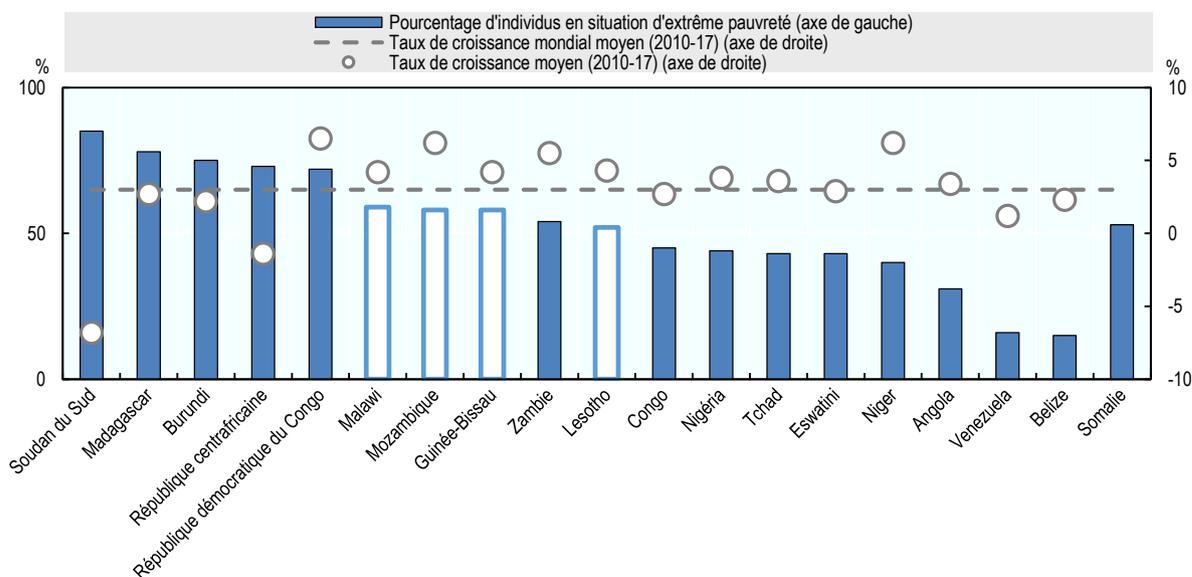
Toutefois, ces grandes avancées économiques des deux dernières décennies et la poursuite de la croissance de certains des pays les plus pauvres de la planète ne suffisent pas à venir à bout de l'extrême pauvreté. En Afrique, par exemple, bien que la population

en situation d'extrême pauvreté ait diminué en valeur relative (passant de 56 % en 1990 à 43 % en 2012), elle a considérablement augmenté en valeur absolue au cours de cette période, sous l'effet de la rapide croissance démographique de la région (Beegle et al., 2016^[12]).

L'Horloge mondiale de la pauvreté (*World Poverty Clock* [WPC]) propose des estimations et un suivi en temps réel des progrès accomplis vers la réalisation du premier ODD : mettre fin à l'extrême pauvreté. D'après la WPC, en juillet 2018, environ 641 millions d'individus dans le monde vivaient encore sous le seuil d'extrême pauvreté de 1.90 USD par jour. Plus d'un tiers d'entre eux se concentraient dans trois pays : la République démocratique du Congo, l'Inde et le Nigéria. Malgré une croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale de 3 % entre 2010 et 2017 dans plusieurs pays en développement, le nombre de pauvres devrait encore avoir augmenté dans 15 pays à l'horizon 2030, année cible des ODD. En outre, dans 12 pays, plus de la moitié de la population vit dans l'extrême pauvreté. Les perspectives s'améliorent toutefois dans des pays comme la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Malawi et le Mozambique, où le taux d'extrême pauvreté est en recul (graphique 3.2).

Graphique 3.2. Malgré la croissance du PIB, l'extrême pauvreté progresse dans plusieurs pays

Part d'individus en situation d'extrême pauvreté dans la population totale (pourcentage, 2018) et croissance du PIB par habitant (pourcentage, 2010-17)



Note : Les barres bleues et blanches représentent respectivement les pays où la pauvreté absolue progresse/diminue.

Sources : World Poverty Clock (<https://worldpoverty.io>) et Banque mondiale (2018^[11]), PovcalNet (base de données), <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/home.aspx> (consulté en mai 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964906>

La pauvreté n'est pas le seul facteur à prendre en compte ; la répartition des bénéfices de la croissance au sein des pays joue un rôle tout aussi important (Islam (2006^[13]) ; Khan (2007^[14])). Les inégalités de revenu ont augmenté dans des pays comme la Chine et l'Inde, malgré la croissance du PIB et la trajectoire de convergence observées dans les

pays en développement au cours des 20 dernières années (Alvaredo et al., 2017_[15]). La situation n'est cependant pas identique dans tous les pays. Contrairement à l'expérience récente des économies développées, dans les pays en développement, les riches s'enrichissent, mais les pauvres aussi. L'aggravation récente des inégalités dans les économies plus développées s'explique en grande partie par l'enrichissement des riches, mais pas des pauvres (Lang et Mendes Tavares, 2018_[16]).

L'évolution des autres dimensions du bien-être compte tout autant. La détérioration des conditions de vie dans nombre de pays en développement dans les années 1950 et 1960, dans un contexte d'enthousiasme pour le développement et d'effort d'industrialisation, a ouvert la voie à une conception du développement dépassant la simple question du revenu et de sa distribution. Dudley Seers, ainsi que Robert McNamara et Amartya Sen, contribueraient à accorder une place plus importante à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des résultats non économiques dans le programme de développement des années 1970. Inspirée par les travaux de Sen, l'Organisation des Nations Unies a lancé en 1990 son Rapport sur le développement humain. Plus récemment, les OMD en 2001, puis les ODD qui leur ont succédé en 2015, ont réaffirmé l'importance et assuré la diffusion d'une vision du développement allant bien au-delà de la seule croissance du PIB.

La relation entre le bien-être et le PIB par habitant est complexe. La satisfaction individuelle à l'égard du niveau de vie semble par exemple bel et bien augmenter avec le PIB par habitant des pays. Cette relation n'est toutefois pas linéaire. En outre, sa variance n'est pas uniforme aux différents niveaux de PIB par habitant. D'après une enquête Gallup, le pourcentage d'individus insatisfaits du niveau de vie dans leur pays varie sensiblement parmi les pays du tiers inférieur du classement en fonction du PIB par habitant, mais moins aux niveaux supérieurs (graphique 3.3).

Les pays sont parfois confrontés aux mêmes défis indépendamment de leur niveau de revenu. Pour tout un ensemble de dimensions du développement, la classification des pays en fonction de leur revenu ne suffit en effet pas à déterminer le type de défis de développement que chacun d'eux rencontre.

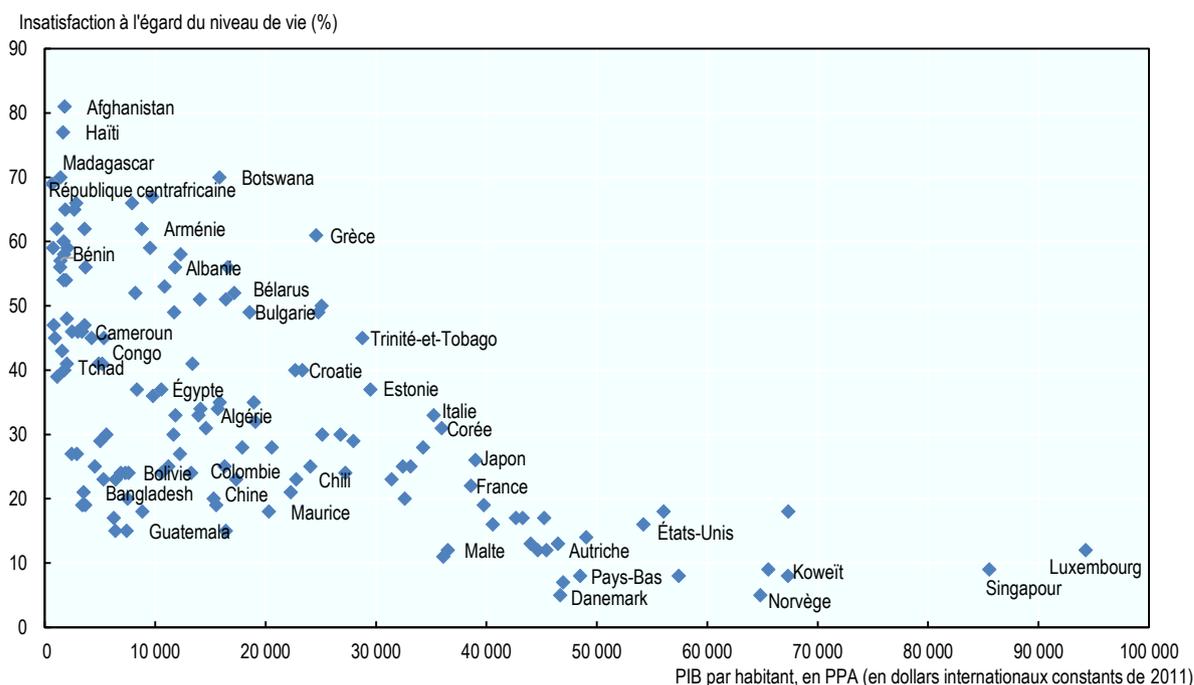
La classification des pays en fonction de leur revenu donne en revanche une bonne indication de la prévalence de l'extrême pauvreté. D'après de récentes analyses du Centre de développement de l'OCDE (OCDE, 2017_[17]), parmi l'ensemble des pays à revenu intermédiaire, seule la République du Congo présente un niveau d'extrême pauvreté qui correspondrait à celui d'un pays à faible revenu. Ce constat concorde avec les conclusions de la littérature qui soulignent le rôle majeur de la croissance économique dans la réduction de l'extrême pauvreté monétaire (Dollar et Kraay, 2002_[18]).

En revanche, la classification des pays en fonction de leur revenu n'est pas un bon indicateur du niveau d'inégalité. Aucune corrélation étroite ne s'observe entre le revenu national brut (RNB) par habitant et le coefficient de Gini des pays, indicateur standard des inégalités de revenu. Sans surprise, 13 % des pays à revenu élevé présentent des niveaux d'inégalité qui pourraient très bien s'observer dans des économies à faible revenu. En outre, près de la moitié de l'ensemble des pays à revenu intermédiaire présentent des niveaux élevés d'inégalité (avec un coefficient de Gini supérieur à 0.4). Ce constat concorde avec les conclusions de la littérature qui montrent que plusieurs pays passés dans le groupe des pays à revenu intermédiaire au cours des dernières décennies ont connu une croissance accompagnée d'un important creusement des inégalités (Sumner, 2016_[19]).

On s'accorde sur la nécessité pour les pays relativement plus pauvres de connaître une croissance plus rapide, et sur le rôle fondamental de cette croissance économique pour leur développement (Milanovic, 2016_[20]). Le PIB mesure la production nationale et reste un indicateur utile pour le suivi de cette dimension du développement. Toutefois, lorsque l'on s'attache à la situation des individus sur le plan du bien-être dans une société, le PIB et le PIB par habitant s'avèrent des concepts moins utiles. Le PIB par habitant ne saurait par exemple être confondu avec le revenu, le calcul du PIB incluant les revenus des non-résidents, notamment des entreprises multinationales susceptibles de rapatrier leurs bénéfices. Le PIB par habitant n'est donc pas un indicateur du revenu moyen des individus, l'une des dimensions du bien-être incluse dans la catégorie plus large des « conditions matérielles ».

Graphique 3.3. La relation entre l'insatisfaction à l'égard du niveau de vie et le PIB par habitant n'est pas linéaire

Insatisfaction à l'égard du niveau de vie vs. PIB par habitant (en 2017)



Note : L'ordonnée indique le pourcentage d'individus s'étant déclarés « insatisfaits » en réponse à la question : « Êtes-vous satisfaits ou insatisfaits de votre niveau de vie, tout ce que vous pouvez acheter et faire ? »

Note de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République turque de Chypre-Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Source : Roser et Ortiz-Ospina (2018_[21]), « Global Extreme Poverty », OurWorldInData.org, <https://ourworldindata.org/extreme-poverty>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964925>

Une vision plus globale du développement requiert l'adoption d'une approche différente de la notion même de mesure qui, si l'on souhaite l'élargir au-delà de l'utilisation du PIB comme unique mètre étalon, nécessite tout un ensemble d'indicateurs des différentes dimensions du bien-être et des données sur leur répartition au sein des populations.

PIB par habitant et bien-être : bref aperçu historique

Quel lien existe-t-il entre le bien-être individuel et le PIB par habitant, et comment a-t-il évolué depuis 1820 ? Dans l'ensemble, les indicateurs du bien-être présentent une corrélation étroite avec le PIB par habitant¹⁰. Les pays dont le PIB par habitant est plus élevé présentent ainsi de meilleurs résultats en termes de niveau d'éducation, de salaires réels, de taille moyenne et d'espérance de vie, ainsi que des taux d'homicides plus faibles et des institutions plus démocratiques¹¹. Pour certains indicateurs, tels que l'inégalité des revenus et le taux d'homicides, la corrélation avec le PIB par habitant est bien plus faible et n'est devenue négative qu'au milieu du XIX^e siècle et au début du XX^e, respectivement (les inégalités et le taux d'homicides ont ainsi fini par être en général plus faibles dans les pays dont le PIB par habitant était plus élevé).

La relation entre différentes dimensions du bien-être et le PIB par habitant a évolué au fil du temps. Deux phases se distinguent ainsi (graphique 3.4).

Durant la première, du milieu du XIX^e siècle jusqu'en 1870 environ, les pays dont le PIB par habitant était plus élevé n'affichaient pas nécessairement de meilleurs résultats sur le plan du bien-être. En moyenne, ils présentaient une espérance de vie plus courte et des taux d'homicides plus élevés, ainsi que des institutions pas plus démocratiques que dans d'autres pays. Ce constat semble indiquer que, durant cette phase, la croissance économique et l'industrialisation ne contribuaient pas nécessairement au bien-être des populations. Durant les 50 premières années de croissance économique dans les premiers pays qui se sont industrialisés, le bien-être a connu des progrès relativement limités, voire parfois un certain recul.

Durant la seconde phase, qui débute vers 1870, la corrélation entre le PIB par habitant et les indicateurs du bien-être s'est renforcée. Plusieurs évolutions sous-tendent cette convergence.

En premier lieu, l'importation en Europe de denrées alimentaires américaines meilleur marché a entraîné une chute spectaculaire des prix alimentaires, contribuant ainsi à la hausse des salaires réels et des niveaux de consommation (O'Rourke, 1997_[22]).

En deuxième lieu, tandis que les premières phases d'industrialisation s'étaient déroulées dans des régimes non démocratiques, à la fin du XIX^e siècle, nombre de pays en voie d'industrialisation étaient devenus démocratiques.

En troisième lieu, les percées de la connaissance médicale – telles que la théorie de l'origine microbienne des maladies, développée par Pasteur – ont créé les conditions favorables à l'offre de soins de santé bien plus efficaces. Parallèlement, les gouvernements ont souvent porté un intérêt croissant aux questions de santé publique. L'espérance de vie a ainsi commencé à s'allonger en Europe et dans les pays d'immigration européenne après 1870, sous l'effet du recul de la mortalité infantile.

En quatrième lieu, les premières mesures politiques pour répondre aux préoccupations sociales ont été prises en Europe, probablement suite à l'extension du droit de vote à la classe ouvrière. Parmi ces mesures, citons l'interdiction du travail des enfants et la législation sur la durée maximale de travail. En conséquence, un lien est apparu vers 1870

à l'échelle mondiale entre d'un côté, le PIB par habitant et de l'autre, l'espérance de vie, la taille des individus ou les institutions démocratiques (graphique 3.4), soit un changement par rapport au milieu du XIX^e siècle, où aucune corrélation de ce type n'existait. Des évolutions similaires s'observent pour d'autres indicateurs du bien-être.

Le XIX^e siècle a donc d'abord été marqué par une phase de divergence, le bien-être ne progressant pas au rythme du PIB par habitant, suivie d'une certaine convergence entre le PIB par habitant et différentes dimensions du bien-être. Une corrélation transversale entre le PIB par habitant et les indicateurs du bien-être à différentes époques vient confirmer ce constat.

Le graphique 3.4 illustre l'évolution de ces coefficients de corrélation à travers le temps à l'échelle mondiale. Ils ont souvent été faibles, voire négatifs, durant la première moitié du XIX^e siècle, avant d'augmenter et de devenir positifs à partir de la fin de ce même siècle. Le graphique inclut l'ensemble des pays. Toutefois, comme la croissance économique se limitait aux premiers pays qui se sont industrialisés, l'expérience de ces pays détermine la plupart des résultats de corrélation observés à l'échelle mondiale au XIX^e siècle.

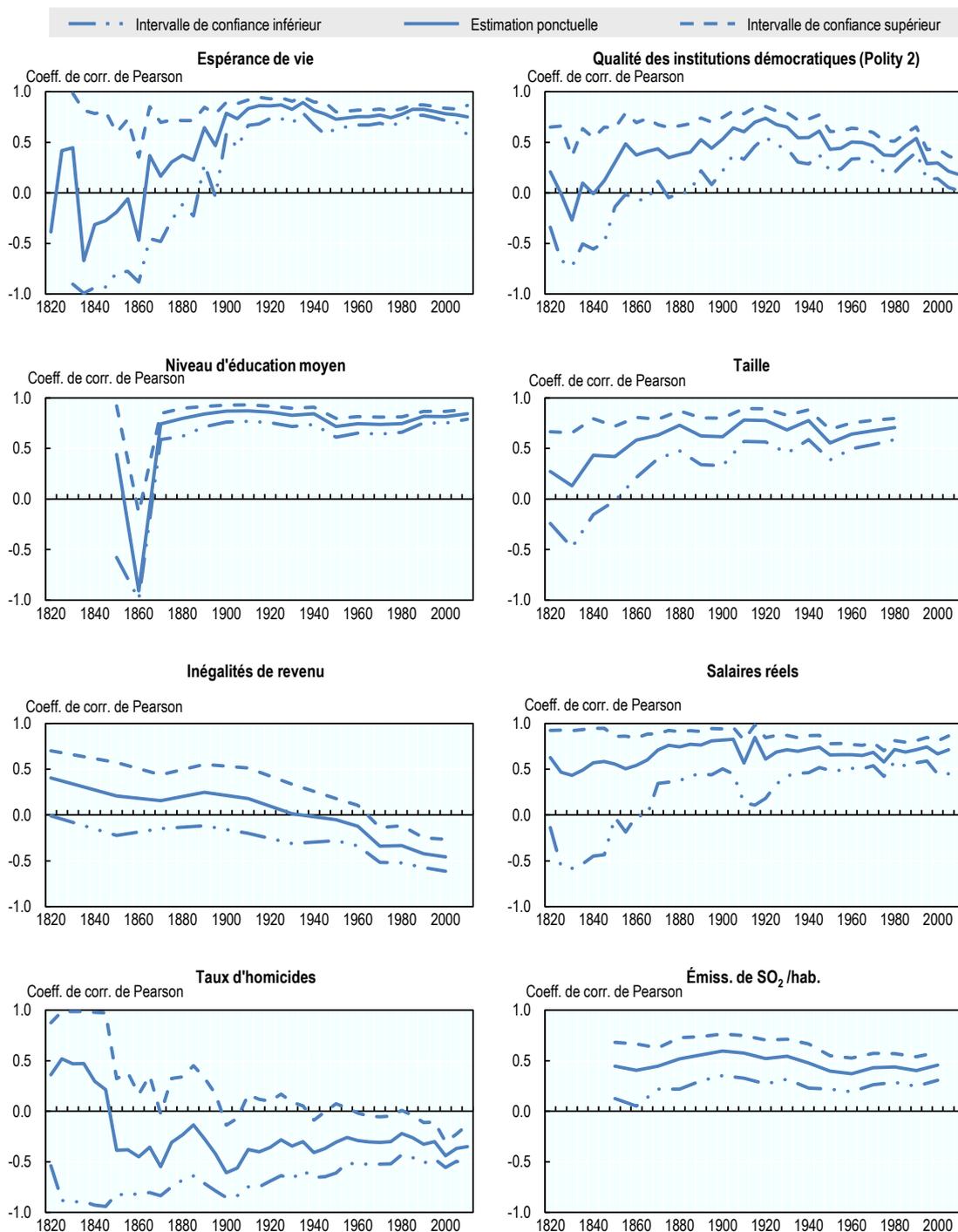
Les corrélations dans les pays entre le PIB par habitant et différents indicateurs du bien-être ne représentent qu'une partie de l'équation. Pour nombre d'indicateurs au XIX^e siècle, aucun progrès supplémentaire ne s'observe sur le plan du bien-être en dehors de ceux imputables à la croissance du PIB par habitant. Cette situation change toutefois au XX^e siècle, lorsque certains indicateurs commencent à se dissocier du PIB par habitant. Le graphique 3.5 illustre les évolutions du bien-être non imputables au PIB par habitant afin d'analyser la relation entre ces deux variables¹². Une valeur de zéro signifie que le niveau des indicateurs du bien-être est totalement imputable au niveau du PIB par habitant.

La relation entre le PIB par habitant et le bien-être entamait désormais une nouvelle phase. Le bien-être progressait à présent souvent plus rapidement que ne l'aurait laissé escompter la seule croissance du PIB. C'est pour l'espérance de vie que cette dissociation est la plus marquée. À la fin du XX^e siècle, l'espérance de vie avait augmenté de 15 ans (un écart-type) de plus que ne l'aurait laissé escompter la seule croissance du PIB par habitant. Des tendances similaires s'observent pour la taille et le niveau d'éducation. Dans le cas du salaire réel, le niveau du PIB par habitant explique la plupart des différences entre les pays ; une dissociation s'observe durant les deux dernières décennies. Un effet inexpliqué de la croissance du PIB sur la démocratie (Polity 2) apparaît durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Hormis des tendances inverses durant la Deuxième Guerre mondiale et les années 1960 et 1970, cet effet a en grande partie perduré¹³. Pour ce qui est des émissions de dioxyde de soufre (SO₂) (nocives pour la santé humaine, ainsi que pour la faune et la flore), il faut attendre l'année 2000 pour observer une baisse par rapport à ce que laisserait escompter le seul PIB par habitant.

Parmi les différentes dimensions du bien-être, la sécurité personnelle est la seule à ne pas suivre ce schéma de dissociation par rapport au PIB par habitant. Durant la seconde moitié du XX^e siècle, les taux d'homicides étaient supérieurs au niveau escompté au vu du PIB par habitant des pays. En comparaison d'autres variables, les données sur les homicides ne remontent toutefois pas loin dans le temps pour nombre de pays en développement. Enfin, les effets inexpliqués en matière d'inégalité des revenus sont en léger recul, ce qui signifie que le niveau d'égalité progresse davantage que ne le laisserait escompter l'évolution du niveau du PIB par habitant. Notons toutefois l'irrégularité des tendances, probablement en raison de problèmes de qualité des données.

Graphique 3.4. Ce n'est qu'après 1870 qu'un lien est apparu entre le PIB par habitant et certaines dimensions du bien-être

Corrélation entre le PIB par habitant et différentes dimensions du bien-être (1820-2010)



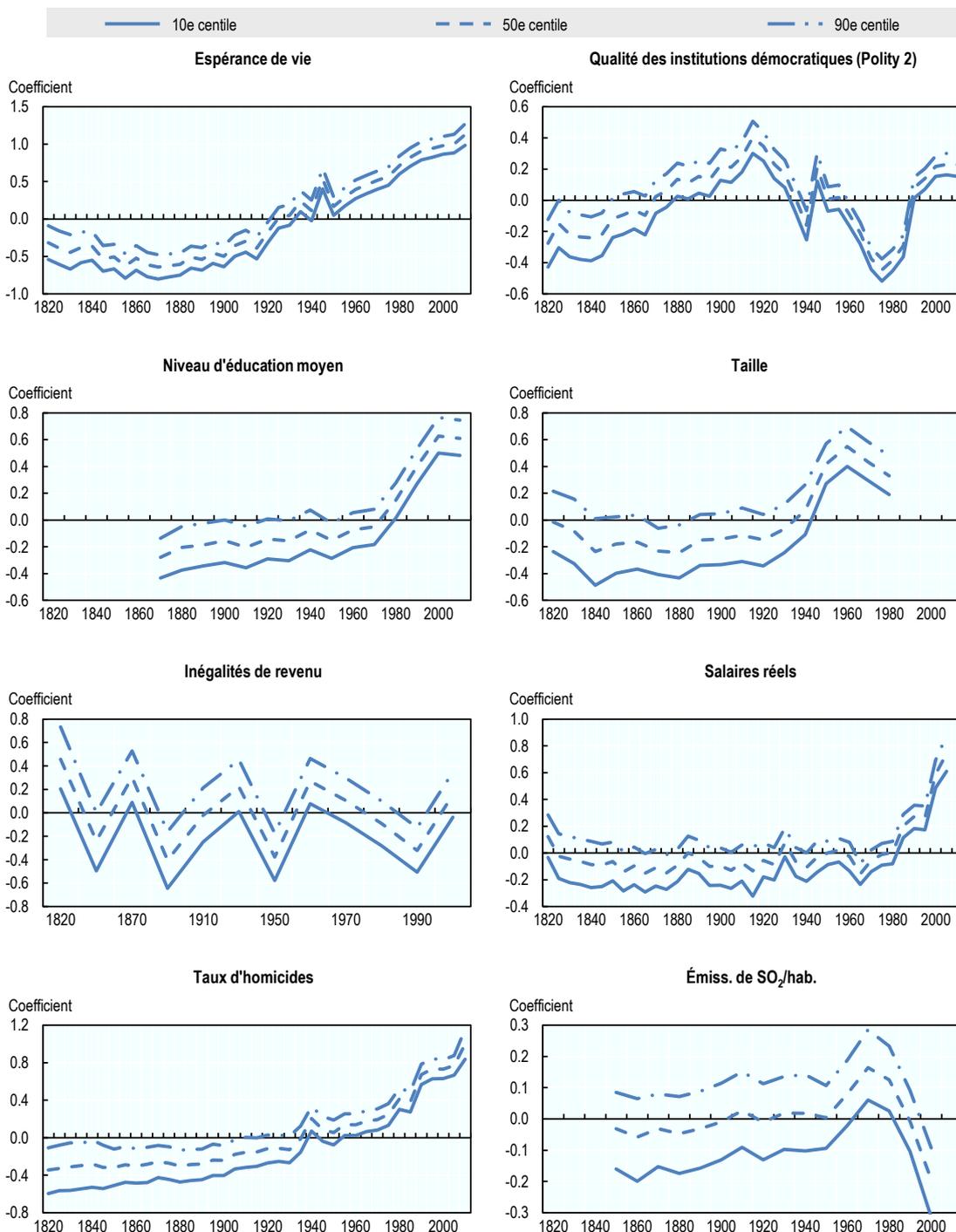
Note : Les graphiques indiquent le coefficient de corrélation de Pearson entre différents indicateurs du bien-être et le PIB par habitant par période de cinq ans, ainsi que les intervalles de confiance à 80 %. L'échantillon mondial inclut jusqu'à 159 pays, mais varie selon l'année et l'indicateur en fonction de la couverture.

Source : Clio-Infra (2017_[10]), Clio-Infra (base de données), www.clio-infra.eu (consulté en juillet 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964944>

Graphique 3.5. Le PIB et les dimensions du bien-être se sont progressivement dissociés au XX^e siècle

Évolution de différentes variables du bien-être non imputable au PIB par habitant (1820-2010)



Source : Cléo-Infra (2017₍₁₀₎), *Cléo Infra*, <http://www.cleo-infra.eu> (consulté en juillet 2018), sur la base de calculs des auteurs.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964963>

Comment expliquer cette dissociation entre croissance du PIB et bien-être au XX^e siècle ? La réponse réside dans les évolutions indépendantes des régimes, politiques et technologies dont découlent les résultats en matière de bien-être. La dissociation est particulièrement nette dans le cas de l'état de santé. La relation entre l'espérance de vie et le PIB par habitant affiche une évolution constante à la hausse à partir de 1870, avec les premières grandes percées dans les sciences médicales. Façonné par les technologies et les politiques, comme les réseaux d'assainissement publics, le système de santé a permis l'amélioration constante des résultats en matière de santé sans exiger nécessairement une augmentation du PIB par habitant – phénomène connu comme le déplacement de la courbe de Preston (Preston (1975_[23]) ; Bloom and Canning (2007_[24])).

Le nombre moyen d'années de scolarisation a également connu une évolution similaire. Depuis les années 1960, le niveau d'éducation n'a cessé de s'élever sans augmentation du PIB par habitant. Ce résultat peut refléter l'impact des politiques publiques, mais aussi les changements structurels de l'économie et les préférences individuelles. Cette dissociation révèle un cercle vertueux : d'un côté, les parents peuvent préférer investir davantage dans l'éducation de leurs enfants, ou les adultes dans le perfectionnement de leurs propres compétences ; de l'autre, l'amélioration des compétences contribue à la croissance du PIB par habitant.

Dans l'ensemble, l'évolution générale de la relation entre le bien-être et le PIB par habitant n'explique toutefois qu'en partie les améliorations de différents indicateurs du bien-être. Comme susmentionné, cet effet est important pour l'espérance de vie, et pour le niveau d'éducation depuis les années 1960. L'absence d'une évolution des variables environnementales (comme les émissions de dioxyde de soufre) indépendante du PIB par habitant signale une aggravation de la détérioration de l'environnement avec la croissance de la production économique. Les progrès technologiques semblent n'avoir eu qu'un effet limité sur la dissociation, et l'atténuation, de la dégradation de l'environnement par rapport à la croissance économique.

Résultats sur le plan du bien-être dans les pays qui ont opéré leur développement ou leur émergence plus récemment

Quelle a été l'évolution du bien-être au regard des huit indicateurs susmentionnés dans les pays qui ont opéré leur développement ou leur émergence plus récemment ?

Cette section examine plus spécifiquement le développement depuis les années 1950 dans quatre régions clés, ciblant les pays importants en termes de poids démographique ou caractérisés par une évolution atypique au sein de leur région. Comme dans le graphique 3.5, l'analyse s'attache à la fois à l'évolution effective de différentes variables du bien-être et aux niveaux que laisserait escompter le PIB par habitant¹⁴. Sauf mention contraire, les moyennes régionales sont toujours tirées de l'ouvrage *How Was Life?* (van Zanden et al., 2014_[2]). Il s'agit de moyennes pondérées par la population, basées sur l'ensemble des pays de la région pour lesquels on dispose de données et sur des imputations pour les pays où elles sont manquantes¹⁵.

Depuis les années 1950, les pays qui se sont développés plus tardivement, soit ceux qui n'ont commencé à s'industrialiser et à connaître une croissance rapide que ces dernières décennies, se sont démarqués des premiers pays qui se sont développés par le phénomène de « rattrapage », c'est-à-dire de convergence du PIB par habitant. Au XIX^e siècle, les différences de PIB par habitant entre les pays les plus avancés et le reste du monde étaient relativement limitées. Le taux de croissance économique des pays connaissant la croissance la plus rapide ne dépassait en effet pas les 2 %. Cette situation a radicalement

changé durant le XX^e siècle. L'écart entre les pays plus productifs et le reste du monde s'est creusé, ouvrant d'importantes perspectives de rattrapage. L'ex-Union soviétique durant les premières phases de la planification centrale, le Japon après 1950 et les pays d'Asie du Sud-Est qui se sont industrialisés plus récemment ont atteint des taux annuels de croissance économique compris entre 5 % et 10 %. Ces taux étaient largement supérieurs à ceux enregistrés au XIX^e siècle par les premiers pays qui se sont industrialisés. Ce rattrapage a en outre eu une incidence sur les résultats de ces pays sur le plan du bien-être, qui ont également connu des progrès bien plus rapides. Tous les pays du Sud n'ont toutefois pas aussi bien réussi à cet égard.

En Amérique latine, le bien-être a connu des progrès mitigés par rapport au PIB

L'Amérique latine a toujours été un lieu fascinant d'expérimentation, avec l'adoption de mesures politiques novatrices par les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite. L'amélioration à long terme des résultats sur le plan du bien-être en matière d'éducation et de santé est assez robuste dans la région, tandis que les inégalités sont restées importantes et la sécurité personnelle s'est fortement dégradée. Pour certaines dimensions, les progrès réalisés sur le plan du bien-être depuis les années 1950 sont par exemple plus importants que ceux du PIB par habitant. D'après les données Clio-Infra pour l'Amérique latine, la région affichait de mauvais résultats sur le plan du bien-être avant 1950, et ce malgré un PIB régional moyen par habitant supérieur à la moyenne mondiale. En 1930, la moyenne mondiale s'établissait par exemple à 1 673 USD, contre 1 795 USD pour la moyenne latino-américaine (van Zanden et al., 2014_[2]).

Avant les années 1950, l'Amérique latine enregistrerait toutefois de moins bons résultats pour tous les indicateurs du bien-être que pour le PIB par habitant, en comparaison du reste du monde. La région se caractérisait notamment par de fortes inégalités de revenu, avec le coefficient de Gini le plus élevé du monde en 1929. Les résultats obtenus sur le plan de la démocratie étaient par ailleurs les plus faibles à l'échelle mondiale. Enfin, les indicateurs clés se situaient tous en deçà des moyennes mondiales, notamment le niveau d'éducation moyen (2.0 vs. 2.5), le pourcentage de la population ayant au moins suivi un enseignement de base (36 % vs. 41 %) et l'espérance de vie moyenne (37.8 vs. 40) (van Zanden et al., 2014_[2]).

Cette tendance s'est en partie inversée durant la seconde moitié du XX^e siècle, malgré une croissance du PIB bien plus lente que la moyenne mondiale. En 1950, le PIB par habitant en Amérique latine était supérieur d'environ 20 % à celui du reste du monde. Cette marge est restée quasiment identique jusque dans les années 1980, puis la situation a changé en 2000 et 2010, lorsque le PIB par habitant en Amérique latine s'établissait à 90 % de la moyenne mondiale. La forte croissance du PIB en Asie de l'Est – au cœur de la transformation de la géographie économique –, conjuguée à la « décennie perdue » de faible croissance en Amérique latine dans les années 1980, ont été les principaux moteurs de ce revirement. En 1980, le PIB par habitant en Amérique latine représentait plus du double de celui d'Asie de l'Est ; il lui est désormais inférieur d'environ 30 %.

En Amérique latine, depuis les années 1950, l'évolution de certaines dimensions du bien-être comme l'éducation, la santé et la stabilité politique s'est démarquée de celle observée pour le PIB par habitant. Tout d'abord, le nombre moyen d'années de scolarisation a connu une hausse plus rapide que la moyenne mondiale. Cette dimension se situait au niveau de la moyenne mondiale en 1980, mais en 2010, elle lui était supérieure de 5 %. L'espérance de vie à la naissance dépassait déjà la moyenne mondiale dans les années 1950, et depuis les années 1980, l'écart s'est creusé pour atteindre 3.5 ans (van

Zanden et al., 2014^[2]). Les résultats du continent sur le plan de la démocratie ont connu une amélioration spectaculaire depuis les années 1970. Ils comptent désormais parmi les meilleurs des pays du Sud, loin devant l'Afrique et l'Asie. En revanche, la sécurité personnelle (taux d'homicides), les salaires réels et les inégalités sont les dimensions du bien-être qui accusent encore du retard dans cette région par rapport au reste du monde.

Les graphiques 3.A.1 à 6 (disponibles en ligne uniquement) en annexe du présent chapitre présentent les résultats sur le plan du bien-être pour les six indicateurs susmentionnés, ainsi que leurs projections. Celles-ci se basent sur ce que laisserait escompter l'évolution entre 1950 et 2010 du PIB par habitant des différents pays à l'étude. Les graphiques confirment que la croissance économique de ces six pays (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Pérou et Venezuela) se caractérise en général par son instabilité. Les reculs du bien-être escompté sont fréquents, traduisant des épisodes de baisse du PIB par habitant. À l'inverse, l'évolution du bien-être réel a été bien plus stable. En outre, sa courbe de progression n'a quasiment pas été affectée par les importantes fluctuations du PIB par habitant, ce qui illustre la dissociation entre PIB et bien-être examinée dans la section précédente. Le graphique 3.6 ci-après présente les résultats du Chili et du Pérou pour une sélection de trois dimensions du bien-être.

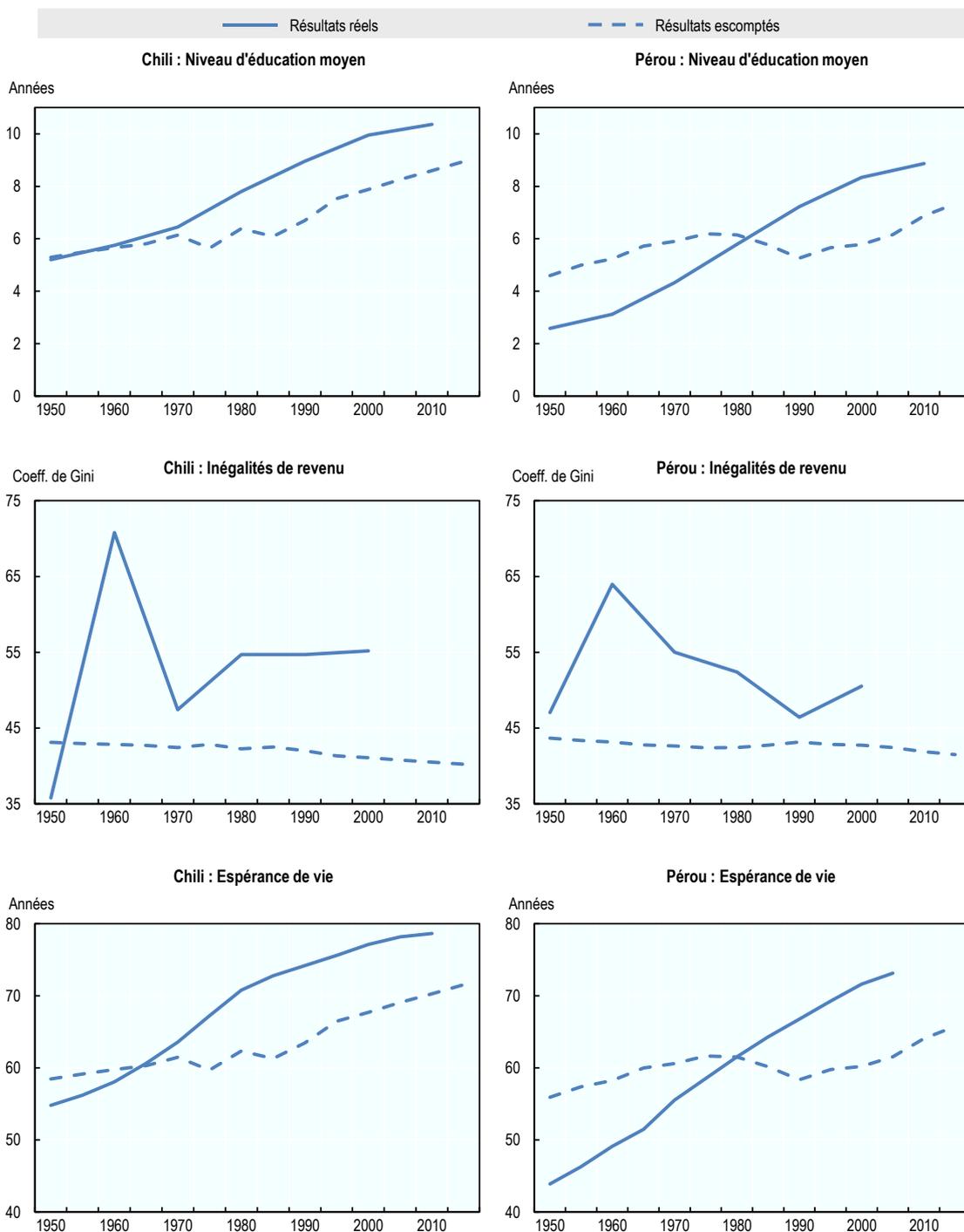
Le bien-être n'a cessé de progresser sur le plan de l'espérance de vie et du nombre d'années de scolarisation. La démocratie a également connu une amélioration considérable. En 1950, la qualité des institutions démocratiques (la variable « polity2 ») était en général inférieure au niveau escompté au vu du PIB par habitant. En 2005, elle avait fait de considérables progrès. Toutefois, des reculs temporaires notables s'observent dans l'ensemble de ces six pays. Au Brésil, au Mexique et au Venezuela, les taux d'homicides ont augmenté de façon dramatique, alors que la croissance du PIB par habitant aurait laissé escompter une diminution progressive. Un autre revers s'observe pour les inégalités de revenu, qui sont en général supérieures au niveau escompté, bien que dans une moindre mesure en Argentine et au Venezuela. Les données sur les inégalités de revenu s'arrêtent toutefois en 2000 et ne rendent donc en grande partie pas compte de la réduction plus récente.

Le Chili est le pays le mieux loti de la région en termes de croissance du PIB : son PIB par habitant a plus que doublé depuis les années 1990, avec une croissance de 144 %. Seul le Pérou s'approche de ce résultat (132 %). L'Argentine et le Brésil ont aussi enregistré une croissance rapide dans les années 2000, mais tous deux ont connu dans les années 2010 des événements qui ont en partie annulé les progrès réalisés auparavant. Au Chili, le PIB a connu une évolution bien plus stable, peut-être liée à sa tradition de gouvernements de coalition et à l'absence de tensions politiques plus extrêmes comme celles connues par l'Argentine et le Brésil.

Les progrès réalisés par le Chili sur le plan de différentes dimensions du bien-être sont même plus importants que ceux enregistrés sur le plan du PIB. Le nombre moyen d'années de scolarisation et l'espérance de vie ont tous deux augmenté dans une plus large mesure que ne l'aurait laissé escompter le seul PIB par habitant. Le Chili n'enregistre des résultats inférieurs au niveau escompté au vu de son PIB que sur le plan des salaires réels et des inégalités de revenu. Les résultats du Chili en matière de bien-être se sont considérablement améliorés depuis les années 1970, notamment l'éducation et l'espérance de vie, et tout au long de la période pour le taux d'homicides. Pour le Chili comme pour le Pérou, l'amélioration de plusieurs dimensions du bien-être, notamment l'espérance de vie et l'éducation, a précédé la hausse du PIB.

Graphique 3.6. En Amérique latine, les résultats en matière de bien-être ont été meilleurs que ne l'aurait laissé escompter le PIB

Résultats réels et escomptés en matière de bien-être dans quelques pays d'Amérique latine (1950-2010)



Sources : van Zanden et al. (2014^[2]), *How Was Life?: Global Well-being since 1820*, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en>; et Clio Infra (2017^[10]), *Clio Infra*, <http://www.clio-infra.eu> (consulté en juillet 2018), sur la base de calculs des auteurs.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964982>

Le Venezuela fait figure d'exception à plusieurs égards. En tant que pays producteur de pétrole, il a enregistré des niveaux élevés de PIB par habitant qui ne se sont toutefois pas traduits par une amélioration des indicateurs du bien-être, comme une augmentation du nombre d'années de scolarisation et un allongement de l'espérance de vie, ou une baisse du taux d'homicides. Seules les inégalités de revenu y étaient relativement plus faibles et les salaires réels relativement plus élevés par rapport à son PIB par habitant et à d'autres pays d'Amérique latine. Ces dernières décennies, les indicateurs du bien-être ont connu un fort recul au Venezuela. Le taux d'homicides y est désormais très élevé, les salaires réels et la démocratie sont tous deux en recul, et les inégalités de revenu se sont considérablement creusées.

Après un pic au XX^e siècle, les inégalités de revenu se sont atténuées ces 20 dernières années, même si l'Amérique latine reste la région la plus inégalitaire. Depuis l'année 2000 environ, les responsables politiques de plusieurs pays de la région se sont fixés pour priorité de réduire les inégalités de revenu et la pauvreté, et d'améliorer le bien-être de la population (pauvre) en général. On peut y voir une tentative de corriger les fortes inégalités de revenu qui ont été, et demeurent, l'une des caractéristiques dominantes de l'Amérique latine au fil des décennies. Dans un contexte de flambée des cours internationaux des produits de base, notamment du pétrole, dans les années 2000, les gouvernements d'Amérique latine semblent être parvenus à réduire les inégalités de revenu et la pauvreté, en particulier en Bolivie, en Équateur et en Argentine et, dans une moindre mesure, au Brésil et au Chili (Lustig, Pessino et Scott, 2013_[25]).

Durant les premières décennies du XXI^e siècle, la réduction de la pauvreté en Amérique latine a connu des avancées remarquables. Aujourd'hui, seuls 3.7 % de la population vit sous le seuil international d'extrême pauvreté de 1.90 USD par jour (en PPA de 2011), contre 11.5 % en 1999. Trois pays ont réduit l'extrême pauvreté de plus de moitié durant cette période. Au Brésil, le taux est passé de 12.7 % à 5.5 % entre 2003 et 2011. En Bolivie et en Équateur, il est respectivement passé de 18 % à 7 % et de 10 % à moins de 5 % entre 2003 et 2015. Mais d'autres pays – le Pérou, la Colombie et le Paraguay – ont fait des progrès comparables. En Amérique latine, le taux de pauvreté moyen est passé de 12 % à 5 % entre 2002 et 2013 (Banque mondiale, 2018_[11]). Seul échappe à ce constat le Venezuela, où l'extrême pauvreté a progressé de façon dramatique jusqu'en 2005 (dernière année pour laquelle on dispose de données).

Deux facteurs peuvent expliquer le recul des inégalités de revenu et de la pauvreté : tout d'abord, les dépenses publiques au titre des programmes sociaux ont augmenté ; ensuite, l'avantage salarial des actifs qualifiés s'est réduit sous l'effet de l'expansion de l'éducation et de la compression de la distribution des salaires (Lustig, Pessino et Scott, 2013_[25]).

Au cours des 50 dernières années, l'Amérique latine a donc bien mieux réussi à améliorer le bien-être de sa population au regard de différentes dimensions qu'à faire croître son PIB. Il s'agit peut-être là du meilleur exemple (régional) de dissociation entre le PIB et certains indicateurs du bien-être.

En Afrique subsaharienne, les trajectoires de développement et la relation entre PIB et indicateurs du bien-être varient sensiblement

Jusque récemment, l'Afrique subsaharienne affichait de piètres résultats sur le plan de la croissance du PIB ; en 1950, le PIB moyen par habitant des pays d'Afrique dont les données sont disponibles représentait environ 40 % de la moyenne mondiale, un niveau tombé à 20 % en 2010. Dans les années 1960 et 1970, la croissance du PIB a été positive

et l'écart avec la moyenne mondiale n'a augmenté que de façon marginale. Cependant, entre 1970 et 2000, la croissance économique a été nulle (le PIB par habitant s'établissait à 1 282 USD en 1970 et à 1 099 USD en 2000). Ce n'est que depuis l'année 2000, avec la phase de transformation de la géographie économique, que la croissance économique est redevenue positive (avec un PIB par habitant atteignant 1 481 USD en 2010)¹⁶. Dans l'ensemble, le PIB du continent a enregistré une croissance réelle annuelle de 5.4 % entre 2000 et 2010. La croissance économique a néanmoins récemment montré des signes de ralentissement, reflétant une chute brutale des prix des produits de base (AUC/OECD (2018_[26]) ; Leke and Barton (2016_[27])).

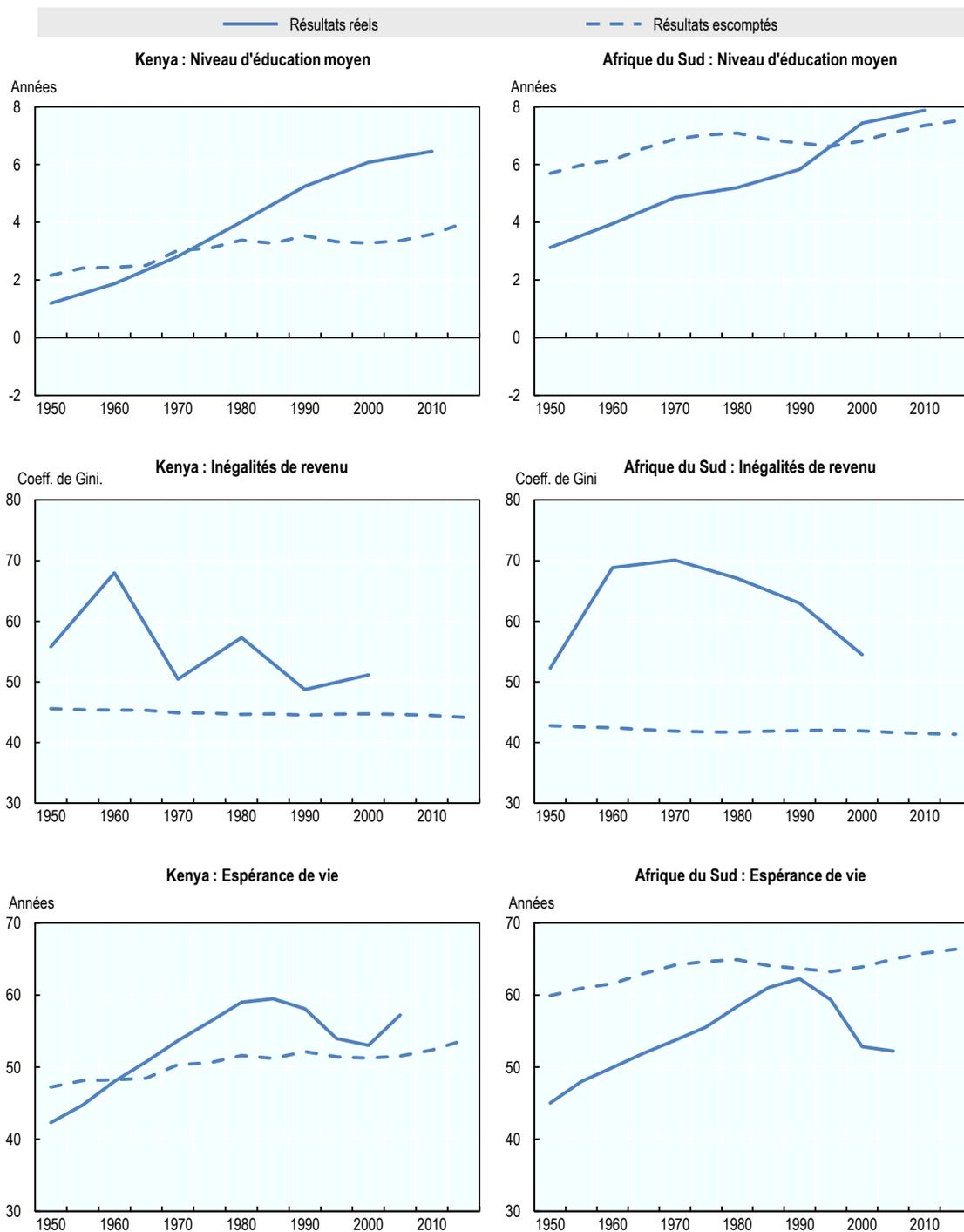
Les progrès réalisés sur le plan du bien-être depuis les années 1950 ont été légèrement meilleurs que sur le plan du PIB par habitant. Ils se caractérisent néanmoins aussi par un écart constant, et parfois croissant, avec le reste du monde. Le nombre moyen d'années de scolarisation a connu une forte augmentation en Afrique subsaharienne, passant de 0.8 à 4.2 entre 1950 et 2010. Toutes les autres régions ont néanmoins fait (bien) mieux, et l'écart absolu avec la moyenne mondiale s'est creusé. De même, l'espérance de vie s'est aussi allongée dans la région, passant de 38 ans à 52 ans entre les années 1950 et 2000. Elle reste toutefois inférieure à celle observée dans le reste du monde, et l'écart avec la moyenne mondiale demeure constant, s'établissant à environ 25 %. Les inégalités de revenu étaient et restent relativement marquées. L'indice de démocratie est la seule dimension à enregistrer des progrès constants dans la région. Les droits démocratiques étaient mal protégés dans les années 1970 et 1980, mais se sont considérablement améliorés depuis lors. Dans l'ensemble, l'indice composite du bien-être Clio-Infra semble indiquer des progrès considérables dans la région à partir de 1950 environ – après une longue période sans guère de changements entre 1850 et 1950 (van Zanden et al., 2014_[21]). Cela étant, les variations au sein de la région sont considérables, à la fois entre les pays et entre le bien-être réel et celui escompté au vu du niveau de PIB par habitant.

L'évolution de huit indicateurs du bien-être dans six pays de la région – Afrique du Sud, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Nigéria et Ouganda –, ainsi que les changements escomptés d'après le PIB par habitant, sont présentés dans les graphiques 3.A.7 à 12 (disponibles en ligne uniquement) en annexe du présent chapitre. Le graphique 3.7 ci-après présente un petit échantillon de l'ensemble des graphiques en annexe.

L'Afrique du Sud a toujours été l'un des pays les plus prospères d'Afrique subsaharienne. Son PIB par habitant affiche un niveau moyen trois à quatre fois supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Sa croissance économique a toutefois été modeste ces dernières années ; depuis le début du millénaire, son PIB par habitant n'a augmenté que de 1 % par an. Les inégalités de revenu y sont en léger recul, bien que l'Afrique du Sud reste l'un des pays les plus inégalitaires du monde. Son coefficient de Gini est bien plus élevé que ne le laisserait escompter son seul PIB par habitant (graphique 3.A.8 en annexe, disponible en ligne uniquement). La sécurité personnelle s'est aussi améliorée en Afrique du Sud, bien que le taux d'homicides y reste plus de cinq fois supérieur à ce que laisseraient escompter ses résultats économiques. Depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud a enregistré de meilleurs résultats que ceux escomptés sur le plan de l'éducation et de la démocratie. Ces évolutions positives sont néanmoins assombries par le recul de l'espérance de vie : avec la propagation du VIH/SIDA, elle est ainsi passée de 62 à 52 ans entre 1990 et 2005. D'après les conclusions d'une étude récente, en 2015, l'espérance de vie des femmes en Afrique du Sud était la plus faible du monde : 48.7 ans, contre 50.7 ans pour les hommes, soit un écart notable entre les sexes, sachant que les femmes ont en général une espérance de vie supérieure à celle des hommes ailleurs dans le monde (He, Goodkind et Kowal, 2016_[28]).

Graphique 3.7. L'Afrique présente une grande variété de trajectoires sur le plan du bien-être

Évolution des résultats réels et escomptés en matière de bien-être dans quelques pays d'Afrique, 1950-2010



Source : Clio-Infra (2017_[10]), *Clio Infra* (base de données), www.clio-infra.eu/ (consulté en juillet 2018), sur la base des calculs des auteurs.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965001>

Les résultats de l'Afrique du Sud sur le plan de la réduction de l'extrême pauvreté sont également plutôt mauvais, bien que le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté soit passé de 29 % en 1993, à 26 % en 2006 et à 19 % en 2014 (Sulla et Zikhali, 2018^[29]). Cependant, les estimations de Moatsos (2017^[30]), qui se rapportent au coût d'un panier de consommation « minimal » et sont disponibles sur une base annuelle, mettent au jour un recul encore plus limité : de 46 % en 1994, à 50 % en 2004 et à 36 % en 2014. Les transferts sociaux ont augmenté depuis la fin de l'apartheid, mais les problèmes structurels du marché du travail continuent à frapper durement l'économie sud-africaine.

Dans la plupart des six pays d'Afrique subsaharienne inclus dans les graphiques 3.A.7 à 12 (disponibles en ligne uniquement) en annexe, l'évolution du bien-être est positive, en général sous l'effet de l'augmentation du nombre d'années de scolarisation et de l'allongement de l'espérance de vie. À cet égard, les évolutions en Afrique subsaharienne, sous le signe global d'une forte amélioration du niveau d'éducation et de l'état de santé, semblent indépendantes de la croissance économique. L'évolution des institutions démocratiques est quant à elle bien moins uniforme. Elle se caractérise en effet par de très fortes fluctuations, sous l'effet de l'alternance entre des phases de dictature et des phases plus démocratiques. L'évolution est toutefois positive dans la plupart des cas et plus encore depuis les années 1990 (graphique 3.A.11 en annexe). Les salaires réels, lorsque les données sont disponibles, sont dans l'ensemble restés inchangés et les différences entre les six pays sont limitées. Au Ghana, au Kenya et au Nigéria, les salaires réels correspondent au niveau escompté au vu du PIB par habitant ; ils sont supérieurs au niveau escompté au Burkina Faso et en Ouganda, mais largement inférieurs en Afrique du Sud, signe des grandes inégalités prévalant dans le pays.

La crise du VIH/SIDA a profondément affecté le bien-être d'une grande partie du continent, bien au-delà de la seule Afrique du Sud. Les guerres civiles (en Ouganda dans les années 1970, par exemple) et l'instabilité politique en général peuvent avoir contribué à la stagnation de l'espérance de vie observée depuis les années 1970. Au lieu de profiter des évolutions indépendantes suggérées par la courbe de Preston, des pays comme le Kenya, le Nigéria et l'Ouganda ont vu leur espérance de vie stagner fortement, voire diminuer, malgré une reprise à la hausse dans les années 2000.

Les résultats des six pays subsahariens sur le plan de la réduction de l'extrême pauvreté font également apparaître un bilan mitigé. Certains pays ont rencontré un certain succès. Au Botswana, au Burkina Faso et en Ouganda, la croissance modérée à rapide du PIB s'est conjuguée à une forte réduction de l'extrême pauvreté. L'Angola a de son côté fait preuve d'un grand dynamisme sur le plan de la croissance du PIB, principalement grâce à l'augmentation des recettes tirées de sa production pétrolière (et à la fin de la guerre civile), mais l'extrême pauvreté y est restée très élevée, avec plus de 80 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 1.90 USD par jour. Le Nigéria, exportateur de pétrole encore plus important, a vu son PIB par habitant doubler depuis 2000. Le niveau d'extrême pauvreté y est toutefois resté pratiquement inchangé (à environ 70 %). Le Kenya et la Tanzanie, que l'on compare souvent, ont vu leurs taux de pauvreté converger. Le Kenya – économie de marché plus performante – n'a pas beaucoup progressé sur le plan de la réduction de la pauvreté. À l'inverse, le taux de pauvreté de la Tanzanie a diminué pour s'établir au niveau bien plus faible prévalant au Kenya.

Le tableau d'ensemble se dégageant en Afrique subsaharienne est celui d'une grande diversité des trajectoires de développement. Celles-ci dépendent de la situation économique initiale, des taux de croissance du PIB et des types de croissance engagés, en particulier de l'importance de produits d'exportation stratégiques comme le pétrole.

L'extrême pauvreté n'a sensiblement reculé que dans quelques pays. Les taux de pauvreté restent très élevés dans la plupart des pays africains et n'affichent pas le même recul systématique qu'en Amérique latine.

En Asie, les fruits de la croissance économique en termes de bien-être sont importants, mais en recul

L'Asie, en particulier la zone s'étendant de la Méditerranée orientale à la Chine méridionale, constituait le cœur de l'économie mondiale avant d'être devancée par l'Europe occidentale au début de l'époque moderne (fin du XV^e et début du XVI^e siècle) (Maddison, 2001^[9]). Au début du XIX^e siècle, le PIB par habitant en Europe occidentale était deux à trois fois supérieur à celui de la Chine, de l'Inde ou de l'Indonésie. Cette divergence s'est rapidement accentuée au cours du XIX^e siècle. Lors de l'industrialisation de l'Europe, une grande partie de l'Asie est restée en retrait et a vu sa part de production manufacturière diminuer rapidement sous l'effet de la concurrence européenne. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, seul le Japon a su reproduire avec succès le modèle européen d'une industrialisation à forte intensité de main-d'œuvre et axée sur les exportations. Après 1950, d'autres pays asiatiques – la Corée, Singapour et le Taipei chinois – ont adopté des stratégies de développement similaires, orientées vers l'extérieur, afin de tirer profit des débouchés sur les marchés internationaux. Ce type de stratégie s'est ensuite étendu à d'autres zones de la région : la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et, plus récemment, le Viet Nam. Depuis les années 1980, la Chine et l'Inde ont mis en place, avec grand succès, leur propre version de ce type de politique de la porte ouverte, et jouent un rôle prépondérant dans le processus de transformation de la géographie économique et l'essor des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

En 1900, le PIB par habitant en Asie de l'Est et du Sud-Est s'établissait en moyenne à 600 USD, soit seulement 20 % de celui des pays les plus avancés d'Europe occidentale, et 50 % de la moyenne mondiale. En 1950, le niveau du PIB réel par habitant de la région n'avait enregistré qu'une croissance marginale pour atteindre environ 660 USD, tandis que la moyenne mondiale affichait une hausse de 70 %. Jusque dans les années 1970, aucun signe ne pouvait laisser présager du comblement de l'écart entre l'Asie et l'Europe. Échappaient à ce constat le Japon et quelques autres « oies sauvages » (d'après la théorie du « vol d'oies sauvages », pays ayant adopté une stratégie économique fondée sur le leadership technologique, la hiérarchie régionale et le commerce international) ayant pris leur essor dans le sillage du succès du Japon. Les réformes des années 1980 et 1990 en faveur de l'économie de marché, et leur incidence sur la Chine et l'Inde, ont provoqué la convergence du PIB. Le changement le plus spectaculaire est le passage à l'économie de marché et à l'ouverture internationale, intervenu sous l'impulsion de Deng Xiaoping (1978-1989). Pour l'Inde, c'est l'année 1991 qui marque un tournant décisif, avec le réel début de la libéralisation économique du pays. En Indonésie, troisième pays le plus grand de la région, c'est vers 1970 que le PIB a commencé à connaître une croissance rapide, associée aux politiques économiques de l'« Ordre nouveau » du régime de Soeharto. La réussite économique de tous ces changements est bien connue. Depuis 1990, le PIB par habitant s'est vu multiplier par plus de 5 en Chine, et par 3.5 en Inde – un rythme de croissance sans précédent historique. L'Inde et l'Indonésie continuent toutefois de présenter d'importants écarts de PIB par habitant avec l'Europe, tandis que la Chine progresse bien plus rapidement. Le PIB par habitant de la Chine représente désormais environ la moitié de la moyenne des pays d'Europe de l'Ouest.

Certaines dimensions du bien-être, mais pas toutes, ont également connu des progrès spectaculaires. Les graphiques 3.A.13 à 18 (disponibles en ligne uniquement) en annexe du présent chapitre illustrent différents indicateurs du bien-être pour les six plus grands pays asiatiques (Chine, Indonésie, Inde, Philippines, Thaïlande et Viet Nam) (le graphique 3.8 ci-après présente un petit échantillon de l'ensemble des graphiques en annexe). En Chine, le bien-être n'enregistre quasiment aucun progrès avant 1940, mais la prise de pouvoir par les communistes en 1949 change la donne. En 1958, la Chine lance sa politique du « Grand bond en avant », vaste programme économique et social visant à propulser rapidement le pays vers le socialisme. Après la fin de ce programme désastreux en 1962, l'espérance de vie entame une augmentation spectaculaire (passant de 33.7 ans dans les années 1930 à 65.4 ans dans les années 1970). Depuis lors, la hausse s'est ralentie, pour atteindre 73.9 ans en 2000. Le niveau d'éducation est le deuxième facteur de progression rapide du bien-être en Chine. Ceci s'explique en partie par l'importance des investissements de l'État dans l'éducation, mais principalement par celle des investissements des parents chinois dans l'éducation de leurs enfants. Introduite en 1979, la politique de l'enfant unique a peut-être été l'instrument le plus efficace pour renforcer les investissements dans l'éducation. Suite à l'introduction de cette politique, le nombre moyen d'années de scolarisation a commencé à augmenter sensiblement, à un rythme plus soutenu que le PIB par habitant dans les années 1950 et 1960. Le nombre moyen d'années de scolarisation est ainsi passé de 1.7 an en 1950 à 6.9 ans en 2000.

Les droits politiques n'ont en revanche pas progressé, selon l'indicateur polity2 du graphique 3.A.17 en annexe. Les inégalités de revenu étaient déjà faibles en Chine dans les années 1950. Compte tenu du PIB par habitant du pays, elles ont encore reculé durant les premières décennies du communisme (années 1950-1960). À partir des années 1970, elles ont toutefois connu une hausse spectaculaire. Le coefficient de Gini est ainsi passé de 0.28 en 1970 à 0.44 en 2000 – soit à peu près le même niveau que celui observé dans d'autres pays dont le PIB par habitant est similaire.

Les progrès de l'Inde sur le plan du bien-être ont été bien plus progressifs (graphique 3.8 et graphiques 3.A.13 à 18 en annexe). La croissance du PIB était quasiment nulle avant 1948, mais depuis lors, la tendance est à la hausse, avec une accélération décisive dans les années 1980. À l'époque coloniale, l'espérance de vie avait déjà commencé à s'allonger, passant de 23.7 ans dans les années 1900 à 32.6 ans dans les années 1940. Au moment de la déclaration d'indépendance, l'espérance de vie restait inférieure au niveau escompté au vu du (faible) PIB par habitant de l'Inde. Après l'indépendance, un allongement régulier s'est amorcé, en particulier des années 1950 aux années 1970. Aujourd'hui, l'Inde a une espérance de vie supérieure au niveau que laisserait escompter son PIB par habitant.

L'Inde n'a en revanche pas réalisé d'aussi bons progrès que d'autres pays asiatiques sur le plan d'autres indicateurs du bien-être. Le nombre moyen d'années de scolarisation, déjà très faible en 1890 (2 années), a encore reculé pour s'établir à 1.2 an en 1950. L'État colonial n'est pas parvenu à améliorer le niveau général d'éducation de la population en pleine croissance du pays, et la demande de capital humain est restée faible. Depuis 1950, le nombre moyen d'années de scolarisation augmente de façon constante, mais n'a jamais dépassé le niveau escompté au vu du PIB par habitant. En 2000, le nombre moyen d'années de scolarisation n'avait pas progressé au même rythme que la croissance récente du PIB de l'Inde. En outre, les inégalités de revenu sont dans l'ensemble à la hausse, et les salaires réels des travailleurs non qualifiés globalement inchangés. Ces deux tendances vont à l'encontre des évolutions escomptées au vu de la croissance du PIB par habitant de l'Inde. En revanche, les bons résultats de l'Inde sur le plan de la

démocratie sont notables, non seulement par rapport à ses pairs asiatiques, mais aussi aux niveaux escomptés au vu de son PIB par habitant. La diversité des évolutions des indicateurs du bien-être, dont certaines ne concordent pas avec la croissance du PIB, montrent une fois encore que ces deux variables ne sont pas systématiquement corrélées.

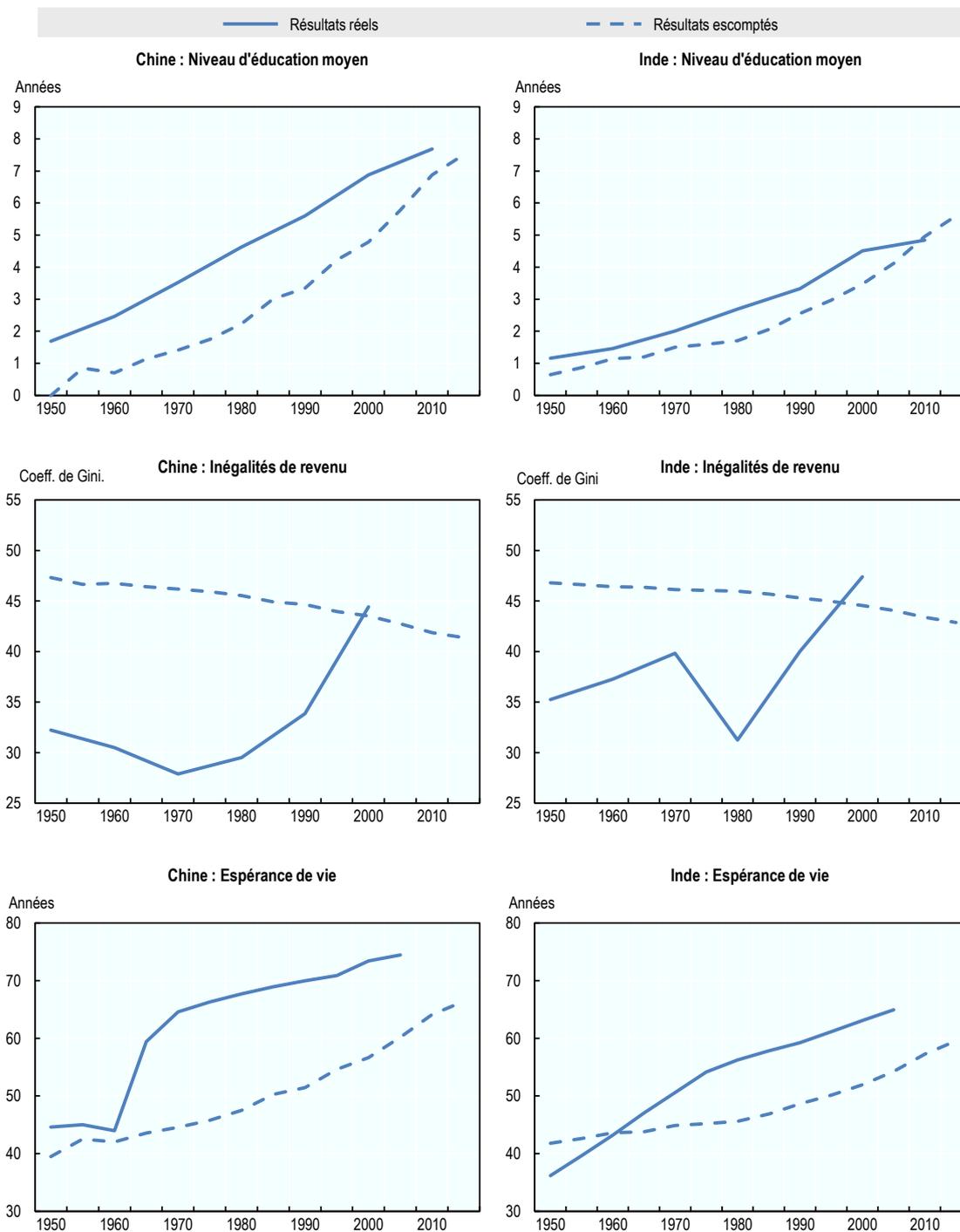
Dans l'ensemble, le bien-être a toutefois enregistré des progrès considérables en Asie, en particulier sur le plan de l'extrême pauvreté. C'est en Chine que les améliorations ont été les plus spectaculaires au cours des 50 dernières années (voir le graphique 3.8). L'extrême pauvreté a reculé de façon tout aussi spectaculaire, malgré une forte hausse des inégalités de revenu. D'après la Banque mondiale, en Inde, le pourcentage d'individus vivant sous le seuil de pauvreté dans la population totale a diminué, passant de 54 % en 1983 à 46 % en 1993, 38 % en 2004 et 21 % en 2011.

La persistance d'un taux élevé d'extrême pauvreté en Inde fait l'objet de débats (Dréze et Sen, 2013^[31]), mais semble incontestable. Le Bangladesh et le Pakistan, dont le PIB par habitant a connu une croissance nettement moins forte, ont réalisé des progrès bien plus significatifs sur le plan de la réduction de l'extrême pauvreté. Le Pakistan, dont les données semblent de meilleure qualité, a fait passer son taux de pauvreté de 62 % en 1983 à 6 % en 2013¹⁷. En Indonésie, l'autre géant de cette région, l'extrême pauvreté a connu un recul spectaculaire, passant (d'après les estimations de la Banque mondiale) de 70 % en 1987 à 7.5 % en 2015. Moatsos ne met cependant au jour qu'une réduction de moitié des taux de pauvreté du pays entre 1983 (57 %) et 2014 (29 %). D'autres pays de la région – la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et le Viet Nam – sont parvenus à faire passer leur taux de pauvreté sous la barre des deux chiffres (moins de 10 % de la population). On ne dispose pas de données pour le Cambodge et le Myanmar.

Sen (2011^[32]) souligne le succès relatif du modèle centralisé chinois en termes de bien-être¹⁸ et conclut que « ceux qui craignent que les performances de croissance de l'Inde puissent pâtir d'une plus grande attention portée à des objectifs sociaux tels que l'éducation et la santé doivent garder à l'esprit que, malgré ces activités et réalisations sociales, le taux de croissance du produit national brut (PNB) chinois reste nettement supérieur à celui de l'Inde ». D'après Sen, la Chine devance l'Inde sur le plan du bien-être car les investissements dans la santé et l'éducation sont les moteurs de la croissance économique de la Chine. L'Inde accuse également un certain retard à cet égard par rapport à d'autres pays de la région. L'Indonésie affiche par exemple désormais de meilleurs résultats que l'Inde sur le plan du niveau d'éducation, et la devançait déjà dans les années 1950 en termes d'espérance de vie.

Graphique 3.8. En Asie, les résultats en matière de bien-être ont eu des retombées positives

Évolution des résultats réels et escomptés en matière de bien-être dans quelques pays d'Asie, 1950-2010



Sources : van Zanden et al. (2014^[2]), *How Was Life?: Global Well-being since 1820*, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en>; et Clio-Infra (2017^[10]), *Clio-Infra* (base de données), www.clio-infra.eu/ (consulté en juillet 2018), sur la base des calculs des auteurs.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965020>

Les données sur les indicateurs du bien-être présentées dans cette section étayent la thèse de Sen. Tout d'abord, le graphique 3.8 montre que la Chine a véritablement commencé à réaliser des progrès sur le plan de l'espérance de vie dans les années 1960, et même auparavant pour d'autres indicateurs. Or, ce n'est qu'ultérieurement que le PIB a entamé sa forte croissance ; par conséquent, le graphique 3.8 montre que le bien-être réel était supérieur au niveau escompté au vu du seul PIB par habitant durant la quasi-totalité de la période¹⁹. Cet écart ne s'est réduit que ces dix dernières années, avec un ralentissement des progrès sur le plan du bien-être, mais la poursuite de la croissance du PIB. Ensuite, les indicateurs du bien-être affichent systématiquement des niveaux plus faibles en Inde qu'en Chine (hormis pour la démocratie), et l'écart se creuse entre les deux pays depuis 1950. Par ailleurs, les dernières décennies ont vu une plus forte croissance du PIB accompagnée de progrès comparativement lents des indicateurs du bien-être. De ce fait, les résultats escomptés de l'Inde sur le plan du bien-être au vu de son PIB par habitant sont désormais supérieurs à ses résultats réels. Un tel ralentissement des progrès du bien-être par rapport à la croissance du PIB par habitant s'observe également dans plusieurs autres pays asiatiques. Cela inclut à la fois des pays où le bien-être escompté est désormais supérieur au bien-être réel (Inde, Indonésie) et d'autres où la croissance du PIB rattrape les progrès antérieurs réalisés sur le plan du bien-être (Chine, Viet Nam, Bangladesh).

Les bons résultats de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique sur le plan du PIB et du bien-être jusque dans les années 1980 ont été suivis d'une phase d'effondrement, puis de reprise

Le dernier groupe examiné est celui des pays d'Europe de l'Est ou de l'ex-Union soviétique. Cette section présente des données sur la Russie, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

Entre 1820 et 1930, la croissance du PIB en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique a suivi de près la moyenne mondiale. Le PIB par habitant a doublé entre 1820 et 1910, l'essentiel de cette croissance intervenant après 1870. La Première Guerre mondiale et la Révolution russe de 1917 ont entraîné un fort recul du PIB. La Russie a toutefois connu une reprise spectaculaire dans les années 1930, sous l'effet de la planification centrale et de l'industrialisation forcée (au détriment de l'agriculture).

La planification centrale s'est avérée efficace comme instrument de modernisation de l'économie et de croissance du PIB par habitant. Durant les années 1930, l'Union soviétique a été la seule région à connaître une croissance rapide de son PIB par habitant (de 575 USD en 1920 à 1 448 USD en 1930 et 2 144 USD en 1940). Durant les années 1950 et 1960, ce modèle semble avoir continué à prouver son efficacité en termes de croissance du PIB, avec des niveaux s'établissant à 3 945 USD en 1960 et 5 575 USD en 1970 (van Zanden et al., 2014_[2]). Le PIB par habitant de l'Union soviétique était inférieur à la moyenne mondiale jusqu'en 1930, avant de la dépasser largement à partir des années 1960 (de 37 % en 1950 et de 55 % en 1970). La croissance du PIB des économies d'Europe de l'Est s'est accélérée avec l'introduction dans ces pays du même modèle de planification centrale à la fin des années 1940. Il est cependant moins évident de déterminer si cette accélération est due à l'industrialisation forcée dans le cadre de la planification centrale ou à la conjoncture économique mondiale globalement favorable du boom d'après-guerre.

Les conséquences de la planification centrale et de l'industrialisation forcée sur le plan du bien-être ne peuvent être ici qu'esquissées. Le principe consistait à transférer l'excédent

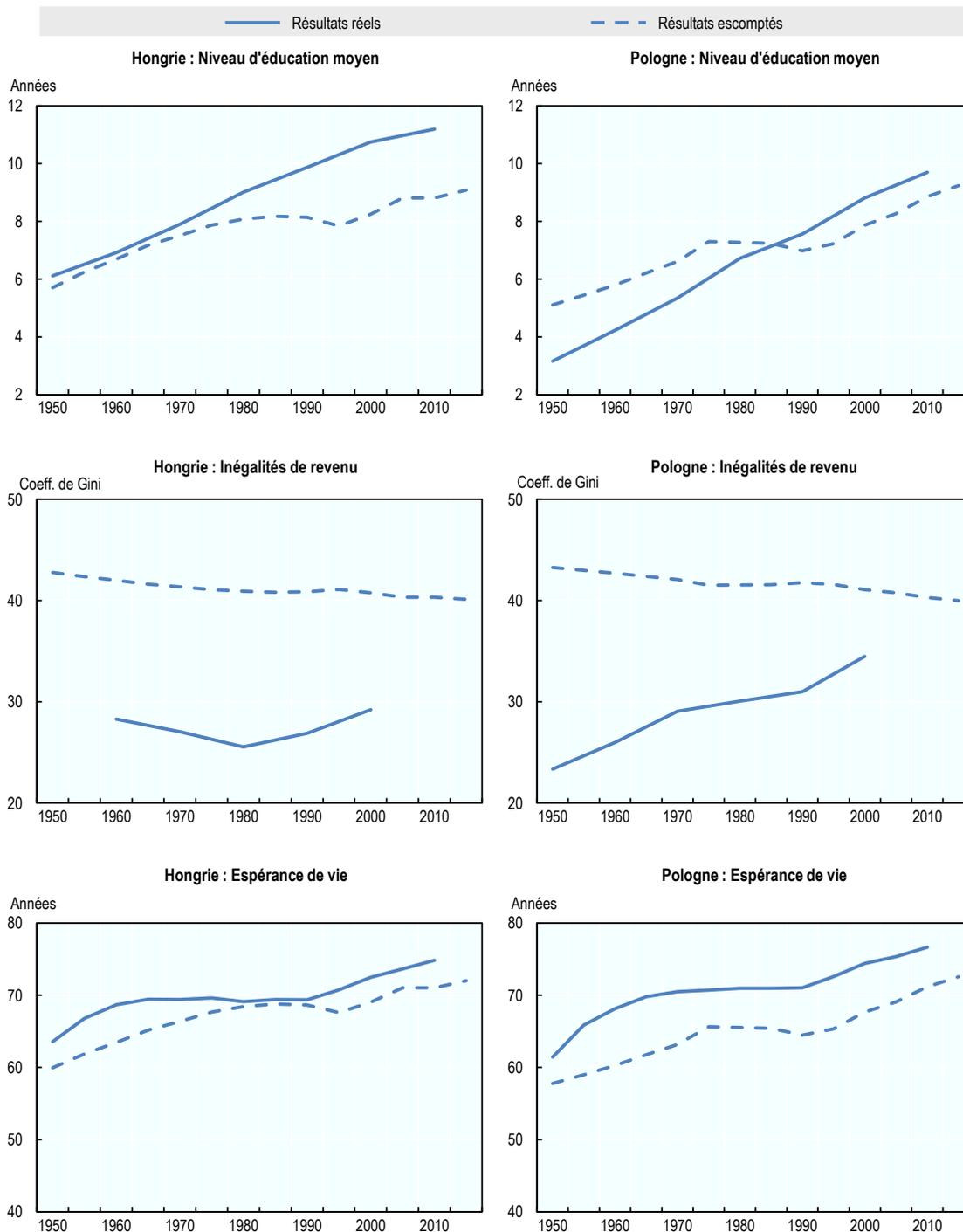
de production de l'agriculture et de la consommation aux investissements à grande échelle dans l'industrie à forte intensité de capital. Une forte diminution du niveau de vie était donc inévitable, constat confirmé par la grande famine de 1931-32, qui frappa particulièrement durement l'Ukraine. Les données mettent aussi au jour une diminution de la taille de la population dans les années 1920 et 1930. Il y eut néanmoins aussi des forces compensatoires (Allen, 2003^[33]). Les paysans furent nombreux à migrer vers les villes, où les revenus étaient bien plus élevés que dans les campagnes. Le niveau d'éducation a rapidement progressé (passant de 2.5 années de scolarisation en moyenne en 1930 à 5 années en 1950) et les inégalités de revenu se sont réduites pour s'établir à des niveaux extrêmement faibles. L'espérance de vie s'est considérablement allongée (après un fort recul en 1931-32), avec l'amélioration de la qualité des services de santé publique. Le niveau des droits politiques était en revanche extrêmement faible durant la période stalinienne.

L'évaluation des conséquences à long terme de ces politiques est encore plus complexe. L'évolution de l'espérance de vie en ex-Union soviétique ne concorde pas avec celle observée dans les autres pays. Après une forte augmentation entre les années 1920 (où elle s'établissait à 32.6 ans) et les années 1960 (où elle atteignait 69 ans), l'espérance de vie a commencé à stagner sensiblement à ce même niveau (graphique 3.A.22 en annexe, disponible en ligne uniquement). La mortalité infantile pourrait même avoir augmenté dans les années 1970. Ces tendances ont amené certains experts occidentaux à s'interroger sur une éventuelle crise du système de santé soviétique dans les années 1970 et 1980 (Kingkade et Arriaga, 1997^[34]). Les estimations de la taille de la population viennent toutefois infirmer le pessimisme de ce tableau. Depuis les années 1950, la taille des Russes a continué d'augmenter (passant de 169 cm dans les années 1940 à 177 cm dans les années 1990). En revanche, après l'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990, des signes clairs d'une grave crise sanitaire se font jour. L'espérance de vie chute à 66 ans dans les années 2000, soit l'une des diminutions les plus importantes jamais enregistrée qui ne soit pas imputable à un conflit ou une maladie infectieuse. L'espérance de vie a aussi diminué dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique (OCDE, 2008^[35]). La hausse des taux de mortalité a été mise en relation avec le stress psychosocial aigu et la consommation excessive d'alcool durant cette période d'instabilité politique et de bouleversements sociaux (Université de Florence, 2016^[36]). Les taux d'homicides ont aussi connu une forte augmentation après la chute du communisme, accentuant encore davantage le recul du bien-être durant cette période (graphique 3.A.21 en annexe, disponible en ligne uniquement).

On observe aussi une stagnation de l'espérance de vie dans d'autres pays d'Europe de l'Est durant les années 1970 et 1980 (voir le graphique 3.9 et le graphique 3.A.22 en annexe). D'autres dimensions du bien-être ont toutefois enregistré des progrès rapides durant les années de planification centrale. Le niveau de capital humain était supérieur à celui escompté au vu du PIB par habitant. Les inégalités de revenu étaient faibles – jusque dans les années 1990, où elles se sont mises à augmenter rapidement –, tandis que les droits politiques étaient extrêmement limités sous le régime communiste. Au regard de nombreuses dimensions (à l'exception de la démocratie), l'Europe de l'Est est en moyenne restée tout au long du XX^e siècle la troisième région en termes de niveau de bien-être, après l'Europe de l'Ouest et les pays d'immigration européenne (Australie, Canada et États-Unis) (van Zanden et al., 2014^[2]).

Graphique 3.9. L'Union soviétique et ses satellites ont réalisé des progrès mitigés sur le plan du bien-être depuis les années 1950

Évolution des résultats réels et escomptés en matière de bien-être dans quelques pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, 1950-2010



Source : Clio-Infra (2017_[10]), *Clio-Infra* (base de données), www.clio-infra.eu/ (consulté en juillet 2018), sur la base des calculs des auteurs.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965039>

L'expérience de développement de l'« ancien monde »

Dans les premiers pays qui se sont industrialisés, le bien-être n'a pas progressé autant que le PIB

Le rapport *How Was Life?* analyse l'évolution à long terme de la croissance du PIB et de nombreuses dimensions du bien-être dans l'économie mondiale depuis les prémices de l'industrialisation au début du XIX^e siècle. Il est donc possible de comparer la croissance économique et le bien-être aux premiers stades de l'industrialisation pour un large échantillon de pays industrialisés, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis, la Belgique, la Suède, l'Italie, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Japon. En Europe de l'Ouest, la fin de la période préindustrielle est intervenue vers 1820. Durant cette période, la croissance économique était soit lente, comme au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, soit inexistante, comme dans les autres pays.

Durant les 50 premières années d'industrialisation, entre les années 1820 et 1870, le taux de croissance du PIB est resté relativement faible pour ces pays industrialisés (Europe de l'Ouest et pays d'immigration européenne dans la classification de (Maddison, 2001^[9])). C'est assurément le cas par rapport aux taux de croissance élevés enregistrés aujourd'hui par la Chine. En Europe de l'Ouest, le PIB par habitant a connu une croissance annuelle d'environ 1 % de 1820 à 1910. Les pays d'immigration européenne ont fait légèrement mieux, avec un taux de croissance moyen de 1.5 %. Le PIB réel a ainsi augmenté de 160 % au cours de cette période de 90 ans, soit un résultat remarquable en comparaison de la quasi-stagnation d'avant 1820.

Bien que relativement lente, la croissance du PIB était en marche, sans avoir toutefois au départ quasiment aucune incidence positive sur le bien-être. Ce constat ressort tout particulièrement des données sur les salaires réels et la taille des populations, qui reflètent fidèlement leur situation au regard des revenus et leurs modes de consommation. Aux États-Unis, la taille moyenne a diminué de plus de 4 cm entre les années 1830 (174 cm) et 1890 (169 cm). Déjà bien moindre au début du siècle que celle des Américains, la taille des populations d'Europe de l'Ouest a également diminué entre les années 1820 et 1850, passant de 166 cm à 165 cm. Dans les années 1890, les habitants de Grande-Bretagne restaient plus petits que leurs homologues des années 1820.

De même, dans les années 1870, les salaires réels étaient en Europe de l'Ouest au même niveau que dans les années 1820, et y avaient souvent été inférieurs au cours de cette période. Les données sur la santé – espérance de vie, mortalité infantile – révèlent une situation similaire. En Angleterre, l'espérance de vie était de 41 ans dans les années 1820 et de 41.1 ans dans les années 1860. Les données de la France et de la Suède font apparaître une tendance plus positive. L'année 1870 marque un véritable tournant, avec le début de l'augmentation de l'espérance de vie. Jusqu'en 1870, le processus de démocratisation a stagné dans une grande partie de l'Europe. L'indicateur moyen de la qualité des institutions démocratiques (score polity2) s'établissait à -4.2 dans les années 1820 en Europe de l'Ouest, à -3.3 dans les années 1860, avant d'atteindre -0.4 dans les années 1870. Compte tenu de la croissance du PIB et de la stagnation du niveau de vie de la population, les inégalités de revenu se sont aussi vraisemblablement rapidement creusées. Les données sont toutefois trop fragmentaires pour tirer avec certitude des conclusions sur cette tendance.

Le niveau d'éducation, qui s'est élevé entre les années 1820 et 1870 dans la quasi-totalité des premiers pays qui se sont industrialisés, constitue peut-être l'exception la plus importante à cette tendance de stagnation du bien-être. La Grande-Bretagne a toutefois enregistré des résultats relativement mauvais à cet égard. Le niveau d'éducation y était relativement élevé au début de l'industrialisation et a augmenté lentement (passant de 1.8 année de scolarisation en 1820 à 3.6 années en 1870). En Angleterre, les débuts de l'industrialisation ne se sont pas fondés sur une forte demande de main-d'œuvre qualifiée ; le travail très répandu des femmes et des enfants peut s'être fait au détriment de la scolarisation. Les Néerlandais (5.1 années), les Allemands (5.4 années), les Français (4.1 années) et les Suédois (4.2 années) avaient ainsi en 1870 un niveau d'éducation plus élevé que les Britanniques (3.6 années). Les pays continentaux (hormis peut-être la Belgique) ont emprunté une trajectoire de développement davantage basée sur une main-d'œuvre qualifiée que le berceau de la révolution industrielle.

Le paradoxe de la croissance des premiers pays qui se sont industrialisés : une croissance sans progrès sur le plan du bien-être

Ces résultats confirment la thèse, développée dans la littérature, de l'existence d'un « paradoxe de la croissance » pour les premiers pays qui se sont industrialisés. S'il y a bel et bien eu croissance économique durant cette période, elle ne s'est toutefois pas traduite par une amélioration du bien-être. Ce paradoxe est lié à différentes évolutions (Komlos, 1998_[37])²⁰. Tout d'abord, c'est probablement le prix que les premiers pays qui se sont industrialisés ont dû payer pour la rapidité de leur urbanisation et de leur prolétarianisation. Pour la classe ouvrière en Angleterre, le quotidien dans les villes en rapide expansion était dur, le coût de la vie bien plus élevé que dans les campagnes, et la marchandisation du travail accentuait l'incertitude de l'emploi et des revenus (Engels, 1845_[38]). L'offre de services sociaux par l'État et les communautés urbaines accusait aussi un certain retard. L'essor des courants économiques libéraux a en outre entraîné une diminution des dépenses sociales, la réforme des *Poor Laws* (lois sur les indigents) et probablement une réduction des transferts sociaux (Lindert (2004_[39]) ; van Bavel and Rijpma (2015_[40])). La période allant de 1840 à 1870 a également vu la libéralisation générale des questions économiques, y compris à l'échelle internationale. En 1846, les *Corn Laws* (lois sur le blé) – série de restrictions douanières et commerciales sur les importations de denrées alimentaires et de céréales en Angleterre – ont été abrogées et le libre-échange est devenu l'idéologie dominante. La très forte croissance des échanges internationaux, des marchés de capitaux et des flux migratoires a entraîné la première vague de mondialisation. Les bénéfices de ces changements n'ont toutefois pas été les mêmes pour les différentes classes sociales (O'Rourke et Williamson, 1999_[41]), situation qui n'est pas sans rappeler la mondialisation depuis les années 1980.

Le niveau d'éducation était faible dans les zones d'industrialisation et le travail des enfants était la norme, faisant fortement concurrence à la scolarisation. Les services de santé ne sont en outre pas parvenus à faire face à la croissance des populations urbaines, ce qui s'est traduit par de mauvaises conditions de vie, de piètres conditions d'hygiène, des risques sanitaires élevés et une stagnation de l'espérance de vie (Szreter (1988_[42]) ; Szreter and Mooney (1998_[43])). La richesse de la nouvelle classe d'entrepreneurs industriels et commerciaux a suscité des tensions croissantes avec un prolétariat en pleine expansion, qui ont à leur tour favorisé l'essor de nouvelles idéologies (socialisme, anarchisme) et de nouveaux mouvements sociaux (syndicats, coopératives de travail et de consommation, mouvements pour l'extension du droit de vote). La publication du Manifeste du parti communiste au beau milieu de cette période n'a rien d'un hasard

(Marx et Engels, 1848_[44]). Elle a contribué à mettre la question sociale en tête des priorités politiques. À long terme, elle a contribué à l'augmentation des dépenses sociales et des transferts sociaux qui atténueraient les problèmes sociaux les plus urgents.

Le décalage grandissant entre le PIB et différentes dimensions du bien-être s'est inversé après 1870. Le renforcement de l'efficacité des transports et du commerce, conjugué à une baisse des barrières douanières, a permis la croissance rapide des exportations de denrées alimentaires américaines vers l'Europe. Cette « invasion agricole » – comme certains ont pu la nommer – a entraîné une chute spectaculaire des prix alimentaires, qui a elle-même contribué à l'augmentation des salaires réels et des niveaux de consommation en Europe (O'Rourke, 1997_[22]). Les percées de la connaissance médicale ont en outre créé les conditions propices à l'offre de soins de santé bien plus efficaces, s'accompagnant souvent d'une attention croissante des pouvoirs publics à l'égard des questions de santé. L'espérance de vie a commencé à augmenter après 1870, et la mortalité infantile à reculer de façon tout aussi spectaculaire. Parallèlement, les premières mesures politiques pour répondre aux questions sociales ont été prises et les premiers essais de transferts sociaux et d'assurance sociale – tels que la législation d'Otto von Bismarck dans les années 1880 – ont commencé à être menés. Alors qu'au milieu du XIX^e siècle, aucune corrélation ne s'observait entre le PIB par habitant et l'espérance de vie ou la taille des populations à l'échelle mondiale, ces changements et réformes politiques ont conduit à l'apparition d'un lien de ce type vers 1870 (graphique 3.4 et graphique 3.5).

Les graphiques 3.A.25 à 32 (disponibles en ligne uniquement) en annexe du présent chapitre indiquent les niveaux de différents indicateurs du bien-être pour neuf des premiers pays qui se sont industrialisés, donnant une idée plus ou moins représentative des différentes tendances en Europe de l'Ouest et dans les pays d'immigration européenne. Le graphique 3.10 ci-après présente un échantillon de ces graphiques en annexe. Comme pour les graphiques précédents, les données indiquent les résultats réels pour ces dimensions du bien-être, ainsi que les résultats escomptés au vu du PIB par habitant du pays étudié.

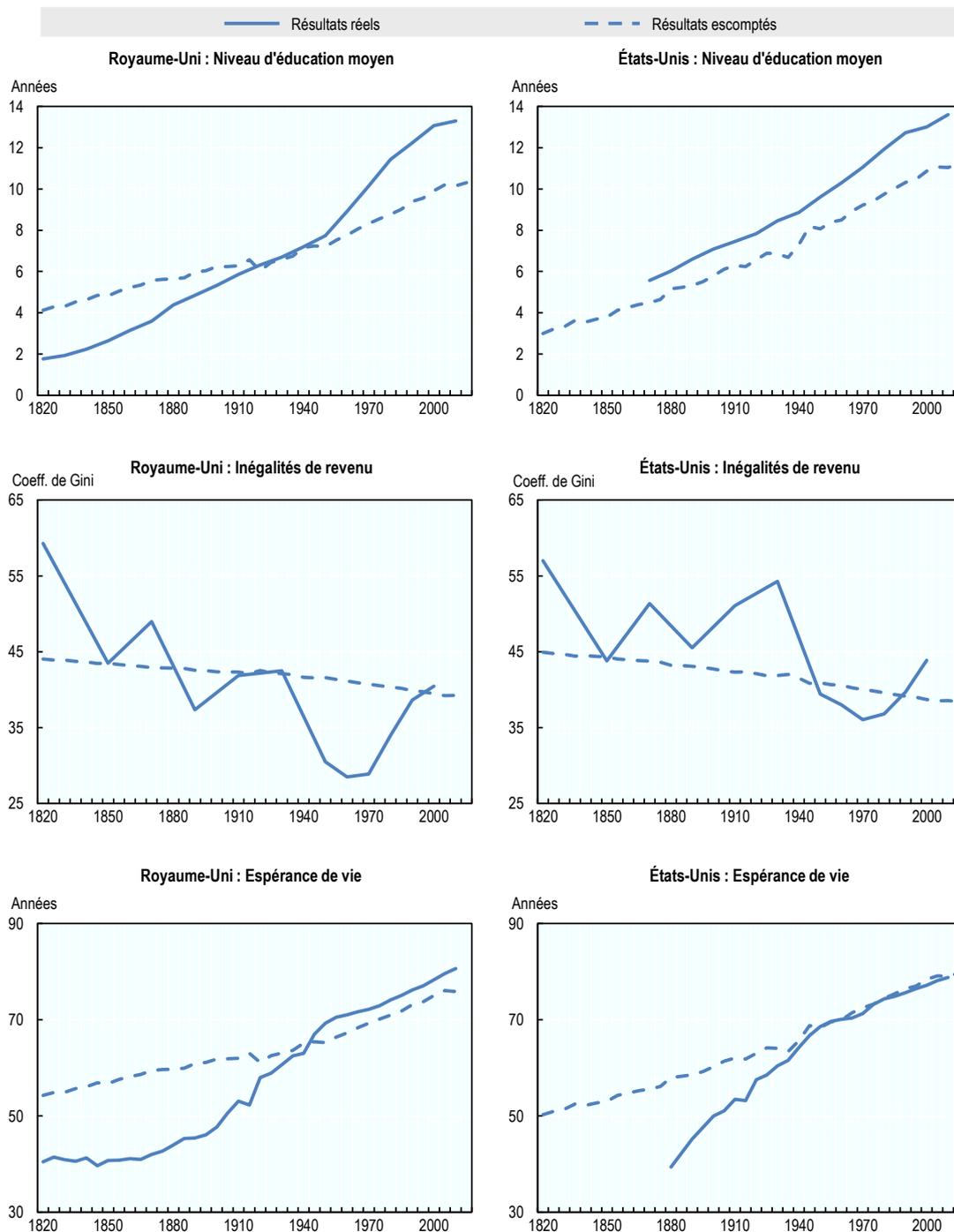
Les différences sont marquées au sein de ce groupe. Le graphique montre que le décollage économique du XIX^e siècle, en particulier en Grande-Bretagne et en Italie, s'est accompagné de niveaux d'éducation largement inférieurs à ceux escomptés au vu des niveaux de PIB. La situation était toutefois différente aux États-Unis et en Suède, où le niveau de capital humain était relativement élevé dès le départ. De même, les inégalités de revenu étaient extrêmement fortes durant les 50 premières années de l'industrialisation, avec des coefficients de Gini parfois supérieurs de 10 à 15 points à ceux escomptés au vu du seul PIB par habitant.

Dans la plupart des premiers pays qui se sont industrialisés, on observe une tendance à la diminution des inégalités de revenu sur la période 1820-2000, mais des reprises sont toutefois aussi à noter, en particulier durant la seconde moitié du XIX^e siècle et à la fin du XX^e siècle. Les taux d'homicides étaient faibles par rapport à ceux escomptés au vu du PIB en Europe de l'Ouest ; ce constat ne vaut toutefois pas pour l'Italie, et encore moins pour les États-Unis, où ces taux sont restés élevés durant toute cette période. D'importants écarts s'observent entre les taux d'homicides escomptés au vu du PIB par habitant et les taux réellement enregistrés. Ce constat semble indiquer l'existence d'un environnement relativement sûr en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne au vu de leur niveau de PIB par habitant (huit pour 100 000 habitants, soit un écart-type sur l'ensemble de la série de données).

Le panneau consacré à l'espérance de vie dans le graphique 3.10 et le graphique 3.A.28 en annexe du présent chapitre indique une stagnation durant la première moitié du XIX^e siècle, suivie de fortes augmentations après 1870 environ. La faiblesse du niveau d'espérance de vie par rapport à celui escompté au vu des niveaux de PIB est particulièrement marquée, avec des écarts pouvant aller jusqu'à 20 ans. Durant la seconde moitié du XX^e siècle, et en particulier depuis les années 1970, la situation s'est inversée. La plupart des pays industrialisés ont alors obtenu de meilleurs résultats sur le plan de l'espérance de vie que ceux escomptés au vu de leur PIB. Les États-Unis font toutefois figure d'exception : l'augmentation de l'espérance de vie y a stagné par rapport aux niveaux de PIB par habitant de 1965 à 2010. Les niveaux élevés d'inégalités de revenu et de taux d'homicides ont aussi contribué à la convergence des niveaux de bien-être de part et d'autre de l'Atlantique (depuis les années 1960), comme le montre un indicateur composite des résultats en matière de bien-être (van Zanden et al., 2014^[2]).

Graphique 3.10. C'est vers 1870 que les progrès sur le plan du bien-être ont pris leur essor dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Résultats réels et escomptés en matière de bien-être dans quelques-uns des premiers pays qui se sont industrialisés, 1820-2010



Source : Van Zanden et al. (2014^[21]), *How Was Life?: Global Well-being since 1820*, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en>; et Clio-Infra (2017^[10]), *Clio-Infra* (base de données), www.clio-infra.eu/ (consulté en juillet 2018), sur la base des calculs des auteurs.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965058>

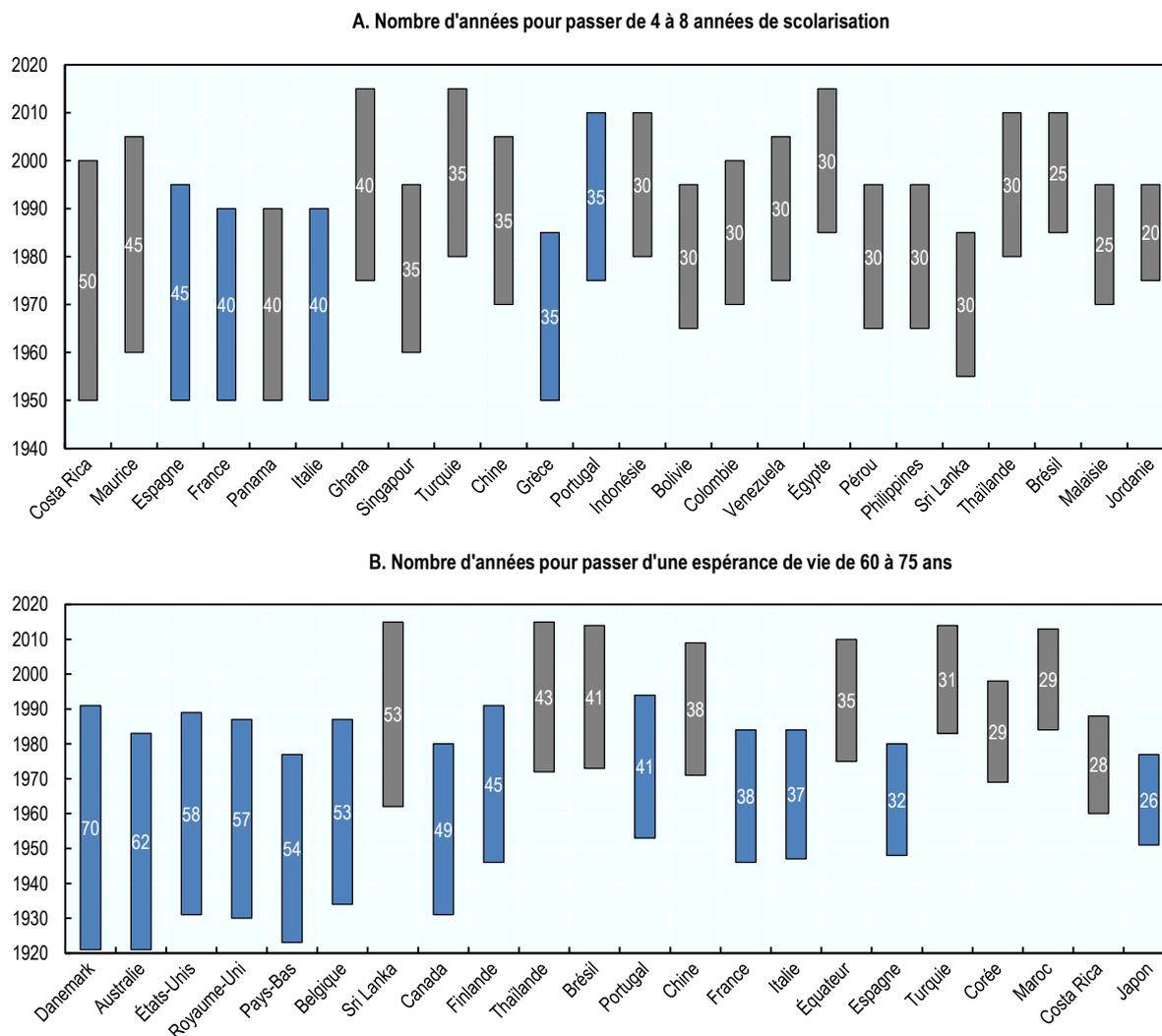
Perspective historique de l'évolution du bien-être

Quels enseignements tirer de l'expérience sur le plan du bien-être des premiers pays qui se sont industrialisés ? La comparaison de la croissance du PIB et d'un ensemble d'indicateurs du bien-être entre les premiers pays qui se sont industrialisés au XIX^e siècle et les économies émergentes des dernières décennies fournit différents éclaircissements²¹.

En premier lieu, la croissance économique des premiers pays qui se sont industrialisés a été bien plus lente que celle enregistrée par nombre d'économies émergentes ces dernières années. Le PIB par habitant des pays d'Europe de l'Ouest a augmenté de 1 % par an en moyenne au XIX^e siècle. Dans les pays d'immigration européenne, la croissance du PIB par habitant a été légèrement plus rapide. L'écart avec le taux de croissance économique de la Chine et de l'Inde ces dernières années, et des économies émergentes en général, reste toutefois important. L'une des principales raisons de cet écart est que les économies émergentes sont bien plus éloignées de la frontière de productivité et peuvent donc bénéficier du phénomène de rattrapage. À l'inverse, les premiers pays qui se sont industrialisés avaient atteint cette frontière, ou en étaient proches, et n'ont donc pas pu bénéficier dans la même mesure des avantages d'un retard à rattraper.

En second lieu, ces différences de processus de développement ont eu d'importantes répercussions sur les effets que la « croissance des premiers pays » et celle de « rattrapage » ont eu sur le bien-être. Durant les 50 premières années des débuts de l'industrialisation, avec le creusement des inégalités de revenu, la majeure partie de la population n'a guère pu profiter de la croissance du PIB par habitant. Le recul du bien-être – « les sombres moulins de Satan »²², l'extrême pollution des villes, la hausse des coûts alimentaires – observé aux débuts de l'industrialisation a annulé les effets potentiels de la croissance du PIB par habitant sur l'amélioration du bien-être. Les fortes inégalités de revenu ont suscité la montée des tensions socio-politiques et l'émergence des idéologies et mouvements socialistes. Dans les économies émergentes contemporaines, les inégalités de revenu se sont aussi creusées rapidement. Ce phénomène a souvent résulté du processus de mondialisation, même si certains facteurs endogènes (comme la pénurie croissante de certaines compétences) peuvent aussi avoir joué un rôle. Toutefois, la croissance du PIB des économies émergentes est si forte, et les évolutions autonomes du système de santé, par exemple, si efficaces, qu'en dépit du creusement des inégalités de revenu, le bien-être des populations a néanmoins connu une amélioration généralisée. Autre différence importante, l'urbanisation au XIX^e siècle a eu des effets négatifs sur le bien-être (diminution de la taille et de l'espérance de vie). De nos jours, malgré la détérioration de la qualité de l'air, ses effets globaux sont probablement positifs en raison de l'accès à une meilleure alimentation et de meilleures conditions de vie dans les centres urbains. Les économies émergentes ont ainsi atteint un certain niveau d'espérance de vie et d'éducation en bien moins de temps que cela n'avait été le cas pour les économies développées (graphique 3.11).

Graphique 3.11. Les nouvelles économies émergentes ont atteint le même niveau de bien-être que les économies développées en moins de temps



Note : Les premiers pays qui se sont industrialisés et les économies émergentes sont respectivement indiqués en bleu et en gris.

Source : Calculs des auteurs à partir de Clio-Infra (2017^[10]), *Clio Infra* (nombre moyen d'années de scolarisation, espérance de vie à la naissance [total]), <http://www.clio-infra.eu> (consulté en juillet 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965077>

En troisième lieu, la relation à l'échelle mondiale entre la croissance du PIB et le bien-être montre des signes d'évolution au fil des ans. Les corrélations entre différents indicateurs du bien-être et le PIB par habitant étaient faibles durant les premières décennies du XIX^e siècle. Elles se sont néanmoins considérablement renforcées durant la seconde moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e. Durant cette période, la croissance du PIB par habitant s'est traduite par une amélioration du bien-être. Durant la seconde moitié du XX^e siècle, une grande partie des progrès réalisés sur le plan du bien-être n'étaient pas imputables au PIB par habitant. Les résultats relativement élevés sur le plan du bien-être observés dans des pays ayant un faible PIB par habitant durant cette

période sont l'une des raisons de cette tendance et reflètent en partie les évolutions autonomes du système de santé – le déplacement de la courbe de Preston. L'Amérique latine offre la meilleure illustration de ces évolutions : alors qu'après 1950, la croissance du PIB par habitant y était inférieure à la moyenne mondiale, les progrès de la plupart des dimensions du bien-être y étaient en revanche nettement plus rapides que cette même moyenne. Depuis l'année 2000 environ, ces évolutions positives ont été encore renforcées par la réduction des inégalités de revenu et de la pauvreté, et l'augmentation du niveau d'éducation et de l'espérance de vie. Les résultats de l'Amérique latine sur le plan de l'amélioration du bien-être sont donc positifs, malgré ses performances parfois irrégulières en termes de PIB. Cependant, l'expérience du Chili démontre qu'un arbitrage n'est pas nécessaire entre ces deux variables. Il a connu la croissance la plus rapide depuis les années 1980 et a également enregistré des progrès majeurs sur le plan du bien-être. Le Venezuela fait en revanche figure de contre-exemple : le pays a récemment vu son économie s'effondrer sous l'effet de la chute des prix du pétrole et de politiques malavisées, ce qui a entraîné un recul dramatique du bien-être. Ce type de recul spectaculaire du bien-être peut être largement indépendant de la croissance économique. En témoignent les effets de la propagation incontrôlée du VIH/SIDA sur l'espérance de vie des hommes et en particulier des femmes dans certaines régions d'Afrique, que l'adoption de politiques inadéquates a probablement aggravés.

Enfin, des parallèles et différences existent entre les expériences des premiers pays qui se sont industrialisés et des économies émergentes d'aujourd'hui, sur les plans de la croissance du PIB et du bien-être. Dans les deux cas, la croissance du PIB s'est accompagnée d'un creusement des inégalités de revenu, et de l'avancée rapide de la mondialisation. La première vague de 1840-1870, et la seconde de 1980-2010, ont toutes deux accentué les inégalités de revenu. Différence importante, les décennies du milieu du XIX^e siècle ne se sont pas accompagnées du renforcement des droits politiques dans les premiers pays qui se sont industrialisés, alors qu'un tournant démocratique s'était amorcé après 1870. À l'inverse, une évolution de ce type s'est opérée dans les économies émergentes d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne et de certaines régions d'Asie (Corée, Indonésie, Thaïlande et, plus récemment, Myanmar) depuis les années 1980.

L'expérience montre que le développement, dans son acception plus large englobant le bien-être et la durabilité environnementale, ne suit pas toujours la croissance économique. Se posent alors des questions sur notre conception du développement et le type de stratégies que les pays doivent adopter pour atteindre des niveaux plus élevés et durables de bien-être économique, social et environnemental – questions examinées aux chapitres 4 et 5 de ce rapport.

Notes

¹ Le chapitre présente une analyse de l'évolution historique du bien-être pour quatre régions clés : l'Amérique latine ; l'Afrique subsaharienne ; l'Asie ; et l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique. Les moyennes régionales sont toujours tirées du rapport *How Was Life?*. Au sein de chacune de ces régions, le chapitre examine de plus près un sous-ensemble de pays retenus soit pour leur poids démographique, soit pour leur évolution atypique au sein de leur région : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Pérou et le Venezuela pour l'Amérique latine ; l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et l'Ouganda pour l'Afrique subsaharienne ; la Chine, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam pour l'Asie ; et la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Russie pour l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique.

² Sauf mention contraire, la « croissance du PIB » fait référence à la croissance du PIB par habitant, en dollars US de 1990.

³ *Comment va la vie ?* est un rapport bi-annuel publié depuis 2011 par la Direction des statistiques et des données de l'OCDE afin de suivre, comparer et analyser le bien-être dans les pays membres de l'OCDE et une sélection de pays partenaires. Ce rapport s'appuie sur des indicateurs clés du bien-être actuel, des ressources pour l'avenir (depuis 2013) et des inégalités (depuis 2017), sélectionnés en consultation avec les services de statistiques des pays membres de l'OCDE.

⁴ Argentine, Chili, Brésil, Venezuela, Pérou, Chine, Indonésie, Inde, Viet Nam, Philippines, Thaïlande, Afrique du Sud, Kenya, Nigéria, Ghana, Ouganda, Burkina Faso, Russie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Estonie.

⁵ Royaume-Uni, États-Unis, France, Allemagne, Belgique, Suède, Japon, Italie et Pays-Bas.

⁶ À titre d'exemple, pour la dimension relative à l'éducation, les indicateurs ciblent les compétences et aptitudes acquises plutôt que le montant des dépenses au titre des établissements d'enseignement ou le nombre d'enseignants formés.

⁷ Boarini, Kolev et McGregor (2014^[7]) recommandent par exemple de se référer aux « possibilités de consommation », plutôt qu'« au revenu et au patrimoine », pour reconnaître la prévalence de la consommation comme indicateur du bien-être économique dans les pays en développement. Ils préconisent également d'élargir le concept de « sécurité personnelle » à celui de « vulnérabilité » afin de refléter l'éventail plus large de risques auxquels sont confrontées les populations des pays en développement, et de se référer aux notions d'« autonomisation et de participation », plutôt que d'« engagement civique et de gouvernance », pour souligner l'importance de l'accès à une représentation politique et à des moyens d'expression pour les individus, les communautés locales et les populations indigènes. De même, sur le plan des indicateurs, ils suggèrent l'inclusion de mesures de la vulnérabilité de l'emploi (en plus du taux de chômage traditionnellement utilisé dans les pays de l'OCDE), afin de tenir compte du caractère fortement informel du marché du travail dans ces pays.

⁸ *How Was Life?* omet certaines des dimensions incluses dans le cadre conceptuel de *Comment va la vie ?*, car certaines dimensions du bien-être (comme le bien-être subjectif) ne peuvent pas être mesurées dans un passé lointain, tandis que d'autres (comme l'équilibre vie professionnelle-vie privée) ne font pas l'objet de données historiques suffisantes.

⁹ L'auto-déclaration sur la satisfaction à l'égard de la vie et le vécu quotidien n'existait par exemple pas par le passé.

¹⁰ Le PIB par habitant est exprimé en parités de pouvoir d'achat sur la base des dollars US de 1990.

¹¹ Les données sur l'espérance de vie et les taux d'homicides ne sont disponibles que depuis 1850.

¹² Pour ce faire, on effectue une régression des indicateurs du bien-être (standardisés pour avoir une moyenne de 0 et un écart-type de 1 à des fins de comparabilité) sur le logarithme du PIB par habitant et une série de variables indicatrices temporelles. Ces dernières rendent compte des progrès du bien-être par rapport à 1820 (ou à l'année d'observation la plus ancienne disponible) qui ne sont pas imputables au niveau du PIB par habitant durant cette période.

¹³ La variable polity2 est exprimée sur une échelle de 21 points, qui classe les pays du rang d'autocraties (scores les plus faibles) à celui de démocraties (scores les plus élevés). Selon cet indicateur, il existerait donc un plafond au-delà duquel les institutions politiques ne peuvent plus s'améliorer. Les évolutions additionnelles dans les pays déjà classés dans la catégorie des démocraties ou des autocraties à part entière ne peuvent compenser que de façon limitée les évolutions ailleurs dans le monde.

¹⁴ L'approche s'inscrit dans le même esprit que celle utilisée dans le graphique 3.5, mais sans variables indicatrices temporelles distinctes. Le modèle est $wb = b0 + b1 * \log gdppc$, où wb est là aussi l'un des indicateurs du bien-être. On procède à l'estimation de la relation en utilisant la totalité de l'échantillon mondial de pays de 1820 à 2010 (ou l'année la plus ancienne/récente pour laquelle des données sont disponibles). Ce faisant, on obtient les valeurs escomptées des indicateurs du bien-être que l'on peut utiliser pour évaluer les évolutions réelles du bien-être par rapport au volume de production économique d'un pays.

¹⁵ Lorsque les données couvrent moins de 40 % de la population régionale, on les considère comme manquantes.

¹⁶ Le regain de croissance dans les années 2000 n'est pas passé inaperçu. L'Afrique subsaharienne a été identifiée comme l'une des étoiles montantes de l'économie mondiale en 2010 par le McKinsey Global Institute, qui comparait alors le potentiel et les progrès des économies africaines à des « lions en marche » ; voir www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/lions-on-the-move.

¹⁷ D'après Moatsos (2017_[30]), toutefois, le recul a été moins fort, de 65 % en 1983 à 22 % en 2014, ce qui est plus similaire à l'expérience de l'Inde.

¹⁸ Comme le note Sen (2011_[32]) : « En Chine, l'espérance de vie à la naissance est de 73.5 ans ; en Inde, elle est de 64.4 ans. Le taux de mortalité infantile est de 50 pour 1 000 en Inde, contre seulement 17 pour 1 000 en Chine ; le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 66 pour 1 000 en Inde et de 19 pour 1 000 en Chine ; et le taux de mortalité maternelle est de 230 pour 100 000 naissances d'enfants vivants en Inde et de 38 pour 100 000 naissances d'enfants vivants en Chine. Le nombre moyen d'années de scolarisation est estimé à 4.4 années en Inde, contre 7.5 années en Chine. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 94 % en Chine, contre 74 % en Inde, d'après les tableaux préliminaires du recensement de 2011 ».

¹⁹ L'indicateur de gouvernance constitue une exception à cette tendance.

²⁰ Dans les années 1960 et 1970, le « débat sur le niveau de vie » portait principalement sur l'évolution des salaires réels durant la période d'industrialisation en Angleterre (cf. Feinstein (1998_[45]) ; depuis lors, ce débat s'est élargi via l'analyse systématique de nouvelles données issues de l'étude de la taille de la population (voir van Zanden et al., (2014_[2]), chapitre 7).

²¹ Il convient de signaler deux limites à l'analyse incluse dans ce chapitre. En premier lieu, les données présentées se limitent à celles sur le niveau moyen d'éducation, d'espérance de vie, de sécurité et de droits politiques dans les pays à l'étude. Le chapitre part du principe que la distribution de ces dimensions du bien-être dans la population n'a pas connu d'évolution majeure dans le temps. Il part en outre du principe qu'il est possible d'évaluer, par exemple, le niveau d'éducation de la population uniquement sur la base de valeurs moyennes.

En second lieu, l'interprétation du lien entre PIB et résultats en matière de bien-être présente aussi certaines limites. Une relation positive entre le PIB par habitant et les résultats en matière de bien-être ne signifie pas nécessairement que la croissance du PIB est à l'origine de l'amélioration du bien-être, ou qu'il s'agit du seul facteur important à l'œuvre. De bons résultats sur les plans de l'état de santé, de l'espérance de vie, du niveau d'éducation, des droits politiques et de la sécurité personnelle, en plus de témoigner d'un plus grand bien-être *en soi*, contribuent également à la croissance économique. En d'autres termes, le lien de causalité opère dans les deux sens. Ce constat implique que les investissements dans l'éducation ou la santé, ainsi que dans d'autres dimensions du bien-être, peuvent s'avérer une meilleure façon d'améliorer la croissance du PIB et le bien-être que la stimulation de la croissance du PIB par d'autres moyens.

²² « Les sombres moulins de Satan » est une citation du poème de William Blake « And did those feet in ancient time » qui, à son tour, évoque la révolution industrielle et les effets destructeurs qu'elle a eus sur la nature et les relations humaines.

Références

- Allen, R. (2003), *Farm to Factory: A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution*, Princeton University Press, Princeton. [33]
- Alvaredo, F. et al. (2017), *World inequality report 2018*, World Inequality Lab, <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>. [15]
- Banque mondiale (2018), *PovcalNet (base de données)*, Banque mondiale, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/home.aspx> (consulté le 15 mai 2018). [11]
- Beegle, K. et al. (2016), *Poverty in a Rising Africa*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-0723-7>. [12]
- Bloom, D. et D. Canning (2007), « Commentary: The Preston Curve 30 years on: still sparking fires », *International Journal of Epidemiology*, vol. 36/3, pp. 498-499, <http://dx.doi.org/10.1093/ije/dym079>. [24]
- Boarini, R., A. Kolev et A. McGregor (2014), « Measuring Well-being and Progress in Countries at Different Stages of Development: Towards a More Universal Conceptual Framework », *Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE*, no. 325, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxss4hv2d8n-en>. [7]
- Clio-Infra (2017), *Clio Infra*, International Institute of Social History, <http://www.clio-infra.eu> (consulté le 15 juillet 2018). [10]
- CUA/OCDE (2018), *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités*, Éditions OCDE, Paris/CUA, Addis Ababa, <https://doi.org/10.1787/9789264302525-fr>. [26]
- Dollar, D. et A. Kraay (2002), « Growth is good for the poor », *Journal of Economic Growth*, vol. 7/3, pp. 195-225. [18]
- Dréze, J. et A. Sen (2013), *An Uncertain Glory: India and Contradictions*, Princeton University Press, Princeton. [31]
- Engels, F. (1845), *The Conditions of the Working Class in England*, Stanford University Press, Stanford. [38]
- Feinstein, C. (1998), « Pessimism Perpetuated: Real Wages and the Standard of Living in Britain during and after the Industrial Revolution », *The Journal of Economic History*, vol. 58/03, pp. 625-658, <http://dx.doi.org/10.1017/s0022050700021100>. [45]
- He, W., D. Goodkind et P. Kowal (2016), *An Aging World: 2015*, Aging Population Reports, United States Census Bureau, Washington, DC, <http://www.census.gov/content/dam/Census/library/publications/2016/demo/p95-16-1.pdf>. [28]
- Islam, R. (2006), *Fighting Poverty: The Development-Employment Link*, Lynne Rienner. [13]

- Khan, A. (2007), *Asian Experience on Growth, Employment and Poverty: An Overview with Special Reference to the Findings of Some Recent Case Studies*, OIT, Genève et PNUD, Colombo. [14]
- Kingkade, W. et E. Arriaga (1997), *Mortality in the new independent states: Patterns and impacts*, National Academy Press, Washington, DC.. [34]
- Komlos, J. (1998), « Shrinking in a Growing Economy? The Mystery of Physical Stature during the Industrial Revolution », *The Journal of Economic History*, vol. 58/03, pp. 779-802, <http://dx.doi.org/10.1017/s0022050700021161>. [37]
- Lang, V. et M. Mendes Tavares (2018), « The Distribution of Gains from Globalization », *IMF Working Paper, Fonds monétaire international, Washington, DC*, vol. 18/54. [16]
- Leke, A. et D. Barton (2016), *3 reasons things are looking up for African economies*, Forum économique mondial, 5 mai 2016, <http://www.weforum.org/agenda/2016/05/what-s-the-future-of-economic-growth-in-africa/>. [27]
- Lindert, P. (2004), *Growing Public: Social Spending and Economic Growth since the Eighteenth Century*, Cambridge University Press, Cambridge. [39]
- Lustig, N., C. Pessino et J. Scott (2013), « The impact of taxes and social spending on inequality and poverty in Argentina, Bolivia, Brazil, Mexico, Peru and Uruguay: An overview », *CEQ Working Paper, Tulane University, New Orleans* 1313. [25]
- Maddison, A. (2001), *The World Economy: A Millennial Perspective*, Études du Centre de développement, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189980-en>. [9]
- Marx, K. et F. Engels (1848), *Communist Manifesto*, Progress Publishers, Moscou. [44]
- Milanovic, B. (2016), *Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Harvard University Press, Cambridge. [20]
- Moatsos, M. (2017), « Global absolute poverty: Behind the veil of dollars », *Journal of Globalization and Development (à paraître)*. [30]
- Narayan, D. et al. (1999), *Can Anyone Hear Us? Voices From 47 Countries*, Banque mondiale. [8]
- O'Rourke, K. et J. Williamson (1999), *Globalization and History: The Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, MIT Press, Cambridge. [41]
- OCDE (2017), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/how_life-2017-fr. [6]
- OCDE (2017), *Next Steps for Development in Transition: A Background Paper*, Présenté lors de la réunion du 18 mai 2017 à Bruxelles, Belgique, co-organisée par la Direction générale de la Commission européenne pour la coopération internationale et le développement, Centre de développement de l'OCDE, http://www.oecd.org/dev/BackgroundPaper_DiT.pdf. [17]

- OCDE (2008), *Mer noire et Asie centrale : Promouvoir le travail et le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264047327-fr>. [35]
- O'Rourke, K. (1997), « The European Grain Invasion, 1870–1913 », *The Journal of Economic History*, vol. 57/04, pp. 775-801, <http://dx.doi.org/10.1017/s0022050700019537>. [22]
- Preston, S. (1975), « The Changing Relation between Mortality and Level of Economic Development », *Population Studies*, vol. 29/2, p. 231, <http://dx.doi.org/10.2307/2173509>. [23]
- Rijpma, A., J. van Zanden et M. Mira d'Ercole (2018), « A long-term perspective on the development experience of emerging and industrialised economies », *SDD Statistics and Data Working Paper*. [1]
- Roser, M. et E. Ortiz-Ospina (2018), "Global Extreme Poverty", OurWorldInData.org, <https://ourworldindata.org/extreme-poverty>. [21]
- Seers, D. (1969), « The Meaning of Development », *IDS Communication*, vol. 44. [3]
- Sen, A. (2011), *Quality of Life: India vs. China*, <https://www.nybooks.com/articles/2011/05/12/quality-life-india-vs-china/>. [32]
- Sen, A. (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press. [5]
- Stiglitz, J., A. Sen et J. Fitoussi (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/118025/118123/Fitoussi+Commission+report>. [4]
- Sulla, V. et P. Zikhali (2018), *Overcoming Poverty and Inequality in South Africa : An Assessment of Drivers, Constraints and Opportunities (anglais)*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC, <http://documents.worldbank.org/curated/en/53048152173590653>. [29]
- Sumner, A. (2016), *Global Poverty: Deprivation, Distribution and Development Since the Cold War*, Oxford University Press, Oxford et New York. [19]
- Szreter, S. (1988), « The importance of social intervention in Britain's mortality decline c.1850-1914: A re-interpretation of the role of public health », *Social History of Medicine*, vol. 1/1, pp. 1-38. [42]
- Szreter, S. et G. Mooney (1998), « Urbanization, Mortality, and the Standard of Living Debate: New Estimates of the Expectation of Life at Birth in Nineteenth-century British Cities », *The Economic History Review*, vol. 51/1, pp. 84-112, <http://dx.doi.org/10.1111/1468-0289.00084>. [43]
- Université de Florence (2016), « The mortality crisis in transition economies », *IZA World of Labor*, vol. 298/octobre, <https://wol.iza.org/uploads/articles/298/pdfs/mortality-crisis-in-transition-economies.pdf>. [36]

van Bavel, B. et A. Rijpma (2015), « How important were formalized charity and social spending before the rise of the welfare state? A long-run analysis of selected western European cases, 1400-1850 », *The Economic History Review*, vol. 69/1, pp. 159-187, <http://dx.doi.org/10.1111/ehr.12111>. [40]

van Zanden, J. et al. (dir. pub.) (2014), *How Was Life?: Global Well-being since 1820*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en>. [2]

Annexe 3.A. Graphiques complémentaires

Tous les graphiques sont disponibles en ligne : <https://doi.org/10.1787/84aa0757-fr>

Graphique 3.A.1. Niveau moyen d'éducation en Amérique latine

Graphique 3.A.2. Inégalités de revenu en Amérique latine

Graphique 3.A.3. Taux d'homicides en Amérique latine

Graphique 3.A.4. Espérance de vie en Amérique latine

Graphique 3.A.5. Qualité des institutions démocratiques (Polity 2) en Amérique latine

Graphique 3.A.6. Salaires réels en Amérique latine

Graphique 3.A.7. Niveau moyen d'éducation en Afrique

Graphique 3.A.8. Inégalités de revenu en Afrique

Graphique 3.A.9. Taux d'homicides en Afrique

Graphique 3.A.10. Espérance de vie en Afrique

Graphique 3.A.11. Qualité des institutions démocratiques (Polity 2) en Afrique

Graphique 3.A.12. Salaires réels en Afrique

Graphique 3.A.13. Niveau moyen d'éducation en Asie

Graphique 3.A.14. Inégalités de revenu en Asie

Graphique 3.A.15. Taux d'homicides en Asie

Graphique 3.A.16. Espérance de vie en Asie

Graphique 3.A.17. Qualité des institutions démocratiques (Polity 2) en Asie

Graphique 3.A.18. Salaires réels en Asie

Graphique 3.A.19. Niveau moyen d'éducation en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique

Graphique 3.A.20. Inégalités de revenu en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique

Graphique 3.A.21. Taux d'homicides en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique

Graphique 3.A.22. Espérance de vie en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique

Graphique 3.A.23. Qualité des institutions démocratiques (Polity 2) en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique

Graphique 3.A.24. Salaires réels en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique

Graphique 3.A.25. Niveau moyen d'éducation dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Graphique 3.A.26. Inégalités de revenu dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Graphique 3.A.27. Taux d'homicides dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Graphique 3.A.28. Espérance de vie dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Graphique 3.A.29. Qualité des institutions démocratiques (Polity 2) dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Graphique 3.A.30. Salaires réels dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Graphique 3.A.31. Émissions de SO₂ par habitant dans les premiers pays qui se sont industrialisés

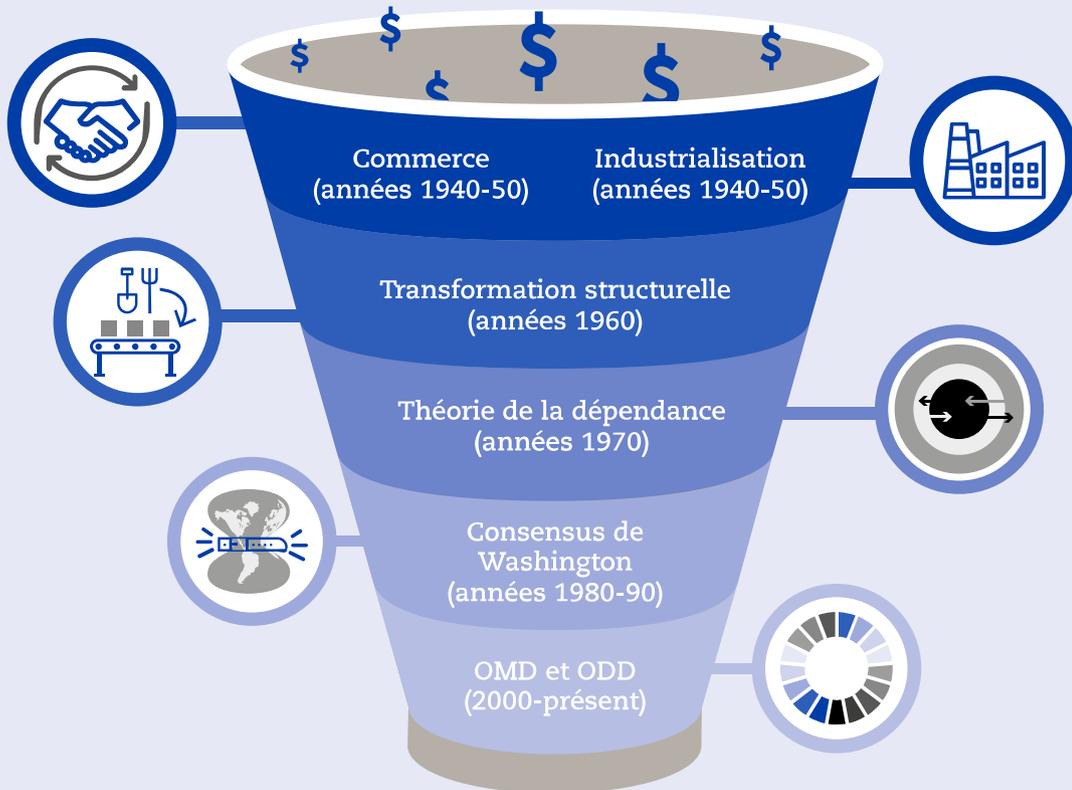
Graphique 3.A.32. Taille de la population dans les premiers pays qui se sont industrialisés

Chapitre 4. Aperçu historique des paradigmes du développement

L'économie du développement, et plus généralement la pensée du développement, ont profondément changé depuis leur apparition comme sous-discipline de l'économie à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, un point du débat reste controversé : peut-on ériger les politiques ayant permis le succès et la viabilité du développement des premiers pays qui se sont industrialisés en références absolues pour les pays en développement, ou les trajectoires empruntées par ces derniers sont-elles suffisamment différentes pour garantir des approches véritablement alternatives ? Ce chapitre tente de répondre à cette question en examinant l'évolution du développement économique depuis 1945 et la création par la suite des grandes institutions économiques internationales. Il analyse l'évolution de la pensée du développement, en étudie de manière critique différentes étapes, et met au jour un processus d'apprentissage long et complexe. À cette fin, il examine la pensée dominante du développement dans les pays industrialisés, ainsi que les approches « alternatives » issues des expériences régionales dans les pays en développement.

Chapitre 4. Aperçu historique des paradigmes du développement

Les idées sur le développement ont évolué



Trois grands débats traversent toutes ces écoles de pensée



Les idées sur le développement économique ont évolué depuis l'après-guerre et la création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en 1948 (devenue depuis l'OCDE). Pour reprendre l'analyse d'Innis (1951^[11]), lorsque l'écart entre les idéologies et l'expérience accumulée devient trop grand, les paradigmes économico-politiques, les valeurs et les systèmes de pensée qui sont le plus largement acceptés dans une société à un moment donné, ont tendance à évoluer. Ce chapitre étudie l'évolution des approches du développement au cours de cette période de 70 ans afin d'en dresser le bilan. Il accorde une importance égale aux vues des théoriciens des pays développés et des pays en développement, tout en les replaçant dans leur contexte historique.

La transformation de la géographie économique redéfinit la coopération internationale en matière de développement

La nature du développement, de même que les stratégies mises en œuvre pour favoriser simultanément la croissance économique, le bien-être et la durabilité environnementale, sont remises en question. L'essor de grandes économies, comme la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine »), a transformé la géographie économique. Ce faisant, les échanges, processus et coopérations associés à la croissance économique se sont vus redéfinis dans le monde en développement.

Un nombre sans précédent de pays en développement se trouvent aujourd'hui engagés sur la voie d'un développement économique qui les fait converger vers les pays les plus riches du monde. Toutefois, l'expérience laisse penser que le développement au sens large – intégrant des critères de bien-être, de développement humain et de durabilité environnementale – ne marche pas toujours main dans la main avec la croissance économique, pas plus qu'ils ne l'ont fait dans une perspective historique à plus long terme. En outre, la richesse économique n'est pas toujours nécessaire pour réaliser des progrès substantiels dans ces domaines.

Les voies empruntées par des pays récemment industrialisés comme le Chili, la Chine et le Maroc n'ont pas nécessairement suivi les paradigmes des époques précédentes. Ce constat pose la question de ce que l'on entend par développement et des types de stratégies que les pays doivent mettre en œuvre pour atteindre des niveaux plus élevés et durables de bien-être économique, social et environnemental.

Le développement a souvent été associé au produit intérieur brut (PIB). L'idée selon laquelle il serait possible de mesurer le développement d'un pays à l'aune de son PIB est relativement récente. Bien que Simon Kuznets ait défini le PIB en 1934, il a fallu attendre la conférence de Bretton Woods, dix ans plus tard, pour qu'il devienne le principal instrument de mesure de l'économie d'un pays.

Il pouvait être pertinent d'utiliser le PIB comme indicateur de développement, mais il présentait des limites comme mesure du bien-être des populations. Si le but du développement économique, dans sa forme la plus simple, est de fournir les moyens d'améliorer le niveau de vie, alors le PIB pourrait en être un indicateur adéquat. Et jusque dans les années 1970, la croissance du PIB était d'ailleurs considérée comme un bon indicateur du développement plus général d'un pays. Mais même Kuznets, à l'époque de son rapport sur le PIB, avait mis en garde contre l'utilisation du PIB comme mesure du bien-être (Costanza et al., 2009^[21]). Durant les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la richesse matérielle ne se traduisait pas automatiquement par une amélioration des soins de santé, de l'éducation et du logement pour les habitants d'un

pays. En somme, le PIB ne permettait pas de saisir tout ce qui concourt au bien-être d'un individu.

À la lumière de la transformation de la géographie économique, des institutions et des défis à relever, ce chapitre se penche sur la façon dont la communauté du développement a évolué à travers le temps dans sa manière de penser. Il présente ensuite des expériences régionales qui illustrent différentes approches « alternatives » vis-à-vis de la conception orthodoxe du développement.

Il s'organise autour des grands messages suivants :

- La pensée du développement a considérablement élargi son discours depuis la Seconde Guerre mondiale, pour inclure davantage de facteurs sociaux et environnementaux.
- Malgré cette approche élargie, la pensée du développement et la coopération dans ce domaine continuent à se fonder sur les principes économiques et les flux de capitaux financiers.
- La diversité des trajectoires de développement empruntées par les pays depuis la Seconde Guerre mondiale donne à penser que la recherche d'un paradigme unique de développement ne saurait constituer un objectif.

Les trajectoires de développement sont multiples

Au fil du temps, les grands courants de la pensée du développement peuvent être mis au jour. Les théories, réflexions et stratégies ont employé des hypothèses et des simplifications très larges pour maîtriser les ressources, calibrer les interventions et ajuster les politiques.

Ceci a eu deux grandes conséquences.

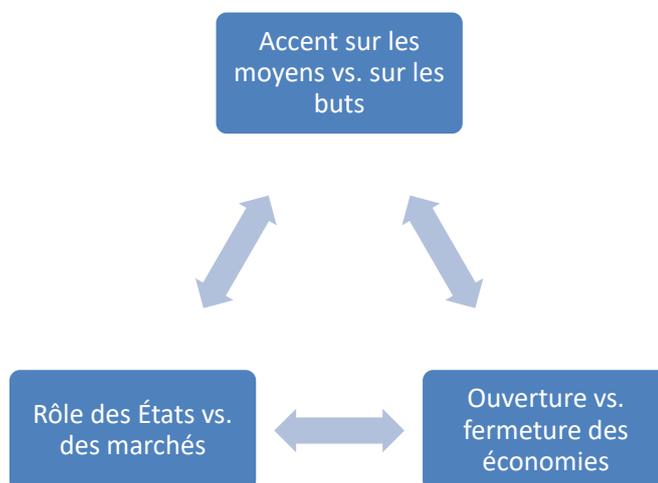
En premier lieu, cela a favorisé une approche unique de toutes les situations, qui supposait que les voies empruntées par d'autres pouvaient être répliquées ailleurs comme stratégies de développement. Une conception différente a été mise en évidence par les écoles alternatives qui ont émergé en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, ainsi que par la trajectoire de développement tracée par la Chine ; leurs succès ont poussé les acteurs du développement à penser autrement.

En second lieu, cela a accentué une approche en silo des politiques et secteurs des pays en développement, et une vision dichotomique de la coopération internationale, opposant donateurs d'un côté, et bénéficiaires de l'autre. La conception traditionnelle du développement s'est généralement concentrée sur des secteurs individuels et sur le fossé entre zones urbaines et rurales. Or le développement est bien plus complexe et nécessite davantage de lien et de continuité : il enjambe les secteurs, implique un large éventail d'acteurs et évolue différemment dans les diverses parties du territoire d'un pays.

Trois discours dominants ont influencé la pensée du développement durant ces décennies. Le premier englobe à la fois la durée et les objectifs du développement. Le deuxième traite du rôle des États et des marchés, et du rôle de chacun dans le développement. Enfin, le troisième porte sur l'importance de l'environnement international par opposition au contexte intérieur – en clair : l'importance du « degré d'ouverture » – pour le développement national (graphique 4.1). Ces trois éléments du débat général sur le développement ont oscillé et gagné ou perdu en importance au fil du temps, sous l'effet de leur validation externe (les événements) ou interne (les enseignements tirés).

Les buts recherchés sont importants pour les paradigmes du développement, mais les moyens le sont tout autant. De fait, les écrits sur les moyens, et plus spécifiquement sur l'importance de l'économie réelle et la manière d'atteindre le développement économique, remontent au moins au XIV^e siècle (encadré 4.1). Et la bataille idéologique pour savoir si l'aide doit stimuler la croissance ou fournir des programmes qui satisfont directement les besoins élémentaires se poursuit depuis des décennies.

Graphique 4.1. Évolution des principaux éléments de la pensée du développement au fil du temps



Encadré 4.1. La pensée du développement dans une perspective à plus long terme

Les réflexions sur le développement économique, les différentes trajectoires empruntées par les pays, et le principe de l'économie réelle, remontent loin dans le temps. Mais leur compréhension a été quelque peu suspendue par une publication de David Ricardo en 1817. Les Principes de l'économie ont en effet supprimé deux distinctions clés de la science économique, en élevant la théorie à un niveau d'abstraction où les classifications – jusque-là jugées extrêmement importantes – avaient disparu (Ricardo, 1817^[3]). Le premier élément concernait la différence entre l'économie financière et l'économie réelle. Il permettait de distinguer l'épargne improductive de l'investissement productif. Le deuxième élément était l'idée que le commerce consistait à échanger des heures de travail qualitativement identiques. Cela signifiait que les différences entre des activités économiques sujettes à des rendements croissants et décroissants étaient laissées de côté.

Toutefois, avant Ricardo, de nombreux textes existaient déjà de longue date, avant la révolution industrielle, sur les moyens du développement et l'économie réelle. Nicola Oresme, dans *De moneta*, affirmait ainsi en 1355 que « c'était un crime de garder caché parmi les morts, et sans utilité, ce qui pourrait maintenir en vie les vivants », au sujet de l'or et de l'argent entreposés dans les tombes, selon les coutumes païennes (Schefold et Avril, 1995^[4]). Par la suite, le ministre espagnol des Finances, Luiz Ortiz, a reconnu en 1558 qu'augmenter la valeur de la production était plus important que l'afflux d'or et d'argent (Ortiz, 1957^[5]).

Giovanni Botero (1544-1617) a avancé les premières théories expliquant pourquoi la politique des Tudor, d'Henri VII à Elizabeth I^{re}, avait été la bonne. Les travaux de Botero, *De la raison d'État* – presque oubliés aujourd'hui –, ont dominé le discours économique européen pendant plus d'un siècle (Botero, 1956_[6]). Tout au long de ses travaux, Botero plaide pour la supériorité de l'industrie en termes de synergies (liens, regroupements) par rapport à diverses activités économiques. Cette supériorité se traduit par une capacité accrue d'innovation dans les activités urbaines, ainsi que par des retombées positives plus importantes que pour les activités rurales. Botero n'est pas parvenu, en revanche, à expliquer de manière théoriquement convaincante pourquoi il en était ainsi.

Antonio Serra a pris la suite de Botero en distinguant le travail effectué dans les secteurs agricole et manufacturier. Il a fondé ses travaux sur la théorie des rendements croissants et décroissants à l'échelle – qui examine si les coûts unitaires de production augmentent ou diminuent lorsqu'une nation se spécialise dans une activité en particulier. Ce faisant, il a produit le premier exposé cohérent de cette importante loi économique (De Luca, 1968_[7]). La production manufacturière est unique car le coût du travail diminue proportionnellement à mesure que le volume de production augmente. Les rendements croissants et décroissants – plus souvent séparément que réunis – ont joué un rôle important dans l'histoire de la pensée économique.

Un consensus émerge au sujet de l'importance du développement humain

Il n'existe pas de définition standard du développement et aucun paradigme unique ne peut résumer la meilleure façon de concilier ces trois éléments. Différents acteurs débattent régulièrement des objectifs de développement à poursuivre en priorité, comme la croissance économique, le bien-être social, la participation politique et la liberté, l'indépendance nationale et la responsabilité environnementale. Si les théoriciens ont favorisé tels objectifs plutôt que d'autres selon les périodes, les stratégies de développement en sont progressivement arrivées à les englober tous (De Janvry et Sadoulet, 2014_[8]).

Un consensus a émergé : le développement est lié à l'amélioration concrète de la qualité de la vie des individus et à la satisfaction qu'ils en tirent. En 70 ans, différents objectifs économiques et sociétaux se sont succédé. La plupart sont désormais synthétisés dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD) visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète, et à assurer la paix et la prospérité pour tous.

Le basculement vers des aspects plus sociaux se fait jour en analysant les thématiques abordées dans le Rapport sur le développement dans le monde (RDM) de la Banque mondiale, publié depuis 1978. Dans les années 1980, par exemple, le RDM se concentrait sur les capitaux internationaux (1985), le commerce (1987), les finances publiques (1988) et les systèmes financiers (1989). Plus récemment, le RDM s'est intéressé au genre (2012), à l'emploi (2013), à la culture (2015) et à l'éducation (2018). Ce changement témoigne de l'évolution, au fil du temps, de ce que l'on estime pertinent pour le développement.

Des arbitrages deviennent par conséquent nécessaires entre certains des objectifs de développement mentionnés. Aujourd'hui, la réflexion sur le développement consiste aussi à identifier les arbitrages nécessaires dans les contextes nationaux, et à s'assurer qu'ils sont pris en compte dans le dialogue politique général d'un pays donné. Une fois les

arbitrages identifiés, les experts doivent être en mesure de mieux cibler leurs actions en vue d'atteindre les « meilleurs résultats possibles » pour les objectifs définis et les bénéficiaires.

Les paradigmes actuels du développement résultent de facteurs externes et d'une accumulation de connaissances. Les facteurs externes ont en effet joué un rôle majeur dans la modification des paradigmes. L'ère de la planification, dans les années 1960, lorsque le développement économique était traité comme une science exacte, a apporté la démonstration que le développement ne se résumait pas à l'économie. Dans les années 1970 déjà, des éléments autres que le PIB ont été mis en avant dans l'analyse et la pratique du développement (Seers, 1969^[9]). En 1972, la conférence de Stockholm sur l'environnement humain a par exemple marqué une étape importante de la politique environnementale à l'échelle mondiale, prolongée par le rapport Brundtland de 1987 et le Sommet de la Terre de 1992.

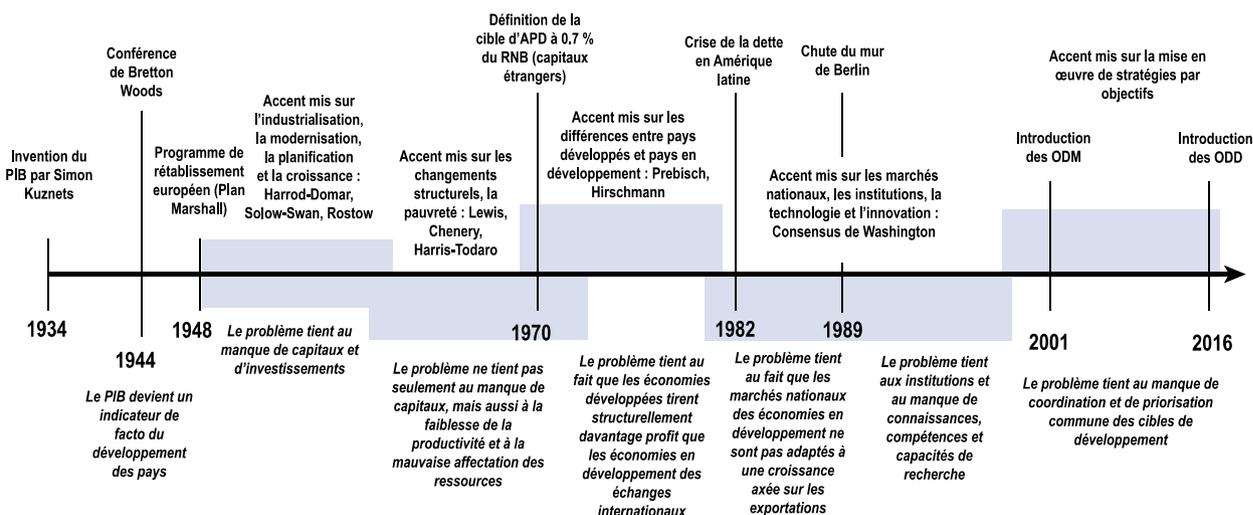
Les structures de l'économie et leurs transformations sont importantes. Il était communément admis que les pays en développement devraient emprunter une trajectoire différente des premiers pays qui se sont industrialisés, comme le soutenait par exemple l'école de la dépendance. Mais la crise pétrolière de 1973 et les crises de la dette en Amérique latine quelques années plus tard ont mis fin à cette théorie et placé la macro-stabilité sur le devant de la scène pendant les deux décennies suivantes. La fin de la Guerre froide a également introduit une nouvelle transformation : alors que l'approche environnementale était peut-être davantage mise en avant dans les années 1970 et 1980, les années 1990 et 2000 ont connu une résurgence de la thématique de l'éradication de la pauvreté.

Les théoriciens du développement n'ont pourtant pas réinventé la roue après chaque faux pas. Au cours des sept dernières décennies, la pensée du développement ne s'est pas résumée à un échange animé *d'idées* au sujet du développement et de la manière de le favoriser. Elle ne s'est pas non plus contentée de constituer un *ensemble d'idées* en vogue à un instant donné, destiné à être remplacé par un autre ensemble d'idées quelques années plus tard. Au-delà des interprétations constructivistes, la pensée du développement semble avoir été un long processus d'apprentissage. Des acteurs clés des événements du monde réel, rompus aux interactions qu'il implique et familiers des défis qu'il comporte, en sont venus à définir des zones de consensus sur ce qu'est le développement, ce qu'il présuppose, et comment l'atteindre, c'est-à-dire sur les mesures qui se sont avérées les plus efficaces en matière de développement selon les contextes (graphique 4.2).

Les théoriciens contemporains ont l'avantage de pouvoir se baser sur le vaste corpus de leurs prédécesseurs. Ils peuvent proposer des approches plus globales, prenant notamment en compte les questions environnementales et climatiques, les adapter aux contextes et besoins locaux, et les rendre de ce fait plus réalistes.

On connaît davantage aujourd'hui les stratégies qui fonctionnent le mieux en matière de développement – impulsion étatique ou au contraire du marché, orientations vers l'intérieur ou au contraire vers l'extérieur. La capacité de *permutation* d'une stratégie à une autre semble être une caractéristique clé des économies de marché développées. Cette approche permet une action rapide et une coordination entre les gouvernements, en particulier en cas de risque de crise économique. En outre, certains des arguments ultra-libéraux en faveur des marchés libres et du libre-échange ont perdu de leur influence. Dans un monde sans frontières, les cadres réglementaires et l'état de droit n'opèrent pas de manière uniforme. Ce dernier constituait un facteur clé dans les théories d'Adam Smith concernant le fonctionnement des économies nationales (Herzog, 2016^[10]).

Graphique 4.2. Les grandes étapes de la pensée du développement



Néanmoins, chaque basculement de la pensée du développement a permis de tirer les leçons de ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas. L'aide et les capitaux sont certes importants, mais pas suffisants, car ils nécessitent un séquençage et une stratégie pour optimiser leur déploiement. Une croissance déséquilibrée peut fonctionner, mais l'accent mis de manière excessive sur un secteur peut produire des effets indésirables en cas d'insuffisance des liens entre les secteurs. La stabilité macroéconomique est fondamentale, mais là encore, ne saurait suffire à elle seule : l'offre d'incitations au secteur privé, la garantie de meilleurs résultats finaux pour les plus pauvres et le renforcement des rôles dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont également essentiels. Enfin, point important s'il en est, la trajectoire empruntée par un pays doit refléter les avantages dont il est pourvu, ses institutions et sa culture.

Sept décennies de pensée et de pratique du développement dans les pays développés

La pensée et la pratique du développement couvrent 70 années d'évolutions géopolitiques turbulentes. À l'influence exercée par la Guerre froide et la lutte entre les super puissances ont succédé les mouvements de décolonisation en Asie et en Afrique, la chute de l'Union soviétique et les transformations survenues en Europe centrale et de l'Est. Plusieurs régions du monde ont également connu des famines et des migrations forcées, des crises financières, des conflits militaires et des guerres civiles. Enfin, ce champ d'étude a aussi été influencé par l'essor fulgurant de la Chine et de l'Inde, nouvelles super puissances, et par la réduction massive de la pauvreté dans le monde.

La Guerre froide a conditionné en grande partie la pensée moderne du développement. Dans un monde bipolaire, confronté à une course effrénée à l'armement nucléaire, chacune des deux super puissances – l'Union soviétique et les États-Unis – surveillait étroitement la politique étrangère de l'autre (Rostow, (1960_[11]); Katz, (1986_[12]); Trofimenko, (1981_[13]); Westad, (2005_[14]))¹. Il était alors courant de présenter les pays en développement comme des pays du « Tiers monde », en les désignant de ce fait comme non alignés avec les États-Unis ou avec l'Union soviétique.

Lorsque la vague de décolonisation a pris de l'ampleur en Afrique et en Asie dans les années 1960, les deux camps ont tenté de s'attacher les bonnes grâces de ces pays

nouvellement indépendants. Même si les super puissances fournissaient de l'aide au développement pendant la Guerre froide, pour des raisons à la fois politiques et stratégiques, cette aide ne constituait pas seulement un moyen d'inciter les gouvernements à former des alliances. Les élites et les gouvernements postcoloniaux avaient également promis de rapides progrès économiques et sociaux à leurs citoyens, et leur légitimité reposait sur la mise en œuvre d'actions. L'indépendance politique avait besoin de s'accompagner de stratégies de développement économique et social.

Les sous-sections suivantes offrent un aperçu plus détaillé de la pensée du développement, telle que conçue essentiellement du point de vue des pays développés. Elles mettent en évidence cinq grandes évolutions dans ce qui était perçu comme le facteur fondamental permettant d'initier le développement :

- Industrialisation, croissance et modernisation (années 1940-1950)
- Transformation structurelle (années 1960)
- Indépendance accrue des économies en développement (années 1970)
- Stabilité macroéconomique : Consensus de Washington (années 1980-2000)
- Développement par objectifs (années 2000-présent).

Industrialisation, croissance et modernisation (années 1940-1950)

Les débuts de la pensée du développement se sont opérés sous le signe de l'optimisme et de l'expérimentation (2013_[15]). Dans le sillage de la création des institutions internationales pour soutenir le développement après la Seconde Guerre mondiale, deux grandes « écoles » ont vu le jour : l'une centrée sur l'industrialisation, l'autre sur le commerce.

Premières années d'optimisme, d'expérimentation et d'approches multilatérales

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la question du développement et de la reconstruction était abordée avec un certain enthousiasme et une volonté d'intégrer les enseignements tirés de l'après-Première Guerre mondiale. L'écart qui séparait le libéralisme manchestérien du communisme soviétique fixait les bornes d'un espace politique particulièrement large ; l'expérimentation concernant les rôles respectifs des secteurs et des capitaux publics et privés était encouragée.

Plusieurs institutions internationales ont été créées au cours de ces premières années dans le but de soutenir le développement. La conférence de Bretton Woods, en 1944, a posé les bases de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) – devenue la Banque mondiale par la suite – pour aider à la reconstruction de l'Europe. À Bretton Woods furent également évoquées la création du Fonds monétaire international (FMI) et celle d'une organisation chargée de s'occuper des questions commerciales afin de restaurer des relations internationales régies par des règles et de soutenir les politiques de développement. La conférence a permis de trouver un accord sur la création de la BIRD et du FMI, tandis que les discussions commerciales ont abouti à la Charte de la Havane, qui n'a pas été ratifiée. Deux ans plus tard, dans un contexte positionnant le commerce comme vecteur important de développement, était adopté l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ou GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*). À cette époque, une part importante de la pensée du développement s'est opérée au sein des institutions rattachées à l'ONU, récemment

créées pour traiter d'un secteur spécifique, sans nécessairement s'occuper du développement dans son ensemble, notamment : l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 1945), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO, 1946) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS, 1948).

Le développement était conçu comme un processus économique permettant aux pays de passer d'une « civilisation traditionnelle », après une phase de transition industrielle, à une « civilisation tertiaire » dans laquelle les secteurs des services étaient dominants (Fisher, (1939_[16]) ; Clark, (1940_[17]) ; Fourastié (1949_[18])).

Deux grandes écoles de pensée ont émergé en matière de développement, l'une mettant l'accent sur l'industrialisation, l'autre sur le commerce. Des conflits ont surgi dès le départ au sujet des mécanismes du développement, donnant lieu à une opposition entre ces deux écoles. Inspirée par Keynes, la première voyait le sous-développement comme le résultat d'une série d'échecs du marché et d'un manque de réactivité de ce dernier aux mesures prises pour le stimuler. Elle s'inspirait également des vues de Max Weber et de Talcott Parsons sur la modernisation, considérant ainsi que les pays en développement avaient simplement besoin de moderniser leurs pratiques. La deuxième école, qui s'inspirait de l'économie néoclassique, voyait le problème du développement essentiellement sous l'angle du manque de capital et pensait que les marchés permettraient de faire ruisseler les capitaux efficacement afin de réduire la pauvreté. Cette école voyait aussi le commerce, à travers le prisme de David Ricardo, comme un moteur fondamental de la richesse nationale.

L'école industrialiste cherche à transformer les économies agraires

L'école industrialiste, qui a bénéficié d'une brève notoriété, cherchait à aider les pays « arriérés » à rattraper le monde développé. Différents pays disposaient de diverses stratégies pour atteindre ce but.

L'économiste allemand Friedrich List a influencé l'école industrialiste aussi bien dans l'Occident capitaliste que dans les pays de l'Est communistes. Les conclusions du Système national d'économie politique de List (1841_[19]) ont convaincu l'Europe continentale et la Russie d'adopter le modèle britannique – basé sur un important protectionnisme remontant à la fin du XV^e siècle – pour s'enrichir. List s'est engagé dans une réflexion opposant la plupart des politiques européennes à la théorie de Ricardo basée sur les avantages comparatifs.

La source intellectuelle de la théorie mais aussi des politiques modernes de développement est l'article de 1943 de Rosenstein-Rodan, « Problèmes de l'industrialisation des pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est ». Cet article s'interrogeait sur la manière de transformer les États des Balkans créés de fraîche date – et issus d'un ancien empire – en entités économiques indépendantes. Animées par les idées de List, les succès théoriques de l'économie keynésienne et finalement le Plan Marshall (voir l'encadré 4.2), les premières théories de l'économie du développement ont mis l'accent sur un effort massif et monolithique en faveur de l'industrialisation.

Cette école répondait sans ambiguïté à la question du développement par l'industrialisation de pays initialement agraires, soutenus par un excédent de main-d'œuvre agricole et, en général, par l'exportation de matières premières. La plupart des théoriciens du développement s'accordaient sur le principe, mais conservaient quelques divergences quant à la forme que l'industrialisation devait prendre. Certains économistes

du développement – comme Ragnar Nurkse – considéraient que toute accumulation effective du capital était d'ordre national (Nurkse, 1953_[20]).

L'idée dominante de cette époque était simple : aider les pays « arriérés » à rattraper les pays riches. Pour ce faire, selon Rosenstein-Rodan (1943_[21]) et Nurkse (1953_[20]), par exemple, les pays pauvres avaient besoin d'une « grande impulsion » initiale en matière d'investissement pour bénéficier d'économies d'échelles, ainsi que d'une « croissance équilibrée » reposant sur le développement simultané de tous les secteurs. Rosenstein-Rodan comme Nurkse se montraient pessimistes à l'égard des exportations dans l'économie de l'après-guerre, et favorisaient par conséquent le développement du marché intérieur. La préoccupation majeure était la croissance économique à long terme. Elle devait être stimulée par l'industrialisation (Chenery, 1955_[22]) et par une modernisation sociétale généralisée (Ekbladh, (2010_[23]) ; Lerner, (1958_[24]) qui produirait à son tour un « effet disciplinaire » (Hirschman, (1977_[25]) ; (1982_[26])).

L'idée de l'industrialisation était présente pratiquement partout dans les années 1940 et 1950, mais prenait des formes différentes selon les pays. En Chine, la tradition de l'industrialisation a commencé avec Sun Yat-Sen (Yat-Sen, 1920_[27]). Après la révolution de 1949, la Chine s'est lancée dans une nouvelle stratégie d'industrialisation en adoptant son premier plan quinquennal (1953-57). L'Inde a suivi la même stratégie d'industrialisation après son indépendance en 1947. Deux ans auparavant, ce qu'on a coutume d'appeler le Plan Bombay cherchait ainsi à réaliser rien de moins qu'une « refonte de l'Inde ». Il visait un doublement du revenu par habitant en Inde à l'issue de trois plans quinquennaux d'industrialisation (Thakurdas, 1944_[28]). Porto Rico s'est par exemple également engagé dans un plan d'industrialisation réussi dans les années 1940, baptisé Opération Bootstrap (Maldonado, 1997_[29]).

En 1946, les Nations Unies ont créé la Sous-Commission du développement économique pour conseiller ses membres en matière de politique de développement, en mettant l'accent sur les politiques d'industrialisation. L'approche keynésienne se basait sur l'expérience du New Deal, vaste ensemble de réformes mises en œuvre aux États-Unis pour faire sortir le pays de la Grande dépression au milieu des années 1930. La création d'emplois dans le secteur manufacturier et la réduction du chômage déguisé devaient permettre une amélioration de la productivité du travail.

Encadré 4.2. Le plan Marshall et l'impulsion en faveur de l'industrialisation

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Plan Morgenthau et le Plan Marshall ont offert deux visions radicalement différentes de la reconstruction de l'Allemagne dévastée par la guerre. Le Plan Marshall – favorisé par la nécessité de redresser l'Europe et de contenir l'influence soviétique – a fini par éclipser toute autre considération.

Le Plan Morgenthau prévoyait de faire de l'Allemagne un pays désindustrialisé, ramené à l'état de nation agricole et pastorale (Morgenthau, 1945_[30]). Il a été brutalement interrompu par l'annonce de George Marshall à Harvard, en 1947.

Le Plan Marshall constituait un revirement complet de la politique étrangère américaine. Il est devenu l'un des éléments centraux du développement économique de la période des « Trente glorieuses » qui devait suivre. En outre, il a profondément influencé la pensée du développement, même s'il était davantage perçu comme un plan de reconstruction que de développement à part entière.

Des considérations à la fois économiques, humanitaires et politiques ont présidé à l'adoption du Plan Marshall. À la différence du Plan Morgenthau, le Plan Marshall admettait qu'une nation agricole ne pouvait pas nourrir autant d'habitants qu'une nation industrielle. De plus, le plan de désindustrialisation de Morgenthau devait uniquement être mis en œuvre dans les zones d'Allemagne de l'Ouest occupées par le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, et pas dans la zone russe à l'Est. Les Alliés y ont vu un risque – politiquement dangereux – de favoriser l'apparition d'une extrême pauvreté en Allemagne de l'Ouest. Dans les pays bénéficiant du Plan Marshall, le libre-échange a été suspendu. Ceci devait durer jusqu'à ce que l'industrialisation et la hausse de la productivité les rendent compétitifs sur les marchés mondiaux non seulement sur le plan des produits agricoles et des matières premières, mais aussi des produits industriels. Les forces dominantes dans le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale – à la naissance de l'OECE (qui deviendrait par la suite l'OCDE) – voyaient unanimement dans l'industrialisation la clé de la richesse.

Le legs du Plan Marshall et la marque de son succès dans la pensée du développement ont été de trois ordres :

- Premièrement, il a confirmé l'idée d'échanges symétriques – la notion selon laquelle le commerce était optimal et devait être encouragé entre deux pays de niveau équivalent de développement –, dans un contexte où de nombreux pays européens bénéficiaient d'un niveau similaire de développement.
- Deuxièmement, les États-Unis insistaient pour que l'Europe progresse à l'unisson, protégeant ses industries naissantes du commerce international pour leur permettre de s'épanouir. Dans les faits, la Charte de la Havane, qui a précédé le GATT et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a rendu le plan Marshall opérationnel. Elle rendait possible le protectionnisme pour les pays qui disposaient d'un plan d'industrialisation et pâtissaient d'un certain niveau de chômage.
- Troisièmement, les capitaux importants transférés vers l'Europe ont mis en évidence que le capital aurait un rôle à jouer dans l'équation du développement. Ce dernier legs dominerait la pensée du développement, la faisant rebasculer en profondeur vers les notions néoclassiques.

La croyance dans les avantages du commerce l'emporte sur l'école industrialiste

L'école industrialiste a été éclipsée en raison du succès même du Plan Marshall, de la prévalence de la théorie économique néoclassique et du manque de capitaux dans les pays en développement (encadré 4.1). La vision qui l'a emporté mettait l'accent sur le capital comme la variable manquante fondamentale pour permettre le décollage du développement.

Le commerce était considéré comme le principal instrument susceptible de favoriser la réalisation de ce scénario. Joseph Schumpeter avait comparé cette vision à « l'idée terre-à-terre selon laquelle c'est le capital en soi qui amorce le moteur capitaliste » (Schumpeter, 1954, p. 468_[31]). À la fin des années 1950, la reconstruction européenne était achevée et considérée comme un succès. Alors que le rôle de l'OECE comme administrateur de capitaux prenait fin, ceux qui réclamaient une nouvelle organisation munie d'un nouveau mandat l'ont emporté.

Vu à travers le prisme néoclassique, le principal problème du développement était celui de l'accumulation du capital. Les pays pauvres dotés de peu de capital avaient besoin d'emprunter auprès de pays développés ou de dégager un excédent de leur balance commerciale. La lutte contre le communisme, dans laquelle le Plan Marshall jouait aussi un rôle prépondérant, constituait l'un des ingrédients clés.

La fondation Cowles, groupe de réflexion créé dans les années 1930, a commencé par promouvoir une approche plus scientifique de l'économie néoclassique. Elle a finalement joué un rôle dans le basculement de la pensée du développement vers l'équilibre général. L'économie était perçue comme une science parfaite, qui permettait de résoudre des équations et de mettre les pays sur le chemin de la croissance. Au milieu des années 1950, Arrow et Debreu (1954_[32]) ont par exemple identifié différentes conditions à remplir pour que les marchés fonctionnent de manière efficiente, et leurs travaux sont devenus l'épine dorsale de la discipline économique en général.

Différentes stratégies de développement ont vu le jour dans la droite ligne de cette conception, s'attachant à attirer des capitaux pour atteindre une croissance rapide. Rostow, contemporain de Rosenstein-Rodan et de Nurkse, a introduit l'hypothèse des cinq étapes de la croissance économique. L'idée centrale était l'accumulation du capital, fondée sur l'expérience des pays déjà industrialisés.

Les cinq étapes étaient les suivantes : société traditionnelle, obtention des préconditions pour le décollage ; décollage ; évolution vers la maturité ; et consommation de masse élevée (Rostow, 1960_[11]). Gerschenkron (1962_[33]) plaidait en faveur d'un rôle plus actif des gouvernements et des grandes banques pour fournir les capitaux nécessaires et favoriser l'entrepreneuriat. Dans la même perspective, le modèle néo-classique d'Harrod-Domar proposait de fixer un taux d'épargne optimal qui devait être atteint pour maximiser la croissance. Cette manière de penser conservait toutefois l'État au centre du jeu, l'école de la planification jugeant que son rôle était d'accompagner les flux de biens et de capitaux.

Le capital financier était considéré comme primordial. Peu d'importance était accordée à la manière dont le système pouvait évoluer sous l'effet de nouveaux facteurs, notamment sociaux ou environnementaux, ou même du rôle de la technologie (Ranis, 2004_[34]). L'influent modèle de croissance de Swan-Solow a bien souligné le rôle central de la technologie. Cette dernière était toutefois perçue comme un facteur exogène, à même de s'adapter partout indépendamment des institutions, des cultures, des capacités et de la localisation.

Le rôle dominant du capital a conduit à l'émergence de l'aide au développement et des banques régionales de développement. Il était admis que les capitaux étrangers seraient à même de compenser toute insuffisance de capitaux nationaux, vision qui devait par la suite conduire à l'émergence de l'aide au développement. Les donateurs étaient vus comme des fournisseurs de capitaux indispensables et de nombreuses organisations d'aide nationales ont fait le choix d'opérer dans le cadre d'organisations multilatérales.

La Banque interaméricaine de développement (BID), créée en 1959, a été la première banque régionale de développement. Elle a été suivie par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque asiatique de développement (BASD) en 1964 et 1966, respectivement. La Banque internationale de développement (BItD) a également été créée en 1960 au sein de la Banque mondiale pour accorder des prêts à des conditions libérales et des subventions aux pays les plus pauvres du monde, en sus des prêts de la BIRD.

En 1961, à la lumière du succès du Plan Marshall et suite à la révolution cubaine, les États-Unis ont lancé un programme d'aide majeur dédié à l'Amérique latine, baptisé « l'Alliance pour le progrès ». Il proposait des prêts de plus de 20 millions d'USD, souvent accompagnés d'une assistance technique. Les Nations Unies ont d'ailleurs établi en 1958 un Fonds spécial pour élargir l'action du programme d'assistance technique de l'ONU.

DE L'OECE à l'OCDE

Une fois l'Europe d'après-guerre engagée sur le chemin de la croissance, la mission de l'OECE a pris fin. En 1960, l'organisation a été refondue dans la nouvelle OCDE, plus globale, dans une perspective de discussion des politiques. Un an plus tard, le Centre de développement de l'OCDE a été créé comme plateforme indépendante de partage des connaissances et de dialogue entre les pays membres et non membres de l'OCDE. L'idée était ainsi d'offrir aux pays un moyen d'interagir sur un pied d'égalité. Enfin, dans la droite ligne de la création des banques de développement et de l'émergence de l'aide et de la coopération au développement, l'OCDE s'est étendue en donnant un mandat ferme au Groupe d'aide au développement (GAD) de l'OECE, un forum des principaux donateurs, rebaptisé Comité d'aide au développement (CAD) en 1961. L'une des principales motivations lors de la création du GAD/CAD était de permettre une comptabilité précise et comparable des flux d'aide aux pays en développement.

La recherche de la croissance économique a conduit responsables politiques et chercheurs universitaires à opter pour des stratégies et des politiques susceptibles d'augmenter le PIB d'un pays aussi rapidement que possible. Cette démarche a été privilégiée au détriment de l'environnement, de l'égalité et des avancées sociales. Les défis sociaux et environnementaux des pays étaient absents de l'équation.

Ces modèles n'étaient pas nécessairement erronés, dans la mesure où tous les pays ont besoin de capitaux comme moteur de croissance. Mais ils supposaient un ruissellement vers le reste de l'économie, en mettant l'accent sur l'offre plus que sur la demande. En outre, ils simplifiaient le mécanisme au point de rendre uniforme son application à l'ensemble des pays, comme s'ils travaillaient de la même manière et partageaient une histoire commune, les mêmes liens sociaux, les mêmes capacités et les mêmes besoins. Ils supposaient également qu'un tel développement, mené de cette manière, serait durable. Il devenait de plus en plus évident que les résultats économiques ne constituaient qu'une dimension du développement.

Pensée occidentale

Des attentes élevées, généralement axées sur le marché, mais associées à d'importants éléments d'interventionnisme public (keynésien) ; l'État devient un agent du développement au sein d'un processus plus large d'industrialisation et de modernisation ; les flux financiers vers les pays en développement et une ouverture au commerce sont considérés comme bénéfiques (en revanche, un protectionnisme de fait perdurait dans de nombreux pays en développement).

Transformation structurelle (années 1960)

Tout au long des années 1960 et au début des années 1970, la communauté du développement a de plus en plus estimé que l'État devait jouer un rôle plus important que celui de simple fournisseur de capitaux. Par conséquent, l'économie du développement a connu une nouvelle évolution.

La pensée du développement a connu un nouvel élan d'enthousiasme lorsque l'ONU a déclaré les années 1960 décennie du développement, en soulignant que les progrès du développement jusqu'alors étaient loin d'avoir été satisfaisants. L'industrialisation a de nouveau été considérée comme le moyen de fournir de l'emploi en lieu et place du chômage déguisé dans l'agriculture. L'augmentation de la production par habitant grâce aux économies d'échelle dans la production manufacturière était perçue comme un facteur de hausse des revenus, qui conduisait à son tour à une demande intérieure plus soutenue pour les produits fabriqués localement : un cercle vertueux.

Les années 1960 ont aussi connu une croissance significative du financement du système de développement des Nations Unies. En 1964, l'ONU a créé la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). L'industrialisation et le concept de « valeur ajoutée » aux matières premières produites localement étaient des éléments centraux des programmes de développement de la CNUCED. Le problème initialement posé par Rosenstein-Rodan au sujet de l'industrialisation des États des Balkans à travers une croissance équilibrée s'est à nouveau présenté au moment de l'indépendance des anciennes colonies européennes, de celle de l'Indochine française et du Ghana dans les années 1950, à celle du Mozambique et de l'Angola en 1975. Dans la lignée du rôle accru dévolu à l'État, l'ONU a créé des agences spécialisées axées spécifiquement sur le développement – le Fonds spécial devenant le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1965 –, et sur l'industrialisation, avec la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en 1966.

La plupart des pays en développement n'avaient bénéficié ni de longues périodes de croissance économique, ni de développement social au sens large. En outre, la transition vers les formes modernes de production, de société et d'organisation étatique s'était avérée risquée, lente, et traversée par des mouvements de protestation politique et d'interventions militaires (Eisenstadt, (1967_[35]); Huntington, (1965_[36]), (1968_[37]); Myrdal, (1968_[38])). Les niveaux de pauvreté restaient élevés. D'après Albert Hirschman, le manque de capitaux était moins problématique que l'inachèvement des plans de développement, qui faisait obstacle à l'entrepreneuriat et aux initiatives individuelles (Hirschman, 1963_[39]).

Les politiques du développement se sont de plus en plus attachées à la transformation des structures économiques, en particulier au basculement de la main-d'œuvre et des ressources des secteurs faiblement productifs ou traditionnels (comme l'agriculture) vers des secteurs plus avancés (comme l'industrie). Les politiques mettaient l'accent sur la modernisation des pays en développement en accordant un rôle moteur à l'État.

Lewis (1954_[40]), Chenery (1960_[41]) et Harris et Todaro (1970_[42]) ont apporté des contributions significatives à la théorie et à la pratique du développement. Dans le modèle de Lewis, par exemple, les travailleurs passent d'un secteur faiblement productif à un secteur plus productif. Les salaires se maintiennent à un niveau de subsistance jusqu'à ce que « l'armée de réserve des travailleurs » se trouve épuisée dans le secteur faiblement productif et que les salaires augmentent. La réallocation de la main-d'œuvre et du capital

de l'agriculture vers l'industrie était considérée comme le moteur de la croissance, et l'État pouvait accompagner ce mouvement et l'accélérer.

Le rôle de la technologie dans le développement évoluait également. Jusque dans les années 1960, la pensée du développement considérait la technologie comme quelque chose qu'il fallait adopter, incorporer au capital fixe, en se contentant de la déplacer de son lieu d'invention vers son lieu d'utilisation dans les pays du Sud (Evenson et Westphal, 1995^[43]). Le changement technologique était conçu comme un prérequis pour la croissance plutôt que comme une composante de la croissance elle-même, conception fondée théoriquement dans les modèles de croissance exogène de Solow et Harrod-Domar. Le contexte, les niveaux de compétence et les capacités institutionnelles étaient censés s'adapter à la technologie par la suite. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'attention s'est portée sur le processus même de transfert de technologie, modifiant de ce fait la vision de la technologie comme artefact physique, qui a laissé la place à celle d'un système d'artefacts composé de « personnes, procédures et arrangements organisationnels » (Bell et Albu, 1999^[44]).

Le commerce et les avantages comparatifs sont restés centraux pendant cette période, mais les producteurs des pays industrialisés se sont opposés au retour de la stratégie d'industrialisation et d'avantages comparatifs dans les économies en développement. Ils redoutaient la concurrence des produits manufacturés des pays à faibles coûts salariaux. Ils s'inquiétaient aussi de la pression exercée par les déficits extérieurs sur leurs taux de change, qui résulterait d'une balance commerciale déficitaire.

L'accent mis sur la transformation structurelle et le développement industriel a lésé d'autres secteurs. Les responsables politiques ont commencé à investir uniquement dans le secteur industriel, négligeant l'agriculture, dont les ramifications avaient jusqu'alors semblé négligeables pour la croissance économique. Ni les importants transferts de capitaux ni la transformation structurelle impulsée par l'État n'avaient fonctionné de manière satisfaisante, ni ne s'avéraient suffisants pour initier le développement.

Pensée occidentale

Après des succès initiaux, les responsables politiques tentent en vain d'accélérer le processus de développement. La pensée du développement traverse une nouvelle période d'enthousiasme grâce aux initiatives multilatérales. Le commerce reste considéré comme un vecteur de développement, accompagné néanmoins d'une tendance à la transformation structurelle impulsée par l'État.

Une indépendance accrue des économies en développement (années 1970)

À la fin des années 1960, la pensée du développement s'est encore diversifiée. Après la déception vis-à-vis de la « Décennie du développement », de nombreux observateurs critiques ont soutenu des stratégies « Sud-Sud » pour combattre ce qu'ils voyaient comme des termes inégaux de l'échange pour les pays en développement. Parallèlement, le courant central de la pensée du développement a commencé à prendre en compte le problème de la pauvreté de masse en mettant l'accent sur les besoins fondamentaux.

Les critiques proposent des mesures protectionnistes pour lutter contre les termes défavorables de l'échange

Différentes critiques émanant d'Amérique latine (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine, CEPAL) – qui ont ensuite donné naissance à « l'école de la dépendance » – soulignaient que le commerce international désavantageait systématiquement le monde en développement (Bracarense, 2012^[45]). Elles affirmaient aussi que le commerce entretenait, voire aggravait, le sous-développement (Frank, 1966^[46]). Cette école de pensée jugeait les pays en développement dépendants des économies développées sur le plan de l'accès au marché et aux capitaux. Ce phénomène était particulièrement visible dans le commerce international, dont les termes de l'échange semblaient favoriser les pays riches. C'est ainsi que s'ouvrit une période de relations fermées et de mesures protectionnistes pour les pays en développement.

En conséquence, ces critiques défendaient des stratégies de développement plus interne, un commerce Sud-Sud, un Nouvel ordre économique international, des restrictions aux actions des sociétés multinationales et une redistribution fortement accrue du Nord vers le Sud, parfois avec une tonalité nettement anticapitaliste (Laszlo et al., (1978^[47]) ; (Green et Singer, 1975^[48]) ; Cox (1979^[49]) ; Amin (1977^[50]). La déclinaison latino-américaine de ces théories est connue sous le nom de structuralisme.

Les penseurs traditionnels du développement se concentrent sur la pauvreté et les besoins fondamentaux

La pensée du développement s'est par ailleurs davantage penchée sur la question de la pauvreté. En 1971, le Comité de planification du développement des Nations Unies a établi et adopté une liste des pays les moins avancés (PMA). Les critères retenus étaient le PIB par habitant, la part du secteur manufacturier dans le PIB total et le taux d'alphabétisation des adultes. Les pays concernés ont pu bénéficier de programmes d'action spécifiques de l'ONU.

L'aide publique au développement (APD) a été conçue comme une réaction à une « décennie de développement incomplet » et a dirigé davantage de ressources vers la réduction de la pauvreté de masse. Au début des années 1970, le président de la Banque mondiale, Robert McNamara, insistait sur le besoin de s'attaquer à la réduction de la pauvreté, et le premier Rapport sur le développement dans le monde abordait également ce sujet (McNamara (1973^[51]) ; (Banque mondiale, 1978^[52]) ; (Kapur, Lewis et Webb, 1997^[53]). Cela a eu une influence profonde sur les programmes d'aide, qui ont commencé à financer davantage de micro-programmes destinés à satisfaire les besoins fondamentaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau et de l'assainissement.

Même si cette évolution a été en partie dictée par des motifs sécuritaires, le soutien apporté aux petits cultivateurs et aux petites entreprises visait à promouvoir un nouveau modèle de croissance, celui d'une « croissance équitable » (Chenery (1974^[54]) ; (Ahluwalia, Carter et Chenery, 1979^[55]) ; Feder (1976^[56])). Sans abandonner totalement les efforts de modernisation et d'industrialisation, les critiques plaidaient pour une orientation plus sociale des politiques dans le but de satisfaire les besoins fondamentaux (OIT, 1976^[57]). C'est au cours des années 1970 qu'Amartya Sen a commencé à faire campagne en faveur de stratégies nationales de développement davantage axées sur le développement humain.

L'implication de l'État dans les stratégies de développement s'est poursuivie dans les années 1970 et des engagements plus concrets ont été pris sur le plan de l'aide. En 1970,

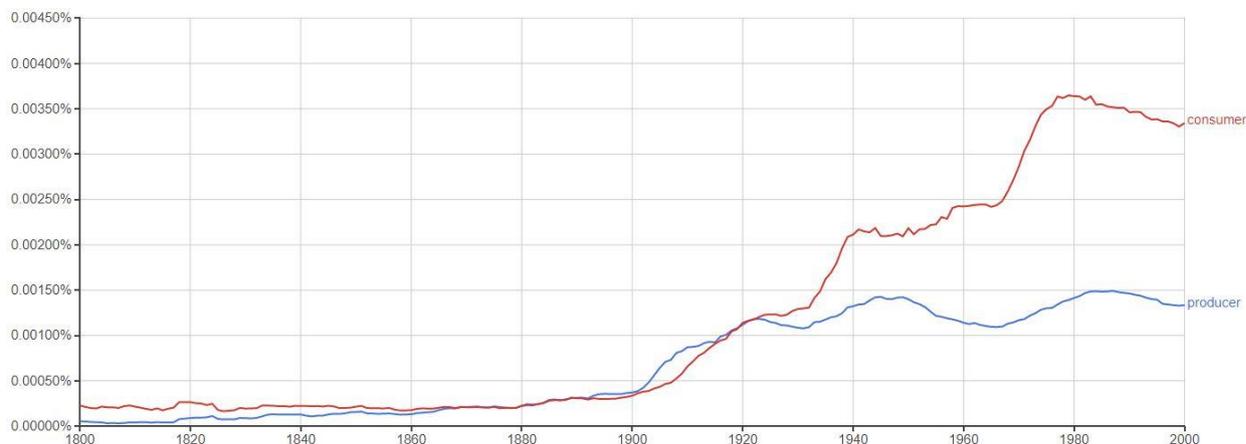
l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait ainsi une résolution fixant un objectif d'aide internationale à hauteur de 0.7 % du PIB². L'adoption de cet objectif a conduit à traiter davantage les symptômes du sous-développement – la pauvreté –, tandis que l'industrialisation était reléguée au second plan.

Pendant cette décennie, l'Association internationale de développement (AID) et le PNUD ont obtenu de nouvelles sources de financement. Comme au cours de la période précédente, les discussions portaient sur le rôle qui devait être dévolu à l'intervention publique et au marché, ainsi que sur l'alternative entre stratégies de développement orientées vers l'intérieur ou vers l'extérieur (Krueger (1985_[58]), (1990_[59]) ; Bhagwati, (1987_[60]) ; (Banque mondiale, 1987_[61]) ; Chenery et al. (1986_[62])).

Le renforcement de l'implication de l'État s'est accompagné de deux tendances importantes dans la pensée du développement. La création d'emplois à travers une industrialisation financée par des ressources intérieures a été progressivement délaissée en faveur d'une aide au développement basée sur des financements étrangers. Par ailleurs, l'accent a été mis sur les buts recherchés plus que sur les moyens, et sur la consommation plus que sur la production (graphique 4.3).

Graphique 4.3. L'accent mis sur le consommateur plutôt que sur le producteur atteint un pic dans les années 1960

N-gramme des occurrences des termes « producteur » et « consommateur » (1800-2000)



Note : Ce graphique illustre l'évolution, au fil du temps, de l'occurrence d'une liste de termes (grammes) dans un corpus d'ouvrages rédigés en anglais. Les résultats sont normalisés en fonction du nombre d'ouvrages publiés chaque année. Le lissage est fixé à +/- 3 ans.

Source : Google Research (2013_[63]), *Google Books Ngram Viewer (base de données)* (consommateur, producteur), <http://books.google.com/ngrams> (consulté en mai 2018).

La crise fait naître des demandes de rééquilibrage des termes de l'échange

La crise pétrolière de 1973 et l'émergence de l'école de la dépendance ont abouti à la proposition d'un Nouvel ordre économique international. Il s'agissait d'un ensemble de propositions destinées à améliorer les termes de l'échange pour les pays en développement, en prenant en compte la hausse du coût des matières premières et le faible pouvoir de négociation des pays en développement.

En 1976, l'Organisation internationale du travail a publié « L'emploi, la croissance et les besoins essentiels : problème mondial ». Ce rapport proposait des stratégies nationales de développement économique (SNDE) élaborées au niveau de chaque pays, avec comme objectif la satisfaction des besoins fondamentaux de l'ensemble de la population. Les SNDE visaient à garantir un revenu suffisant pour se nourrir, se loger et s'habiller, tout en ayant accès à certains services essentiels en matière d'éducation, de santé, d'eau potable et d'assainissement. L'économie du développement (cherchant à traiter les causes de la pauvreté) se trouvait à nouveau supplantée par l'économie palliative (visant à soulager les symptômes de la pauvreté.)

Les crises budgétaires et le surendettement conduisent aux premières tentatives d'ajustement structurel

Les problèmes budgétaires des pays de l'OCDE et les crises de la dette en Amérique latine ont inauguré un nouveau cycle de la pensée du développement. À la fin des années 1970, de nombreux gouvernements du monde en développement avaient accumulé une dette à la fois intérieure et extérieure qui les plaçait au bord de la faillite (IMF, (1980_[64]). L'hyperinflation affectant certains pays – par exemple l'Argentine, la Bolivie et le Brésil – aggravait encore la situation.

Le retrait des prêteurs privés a conduit les institutions internationales à fournir de nouveaux financements en faveur du développement, assortis de nouveaux instruments de « stabilisation et d'ajustement ». Il était demandé en contrepartie aux États bénéficiaires de limiter leur recours à l'emprunt sur leur marché intérieur et de procéder à une consolidation budgétaire, principalement en réduisant les dépenses et l'emploi publics, et en « restructurant » ou en privatisant les entreprises publiques lourdement endettées.

Paradoxalement, les programmes d'ajustement, destinés à réduire le rôle de l'État, nécessitaient une administration efficace pour mener à bien les réformes touchant aux questions budgétaires et aux politiques publiques en général (Banque mondiale, 1983_[65]). Les controverses abondent au sujet des effets des programmes d'ajustement sur la pauvreté. Les effets constatés sur le terrain semblent dépendre des conditions propres à chaque pays, en particulier les performances du secteur public et les questions de gouvernance au sens large (Morrisson, 1992_[66]) ; (Collier et Gunning, 1999_[67]) ; (Easterly, (s.d.)_[68]) ; (Pastor, 1987_[69]). Tirant les leçons de la pratique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a insisté sur la nécessité d'un « ajustement à visage humain » (Cornia, Jolly et Stewart, 1987_[70]). Le FMI comme la Banque mondiale ont mis en place des programmes spécifiques pour atténuer le coût social de l'ajustement au moyen de filets de sécurité et de prêts préférentiels (Gayi (1991_[71]) ; Boughton (2012_[72])).

Pensée occidentale

Des espoirs déçus, une vague de critiques et un effort de diversification ; bien que le développement par le marché ne soit pas remis en question, la réduction de la pauvreté et la satisfaction des besoins fondamentaux s'imposent comme des priorités ; dans plusieurs pays en développement, la dette publique augmente rapidement ; bien que l'ouverture soit toujours considérée comme bénéfique, les critiques venues de l'école de la dépendance et de la CEAL dénoncent les risques de l'intégration mondiale et plaident pour un développement tourné vers l'intérieur ; aspirations à un Nouvel ordre économique international.

Stabilité macroéconomique : le Consensus de Washington (années 1980-2000)

La deuxième décennie du développement de l'ONU, dans les années 1970, a été dominée par la crise pétrolière. Les pétrodollars étaient recyclés et la dette s'accumulait, conduisant à une fragilité financière, puis à une crise financière. En réaction, les marchés de biens se sont ouverts, menaçant de détruire la production manufacturière nationale de nombreux pays pauvres (Palma et Stiglitz, 2016^[73]). Connue sous le nom de Consensus de Washington, une nouvelle ère avait commencé pour la communauté du développement (Williamson, 1990^[74]). La stratégie de développement dominante s'est repliée sur les principes néoclassiques et sur les orientations politiques dictées par les institutions du développement basées à Washington.

Le projet de stabilité macroéconomique renforcée et de réduction de la place de l'État, qui est resté connu sous le nom de Consensus de Washington, a remis en cause la priorité accordée aux besoins fondamentaux dans les stratégies de développement. Cette vision restera prédominante au moins jusqu'à l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dans les années 2000.

La période du Consensus de Washington incorpore plusieurs courants distincts et a connu des évolutions au fil du temps. Un recours accru au marché a eu lieu dans les années 1980, accompagné d'une confiance excessive dans les vertus du marché. Au moment de la chute du mur de Berlin, une vision plus équilibrée de l'État et du marché s'est imposée. Mais les institutions basées à Washington – et l'importance qu'elles accordaient au marché – sont restées prédominantes pendant toute la période, maintenant leur influence jusqu'à la crise financière mondiale de 2008. Dans les années 1990, la technologie a également fait son retour comme principal catalyseur du développement.

Les besoins fondamentaux sont écartés dans les années 1980

Les années 1980 ont été marquées par des récessions et par une inflation élevée dans les pays développés, auxquelles les gouvernements Reagan et Thatcher ont réagi en appliquant des remèdes libéraux. Ces politiques furent également appliquées aux pays en développement, mais de manière prématurée et expéditive. Les théories du développement économique disparaissent quasiment, remplacées par les thèses de l'économie néoclassique.

L'idée que l'aide devait cibler les besoins fondamentaux a disparu des programmes. Les critiques de l'approche keynésienne considéraient que les méthodes appliquées jusqu'alors avaient totalement échoué. Elles recommandaient le renforcement des marchés concurrentiels, la fixation de justes prix et l'encouragement du développement du secteur privé (Dorn et al. (1998^[75]) ; Toye (1987^[76])). Soumises aux incitations économiques adéquates, les populations des pays en développement agiraient, pensait-on, elles aussi rationnellement, ce qui se traduirait par une hausse de l'investissement et de la production³. Le gouvernement était davantage vu comme un problème que comme une solution en matière de progrès économique et social, et il n'était plus question de confier à l'État la tâche d'initier le développement (Adelman, 1999^[77]).

Les mêmes arguments ont servi à battre en brèche les craintes de l'école de la dépendance. Le développement étatique orienté vers l'intérieur et l'autosuffisance – inefficace et coûteux (Bates (1981^[78]) ; (Banque mondiale, 1995^[79]) ; Edwards (2009^[80])) – n'était plus à l'ordre du jour. Leurs détracteurs recommandaient au contraire d'orienter vers l'exportation les entreprises privées, qui mobiliseraient les ressources locales afin de combler le déficit commercial. Fort du succès de plusieurs économies d'Asie du Sud-Est,

ce point de vue a exercé une forte influence dans la communauté du développement, avec toutefois des réserves chez certains. Résumant l'expérience de nombreux pays, Chenery et al. (1986, p. 358_[62]) ont mis en évidence « une séquence nécessaire permettant de passer d'une croissance dominée par la substitution aux importations à l'exportation de produits manufacturés comme moteur principal. Il semble qu'une économie ait besoin de disposer d'une certaine base industrielle et d'un ensemble de compétences techniques avant de pouvoir se lancer dans une production tournée vers l'exportation ».

La réduction de la pauvreté et les préoccupations sociales n'ont pas été totalement abandonnées durant ces années. Mais les adversaires de cette approche estimaient qu'elle ne pourrait porter ses fruits que lorsque les principaux déséquilibres macro et microéconomiques seraient corrigés. Les questions de pauvreté, d'équité et de gestion publique ont également été prises en compte dans les prêts conditionnés à des mesures d'ajustement structurel (Morrisson (1992_[66]) ; Dornbusch (1982_[81]) ; Diebold, Feinberg et Kallab, 1984_[82]) ; Pastor (1987_[69]).

En dehors de l'OCDE, la Chine et l'Union soviétique ont emprunté des trajectoires distinctes. La Chine a commencé à expérimenter les mécanismes de marché à la fin des années 1970 dans le secteur agricole et le foncier (Lardy (1986_[83]) ; Lin (1992_[84]). Deng Xiaoping, figure centrale du décollage économique de la Chine, affirmait que la Chine « traversait la rivière en tâtonnant sur chaque pierre ». Autrement dit, le pays allait se frayer un chemin à son rythme au milieu des incertitudes. Les années 1980 se sont achevées avec l'effondrement de la planification économique et du développement étatique incarnés par l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est.

Suite aux réformes des politiques publiques dans les pays de l'OCDE, la coopération bilatérale et multilatérale pour le développement a été soumise à un examen renforcé. Il a été demandé aux institutions de passer en revue et surtout de documenter davantage leurs activités. L'évaluation de la performance des institutions et de l'efficacité des politiques de développement est devenue partie intégrante de la gestion de l'aide internationale (Knack et Rahman, 2007_[85]) ; Roodman (2008_[86]) ; (Easterly et Pfutze, 2008_[87]).

La chute du mur de Berlin a renforcé le Consensus de Washington

Avec le recul, le contraste entre les années 1980 et 1990 apparaît clairement. La chute du communisme a été interprétée comme la victoire définitive « du marché » et 1989 a même été saluée comme marquant « la fin de l'Histoire » (Fukuyama, 1992_[88]) ou encore comme « la fin de l'État-nation » (Ohmae, 1995_[89]).

La célébration du marché est longtemps restée hégémonique dans la pensée du développement. À partir du début des années 1990, la plupart des pays en développement ont ainsi fait l'expérience d'une « double libéralisation », misant sur le marché plus que sur l'État pour se développer, et échappant à des régimes autoritaires pour embrasser la démocratie. Par ailleurs, la gestion des programmes d'ajustement structurel, la phase de transition en Europe centrale et de l'Est, et la confirmation des succès du développement en Asie du Sud-Est indiquaient que les gouvernements et les institutions publiques jouaient un rôle important dans le soutien apporté aux marchés.

La discussion autour du rôle de l'État et du marché s'était déplacée vers l'examen de leur complémentarité (Israel (1990_[90]) ; (Banque mondiale, 1997_[91]) ; (Kuczynski et al., 2003_[92]). « Avoir les bonnes institutions », améliorer la gestion publique et la qualité de la « gouvernance » étaient devenus des ingrédients essentiels de la pensée du développement, et l'école de la Nouvelle économie institutionnelle a pris de plus en plus

d'importance dans les recherches sur le développement (Banque mondiale, 1991^[93] ; 1997^[91]).

Le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est considérablement accru dans les années 1990. De nombreux pays ont commencé à s'intéresser aux bénéfices procurés en matière de développement par des connaissances plus poussées et des technologies plus avancées. La technologie faisait toujours figure de force motrice pour la croissance, mais elle intervenait désormais comme un facteur endogène de l'économie locale, tout en produisant des rendements croissants grâce aux externalités induites. Les politiques, et par extension les programmes d'aide, se sont aussi davantage attachés à soutenir la recherche et développement, à favoriser les biens d'équipement et à réduire le coût des produits manufacturés. L'importance des compétences permettant d'adopter et d'adapter de nouvelles technologies a également été mise en valeur (Romer (1986^[94]) ; Lucas (1988^[95]) ; Ranis (2004^[34])).

Le développement retrouve petit à petit un visage humain

Le développement donnait l'impression d'avoir fait un pas en arrière dans les années 1990. La Charte de la Havane avait été diluée dans le GATT, qui avait finalement cédé la place à l'OMC en 1995. Des développements d'abord positifs dans les régions périphériques du monde avaient lentement cédé la place à un libre-échange et à une désindustrialisation prématurés. Par conséquent, les « décennies du développement » de l'ONU avaient fini par être perçues comme des décennies perdues.

Les années 1990 ont également vu la résurgence du débat sur la nature de la relation entre croissance démographique et développement économique. Les questions de la santé sexuelle, de la fécondité, de l'éducation, de la mortalité infantile et maternelle, ainsi que les enjeux de planning familial, ont fortement attiré l'attention des décideurs lors de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire en 1994.

En outre, le PNUD a lancé son Rapport sur le développement humain (RDH) en 1990. Il s'agissait de mettre les personnes au centre du développement, en soulignant les erreurs du Consensus de Washington et des politiques d'ajustement structurel. Il convient de noter que ces programmes n'étaient pas critiqués parce qu'ils auraient été inaptes à favoriser le développement, mais plutôt parce qu'ils avaient conduit à des résultats socialement inacceptables et qu'ils n'intégraient pas les problématiques environnementales et la redistribution des richesses dans leur modèle de croissance.

Pensée occidentale

Dans un premier temps, la résolution des crises de la dette domine la pensée du développement, les besoins de base ne sont plus prioritaires et l'attention se porte vers la stabilité macroéconomique et les fondamentaux du marché. Par la suite, l'amélioration des institutions et l'ouverture du commerce sont vues comme des points de départ nécessaires. Finalement, le développement intègre une approche davantage centrée sur l'humain.

Le développement par objectifs (années 2000)

À la fin des années 1990, des économistes comme Rodrik (1997^[96]) et Stiglitz (1998^[97]) ; (2002^[98])) se sont faits les porte-paroles des critiques contre le type de mondialisation qui

était en train de s'imposer. Dans ce contexte, les problèmes apparus au cours des décennies précédentes ont conduit l'ONU à adopter les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000. Cette évolution s'est poursuivie dans une perspective plus inclusive avec les Objectifs de développement durable (ODD) en 2015.

Le progrès humain, la durabilité environnementale et la sécurité gagnent en importance

Au tournant du millénaire, de nouvelles questions se sont ajoutées au débat sur la nécessité de plus ou moins d'intervention publique. Elles portaient sur le rôle du développement humain, sur les droits et les libertés, ainsi que sur la prise en compte de la « sécurité humaine » (O'Neill (1997_[99]) ; Sen (1999_[100]) ; (Thomas et Wilkin, 1999_[101]).

La mesure du progrès humain et pas uniquement du développement économique – par exemple au moyen de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD ou des OMD – a plus que jamais gagné en importance. Les discussions ont en outre à nouveau mis l'accent sur les objectifs de développement, en particulier l'élargissement de l'éventail des libertés humaines (Sen, 1999_[100]) et l'amélioration de la qualité de la vie. Bien que critiquée en tant que concept occidental, cette dernière incluait les libertés politiques et la participation des citoyens (Blunt (1995_[102]) ; (OCDE, 1995_[103]).

L'environnement et la question de la durabilité ont été intégrés aux objectifs de développement (Banque mondiale, 1992_[104] ; 2002_[105]). Avec la signature du Protocole de Kyoto en 1997, la question du changement climatique a rapidement gagné en importance. Par ailleurs, les attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ont jeté une lumière nouvelle sur la question de la fragilité des États, de la violence et des guerres civiles, conduisant à une nouvelle approche des efforts visant au renforcement de l'État.

Les OMD introduisent une pensée plus globale

Le début des années 2000 a consacré l'avènement d'une pensée du développement plus globale. Cette approche plus inclusive présupposait un recours à des contributions multidisciplinaires et multidimensionnelles auprès d'un vaste panel d'acteurs afin de voir plus loin que les simples indicateurs de croissance et de PIB.

Les OMD, définis en 2000, appelaient les pays à accomplir certains progrès dans différents domaines clés d'ici à 2015. Ces domaines comprenaient la réduction de l'extrême pauvreté, de la faim, de la mortalité infantile et maternelle, et de la transmission des maladies, ainsi qu'une augmentation des taux de scolarisation, et de l'accès à l'eau et aux installations sanitaires. Ces objectifs visaient à satisfaire les besoins de personnes les plus pauvres du monde, dans les pays les plus pauvres du monde.

Avec les OMD, l'accent n'était plus mis sur le développement économique, mais sur « la lutte contre la pauvreté »⁴. En d'autres termes, la priorité n'était plus donnée à l'augmentation du revenu des individus, mais au traitement des symptômes de la pauvreté. Le N-gramme Google du graphique 4.4 illustre ce déplacement des préoccupations au profit de la lutte contre la pauvreté entre 1950 et 2000.

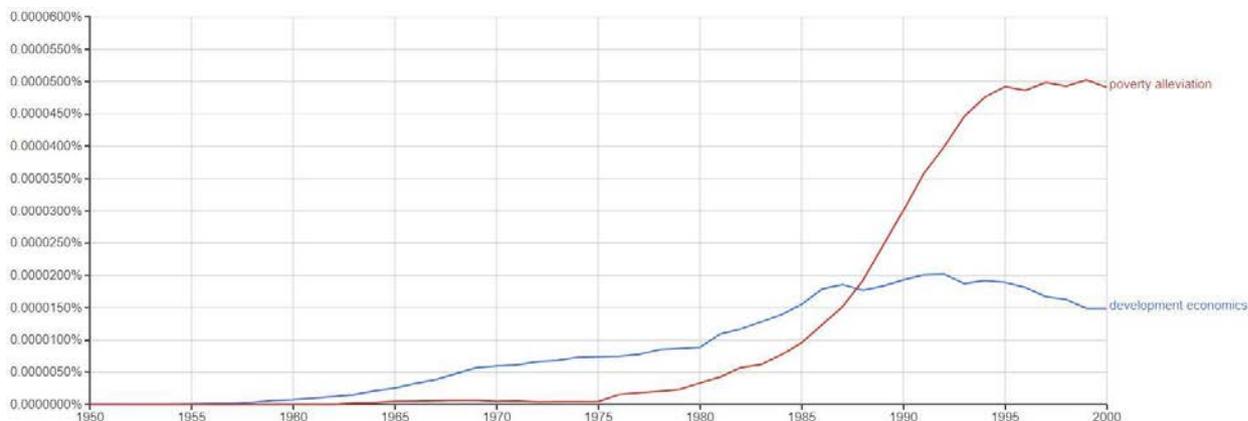
L'analyse rétrospective normative (ou backcasting) aide à élaborer des plans permettant d'atteindre les objectifs à long terme

L'accent mis sur la lutte contre la pauvreté répondait à des impératifs pratiques autant qu'à des partis pris idéologiques, les buts étant fixés en référence à des objectifs quantitatifs aussi bien que temporels. Cela signifiait que les responsables politiques

pouvaient planifier la manière de les financer et de les appliquer au cours d'une période définie au préalable (*ex-ante*). La principale philosophie sous-tendant les OMD s'appuyait sur le principe du *backcasting*, ou analyse rétrospective normative : identifier le résultat à atteindre à l'avenir, puis élaborer un plan permettant de s'en approcher au fil du temps (Sachs, 2015_[106]).

Graphique 4.4. Les références à la lutte contre la pauvreté sont en forte augmentation depuis les années 1970

N-gramme des occurrences des termes « économie du développement » et « lutte contre la pauvreté » (1950-2000)



Note : Ce graphique illustre l'évolution, au fil du temps, de l'occurrence d'une liste de termes (grammes) dans un corpus d'ouvrages rédigés en anglais. Les résultats sont normalisés en fonction du nombre d'ouvrages publiés chaque année. Le lissage est fixé à +/- 3 ans.

Source : Google Research (2013_[63]), *Google Books Ngram Viewer* (base de données) (lutte contre la pauvreté, économie du développement, <http://books.google.com/ngrams> (consulté en mai 2018).

Le *backcasting* a permis aux différents échelons gouvernementaux, cultures, disciplines et pays d'intégrer l'évolution de la pensée du développement. Il a permis aux plans de mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs ainsi définis, et inspiré une nouvelle campagne mondiale de lutte contre l'extrême pauvreté. De ce point de vue, les OMD ont clairement réussi. En outre, les plus grands succès dans la réalisation des objectifs ont été remportés dans le domaine de la santé et il a été souligné que des sommes importantes avaient été mobilisées pour y parvenir, comme celles du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

La crise économique de 2007-08 met fin à l'optimisme

L'ère des OMD a été marquée par la crise économique et financière de 2007-08. Bien que la crise ait trouvé ses origines dans des pays de l'OCDE, elle a eu de lourdes répercussions dans le monde en développement (FMI, 2009_[107] ; Banque mondiale, 2009_[108] ; Spence et Leipziger, 2010_[109]). Elle a mis fin à deux décennies d'optimisme et de confiance généralisée dans les bénéfices de la mondialisation, du multilatéralisme et de la gouvernance mondiale.

La coopération internationale et le développement n'ont pas fait exception. Malgré les critiques récurrentes des mouvements altermondialistes et des écoles de pensée post-coloniales et post-développement, le développement national avait assez bien fonctionné

jusqu'en 2008. En outre, dans la droite ligne des OMD, la réduction de la pauvreté – au moins à l'échelle mondiale – semblait être en bonne voie.

Les années qui ont suivi ont été marquées par la gestion de la crise dans les pays de l'OCDE. La remise en cause des marchés entièrement dérégulés, particulièrement dans la finance internationale, s'est imposée sur la scène mondiale. Les cadres réglementaires nationaux et internationaux ont de nouveau été mis à l'honneur, de même que le rôle de l'État.

Toutefois, ces considérations ont eu étonnamment peu de répercussions dans le débat sur le développement, du moins au début. La croissance économique axée sur le marché, le développement social, la participation politique et l'intégrité environnementale sont restés les principaux piliers de la pensée du développement et des « bonnes pratiques » en la matière. La politique et la consolidation budgétaires, qui restaient contestées au sein de la communauté du développement, faisaient figure d'exceptions.

Les OMD ont pris fin en 2015 en laissant une impression mitigée quant à leurs accomplissements ; plusieurs objectifs n'avaient pas été atteints. Les critiques ont pointé leur approche par silos, qui n'avait pas permis de déployer la vision multisectorielle et globale initialement envisagée. Les objectifs présentaient un caractère trop général, et une trop grande importance était accordée à leur réalisation globale, sans se préoccuper dans le détail de ce que tel pays pouvait et devait faire pour atteindre tel objectif particulier (Sachs, 2015^[106]).

Les ODD proposent une approche plus globale du développement pour tous

Pour pallier les limites des OMD, les Objectifs de développement durable (ODD) ont introduit une approche globale plus large du développement par objectifs. Les 193 pays de l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté en septembre 2015 le programme de développement pour 2030, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Il comportait 17 ODD et 169 cibles associées.

Alors que les OMD s'attachaient à la réduction de l'extrême pauvreté, les ODD se concentrent sur le développement durable. Cela signifie qu'ils visent une réalisation globale conjuguant développement économique, inclusion sociale et durabilité environnementale. Les ODD soutiennent également que tous les pays se développent, et s'éloignent ainsi du discours binaire opposant les donateurs aux bénéficiaires.

À la différence des OMD, les ODD sont valables pour l'ensemble des pays ; ils ne se limitent pas aux pays pauvres⁵. Leur nature multisectorielle implique une interdépendance entre les objectifs et les cibles. Les ODD sont également plus complexes que les OMD ; ils sont plus larges que le défi de la réduction de la pauvreté, promouvant également l'inclusion sociale et la durabilité environnementale.

L'idée d'un programme de développement durable remonte au rapport de 1987 « Notre avenir commun », également connu sous le nom de rapport Brundtland, de la Commission mondiale des Nations Unies pour l'environnement et le développement. Ce rapport a marqué l'introduction officielle des préoccupations environnementales dans la sphère des politiques de développement. « Notre avenir commun » a placé les questions environnementales réellement au cœur de l'agenda politique ; il visait à faire de l'environnement et du développement un seul et même sujet de discussion. L'engagement public (et la communication) sont devenus cruciaux pour la pensée du développement.

Dans l'esprit du rapport Brundtland, les Nations Unies ont soutenu une campagne indépendante de communication pour diffuser les ODD auprès d'un public plus large à partir de 2015. Cette campagne était baptisée « Project Everyone » et une équipe de spécialistes de la communication a créé des logos pour chacun des objectifs. Ils ont également raccourci le titre « Les 17 Objectifs de développement durable » en « Objectifs mondiaux », puis ont organisé des ateliers et des conférences pour communiquer les Objectifs mondiaux à un public mondial.

Pensée occidentale

Le développement devient plus global et multisectoriel, le développement humain devient central. La question de la production repasse au second plan. La durabilité et l'environnement assument un rôle plus important. L'accent est mis sur la réalisation d'objectifs spécifiques plutôt que sur la convergence avec les économies les plus riches.

Le courant dominant de la pensée du développement a connu de nombreuses inflexions, sur la base de l'expérience accumulée à travers le monde et de l'influence exercée par certains grands événements. Mais à l'échelon régional, les idées s'écartaient souvent des principes généralement admis, en prenant leur source dans les expériences plus locales. En outre, les pays en développement ont commencé à accumuler leur propre expérience au regard d'autres pays en développement et des pays plus riches. La section suivante explore l'évolution des stratégies de développement, en portant une attention particulière à l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie.

L'expérience régionale comme catalyseur des stratégies alternatives de développement

Cette section examine la pensée du développement dans différentes régions dans une perspective historique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ou l'indépendance jusqu'aux prémices des OMD à la fin des années 1990.

Dans ses formes originelles, l'économie du développement était le fruit des expériences des pays plus développés et industrialisés. Mais si les paradigmes retenus semblaient similaires, ils ont souvent été interprétés différemment. La Chine, l'Inde, l'Union soviétique et l'Occident en général partageaient tous le même paradigme de développement en 1950. Mais cette même vision de l'industrialisation et de la modernisation a produit des résultats divers lorsqu'elle a été mise en œuvre dans des systèmes économiques très éloignés.

Les premières conceptions de l'industrialisation se ressemblaient fortement à l'Ouest comme à l'Est. Les deux super puissances ont opté pour un processus impulsé par l'État. Mais l'une a choisi de favoriser l'entreprise privée et le marché, quand l'autre recourait à la planification publique et à la création d'entreprises d'État. Les deux modèles tablaient sur une modernisation rapide de l'agriculture traditionnelle, sur l'émergence d'entreprises industrielles modernes et sur l'exportation des matières premières. Toutefois, les institutions chargées de soutenir la croissance à l'Ouest avaient des vues différentes sur la manière de combiner au mieux le développement relevant de l'initiative publique et celui permis par le marché (Adelman, 1999^[77]), avec une domination marquée des concepts keynésiens de l'après-guerre.

L'Inde a doté les agents centraux de la planification de pouvoirs politiques et économiques, garanti des monopoles aux industriels et fourni des engrais à bas prix aux agriculteurs. En Union soviétique, où l'économie était soumise à une planification minutieuse, l'administration a pu garder un œil sur la production tant que les produits étaient relativement peu nombreux. L'un des facteurs de l'effondrement du système économique soviétique a été la diversité et la complexité croissante produite par la révolution informatique (Perez, (2004_[110]), (1985_[111])). Un système centralisé ne pouvait pas gérer le type de production flexible permise par les technologies de l'information et de la communication.

Pendant la majeure partie du XX^e siècle, les deux jumeaux irrationnels – le capitalisme à l'Ouest et le communisme à l'Est – ont été séparés par un fossé politique tout en partageant une même vision de l'industrialisation conçue comme la clé du développement économique. L'Allemagne de l'Ouest comme l'Allemagne de l'Est communiste émettaient des timbres à l'effigie de Friedrich List, l'économiste qui était devenu le principal apologiste de l'industrialisation de l'Europe continentale.

À mesure que les expériences s'accumulaient dans les pays en développement, des idées nouvelles se sont mises à affluer de différentes régions du monde, et particulièrement des antennes régionales des Nations Unies.

La pensée du développement en Amérique latine

L'Amérique latine a produit plusieurs idées innovantes en matière de développement au cours des années tumultueuses qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. La commission régionale de l'ONU, soit la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), a joué un rôle majeur dans l'expérimentation de stratégies alternatives de développement. C'est ainsi que sont nés l'école de pensée structuraliste latino-américaine et ce qui est resté connu sous le nom « d'années de haute théorie » d'économie du développement à la fin des années 1940 et dans les années 1950. Le « manifeste » fondateur de ce mouvement, écrit pour la CEPALC par Raúl Prebisch en 1949, a jeté les fondations de la théorie du centre et de la périphérie. Cette véritable colonne vertébrale de la pensée structuraliste a influencé la plupart des stratégies de développement qui ont suivi dans la région (Rodríguez, 2007_[112]).

L'influence gagnée par l'école de la dépendance a été mise à mal par les problèmes croissants d'endettement de la région à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Les ajustements structurels, la stabilité macroéconomique et le Consensus de Washington ont fini par dominer la pensée du développement. Un courant de pensée alternatif a toutefois pris racine dans la région, s'opposant au programme économique néolibéral et remettant en cause le parti pris des pays riches en matière de théorie du développement (Kay, 1991_[113]). Le basculement dans cette direction a été encore plus net depuis les années 2000 dans cette région, où les trajectoires empruntées par chaque pays sont réévaluées et où les thèses de la dépendance sont à nouveau au centre du débat (Munck et Delgado Wise, 2018_[114]).

Le fossé technologique condamne la région à des activités peu qualifiées à faible intensité technologique

L'opposition centre-périphérie développée par Prebisch décrivait la diffusion lente et irrégulière des technologies à l'échelle internationale. Le fossé technologique entre les économies centrales (avancées) et périphériques (en développement) a conduit à l'essor de différentes structures de production. La structure de production du centre était perçue

comme généralement diversifiée. À l'inverse, la « périphérie » se spécialisait uniquement dans quelques activités faiblement technologiques, nécessitant généralement un recours intensif à une main-d'œuvre non qualifiée et/ou aux ressources naturelles. Comme l'innovation et les rendements croissants étaient fortement associés au secteur manufacturier (Kaldor, 1967_[115]), les priorités de l'Amérique latine se sont tournées vers l'industrialisation.

Les asymétries technologiques étaient également associées à la distribution de la croissance et des revenus.

Concernant la croissance économique, les secteurs peu technologiques très répandus à la « périphérie » présentaient une faible élasticité-revenus des exportations, tandis que le mix de production faiblement intégré entraînait une forte élasticité-revenus des importations, ce qui réduisait le taux de croissance économique à long terme de la périphérie, compte tenu de la contrainte exercée par la balance des paiements (Thirlwall, 2000_[116])⁶.

Sur le plan de la distribution des revenus, seule une faible part de la population active de la périphérie prenait part à des activités dans lesquelles les qualifications et une hausse de la productivité mettaient les salariés dans une position de force pour négocier des hausses de salaires. Dans la structure de production de la périphérie, la technologie restait confinée dans des secteurs très localisés. Cela cantonnait une proportion élevée de la main-d'œuvre dans des secteurs à faible productivité, souvent dans des emplois de subsistance ou dans une forme de sous-emploi.

La nature « double » du marché du travail était définie comme une « hétérogénéité structurelle ». Cela avait des conséquences importantes en matière de distribution des revenus, à la fois en termes de distribution fonctionnelle et personnelle. En outre, l'armée de réserve de travailleurs occupant des emplois de subsistance rendait difficile le développement de syndicats, ce qui affaiblissait encore davantage le pouvoir de négociation des salariés. La relation de pouvoir asymétrique entre le travail et le capital aggravait les inégalités, comme le montrait la part des faibles salaires dans le revenu national. La division entre travailleurs qualifiés et non qualifiés accentuait encore le phénomène.

Les salaires ne profitent pas des gains de productivité

La position de faiblesse des travailleurs de la périphérie les empêchait de bénéficier de l'évolution technologique et de la hausse de la productivité à travers une augmentation des salaires réels. Ce constat valait aussi dans les économies plus riches du centre, du moins jusqu'au milieu des années 1970. Les syndicats ont alors été en mesure de capter au moins en partie les gains de productivité réalisés. D'autres facteurs contribuaient à instaurer une relation inégale entre le centre et la périphérie, notamment l'exportation de produits de base dans des marchés concurrentiels qui ne disposaient pas de barrières à l'entrée.

Dans ce cas de figure, la croissance de la productivité tend à se traduire par une baisse des prix plutôt que par une augmentation des taux de profit. L'élasticité-revenus de la demande n'était pas la même pour les biens produits au centre et à la périphérie. Les caractéristiques du marché du travail de la périphérie et la structure du marché des biens étaient également différentes (concurrentielle contre oligopolistique). Ces facteurs ont joué un rôle dans la dégradation à long terme des termes de l'échange pour la périphérie (Ocampo et Parra-Lancourt, 2010_[117]).

L'Amérique latine cherche à échapper au blocage

La stratégie de développement de l'Amérique latine a par conséquent visé à sortir de l'opposition centre-périphérie. Elle a cherché à augmenter ses capacités technologiques et à diversifier sa structure productive. De cette manière, l'emploi faiblement productif pourrait être redirigé vers de nouvelles industries au contenu technologique croissant.

La manière de procéder à ce basculement a changé au fil du temps. Dans les années 1950, la priorité était l'industrialisation. Plus récemment, l'accent a été mis sur la capacité d'intégrer les nouvelles technologies de l'information. Plus généralement, l'école structuraliste a souligné l'importance des politiques industrielles et technologiques pour rattraper le retard technologique et développer des capacités permettant de faire évoluer les secteurs d'activité en même temps que les technologies employées (Katz (1987_[118]); Cimoli et Katz (2003_[119])).

Au début des années 1960, le structuralisme latino-américain a commencé à considérer que les facteurs institutionnels et politiques constituaient des obstacles à la transformation structurelle et au développement. Entre autres choses, cette nouvelle phase de la pensée du développement prenait en compte la question de la réforme agraire, celle d'une distribution plus juste des revenus et le besoin de limiter le protectionnisme en favorisant les exportations manufacturières et en accélérant le processus d'intégration économique régionale.

Parallèlement, les forces politiques et sociales étaient décrites comme des obstacles au développement. Les travaux de Medina Echavarría, Celso Furtado et Osvaldo Sunkel (Sunkel et Paz, 1970_[120]); (Cardoso et Faletto, 1977_[121]), parmi d'autres, ont introduit plus systématiquement les variables politiques, sociologiques et historiques dans leurs analyses.

Cette approche « historico-structurelle » du développement a eu peu d'effets sur les politiques effectivement mises en œuvre. Une série de changements de régimes dans les années 1960 et 1970 a conduit à une perte d'influence de l'école structuraliste en Amérique latine. Toutefois, l'effort d'industrialisation des années 1950 s'est poursuivi, du moins dans les grandes économies de la région (Argentine, Brésil et Mexique), et ce jusqu'au milieu ou à la fin des années 1970⁷.

Deux nouveaux courants de pensée prolongent la tradition structuraliste

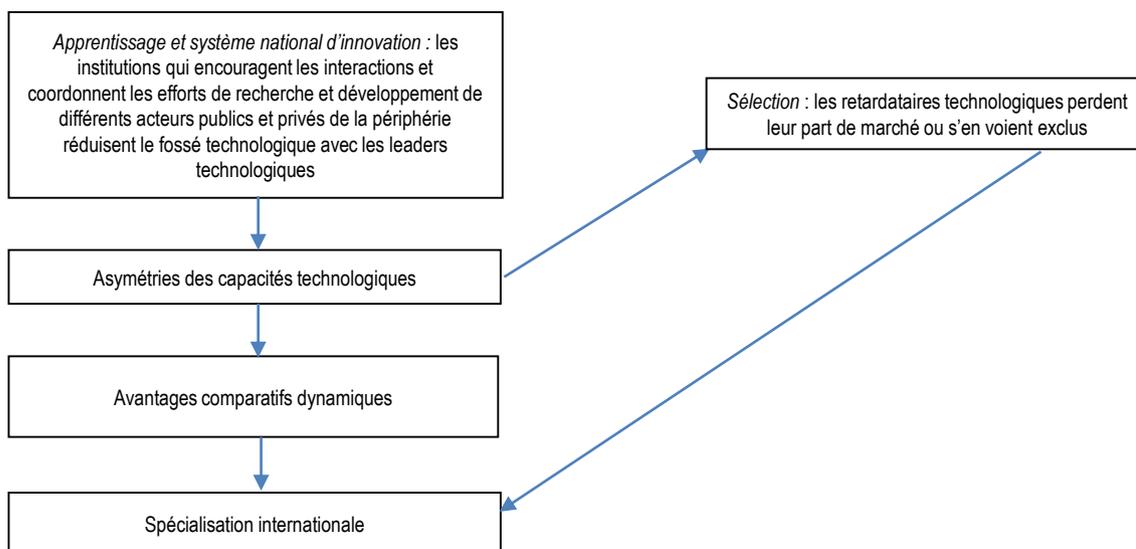
Parallèlement à l'approche historico-structurelle, deux courants de pensée complémentaires sont apparus au sein de la tradition structuraliste. Le premier s'est penché sur les effets financièrement déstabilisants de l'ouverture des balances de capitaux, de l'appréciation du taux de change, et de la nécessité de préserver sa compétitivité internationale et son équilibre extérieur (Ocampo, 2016_[122]). Le second courant, illustré par Fernando Fajnzylor (1983_[123]), s'attache à mieux comprendre les micro-dynamiques des évolutions techniques.

Dans la seconde moitié des années 1980, certains économistes structuralistes ont commencé à recourir de plus en plus à la théorie évolutionniste du changement technique. De cette manière, ils cherchaient à appréhender les causes microéconomiques des divergences de productivité et de PIB avec les pays plus riches (Nelson et Winter, 1982_[124]). Les rendements croissants, la dépendance de trajectoire, le retard pris dans le changement structurel et l'apprentissage technologique ont été identifiés comme des causes de la stagnation technologique et de la difficulté à changer de spécialisation.

L'école « néostructuraliste » de la fin des années 1980 en Amérique latine est issue de la combinaison des récentes préoccupations macroéconomiques pour les flux de capitaux internationaux et le taux de change réel avec une attitude plus ouverte au changement technologique. Ces éléments ont été complétés par des vues nouvelles sur l'interaction des institutions et de la structure de production dans le cadre de la politique de soutien aux technologies.

Ces évolutions ont conduit au concept de « systèmes nationaux d'innovation », qui met en lumière la manière dont les institutions favorisent la coordination entre les acteurs privés et publics. L'idée était que les entreprises devaient être en mesure d'apprendre et de s'approcher des meilleures pratiques suffisamment vite pour pouvoir s'adapter aux changements technologiques internationaux. Il s'agissait d'une course entre les entreprises capables de se positionner à la frontière du changement et celles qui tentaient de les rattraper. Le graphique 4.5 illustre l'interaction entre l'apprentissage, les capacités, le fossé technologique et la spécialisation internationale.

Graphique 4.5. Néostructuralisme : Interaction entre l'innovation, la diffusion et la sélection technologiques sur les marchés mondiaux



Le Consensus de Washington l'emporte sur le néostructuralisme

L'influence exercée par le néostructuralisme en Amérique latine est restée limitée dans un contexte de pessimisme croissant quant à la capacité des gouvernements de formuler le programme de développement. Son rôle en tant que paradigme intellectuel s'estompe dans les années 1990. Les réformes néolibérales et le Consensus de Washington s'imposent comme le nouveau paradigme triomphant.

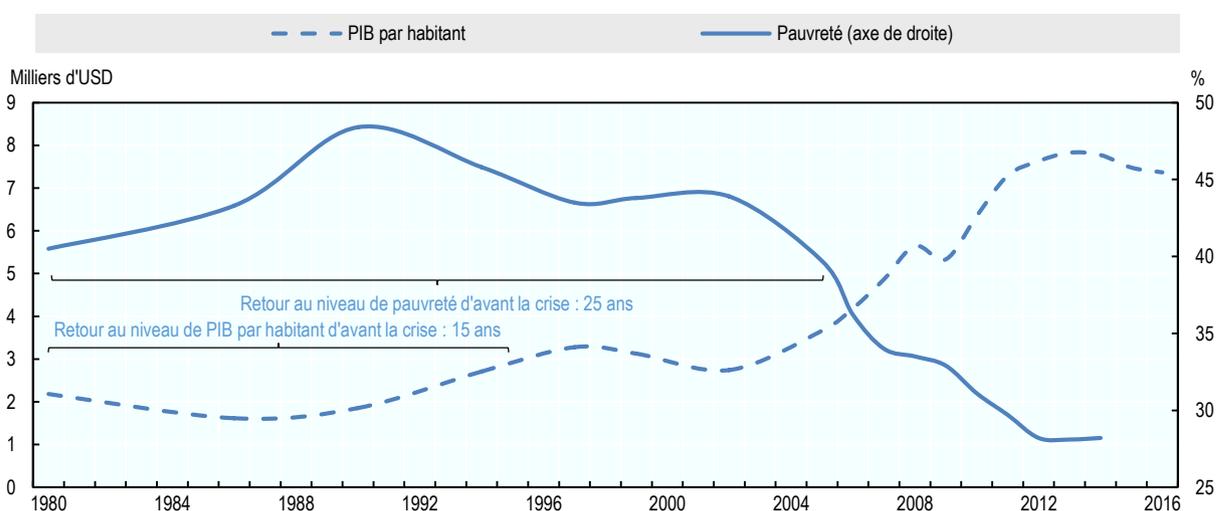
Les répercussions idéologiques de la chute de l'Union soviétique ont bien joué un rôle dans l'affaiblissement de la légitimité de l'interventionnisme étatique dans l'économie. Toutefois, d'autres facteurs ont également contribué à éroder la confiance dans la possibilité d'initier une nouvelle phase des politiques de développement et d'industrialisation. De nombreux pays d'Amérique latine avaient accumulé une dette extérieure élevée dans les années 1970 et n'ont plus été en mesure d'assurer le service de cette dette après l'envolée des taux d'intérêt américains à partir de 1979⁸. Dans plusieurs

pays d'Amérique latine, le problème de la dette a conduit la politique économique à se désintéresser des questions de développement pour se concentrer sur les problèmes de stabilité financière, de lutte contre l'inflation et de gestion budgétaire.

Le coût économique de la « décennie perdue » des années 1980 a été particulièrement élevé, principalement du fait de l'effondrement des investissements et de ses répercussions négatives sur l'évolution technologique et la croissance de la productivité. Le coût social s'est également révélé particulièrement lourd. Il a fallu deux fois plus de temps pour faire retomber les taux de pauvreté à leur niveau d'avant la crise de la dette que pour retrouver un PIB par habitant équivalent à celui des années 1970 (graphique 4.6).

Graphique 4.6. Il a fallu deux fois plus de temps au taux de pauvreté qu'au PIB pour retrouver leur niveau d'avant la crise des années 1980

PIB par habitant et pauvreté dans la région Amérique latine et Caraïbes (1980-2016)



Note : Ce graphique inclut les données de 19 pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Venezuela, République dominicaine et Uruguay.

Sources : Calculs des équipes de la CEPALC à partir de la base de données CEPAL (2018_[125]), *CEPALSTAT*, et FMI (2018_[126]), *Perspectives de l'économie mondiale 2018* (base de données), PIB par habitant, prix constants (PPA, dollars internationaux de 2011), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2018/01/weodata/weoselgr.aspx>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965096>

Le débat sur la croissance et la distribution des revenus en Amérique latine est devenu quasiment inexistant dans les années 1980. Il a été supplanté par le défi de la stabilité macroéconomique à court terme, qui mobilisait toutes les énergies. Quand la région a finalement surmonté ses problèmes d'endettement dans les années 1990, il ne restait pas plus d'espace politique que de marge de manœuvre budgétaire pour porter une véritable ambition en matière de développement.

La pensée du développement en Afrique

Les stratégies de développement africaines après les indépendances se décomposent généralement en trois phases distinctes : le recours aux substitutions aux importations et au protectionnisme (années 1960-80) ; les politiques d'ajustement structurel et l'influence du Consensus de Washington (années 1980-2000) ; et une libéralisation accompagnée d'un retour de la planification (2000-présent).

La première pensée postcoloniale du développement en Afrique s'est fortement appuyée sur la relation entre la croissance économique et la richesse matérielle en tant que *moyens* du développement. Mais pour de nombreux penseurs africains, l'expérience du développement d'après-guerre restait très éloignée de cet idéal de prospérité matérielle. Malgré les tentatives de réformes socio-économiques, le développement tardait à faire sentir ses bienfaits concrets à la plupart des Africains. À travers le continent, des penseurs du développement comme Adebayo Adedeji, Julius Nyerere, Kwame Francis Nkrumah et Samir Amin ont embrassé une vision du développement de plus en plus nationaliste, tentant généralement de concilier l'approche africaine du développement et la pensée politique moderne, avant de se diriger vers la thèse d'une trajectoire de développement panafricaine.

Renforcement du rôle de l'État après l'indépendance

L'indépendance de l'Afrique s'est opérée dans les années 1950 et 1960, dans le sillage de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, devenue ensuite l'Union africaine, UA). L'OUA se concentrait à l'origine sur la décolonisation, la lutte contre l'apartheid et la réalisation de l'indépendance politique (CUA, 2015_[127]). À cette époque, la stratégie de développement dominante en Afrique accordait à l'État un rôle moteur dans le démarrage de la croissance économique.

La période qui a suivi les indépendances a donc été marquée par un renforcement du rôle de l'État dans les efforts de développement, essentiellement à travers la planification économique. Cette approche faisait écho aux théories dominantes en matière de développement économique, qui mettaient à l'honneur les tentatives d'industrialisation. Cela impliquait pour l'État d'assumer un rôle plus important qu'à l'époque coloniale. Dans l'agriculture, par exemple, les gouvernements ont mis en place des centrales d'achat publiques chargées de distribuer les matières premières aux industries sous forme de subventions (Bates, 1981_[78]).

De nombreux pays avaient hérité d'infrastructures administratives et fiscales rudimentaires, de finances publiques extrêmement fragiles et de bases fiscales étroites. La plupart des pays dépendaient fortement des revenus issus des droits de douane. Dans une moindre mesure, ils dépendaient également des taxes à l'exportation et d'autres impôts indirects comme les taxes sur la consommation (Siebrits et Calitz, 2007_[128]). Les gouvernements ont d'abord donné la priorité à la construction d'une infrastructure économique. Finalement, un consensus alternatif a émergé quant à la nécessité de réaliser des progrès sur le plan de l'éducation et des services de santé pour accompagner la croissance économique.

Des mesures protectionnistes et de substitution pour tenter d'accélérer le développement

Durant cette période, plusieurs pays africains ont opté pour les substitutions aux importations et pour des mesures protectionnistes afin d'accélérer le développement. Ils

ont atteint des taux de croissance relativement plus élevés. Malgré une forte volatilité, le continent a enregistré une croissance annuelle moyenne de 4.2 % sur la période (Banque mondiale, 2018_[129]).

La valeur ajoutée de la production manufacturière de l'Afrique subsaharienne a connu une croissance moyenne d'environ 7 % entre 1960 et 1980 (Mendes, Bertella et Teixeira, 2014_[130]). Cependant, la productivité est restée nettement à la traîne. La croissance de la production par salarié ne s'établissait qu'à 0.02 % par an, en moyenne, entre 1960 et 1980 sur le continent et a même été négative durant les périodes qui ont suivi (CENUA, 2014_[131]).

De plus, le revenu par habitant a connu un taux moyen de croissance de seulement 2 % par an. Dans de nombreux pays, les fortes taxes à l'exportation et des taux de change surévalués ont freiné la croissance des exportations ainsi que les efforts de diversification dans de nouveaux secteurs d'activité. Ces facteurs ont également affaibli l'incitation à investir dans les nouvelles technologies (Romer, 1986_[132]).

La plupart des gouvernements, préoccupés par la capacité des travailleurs urbains à se mobiliser dans le cadre de mouvements de protestation, se sont attachés à maintenir des salaires minimums élevés dans le secteur formel, tout en exerçant un contrôle des prix sur les produits alimentaires de première nécessité. Ils se sont également employés à contrôler les taux d'intérêt pour réduire le coût des investissements. Au final, ils ont conservé des taux de change surévalués, qui limitaient les revenus à l'export en devise locale en comparaison de ce que les exportateurs auraient pu gagner dans un marché libre.

L'effet combiné des salaires élevés, de la faiblesse des taux d'intérêt et d'un taux de change surévalué a encouragé les investissements en capital plutôt que dans le travail. Cela a réduit les opportunités d'emploi, restreignant les bénéfices de l'industrialisation à un groupe étroit de travailleurs urbains, de commerçants de la classe moyenne et de capitalistes.

En outre, la priorité donnée aux villes et aux secteurs industrialisés de l'économie a eu pour effet de délaisser les secteurs ruraux et agricoles. Les faibles prix imposés aux produits alimentaires ont réduit à la fois la production agricole et les revenus des agriculteurs. Dans le même temps, le taux de change élevé, combiné aux fortes taxes à l'exportation, a découragé les exportations. La faiblesse des taux d'intérêt a également découragé l'épargne et favorisé des investissements improductifs. La croissance s'est trouvée doublement freinée, ce qui a pesé encore davantage sur les efforts d'industrialisation de l'Afrique.

Sur le plan social, le système éducatif et le système de santé de la plupart des pays africains étaient nettement sous-développés. Une partie de la population a tout de même pu bénéficier des progrès réalisés dans les domaines de l'éducation et de la santé. L'espérance de vie a augmenté pour passer d'environ 39 à 47 ans, et le taux net de scolarisation primaire a progressé de 75 % entre 1960 et 1980. Enfin, tout en restant relativement faible, la proportion de médecins dans la population a progressé au cours de la période (Ferguson, 1999_[133]).

La pensée africaine du développement s'est de plus en plus attachée à créer une identité économique africaine. Adededeji (Adedeji, 1977_[134]) a perdu confiance dans le progrès économique et a commencé à faire la promotion d'une décolonisation économique axée sur une « indigénisation » de l'Afrique, en vue de rendre le continent plus auto-suffisant. Pour Nkrumah (1963_[135]), secouer le joug colonial nécessitait en premier lieu la restauration de ce qu'il croyait être la *personnalité africaine*, les principes humanistes

inscrits au cœur des sociétés africaines traditionnelles. Une fois l'indépendance politique obtenue, l'Afrique et ses dirigeants pourraient s'attaquer à la tâche de forger l'unité du continent. Nyerere (1966_[136]) a centré sa stratégie sur la famille traditionnelle africaine. Mais tout en se voulant traditionaliste, il a vite compris les limites de ce concept et identifié l'inégalité entre les sexes et la prévalence de la pauvreté comme des facteurs limitatifs – le dernier d'entre eux s'expliquant par la taille réduite des opérations des unités familiales. Contrairement à ses vues traditionnelles, la connaissance moderne et la technologie favoriseraient le développement économique.

Parce que l'essence et le but du capitalisme étaient considérés étrangers aux sociétés africaines, les théories des *visions du monde* ancrées dans le socialisme sont apparues comme des réponses permettant de confier la reconstruction sociale et industrielle à l'État national. Au Ghana, avec Nkrumah, et en Tanzanie, avec Nyerere, qui avait été fortement impressionné par la Chine lors de ses rencontres avec Deng Xiaoping, l'État a joué un rôle actif dans le développement en investissant massivement dans le capital physique et humain, en construisant des écoles et des universités, des autoroutes et des ports. Pour conserver le contrôle, le monopole politique du parti au pouvoir était l'une des clés de la stratégie. En se basant sur l'hypothèse d'une structure centre-périphérie, Amin (1974_[137]), entendait s'attaquer au sous-développement des économies africaines et à la dépendance envers le système capitaliste mondial en se déconnectant du centre capitaliste dominant sur les plans économique, social et culturel. Contrairement à Nyerere et à Nkrumah, qui soutenaient une forme de retrait économique, Amin voulait soumettre les relations mutuelles sur la scène mondiale aux contraintes variables du développement interne.

Les pays africains butent sur l'urbanisation et la hausse de l'endettement dans les années 1970

Le rôle prépondérant de l'État était toutefois en perte de vitesse au début des années 1970. Le développement de l'Afrique a été pénalisé par la hausse des prix du pétrole et le ralentissement de la croissance de ses principaux partenaires commerciaux. Des facteurs internes ont également exacerbé la baisse de la croissance en Afrique, notamment des taux de croissance démographique élevés et en progression – 2.7 % par an, contre 2.2 % dans l'ensemble des pays à faible revenu.

L'urbanisation constituait un autre facteur de limitation de la croissance, alors que la population urbaine de l'Afrique subsaharienne passait de 11 % à 21 % entre 1960 et 1980 (Romer, 1986_[132]). Les mesures protectionnistes ne produisaient pas non plus les résultats escomptés. Comme l'avait souligné l'ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, Adebayo Adedeji, l'industrialisation africaine consistait à importer des biens d'équipements et de la main-d'œuvre qualifiée. Les sites de production se limitaient dès lors à des lieux d'assemblage, ce qui les rendait hautement vulnérables vis-à-vis des facteurs extérieurs (Mutume, 2002_[138]).

Compte tenu des défis monétaires et financiers rencontrés dans les années 1970, les gouvernements ont eu recours au déficit pour se financer. Ceci a conduit à une expansion monétaire, à des pressions inflationnistes et à une époque de contrôle des prix, à des distorsions croissantes, particulièrement sur le marché des changes. La surévaluation des devises réduisait les incitations à exporter.

Dans le même temps, la dette nouvellement contractée augmentait le poids du service de la dette en raison d'une hausse soudaine des taux d'intérêt mondiaux, ce qui avait pour conséquence de siphonner les réserves de change. En conséquence, les pays africains ont dû renforcer le contrôle de leurs importations. Cela a conduit à des distorsions

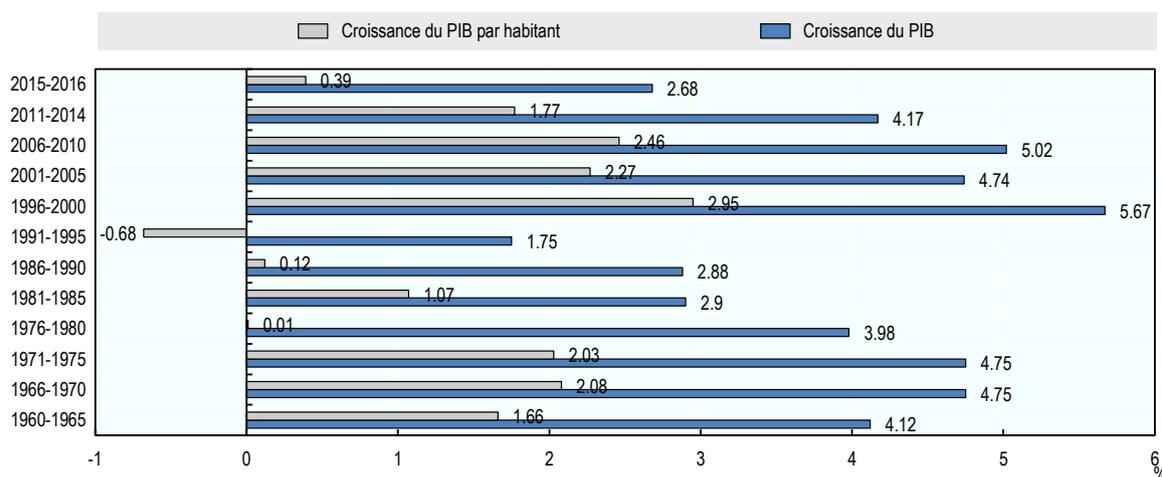
supplémentaires, principalement sur les matières premières importées et les capitaux indispensables à la poursuite du processus d'industrialisation (Wolgin, 1997_[139]). Le secteur manufacturier, qui dépendait largement des importations pour ses intrants et pour certains savoir-faire, s'est trouvé pénalisé lorsque le rationnement des devises est devenu particulièrement sévère (Addison et Balamoune-Lutz, 2017_[140]).

L'ajustement structurel fait basculer les économies vers une croissance basée sur le marché dans les années 1980

Au début des années 1980, le changement de paradigme imposé par le Consensus de Washington a atteint la politique africaine de développement. Alors que les performances en termes de croissance étaient en chute libre, les pays ont jugé qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de se tourner vers les institutions basées à Washington pour obtenir une aide sous forme de politiques d'ajustement structurel (PAS) (graphique 4.7).

Graphique 4.7. Les années 1980 voient le PIB par habitant commencer à baisser en Afrique

Comparaison de la croissance du PIB par habitant et de celle du PIB (1960-2016)



Source : Banque mondiale (2018_[129]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965115>

Ces politiques se sont concentrées sur la réduction des dépenses publiques et le renforcement de la discipline budgétaire pour maîtriser l'inflation et favoriser l'investissement privé. Elles ont aussi ciblé : le retrait des barrières à l'importation et des restrictions aux investissements étrangers ; la privatisation des entreprises d'État ; la dévaluation de la monnaie et la fin du contrôle des changes, ainsi que la fin de la fixation des taux d'intérêt et du prix des matières premières ; et enfin, la flexibilisation de la main-d'œuvre à travers l'allègement du droit du travail, et la réduction des subventions alimentaires et du salaire minimum. Ce retour au marché visait à repositionner les économies africaines pour qu'elles puissent bénéficier d'une croissance tirée par les exportations et le secteur privé.

Le recours au marché ne parvient pas à relancer la croissance

Contrairement aux objectifs fixés par les PAS, la croissance économique a diminué dans les années 1980, atteignant un rythme annuel moyen de 2.7 %, contre 4.7 % entre 1961 et 1979. La croissance du revenu par habitant a également marqué le pas, s'établissant à 0.6 % par an, en moyenne, entre 1981 et 1990, contre 2 % par an entre 1961 et 1979. Ces difficultés ont été exacerbées par une fuite des capitaux.

La dérégulation et l'ouverture au marché mondial n'ont pas produit l'épanouissement attendu du secteur manufacturier. Au Zimbabwe, par exemple, la libéralisation prématurée du système financier a fait monter les taux d'intérêt, ce qui a fait exploser le coût de la dette. Cela a aggravé la situation budgétaire et réduit les ressources disponibles pour financer le développement. La hausse des taux d'intérêt, combinée à une libéralisation accélérée des importations, a fait périlcliter les industries textiles et d'habillement du pays (Addison et Baliaoune-Lutz, 2017_[140]).

Les économies africaines ont bénéficié d'une reprise partielle à partir du milieu des années 1990. Elles ont connu un taux de croissance moyen de 3.7 % entre 1995 et 1999, principalement sous l'effet d'une amélioration des termes de l'échange.

Les États affaiblis ne parviennent pas à protéger leurs populations de l'avancée de la pauvreté

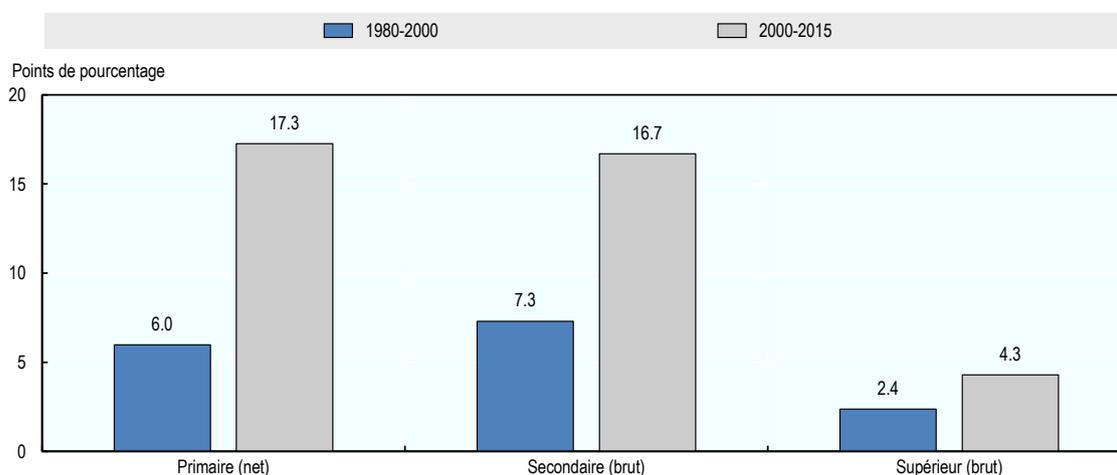
Le retournement économique des années 1980 a eu des répercussions humaines, faisant s'envoler la pauvreté au moment où les effets dévastateurs de l'épidémie du Sida exacerbait la situation. Les salaires moyens comme les revenus des ménages ont baissé, pendant que la production alimentaire diminuait par rapport à la population. Dans le même temps, la qualité et la quantité des services de santé et d'éducation se détérioraient (Olamosu et Wynne, 2015_[141]).

L'affaiblissement de la capacité d'intervention des États était désigné comme le principal coupable, compte tenu des coupes budgétaires pratiquées dans le secteur public et l'administration. L'État était censé mener le processus de réformes économiques, de stabilisation et de transformation préconisé par les PAS et le Consensus de Washington. Sa capacité à la faire de manière efficace était toutefois entamée. La croissance économique comme le progrès social s'en sont trouvés étouffés, et la construction d'États développementistes en Afrique compromise (Mkandawire and Olukoshi (1995_[142]); Mkandawire (2001_[143])).

Entre 1980 et 2000, les taux de scolarisation primaire (net), secondaire (brut) et supérieure (brut) ont augmenté à des rythmes de 6 %, 7.3 % et 2.4 %, respectivement (graphique 4.8). Cette progression était inférieure à celle observée dans d'autres régions, car l'application des stratégies de PAS limitait les ressources budgétaires disponibles, notamment pour l'éducation. Les dépenses par habitant au titre de l'éducation ont bien augmenté entre 1980 et 1992, mais dans une moindre mesure que dans l'ensemble des pays en développement dans le monde (UNESCO, 1995_[144]). Dans les années 1990, l'espérance de vie des femmes a diminué de 0.1 an, tandis que celle des hommes augmentait de 0.8 an.

Graphique 4.8. L’Afrique a vu ses taux de scolarisation progresser dans tous les niveaux d’enseignement dans les années 2000

Taux de scolarisation dans les différents niveaux d’enseignement (1980-2015)



Source : Banque mondiale (2018^[129]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965134>

La pensée du développement en Asie

Les économies d’Asie-Pacifique ont placé le commerce et la croissance orientée vers l’exportation au cœur de leur stratégie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La région est parvenue à s’appuyer sur l’engouement pour la mondialisation qui a suivi la guerre pour se développer économiquement. Soutenus par une croissance rapide après la guerre, les pays asiatiques ont concentré leurs stratégies économiques sur les exportations.

L’Asie bâtit sa croissance sur les exportations et sur son intégration dans les chaînes de valeur mondiales

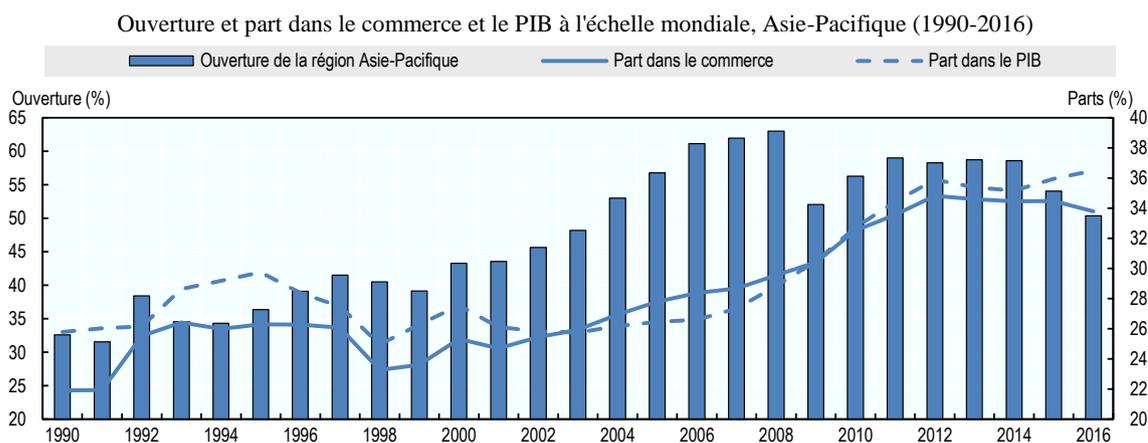
Les pays asiatiques ont bénéficié de deux manières de l’ouverture progressive des économies avancées de l’Ouest au « Tiers monde ». Tout d’abord, influencée et animée par le paradigme initial axé sur l’industrialisation, la région a rapidement étendu et diversifié ses exportations dans des activités manufacturières à forte intensité de main-d’œuvre. Ensuite, des multinationales japonaises, américaines et européennes ont fragmenté leurs processus de production, délocalisant certaines étapes de la production dans des pays à bas coûts. Certains pays de la région ont été en mesure de s’intégrer très tôt dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) et de tisser des réseaux de production régionaux dans les industries de biens de consommation.

Le développement du commerce et des investissements dans la région Asie-Pacifique a directement contribué aux progrès importants accomplis dans le rattrapage des pays riches. Des années 1960 aux années 1980, il existait une division claire entre les pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord, et les régions plus pauvres s'étendant sur la majeure partie de la région Asie-Pacifique et de l'Afrique. La hausse des revenus des populations en développement d'Asie-Pacifique au cours des trois décennies qui ont suivi s'est traduite par une convergence dans la distribution des revenus à travers le monde.

Malgré les changements de paradigmes, la région s'est rarement écartée de son modèle de croissance basée sur l'export. À mesure que la région s'intégrait davantage au marché mondial grâce à son implication dans les chaînes de valeur mondiales, le commerce s'est imposé comme un important moteur de croissance. À travers la région, la proportion du commerce dans le PIB a connu une progression régulière jusqu'à la crise financière mondiale de 2008-09. La contribution du commerce au PIB de la région est passée de 33 % en 1990 à plus de 50 % en 2016 (graphique 4.9)⁹.

Les économies de la région Asie-Pacifique, qui représentaient seulement 7-8 % du commerce mondial dans les années 1970, ont fini par constituer la principale région commerciale du monde. En 2016, elles représentaient 38 % des exportations et 34 % des importations à l'échelle mondiale. Le développement du commerce a soutenu la croissance de la région, notamment dans ses parties les plus pauvres, pendant près de trois décennies. En moyenne, le PIB et les exportations ont connu une croissance annuelle de près de 6 % et 13 % respectivement entre 1990 et 2008¹⁰.

Graphique 4.9. Les exportations ont connu une croissance rapide dans la région Asie-Pacifique



Note : L'indicateur d'ouverture correspond au ratio commerce/PIB.

Source : Banque mondiale (2018^[129]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965153>

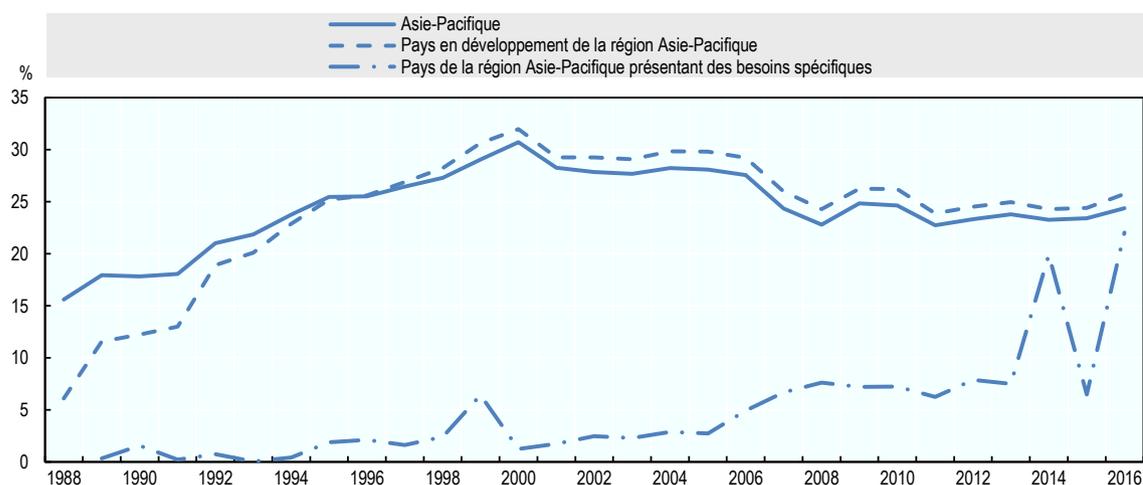
La région domine les exportations de technologies de l'information

Une fois que le commerce a permis le démarrage de la croissance, les stratégies ont cherché à étendre et à diversifier les échanges commerciaux pour permettre une meilleure intégration dans des CVM plus complexes. La libéralisation du commerce et l'intégration de produits à plus forte intensité technologique dans les CVM ont de fait accéléré la transformation structurelle de la région.

La production manufacturière, qui représente 60 % des marchandises exportées par les économies de la région Asie-Pacifique, a vu son degré de sophistication technologique augmenter avec le temps. La part de la haute technologie dans les exportations est passée de 6 % en 1988 à 32 % en 2000 (graphique 4.10). Le commerce a commencé à s'ouvrir à la faveur de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) de l'OMC, signé en 1996. La région Asie-Pacifique est ainsi devenue l'un des principaux exportateurs de matériel informatique, faisant passer sa part des exportations mondiales de 10 % en 1996 à 61 % en 2015.

Graphique 4.10. La part de la haute technologie dans les exportations a augmenté en Asie

Part des exportations de produits de haute technologie dans les exportations de produits manufacturés



Note : Par exportations de produits de haute technologie, on entend les produits à forte intensité de R-D, comme dans les domaines de l'aérospatial, de l'informatique, des produits pharmaceutiques, et des équipements scientifiques et électriques. Le groupe des 36 économies présentant des besoins spécifiques dans la région Asie-Pacifique se compose des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral (PDSL) et des petits États insulaires en développement (PEID).

Source : Banque mondiale (2018^[129]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965172>

L'accent mis sur le commerce fait prospérer la région dans les années 1990

Le succès de cette stratégie orientée vers le commerce et ses effets sur le plan de la réduction de la pauvreté ont encouragé la région à persévérer dans cette voie dans les années 1990. Forte de sa participation croissante au commerce et à la production mondiale, la région a vu son revenu national progresser et son niveau de pauvreté absolue reculer, tandis que l'innovation et le bien-être se développaient. Des avancées s'observaient également sur le plan de l'espérance de vie et de l'éducation. Le recul des barrières au commerce, au transport et à la communication à travers les frontières a contribué à l'intégration et au développement de la région, particulièrement en Asie de l'Est et du Sud-Est.

La part de la population vivant en situation d'extrême pauvreté a radicalement baissé. En 1990, près de la moitié de la population vivait dans l'extrême pauvreté (avec moins

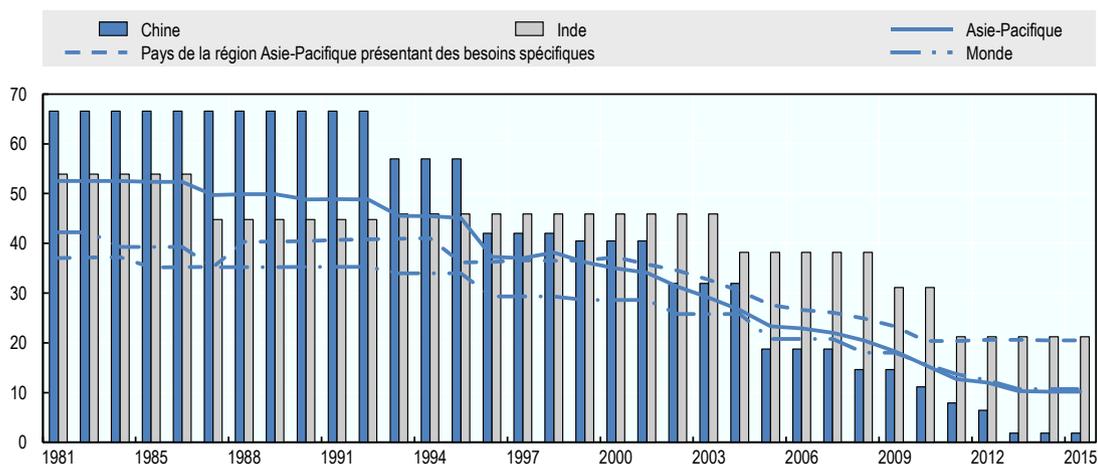
de 1.90 USD par jour). En 2015, cette proportion était passée sous la barre des 12 % (graphique 4.11).

Le niveau de vie moyen s'est en outre amélioré. L'espérance de vie est passée de 69 à 75 ans au cours de la même période, et le taux de mortalité a reculé de 15 %. Plus de 70 % des pays d'Asie-Pacifique ont des taux d'alphabétisation plus élevés que la moyenne mondiale. Ces éléments ont permis une hausse régulière de l'indice de développement humain de la région ces dernières décennies. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, il a dépassé la moyenne mondiale en 2014.

La rapide croissance économique de huit économies d'Asie de l'Est en particulier¹¹ a été qualifiée de « miracle est-asiatique ». Leur succès a fortement contribué à positionner le développement basé sur l'export en tant que stratégie viable. Les gouvernements ont promu la croissance sans se plier aux différentes tendances de désengagement de l'État ou au contraire d'interventionnisme accru (Stiglitz, 1996_[145]).

Graphique 4.11. En Asie, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté a diminué

Taux de pauvreté dans la population (moins de 1.90 USD par jour) (1981-2015) (PPA de 2011, pourcentage de la population)



Note : Agrégats pondérés à l'aide des données démographiques annuelles respectives de la Banque mondiale.
Source : Banque mondiale (2018_[129]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965191>

La forte croissance, dépendante des capitaux étrangers, prend fin en 1997

La question de savoir si l'État joue un rôle dans la croissance économique et le développement ne s'est jamais réellement posée – la question était plutôt de savoir quel rôle il devait assumer. Les gouvernements ne se demandaient pas nécessairement s'ils devaient procéder à une planification économique détaillée. Toutefois, en pratique, ils assuraient la stabilité macroéconomique, régulaient les marchés financiers, créaient des marchés, orientaient les investissements et instauraient un climat favorable aux affaires.

Comme l'a souligné Stiglitz (1996_[145]), plutôt que de se substituer aux marchés, les gouvernements en ont fait la promotion et ont su les utiliser. À cette fin, ils ont développé des capacités technologiques, favorisé les exportations, et mis en place un appareil productif national capable de fabriquer de nombreux biens intermédiaires. Ils ont encouragé la croissance des industries les plus susceptibles d'être compétitives sur les

marchés mondiaux (Glick et Moreno, 1997_[146]). Mais la croissance soutenue a pris fin en 1997, laissant derrière elle cette leçon importante : une telle stratégie de croissance élevée dépendait fortement des capitaux étrangers, ce qui accentuait la vulnérabilité envers l'extérieur.

La stratégie commerciale, axée sur les produits manufacturés plutôt que sur les services, manque de diversité

Malgré une intégration réussie dans les CVM, la plupart des pays en développement d'Asie-Pacifique doivent relever le défi de la diversification pour ne pas rester enfermés dans des segments à faible valeur des CVM. L'intégration à la mondialisation s'effectuait principalement dans le secteur manufacturier, qui restait dominé par des multinationales basées dans les économies avancées. En dehors des exceptions de Singapour et Hong-Kong (Chine), les secteurs de services affichaient généralement une productivité plus faible que les activités manufacturières (OCDE, 2016_[147]).

Même les réussites observées dans le développement des secteurs de services en Inde et aux Philippines, particulièrement dans le secteur de la sous-traitance, comportaient des zones d'ombre. Leur activité concerne principalement des tâches à faible valeur ajoutée, comme les centres d'appel. Les exportations réalisées dans le secteur des services par les économies d'Asie-Pacifique se maintiennent généralement dans les domaines traditionnels, comme le tourisme et le transport.

Dans la plus grande partie de la région, la transformation structurelle visant à passer du secteur secondaire à des activités tertiaires à forte valeur ajoutée reste lente. Cela a confronté la plupart des économies en développement d'Asie-Pacifique qui avaient auparavant connu une croissance élevée à des défis en matière de convergence et d'inégalités. Ces difficultés ont été réunies sous l'appellation de « défi du revenu intermédiaire ».

L'inégalité s'accroît au sein des pays et entre eux

La forte croissance s'est également accompagnée d'une augmentation des inégalités – au sein de chaque pays et entre eux. L'ouverture au commerce et les investissements directs étrangers ont fortement contribué au développement économique rapide de la région. Tous les pays et tous les groupes économiques n'ont toutefois pas bénéficié dans les mêmes proportions de la mondialisation.

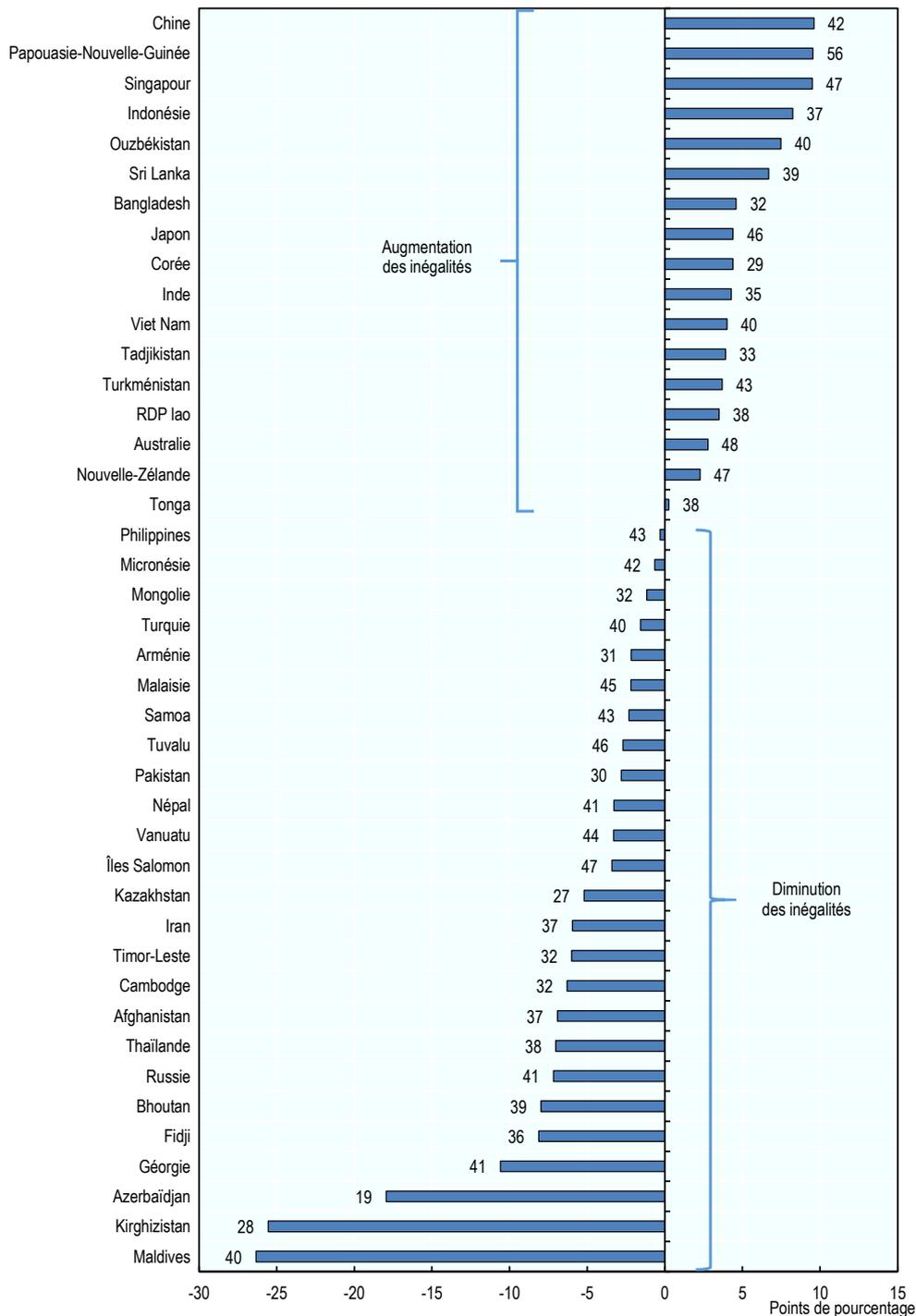
En réalité, les pays de la région n'ont pas tous eu accès aux mêmes opportunités d'intégration dans les CVM. Les pays qui jouent un rôle dans les CVM de haute technologie sont par exemple principalement des pays à revenu élevé ou intermédiaire. Les économies à faible revenu ont généralement été laissées de côté.

Par conséquent, les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID)¹² et les pays des sous-régions du sud, du sud-ouest et du centre de l'Asie, ont réduit leur extrême pauvreté moins rapidement que les autres pays de la région. En pourcentage de la population totale, la pauvreté a stagné au même niveau dans ces pays depuis 2010.

En outre, dans les économies les plus peuplées et en forte croissance de la région, comme le Bangladesh, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, les inégalités ont significativement augmenté au sein de la population depuis 1990 (graphique 4.12). Cela est en partie dû aux opportunités inégales dont disposaient les producteurs pour s'intégrer aux marchés mondiaux.

Graphique 4.12. Dans certains pays asiatiques, les inégalités de revenu ont augmenté

Évolution des inégalités de revenu par pays (1990 et 2014)



Note : Le chiffre en regard de chaque barre indique l'évolution individuelle du coefficient de Gini moyen du revenu du marché de chaque pays entre 1990-94 et 2010-14. Pour chaque pays, on a calculé les moyennes simples des coefficients de Gini disponibles pour chaque période de cinq ans (1990-94 et 2010-14).

Source : CESAP (2018^[148]), <https://www.unescap.org/sites/default/files/publications/ThemeStudyOnInequality.pdf>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965210>

En général, la prolifération des CVM a eu tendance à favoriser les grandes entreprises davantage que les petites. Par exemple, les petites et moyennes entreprises (PME) participent davantage aux CVM à travers une contribution indirecte aux exportations qu'à travers des exportations directes (OCDE/Banque mondiale, 2017_[149]). Dans les pays en développement, la participation des PME aux CVM est fortement concentrée dans les secteurs à faible valeur ajoutée. Dans les économies en développement à faible revenu, les PME participent à peine aux CVM, car elles opèrent principalement dans l'économie informelle (OCDE/Banque mondiale, 2017_[149]). La prolifération des CVM dans des industries à forte intensité technologique a eu tendance à favoriser la main-d'œuvre qualifiée sur la main-d'œuvre non qualifiée, contribuant ainsi à creuser les inégalités au sein des pays.

La pensée du développement au tournant des années 2020

Après 70 ans de théories du développement, de pratiques et de discours sur la réduction de la pauvreté et la réalisation d'un développement sociétal plus large permettant d'améliorer le bien-être, la communauté internationale du développement semble avoir atteint un consensus plus large. Tout d'abord, les 17 ODD ont été largement acceptés comme des objectifs cadres à l'échelle mondiale et nationale, qui doivent être atteints par l'ensemble des pays, quel que soit leur niveau de revenu. Les ODD seront régulièrement évalués dans le but de placer les gouvernements face à leurs responsabilités. Ensuite, les responsables politiques ont besoin de flexibilité pour concevoir leurs stratégies et ajuster les rôles respectifs de l'État et du marché, ainsi que de ceux du commerce et de la coopération internationale. Enfin, ces choix politiques – et leur acceptation – peuvent être confortés par des processus de participation et de consultation à l'échelle locale. Ils gagnent aussi à faire appel à l'expérience internationale afin d'adapter et d'ajuster cette dernière aux contextes locaux. En d'autres termes, il n'y a pas une seule trajectoire idéale de développement. Mais les pays peuvent profiter des leçons tirées par d'autres responsables politiques dans le monde, en s'appuyant sur les organisations multilatérales pour faciliter ce type d'échanges.

La transformation de la géographie économique, la montée du populisme et le changement climatique font évoluer la pensée du développement

Outre la crise, trois facteurs supplémentaires ont progressivement poussé la pensée du développement dans de nouvelles directions :

- la croissance économique et le développement durables de la Chine et d'autres pays en développement, ainsi que leurs implications pour le reste du monde, notamment les pays en développement
- la prise de conscience des questions liées au changement climatique et à la préservation de l'environnement
- la montée de tendances hostiles à la mondialisation et du populisme dans les pays de l'OCDE.

Rétrospectivement, peu d'experts du développement avaient anticipé la forte réduction de la pauvreté de masse. Ils n'avaient pas non plus prévu que la convergence des revenus (et de la productivité) entre les pays de l'OCDE et les autres pourraient intervenir si rapidement. Les deux se sont toutefois produits dans un nombre surprenant de pays en

développement, particulièrement en Asie et en Amérique latine, et de manière plus prononcée en Chine et en Inde (voir Rodrik (2011_[150]) ; Spence (2011_[151])).

De nombreux experts s'accordent à penser que ce rattrapage réussi n'est pas dû à une recette unique de développement, mais à une combinaison de plusieurs approches. Ces dernières ont conduit à des réformes économiques hétérodoxes, orientées vers le marché, mais adaptées aux spécificités locales. Après plusieurs tentatives, quelques erreurs et avec un peu chance, elles ont permis une meilleure intégration dans l'économie mondiale, une mise en valeur du capital humain et une amélioration des services publics et du fonctionnement des administrations (Rodrik (2007_[152]) ; Fosu (2013_[153])).

Le modèle dirigiste chinois et ses succès économiques restent un défi posé à la pensée occidentale traditionnelle au sujet des marchés libres, de la participation à la vie politique, des droits de l'homme et de la liberté de la presse (Kurlantzick, 2016_[154]).

La transformation de la géographie économique et l'augmentation des émissions polluantes conduisent à la naissance de l'économie verte

L'augmentation de la richesse des pays non membres de l'OCDE a aussi eu un coût. Une croissance gourmande en énergie a eu pour conséquence une augmentation significative des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Les deux tiers des émissions de CO₂ dans le monde trouvent désormais leur origine dans des pays non membres de l'OCDE, principalement en Inde et en Chine¹³.

Il semble peu probable que l'Accord de Paris sur le climat de 2015 puisse être appliqué et que la hausse des températures moyennes puisse être limitée à 2 °C sans une réduction massive des émissions dans les pays en développement. Pour des raisons évidentes, la réalisation des ODD et l'amélioration du bien-être à travers le monde nécessitent un nouveau changement de mentalité pour passer d'un développement à fortes émissions de carbone à un développement « vert », faible en émissions (PNUE, 2011_[155] ; Banque mondiale, 2012_[156] ; OCDE, 2013_[157]).

Les promesses non tenues de la mondialisation

Depuis 2015 environ, l'une des principales promesses de la pensée du développement, la mondialisation libérale, se trouve remise en cause. Défendue par la plupart des experts du développement depuis 25 ans, la mondialisation est attaquée de toutes parts, notamment dans les pays en développement (Deudney et Ikenberry, 2018_[158]).

Depuis la crise financière de 2008, l'insatisfaction des citoyens, le nationalisme et le populisme sont repartis à la hausse, particulièrement dans les pays de l'OCDE. Cette insatisfaction croissante n'est pas uniquement liée au régime libéral du commerce international, à l'euphorie et au multilatéralisme, mais aussi aux vagues migratoires de grande ampleur et à la hausse des inégalités de revenu¹⁴. Les gouvernements de l'OCDE se sont trouvés confrontés à d'importantes pressions. Paradoxalement, la délégitimation de l'État providence et la relégitimation d'un développement plus interventionniste semblent aller main dans la main.

La pensée du développement doit aussi s'accompagner d'une mise en œuvre efficace

Depuis les années 1950, la pensée du développement s'est nourrie de nombreuses idées concernant l'amélioration des conditions de vie, ainsi que des changements intervenus dans le monde, comme les crises économiques et financières, les guerres et les conflits,

ou les transformations sociales. Les expériences conduites, leurs succès et leurs échecs, ont également exercé une influence (Chenery, 1983_[159]).

La pensée du développement ne se limite pas à des solutions technocratiques. Dès lors qu'elle prend en compte la pratique du développement, elle se rapproche et devient partie intégrante d'un processus éminemment *politique*. Les réalités locales doivent être analysées dans le détail et les objectifs du développement définis au cours d'un processus participatif. Mais même lorsque ces conditions sont remplies, la pratique du développement aborde le territoire complexe de la politique et du pouvoir. Ce qui émergera d'une politique de développement a de fortes chances de rester incertain, en dépit des bonnes intentions des responsables politiques – ou en raison des intentions cachées des responsables politiques. Par ailleurs, certains objectifs généraux, tels qu'ils sont formulés, peinent à trouver leur traduction opérationnelle (Rodrik, 2007_[152]). Ils doivent réussir à s'inscrire dans les réalités locales et être mis en pratique étape par étape. Il existe également un débat plus ancien au sujet des politiciens qui cherchent à obtenir une rente sur le dos des politiques de développement et à phagocyter les tentatives de réformes (Bhagwati (1986_[160]) ; Hirschman (1963_[39])).

Une expérimentation minutieuse des différentes stratégies de développement et certaines improvisations éclairées jouent actuellement un rôle clé dans les économies émergentes (Ang (2016_[161]) ; Lee (2018_[162])). La politique et les projets de développement sont essentiellement des expérimentations politiques dans lesquelles les gouvernements doivent combiner leurs connaissances aux anticipations des conséquences de leurs actions (Hirschman (1967_[163]) ; Rondinelli (1993_[164])). L'adaptation itérative axée sur les problèmes (AIAP) des politiques de développement a récemment constitué une des contributions majeures à ce courant de recherche (Andrews, Prtichett et Woolcock, 2017_[165]) ; Kirsch, Siehl and Stockmayer (2017_[166]) ; Ang (2016_[161]) ; Chung (2017_[167]).

Les responsables publics ont souvent besoin de faire des allers-retours entre différents cycles d'apprentissage, de retours d'expérience et d'ajustement pour atteindre les résultats recherchés. Parfois, comme le souligne Hirschman (1967_[163]), une « main invisible » les aide à « masquer les difficultés de manière opportune ». Par ailleurs, le processus de décision politique a besoin de devenir plus participatif pour surmonter ce manque de connaissances.

Notes

¹ L'étude de 1960 de Rostow sur les « Étapes de la croissance économique » est sous-titrée « Un manifeste non communiste ».

² La cible de 0,7 % du PNB était basée sur les travaux antérieurs de l'économiste Jan Tinbergen, qui estimaient les flux nécessaires pour que les pays en développement atteignent des taux de croissance satisfaisants. Elle a ensuite été proposée par le Rapport des Partenaires du développement de la commission Pearson en 1969.

³ Voir, par exemple, le Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale (1982_[172]). « Tous les agriculteurs – petits, moyens et grands – répondent aux incitations économiques. Loin d'être des paysans enfermés dans leurs traditions, les agriculteurs ont montré qu'ils partageaient une rationalité qui l'emportait de loin sur le poids de leurs conditions sociales et écologiques ».

⁴ La réduction de la pauvreté est entendue dans un sens très large ici, et inclut les résultats obtenus sur le plan de la santé et de l'éducation, ainsi que leur impact sur la pauvreté.

⁵ Il convient de noter que les OMD comprenaient un objectif de cohérence des politiques, l'OMD8 (sur le partenariat mondial pour le développement), qui accordait un rôle aux pays plus riches.

⁶ L'élasticité-revenus des exportations mesure le changement dans la croissance des exportations vers le reste du monde quand la croissance de l'économie mondiale augmente d'un point de pourcentage ; l'élasticité-revenus des importations mesure l'augmentation du taux de croissance des importations quand l'économie nationale augmente son taux de croissance d'un point de pourcentage.

⁷ L'influence des idées réformistes d'inspiration structuraliste a très fortement reflué dans plusieurs pays lors de l'instauration de dictatures militaires, notamment en Argentine (des coups d'État ont renversé les présidents Frondizi en 1962 et Illia en 1966), au Brésil (1964), en Uruguay (1973) et au Chili (1973).

⁸ De nombreux pays d'Amérique latine étaient lourdement endettés à la fin des années 1970, malgré les différentes politiques économiques adoptées dans la seconde moitié des années 1970, que ce soit la politique de libéralisation commerciale et financière accélérée de l'Argentine, du Chili et de l'Uruguay, ou l'intensification des efforts d'industrialisation au Mexique et en particulier au Brésil. Le problème de la dette a été accentué par le défaut mexicain de 1982 et a continué à freiner la croissance et l'investissement dans la région jusqu'à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

⁹ Avant la crise économique et financière mondiale de 2008, le commerce international représentait plus de 60 % du PIB de la région. Mais la dépendance au commerce a reculé à près de 52 % du PIB en conséquence du ralentissement de la demande mondiale et du repositionnement de la stratégie de croissance de plusieurs pays en direction de la consommation intérieure.

¹⁰ Entre 2000 et 2008, la croissance était encore plus impressionnante, le PIB affichant une hausse de 7.5 % par an et les exportations de 16 %.

¹¹ Hong-Kong (Chine), Indonésie, Japon, Corée, Malaisie, Singapour, Taipei chinois et Thaïlande.

¹² Les données sur les taux de pauvreté dans les économies du Pacifique (PIED) ne sont pas totalement disponibles. Il s'agit donc d'estimations, susceptibles de ne pas refléter la réalité de la situation.

¹³ En 2014, les émissions de CO₂ ont atteint 36 gigatonnes (Gt) au total, dont 24 Gt étaient produites par des pays non membres de l'OCDE (Banque mondiale, 2018_[129]). Avec quelque 10.3 Gt de CO₂, la Chine dépassait de loin les États-Unis (5.3 Gt) et l'Union européenne (3.4 Gt) réunis. Bien que les émissions de CO₂ liées aux activités productives dans les pays de l'OCDE aient oscillé entre 11 et 12 Gt depuis 1990, les émissions produites dans le reste du monde ont triplé pour passer 8 Gt à 24 Gt de CO₂. En 2012, près de 70 % du total des gaz à effet de serre (comprenant les émissions liées au changement d'affectation des sols et à la déforestation) provenaient de pays non membres de l'OCDE. Il existe une différence entre les émissions de CO₂ liées à la production et liées à la consommation (par exemple les émissions associées au commerce international). Dans le cas de la Chine, les émissions liées à la consommation sont inférieures d'environ 15 % à celles induites par la production ; aux États-Unis et en Europe, les chiffres de la consommation sont 10 % à 15% plus élevés que ceux de la production (Peters et al. (2011_[168])).

¹⁴ Voir, par exemple, le cas du Royaume-Uni : Hopkin (2017_[171]) ; ainsi que Kriesi (Kriesi, 2014_[169]) et Inglehart et Norris (2016_[170]).

Références

- Addison, T. et M. Balamoune-Lutz (2017), « Aid, the Real Exchange Rate and Why Policy Matters: The Cases of Morocco and Tunisia », *The Journal of Development Studies*, vol. 53/7, pp. 1104-1121, <http://dx.doi.org/10.1080/00220388.2017.1303673>. [140]
- Adedeji, A. (1977), *Africa: The Crisis of Development and the Challenge of a New International Economic Order*, United National Economic Commission for Africa. [134]
- Adelman, I. (1999), *The role of government in economic development*, <https://ageconsearch.umn.edu/bitstream/25039/1/wp890.pdf>. [77]
- Adelman, J. (2013), *The Essential Hirschman*, Princeton University Press. [15]
- Ahluwalia, M., N. Carter et H. Chenery (1979), « Growth and poverty in developing countries », *Journal of Development Economics*, vol. 6/3, pp. 299-341. [55]
- Amin, S. (1977), « Self-Reliance and the New International Economic Order », *Monthly Review*, vol. 29/3, p. 1, http://dx.doi.org/10.14452/mr-029-03-1977-07_1. [50]
- Amin, S. (1974), *Accumulation on a World-Scale: A Critique of the Theory of Underdevelopment*, Monthly Review Press. [137]
- Andrews, M., L. Prichett et M. Woolcock (2017), *Building State Capability: Evidence, Analysis, Action*, Oxford University Press. [165]
- Ang, Y. (2016), *How China Escaped the Poverty Trap*, Cornell University Press. [161]
- Arrow, K. et G. Debreu (1954), « Existence of an equilibrium for a competitive economy », *Econometrica*, vol. 22/3, pp. 265-290. [32]
- Banque mondiale (2018), *Indicateurs du développement dans le monde (base de données)*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté le 31 mars 2018). [129]
- Banque mondiale (2012), *Inclusive Green Growth*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-9551-6>. [156]
- Banque mondiale (2009), *Global Monitoring Report 2009*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-7859-5>. [108]
- Banque mondiale (2002), *World Development Report 2003*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/0-8213-5150-8>. [105]
- Banque mondiale (1997), *Rapport sur le développement dans le monde 1997*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-1952-1114-6>. [91]
- Banque mondiale (1995), *Rapport sur le développement dans le monde 1995*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-1952-1102-3>. [79]

- Banque mondiale (1992), *World Development Report 1992*, Banque mondiale, [104]
<http://dx.doi.org/10.1596/0-1952-0876-5>.
- Banque mondiale (1991), *Rapport sur le développement dans le monde 1991*, Banque mondiale, [93]
<http://dx.doi.org/10.1596/978-0-1952-0868-9>.
- Banque mondiale (1987), *World Development Report 1987: Barriers to Adjustment and Growth in the World Economy: Industrialization and Foreign Trade*, Banque mondiale. [61]
- Banque mondiale (1983), *Ghana-Policies and Program for Adjustment: Main Report*, Banque mondiale. [65]
- Banque mondiale (1982), *Rapport sur le développement dans le monde 1982*, Oxford University Press, <https://dx.doi.org/10.1596/0-1950-3225-x>. [172]
- Banque mondiale (1978), « Prospects for Growth and the Alleviation of Poverty », dans *World Development Report 1978*, Banque mondiale, [52]
http://dx.doi.org/10.1596/9780821372821_chapter4.
- Bates, R. (1981), *Markets and States in Tropical Africa. The Political Basis of Agricultural Policies*, University of California Press. [78]
- Bell, M. et M. Albu (1999), « Knowledge Systems and Technological Dynamism in Industrial Clusters in Developing Countries », *World Development*, vol. 27/9, pp. 1715-1734, [44]
[http://dx.doi.org/10.1016/s0305-750x\(99\)00073-x](http://dx.doi.org/10.1016/s0305-750x(99)00073-x).
- Bhagwati, J. (1986), « Economic perspectives on trade in professional services », *University of Chicago Legal Forum*, vol. 1986/1, pp. 45-56. [160]
- Blunt, P. (1995), « Cultural relativism, 'good' governance and sustainable human development », *Public Administration and Development*, vol. 15/1, pp. 1-9, [102]
<http://dx.doi.org/10.1002/pad.4230150102>.
- Botero, G. (1956), *Reason of state*, Yale University Press. [6]
- Boughton, J. (2012), *Tearing down walls: The international monetary fund 1990-1999*, International Monetary Fund. [72]
- Bracarense, N. (2012), « Development Theory and the Cold War: The Influence of Politics on Latin American Structuralism », *Review of Political Economy*, vol. 24/3, pp. 375-398, [45]
<http://dx.doi.org/10.1080/09538259.2012.701916>.
- Cardoso, F. et E. Faletto (1977), *Dependencia y desarrollo en América Latina [Dépendance et développement en Amérique latine]*, Siglo XXI. [121]
- CEALC (2018), *CEPALSTAT*, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, [125]
http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/WEB_CEPALSTAT/estadisticasIndicadores.asp?idioma=i.

- CENUA (2014), *Economic Report on Africa 2014: Dynamic Industrial Policy in Africa*, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. [131]
- CESAP (2018), *Inequality in Asia and the Pacific in the Era of the 2030 Agenda for Sustainable Development*, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, <https://www.unescap.org/sites/default/files/publications/ThemeStudyOnInequality.pdf>. [148]
- Chenery, H. (1983), « Interaction between theory and observation in development », *World Development*, vol. 11/10, pp. 853-861. [159]
- Chenery, H. (1974), *Redistribution with Growth: Policies to Improve Income Distribution in Developing Countries in the Context of Economic Growth*, Oxford University Press. [54]
- Chenery, H. (1960), « Patterns of industrial growth », *The American Economic Review*, vol. 50/4, pp. 624-654. [41]
- Chenery, H. (1955), « Development policy in underdeveloped countries », *American Economic Review*, vol. 45/2, pp. 40-57. [22]
- Chenery, H., S. Robinson et M. Syrquin (1986), *Industrialization and Growth: A Comparative Study*, Oxford University Press, <http://documents.worldbank.org/curated/en/714961468135943204/pdf/NonAsciiFileName0.pdf>. [62]
- Chung, J. (2017), *China as a Centrifugal Empire*, Columbia University Press, <http://dx.doi.org/10.7312/columbia/9780231176200.003.0001>. [167]
- Cimoli, M. et J. Katz (2003), « Structural reforms, technological gaps and economic development: A Latin American perspective », *Industrial and Corporate Change*, vol. 12/2, pp. 387-411. [119]
- Clark, C. (1940), *The conditions of economic progress*, Macmillan and co., limited. [17]
- Collier, P. et J. Gunning (1999), « The IMF'S Role in Structural Adjustment », *The Economic Journal*, vol. 109/459, pp. 634-651, <http://dx.doi.org/10.1111/1468-0297.00475>. [67]
- Corbo, V., M. Goldstein et M. Khan (1987), *Outward orientation: Trade issues*, World Bank Publishing. [60]
- Cornia, G., R. Jolly et F. Stewart (dir. pub.) (1987), *Adjustment with a human face*, Oxford University Press. [70]
- Costanza, R. et al. (2009), *Beyond GDP: The Need for New Measures of Progress*, Boston University, <https://www.bu.edu/pardee/files/documents/PP-004-GDP.pdf>. [2]
- Cox, R. (1979), « Ideologies and the New International Economic Order: reflections on some recent literature », *International Organization*, vol. 33/02, p. 257, <http://dx.doi.org/10.1017/s0020818300032161>. [49]

- CUA (2015), *Agenda 2063 Framework Document: The Africa We Want*, Commission de l'Union africaine. [127]
- De Janvry, A. et E. Sadoulet (2014), « Sixty years of development economics: What have we learned for economic development? », *Revue d'économie de développement*, vol. 22, pp. 9-19, <https://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2014-HS01-page-9.htm>. [8]
- De Luca, M. (1968), *Gli economisti napoletani del settecento e la politica dello sviluppo*, Morano. [7]
- Deudney, D. et G. Ikenberry (2018), « Liberal world: The resilient order », *Foreign Affairs*, vol. 97/4, pp. 16-24. [158]
- Diebold, W., R. Feinberg et V. Kallab (1984), « Adjustment Crisis in the Third World », *Foreign Affairs*, vol. 63/2, p. 415, <http://dx.doi.org/10.2307/20042205>. [82]
- Dornbusch, R. (1982), « Stabilization policies in developing countries: What have we learned? », *World Development*, vol. 10/9, pp. 701-708, [http://dx.doi.org/10.1016/0305-750x\(82\)90024-9](http://dx.doi.org/10.1016/0305-750x(82)90024-9). [81]
- Dorn, J. et al. (1998), *The revolution in development economics*, Cato Institute. [75]
- Easterly, W. ((s.d.)), « IMF and World Bank Structural Adjustment Programs and Poverty », dans *Managing Currency Crises in Emerging Markets*, University of Chicago Press, <http://dx.doi.org/10.7208/chicago/9780226155425.003.0012>. [68]
- Easterly, W. et T. Pfütze (2008), « Where Does the Money Go? Best and Worst Practices in Foreign Aid », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 22/2, pp. 29-52, <http://dx.doi.org/10.1257/jep.22.2.29>. [87]
- Edwards, S. (2009), « Protectionism and Latin America's historical economic decline », *Journal of Policy Modeling*, vol. 31/4, pp. 573-584, <http://dx.doi.org/10.1016/j.jpolmod.2009.05.011>. [80]
- Eisenstadt, S. (1967), *Modernization: Protest and Change (Modernization of Traditional Society)*, Prentice Hall. [35]
- Ekbladh, D. (2010), *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton University Press, <https://press.princeton.edu/titles/9050.html>. [23]
- Evenson, R. et L. Westphal (1995), « Technological change and technology strategy », dans Behrman, J. et T. Srinivasan (dir. pub.), *Handbook of Development Economics*, Elsevier, [https://doi.org/10.1016/S1573-4471\(05\)80009-9](https://doi.org/10.1016/S1573-4471(05)80009-9). [43]
- Fajnzylber, F. (1983), *La industrialización trunca de América Latina [L'industrialisation inachevée de l'Amérique latine]*, Nueva Imagen. [123]
- Feder, E. (1976), « The new World Bank programme for the self-liquidation of the third world peasantry », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 3/3, pp. 343-354, <http://dx.doi.org/10.1080/03066157608437986>. [56]

- Ferguson, J. (1999), *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, University of California Press. [133]
- Fisher, A. (1939), « Production, primary, secondary and tertiary », *Economic Record*, vol. 15/1, pp. 24-38, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1475-4932.1939.tb01015.x>. [16]
- FMI (2018), *Perspectives de l'économie mondiale 2018 (base de données)*, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2018/01/weodata/weose1gr.aspx>. [126]
- FMI (2009), *The implications of the global financial crisis for low-income countries - An update*, Fonds monétaire international, Division des services multimédia, <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2016/12/31/The-Implications-of-the-Global-Financial-Crisis-for-Low-Income-Countries-An-Update-PP4371>. [107]
- FMI (1980), *Annual Report of the Executive Board for the Financial Year Ended April 30, 1980*, Fonds monétaire international. [64]
- Fosu, A. (dir. pub.) (2013), *Achieving Development Success*, Oxford University Press, <http://dx.doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199671557.001.0001>. [153]
- Fourastié, J. (1949), *Le grand espoir du xxème siècle. progrès technique, progrès économique, progrès social*, Presse Universitaires de France. [18]
- Frank, G. (1966), « The Development of Underdevelopment », *Monthly Review*, vol. 18/4, p. 17, http://dx.doi.org/10.14452/mr-018-04-1966-08_3. [46]
- Fukuyama, F. (1992), *The End of History and the Last Man*, Macmillan. [88]
- Gayi, S. (1991), « Adjustment and 'safety-netting': Ghana's programme of actions to mitigate the social costs of adjustment (PAMSCAD) », *Journal of International Development*, vol. 3/4, pp. 557-564, <https://doi.org/10.1002/jid.4010030411>. [71]
- Gerschenkron, A. (1962), *Economic Backwardness in Historical Perspective . A Book of Essays*, Belknap Press of Harvard University. [33]
- Glick, R. et R. Moreno (1997), « The East Asian miracle: Growth because of government intervention and protectionism or in spite of it? », *Business Economics*, vol. 32/2, pp. 20-25. [146]
- Google Research (2013), *Google Books Ngram Viewer (base de données)*, Google LLC, <http://books.google.com/ngrams> (consulté le 15 mai 2018). [63]
- Green, R. et H. Singer (1975), « Toward a rational and equitable new international economic order: A case for negotiated structural changes », *World Development*, vol. 3/6, pp. 427-444, [http://dx.doi.org/10.1016/0305-750x\(75\)90028-5](http://dx.doi.org/10.1016/0305-750x(75)90028-5). [48]
- Harris, J. et M. Todaro (1970), « Migration, unemployment and development: A two-sector analysis », *The American Economic Review*, vol. 60/1, pp. 126-142. [42]

- Herzog, L. (2016), « The normative stakes of economic growth; or, why Adam Smith does not rely on 'trickle down' », *Journal of Politics*, vol. 78/1, pp. 50-62, <https://doi.org/10.1086/683428>. [10]
- Hirschman, A. (1982), « Rival Interpretations of Market Society: Civilizing, Destructive, or Feeble? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 20/4, pp. 1463-1484. [26]
- Hirschman, A. (1977), *The Passions and the Interests: Political Arguments for Capitalism before Its Triumph*, Princeton University Press. [25]
- Hirschman, A. (1967), *Development Projects Observed*. [163]
- Hirschman, A. (1963), *Journeys toward Progress: Studies in Economic Policy Making in Latin America*, The Twentieth Century Fund. [39]
- Hopkin, J. (2017), « When Polanyi met Farage: Market fundamentalism, economic nationalism, and Britain's exit from the European Union », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 19/3, pp. 465-478, <https://dx.doi.org/10.1177/1369148117710894>. [171]
- Huntington, S. (1968), *Political order in changing societies*, Yale University Press. [37]
- Huntington, S. (1965), « Political development and political decay », *World Politics*, vol. 17/3, pp. 386-430. [36]
- Inglehart, R. et P. Norris (2016), « Trump, Brexit, and the rise of populism: Economic Have-Nots and cultural backlash », *SSRN Electronic Journal*, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2818659>. [170]
- Innis, H. (1951), « Industrialism and cultural values », *American Economic Review: Paper and proceeding of the sixty-third annual meeting of the American Economic Association*, vol. 41/2, pp. 201-209, <http://www.jstor.org/stable/1910794>. [1]
- Israel, A. (1990), *The Changing Role of the State. Institutional Dimensions*, Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/375321468764732804/pdf/multi-page.pdf>. [90]
- Kaldor, N. (1967), *Strategic Factors in Economic Development*, New York State School of Industrial and Labor Relations, Cornell University. [115]
- Kapur, D., J. Lewis et R. Webb (1997), *The World Bank: Its first half century*, Brookings Institution. [53]
- Katz, M. (1987), « The welfare effects of third-degree price discrimination in intermediate good markets », *American Economic Review*, vol. 77/1, pp. 154-67. [118]
- Katz, M. (1986), « The Soviet Union and the Third World », *Current History*, vol. 85/513, pp. 329-339. [12]
- Kay, C. (1991), « Reflections on the Latin American Contribution to Development Theory », *Development and Change*, vol. 22, pp. 31-68. [113]

- Kirsch, R., E. Siehl et A. Stockmayer (dir. pub.) (2017), *Transformation, Politics and Implementation*, Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG, [166]
<http://dx.doi.org/10.5771/9783845280516>.
- Knack, S. et A. Rahman (2007), « Donor fragmentation and bureaucratic quality in aid recipients », *Journal of Development Economics*, vol. 83/1, pp. 176-197, [85]
<http://dx.doi.org/10.1016/j.jdeveco.2006.02.002>.
- Kriesi, H. (2014), « The populist challenge », *West European Politics*, vol. 37/2, pp. 361-378, [169]
<https://dx.doi.org/10.1080/01402382.2014.887879>.
- Krueger, A. (1990), « Asian trade and growth lessons », *The American Economic Review*, [59]
 vol. 80/2, pp. 108-112.
- Krueger, A. (1985), « The experience and lessons of Asia's super exporters », dans Corbo, V., [58]
 A. Krueger et F. Ossa (dir. pub.), *Export-oriented Development Strategies : The Success of Five Newly Industrializing Countries*, Westview.
- Kuczynski, P. et J. Williamson (dir. pub.) (2003), *After the Washington consensus : restarting growth and reform in Latin America*, PIIE Press. [92]
- Kurlantzick, J. (2016), *State Capitalism: How the Return of Statism is Transforming the World*, [154]
Council on Foreign Relations, Oxford University Press.
- Lardy, N. (1986), « Agricultural reforms in China », *Journal of International Affairs*, vol. 39/2, [83]
 pp. 91-104.
- Laszlo, E. et al. (1978), *The objectives of the new international economic order*, Pergamon [47]
 Press.
- Lee, K. (2018), *The art of economic catch-up: Barriers, Detours and Leapfrogging*, Cambridge [162]
 University Press.
- Lerner, D. (1958), *The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East*, Macmillan [24]
 Publications.
- Lewis, W. (1954), « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The* [40]
Manchester School, vol. 22/2, pp. 139-191, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>.
- Lin, J. (1992), « Rural reforms and agricultural growth in China », *The American Economic* [84]
Review, vol. 82/1, pp. 34-51.
- List, F. (1841), *The National System of Political Economy*, Longmans, Green and Co.. [19]
- Lucas, R. (1988), « On the mechanics of economic development », *Journal of Monetary* [95]
Economics, vol. 22/1, pp. 3-42, [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7).
- Maldonado, A. (1997), *Teodoro Moscoso and Puerto Rico's Operation Bootstrap*, University [29]
 Press of Florida.

- McNamara, R. (1973), *Address to the Board of Governors*, Banque mondiale, [51]
<http://documents.worldbank.org/curated/en/930801468315304694/Address-to-the-Board-of-Governors-by-Robert-S-McNamara>.
- Mendes, A., M. Bertella et R. Teixeira (2014), « Industrialization in sub-Saharan Africa and import substitution policy », *Brazilian Journal of Political Economy*, vol. 34/1, pp. 120-138. [130]
- Mkandawire, T. (2001), « Thinking about developmental states in Africa », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 25/3, pp. 289-314, <http://dx.doi.org/10.1093/cje/25.3.289>. [143]
- Mkandawire, T. et A. Olukoshi (1995), *Between Liberalisation and Oppression: The Politics of Structural Adjustment in Africa*, CODESRIA. [142]
- Morgenthau, H. (1945), *Germany is our problem*, Harper & Brothers. [30]
- Morrisson, C. (1992), « Adjustment and Equity », *Centre de développement de l'OCDE, Cahiers de politique économique du Centre de développement de l'OCDE*, no. 1, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/534374616322>. [66]
- Munck, R. et R. Delgado Wise (2018), *Reframing Latin America Development*, Routledge. [114]
- Mutume, G. (2002), « How to boost trade within Africa: Lower barriers and diversify production », *Africa Recovery*, vol. 16/2-3, p. 20. [138]
- Myrdal, G. (1968), *Asia drama: an inquiry into the poverty of nations. In three volumes*, Pantheon. [38]
- Nelson, R. et S. Winter (1982), *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Harvard University Press. [124]
- Nkrumah, K. (1963), *Africa Must Unite*, Frederick A. Praeger. [135]
- Nurkse, R. (1953), *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Basil Blackwell Press. [20]
- Nyerere, J. (1966), *Freedom and Unity/Uhuru na Umoja: A Selection from Writings and Speeches 1952–1965*, Oxford University Press. [136]
- Ocampo, J. (2016), « 10. Balance-of-Payments Dominance: Implications for Macroeconomic Policy », dans Damill, M., M. Rapetti et G. Rozenwurcel (dir. pub.), *Macroeconomics and Development*, Columbia University Press, New York Chichester, West Sussex, <http://dx.doi.org/10.7312/dami17508-012>. [122]
- Ocampo, J. et M. Parra-Lancourt (2010), « The terms of trade for commodities since the mid-19th century », *Revista de Historia Económica/Journal of Iberian and Latin American Economic History*, vol. 28/1, pp. 11-43. [117]
- OCDE (2016), *OECD Compendium of Productivity Indicators 2016*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/pdtvy-2016-en>. [147]

- OCDE (2013), *Placer la croissance verte au cœur du développement*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264206281-fr>. [157]
- OCDE (1995), *Participatory Development and Good Governance*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/dac/accountable-effective-institutions/31857685.pdf>. [103]
- OCDE/Banque mondiale (2017), *Inclusive Global Value Chains: Policy Options in Trade and Complementary Areas for GVC Integration by Small and Medium Enterprises and Low-Income Developing Countries*, Banque mondiale, Washington, DC, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264249677-en>. [149]
- Ohmae, K. (1995), *The end of the nation state: The rise of regional economies*, Simon and Schuster. [89]
- OIT (1976), *OIT (1976), L'emploi, la croissance et les besoins essentiels : Un problème mondial*, Organisation internationale du Travail, <http://mango.ilo.org/record/165080>. [57]
- Olamosu, B. et A. Wynne (2015), « Africa rising? The economic history of sub-Saharan Africa », *International Socialism* 146. [141]
- O'Neill, H. (1997), « Globalisation, Competitiveness and Human Security: Challenges for Development Policy and Institutional Change », *The European Journal of Development Research*, vol. 9/1, pp. 7-37, <http://dx.doi.org/10.1080/09578819708426676>. [99]
- Ortiz, L. (1957), « Memorial a Felipe II [1558] », *Anales de Economia*, vol. 17/63. [5]
- Palma, J. et J. Stiglitz (2016), « Do Nations Just Get the Inequality They Deserve? The “Palma Ratio” Re-examined », dans Basu, K. et J. Stiglitz (dir. pub.), *Inequality and Growth : Patterns and Policy*, Palgrave Macmillan UK, London, https://doi.org/10.1057/9781137554598_2. [73]
- Pastor, M. (1987), « The effects of IMF programs in the Third World: Debate and evidence from Latin America », *World Development*, vol. 15/2, pp. 249-262, [http://dx.doi.org/10.1016/0305-750x\(87\)90080-5](http://dx.doi.org/10.1016/0305-750x(87)90080-5). [69]
- Perez, C. (1985), « Microelectronics, long waves and structural change: New perspectives for developing countries », *World Development*, vol. 13/3, pp. 441-463. [111]
- Perez, C. (2004), *Technological revolutions, paradigm shifts and socio-institutional change*, Edward Elgar. [110]
- Peters, G. et al. (2011), « Rapid growth in CO2 emissions after the 2008–2009 global financial crisis », *Nature Climate Change*, vol. 2/1, pp. 2-4, <http://dx.doi.org/10.1038/nclimate1332>. [168]
- PNUE (2011), *Towards a Green Economy. Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, United Nations Publishing, https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/126GER_synthesis_en.pdf. [155]
- Ranis, G. (2004), *The evolution of development thinking: Theory and policy*, <http://documents.worldbank.org/curated/en/739731468780580389/28971.doc>. [34]

- Ricardo, D. (1817), *On the principles of political economy*, John Murray. [3]
- Rodríguez, O. (2007), *El estructuralismo latinoamericano [Le structuralisme latino-américain]*, [112]
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC)/Siglo XXI.
- Rodrik, D. (2011), *The Future of Economic Convergence*, National Bureau of Economic [150]
Research, Cambridge, MA, <http://dx.doi.org/10.3386/w17400>.
- Rodrik, D. (2007), *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions and Economic [152]
Growth*, Princeton University Press.
- Rodrik, D. (1997), *Has globalization gone too far?*, Peterson Institute for International Studies. [96]
- Romer, P. (1986), « Increasing returns and long-run growth », *Journal of Political Economy*, [132]
vol. 94/5, pp. 1002-1037.
- Romer, P. (1986), « Increasing Returns and Long-Run Growth », *Journal of Political Economy*, [94]
vol. 94/5, pp. 1002-1037, <http://dx.doi.org/10.1086/261420>.
- Rondinelli, D. (1993), *Development Projects as Policy Experiments: An Adaptive Approach to [164]
Development Administration*, Routledge.
- Roodman, D. (2008), « An Index of Donor Performance », *SSRN Electronic Journal*, [86]
<http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1112687>.
- Rosenstein-Rodan, P. (1943), « Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern [21]
Europe », *The Economic Journal*, vol. 53/210/211, pp. 202-211,
<https://www.jstor.org/stable/2226317>.
- Rostow, W. (1960), *The stages of economic growth: A non-communist manifesto*, Cambridge [11]
University Press.
- Sachs, J. (2015), « Goal-based development and the SDGs: implications for development [106]
finance », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 31/3-4, pp. 268-278,
<http://dx.doi.org/10.1093/oxrep/grv031>.
- Schefold, B. et F. Avril (1995), *Nicolaus Oresmius - Die Geldlehre des Spätmittelalters*, Verlag [4]
Wirtschaft und Finanzen.
- Schumpeter, J. (1954), *History of economic analysis*, Oxford University Press. [31]
- Seers, D. (1969), *The meaning of development*, [9]
<https://www.ids.ac.uk/files/dmfile/themeaningofdevelopment.pdf>.
- Sen, A. (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press. [100]
- Siebrits, F. et E. Calitz (2007), « The legacy and challenge of fiscal policy in sub-Saharan [128]
Africa », *The South African Journal of Economics*, vol. 75/2, pp. 221-235,
<http://dx.doi.org/10.1111/j.1813-6982.2007.00115.x>.

- Spence, M. (2011), *The Next Convergence: The Future of Economic Growth in a Multispeed World*, Farrar, Straus and Giroux. [151]
- Spence, M. et D. Leipziger (dir. pub.) (2010), *Globalization and Growth*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-8220-2>. [109]
- Stiglitz, J. (2002), *Globalization and its discontents*, W. W. Norton & Company. [98]
- Stiglitz, J. (1998), *Towards a new paradigm for development: Strategies, policies, and processes*, World Bank, <http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/prebisch98.pdf>. [97]
- Stiglitz, J. (1996), « Some lessons from the East Asian miracle », *World Bank Research Observer*, vol. 11/2, pp. 151-177. [145]
- Sunkel, O. et P. Paz (1970), *El subdesarrollo latinoamericano y la teoría del Desarrollo [Le sous-développement en Amérique latine et la théorie du développement]*. [120]
- Thakurdas, P. (1944), *A brief memorandum outlining a plan of economic development for India*, Penguin Books. [28]
- Thirlwall, A. (2000), *Trade, Trade Liberalisation and Economic Growth: Theory and Evidence*, African Development Bank. [116]
- Thomas, C. et P. Wilkin (1999), *Globalization, human security, and the African experience*, Lynne Rienner Publishers. [101]
- Toye, J. (1987), *Dilemmas of development: Reflections on the counter-revolution in development theory*, Blackwell Publishers. [76]
- Trofimenko, H. (1981), « The Third World and the U.S.-Soviet competition: A Soviet view », *Foreign Affairs*, vol. 59/5, pp. 1021-1040, <https://www.foreignaffairs.com/articles/russian-federation/1981-06-01/third-world-and-us-soviet-competition>. [13]
- UNESCO (1995), *Rapport mondial sur l'éducation 1995*, Éditions UNESCO, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000101731_fre. [144]
- Westad, O. (2005), *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge University Press, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511817991>. [14]
- Williamson, J. (1990), *Latin American adjustment: How much has happened?*, Institute for International Economics. [74]
- Wolgin, J. (1997), « The Evolution of Economic Policymaking in Africa », *The American Economic Review*, vol. 87/2, pp. 54-57, <http://www.jstor.org/stable/2950883>. [139]
- Yat-Sen, S. (1920), *The international development of China*, Commerical Press. [27]

Chapitre 5. Relever les nouveaux défis du développement

La transformation de la géographie économique mondiale a profondément changé l'ordre mondial et progressivement remis en question de nombreux paradigmes de développement jusque-là tenus pour acquis. Il n'y a jamais eu de trajectoire unique menant au développement. Cependant, on considère en général que les responsables politiques peuvent mettre leur pays sur une voie qui converge avec les pays les plus développés du monde, en adoptant un ensemble de mesures économiques s'étant avérées efficaces pour favoriser structurellement la croissance. Mais chaque pays doit adapter sa stratégie pour prendre en compte ses particularités en termes de dotations, de culture et d'institutions. Il leur faut aussi faire face à de nombreux nouveaux défis auxquels les pays s'étant industrialisés plus tôt n'avaient pas été confrontés. Ce chapitre aborde ces défis, d'ordre économique, social et environnemental, qui surgissent sur la voie du développement.

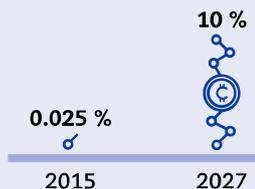
Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Chapitre 5. Relever les nouveaux défis du développement

Les pays en développement empruntent des trajectoires émaillées de nombreux défis...

Technologies de rupture

% du PIB mondial stocké sur des chaînes de bloc



Défis sociaux et démographiques

Taux d'urbanisation dans le monde



Défis environnementaux

Le changement climatique menace la sécurité alimentaire mondiale



... et devront donc adapter leurs stratégies de développement en conséquence

Exploiter le potentiel des nouvelles technologies



S'engager en faveur de l'enseignement des technologies de pointe



La Chine et l'Inde sont devenues des pôles de R-D grâce aux solides compétences informatiques de leur population

Tenir compte de la continuité géographique

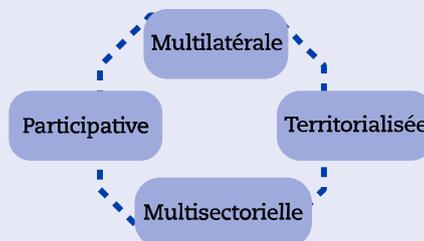


Répondre au changement climatique en planifiant un avenir sobre en carbone



En taxant les émissions de dioxyde de carbone et en œuvrant pour une économie plus verte

S'il n'est pas possible de généraliser un paradigme de développement mondial unique, on peut néanmoins dégager les éléments clés d'une stratégie de développement



Il n'y a jamais eu de trajectoire unique menant au développement. Cependant, la théorie du développement a laissé entendre que les responsables politiques pouvaient mettre leur pays sur une voie qui converge avec les pays les plus développés du monde, en adoptant un ensemble de mesures économiques qui favorisent structurellement la croissance. La transformation de la géographie économique mondiale a progressivement remis en question de nombreux paradigmes de développement qui semblaient jusque-là tenus pour acquis. D'un côté, la croissance de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine ») et d'autres grandes économies depuis les années 1990 a bel et bien contribué à placer de nombreux pays sur une voie économique convergente avec les pays les plus riches du monde, et devrait a priori continuer à le faire. De l'autre, les trajectoires de développement que ces pays empruntent sont de plus en plus variées.

Il semble de plus en plus clair que les mesures nécessaires pour poursuivre la croissance et garantir de meilleurs résultats sociaux doivent répondre à une approche plus adaptée au contexte local, aux dotations et aux institutions de chaque pays. Les progrès enregistrés par les premiers pays qui se sont industrialisés (ou ceux qui ont récemment fait un saut significatif) ne sont pas forcément tous attribuables à une stratégie de développement commune, reposant sur une recette toute faite.

Aucun paradigme de développement ne suffit à refléter la complexité des trajectoires que les pays empruntent dans les faits. Les trajectoires de développement économique et social ont beaucoup varié dans l'histoire entre les différents pays et régions du monde. La croissance économique elle-même n'a pas nécessairement abouti à l'amélioration du bien-être et de la durabilité environnementale. Par ailleurs, les premiers pays qui se sont industrialisés ont réalisé des progrès significatifs sur le plan du bien-être à des niveaux de croissance du produit intérieur brut (PIB) relativement plus faibles, par rapport aux pays aujourd'hui en développement.

Ce chapitre est tourné vers l'avenir. Il aborde d'abord les facteurs et les enjeux externes qui influencent en général les trajectoires de développement, et qui nécessitent l'adoption de stratégies spécifiques. Il passe ensuite en revue les nouveaux défis à l'échelle mondiale, qui obligent les pays à redéfinir leurs stratégies. Enfin, il analyse en quoi la transformation constante de la géographie économique a de tous temps marqué la définition et l'émergence de nouvelles stratégies de développement, tout en évoquant les enjeux de leur mise en œuvre.

Le développement, un état de transition permanente

Le développement est multiforme. Il devient de plus en plus complexe à mesure que les pays grimpent l'échelle : les différences s'accroissent, tant sur le plan de la vitesse que de la nature de la transition à l'œuvre, et les pays s'engagent sur des trajectoires de plus en plus diverses. Plusieurs raisons expliquent pourquoi les pays ne se développent pas au même rythme. Tout d'abord, le développement fait entrer en jeu de nombreuses variables, qui ne se mesurent pas uniquement en termes de croissance économique. Comme analysé au chapitre 3, le développement concerne aussi les progrès sociaux et la durabilité environnementale, des aspects que chaque pays aborde de façon différente. Ensuite, chaque pays se distingue par des dotations, une culture et des institutions qui lui sont propres : la façon de faire face aux enjeux et de s'y adapter diffère donc de l'un à l'autre.

Les trajectoires économiques, sociales et environnementales évoluent à des rythmes différents

La transition des pays n'est pas automatique. En témoigne le grand nombre de pays qui ont vu leur revenu augmenter ces 30 dernières années, mais qui continuent d'enregistrer de mauvais résultats sur le plan social et environnemental. Comme souligné au chapitre 3, les pays en développement ne constituent pas un groupe homogène suivant une trajectoire linéaire.

Les pays à revenu intermédiaire sont ceux qui divergent le plus sur tout un ensemble de caractéristiques. En 2016, le nombre moyen d'années de scolarisation allait ainsi d'environ 6 ans en République dominicaine à plus de 9 ans en Malaisie. Le taux d'emploi dans le secteur agricole varie de 0.6 % en Argentine à 33 % en Thaïlande. Au Brésil, près de neuf habitants sur dix vivent en zone urbaine, contre seulement la moitié des citoyens chinois. Tandis qu'en Afrique du Sud, la prévalence du VIH est de 19 %, elle est inférieure à 0.5 % au Pérou et au Mexique (Banque mondiale, 2018^[11]).

On constate la même disparité sur le plan des facteurs environnementaux. Entre 2002 et 2012, par exemple, la déforestation a réduit la couverture tropicale en Malaisie et au Brésil dix fois plus qu'en Thaïlande et au Pérou (Carrasco et al., 2017^[21]).

On mesure souvent le développement à partir d'indicateurs économiques car, d'une certaine façon, la trajectoire économique est la plus directe. Depuis 1979, la Banque mondiale classe les pays selon quatre groupes de revenu. Ce classement repose sur le revenu national brut (RNB) par habitant. On distingue ainsi¹ : les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé. Depuis 1990, 54 pays en développement ont accédé pour la première fois à une catégorie de revenu supérieure.

Le statut de pays les moins avancés (PMA) constitue un indicateur plus général de développement économique. Il s'agit d'un groupe d'économies extrêmement vulnérables et fragiles d'un point de vue structurel. Pour sortir du groupe des PMA, un pays doit atteindre un certain niveau sur les plans du RNB par habitant, des ressources humaines (à partir d'un indicateur de santé et d'éducation) et de l'indicateur de vulnérabilité économique. En 2018, le groupe des PMA rassemblait 47 pays. Il convient de souligner que depuis la création de ce statut en 1971, cinq pays seulement en sont sortis : le Botswana, le Cabo Verde, les Samoa, la Guinée équatoriale et les Maldives. En revanche, le nombre de pays sur la liste a doublé depuis sa création. Ce résultat montre qu'il ne suffit pas de mesurer le RNB ou le PIB pour rendre compte du développement dans toute sa complexité. Certains résultats économiques peuvent ne pas être aussi linéaires que les trajectoires économiques. Ainsi, Kuznets (1955^[31]) a décrit le rapport entre le revenu par habitant et l'inégalité : l'inégalité commence par s'accroître avec le développement, puis se réduit quand un certain seuil est franchi.

Les progrès sociaux et environnementaux ne sont pas aussi faciles à mesurer. Comme le démontre le chapitre 3, le développement emprunte des voies très diverses. En 1934, Simon Kuznets, l'architecte du système de comptabilité nationale américain, mettait d'ailleurs déjà en garde contre la tendance à associer la croissance du PIB au bien-être économique ou social (Costanza et al., 2009^[41]). En 2008, la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, créée sur proposition du président français de l'époque, Nicolas Sarkozy, s'est attachée à réévaluer les limites d'un indicateur de développement fondé sur le PIB. Ses travaux concluaient à la nécessité de créer un indicateur multidimensionnel et comparable à l'échelle internationale (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2008^[51]). L'indicateur du vivre mieux

de l'OCDE s'attache à évaluer le progrès social à l'aune du bien-être au sein des pays. Cette initiative reflète le besoin de recueillir des statistiques à la fois subjectives et objectives pour définir des politiques qui améliorent la qualité de vie.

Le développement a également à voir avec la durabilité environnementale et la capacité à utiliser, gérer et préserver les ressources de façon pérenne. Au départ plutôt basses, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dans les premiers pays qui se sont industrialisés ont augmenté à mesure que la production se développait. Avec le changement climatique, il est devenu évident que le développement devait renouer avec une faible production de carbone pour éviter une catastrophe. Reste à savoir comment les pays actuellement en développement peuvent gérer les contraintes environnementales. Les questions d'environnement ne se cantonnent plus à des problèmes à l'échelle d'un pays ou d'une zone spécifique. Aucun recoin de la Planète n'est aujourd'hui épargné par cet enjeu global. D'ailleurs, le modèle d'émissions dans les pays émergents ne correspond pas forcément aux prévisions. En effet, on pouvait s'attendre à un rapport en U inversé entre PIB par habitant et émissions de CO₂ : à mesure qu'un pays s'enrichit, ses émissions augmentent, jusqu'à atteindre un point où il commence à investir dans des activités à faible taux d'émissions de carbone. On a pu y voir une sorte de « courbe environnementale de Kuznets », en référence à la corrélation qu'il avait initialement mise au jour entre le revenu par habitant et les inégalités. Mais nous en savons peu sur cette relation dans les faits. Le graphique 5.1 décrit la relation entre PIB par habitant et émissions de CO₂, et semble indiquer que dans les BRIICS (Brésil, Fédération de Russie [ci-après dénommée « Russie »], Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud) et aux États-Unis, l'intensité des émissions s'est réduite de façon constante depuis 1990.

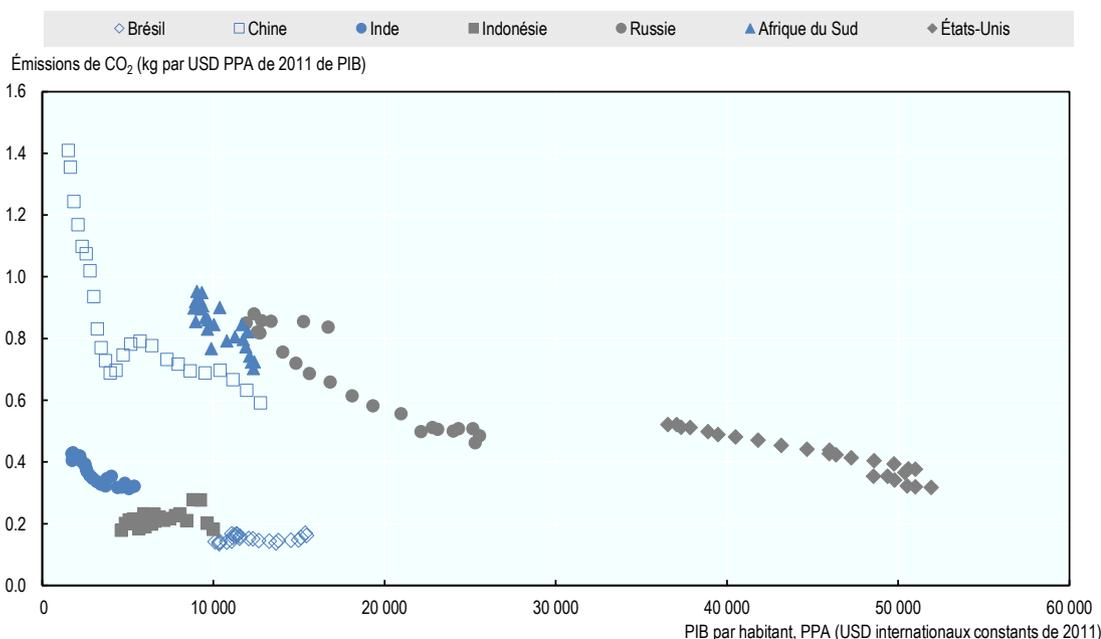
Face à la complexité des interactions entre les dimensions économique, sociale et environnementale, les pays peuvent emprunter des trajectoires variées pour se développer. Une telle diversité est encore accentuée par la manière dont les pays font face aux défis mondiaux.

Les pays sont confrontés à des défis similaires sur la voie du développement

La transformation de la géographie économique et l'avènement rapide de nouvelles technologies ont modifié le contexte global du développement. Mais les risques auxquels ont été confrontés les premiers pays qui se sont industrialisés existent encore aujourd'hui. En se basant sur plusieurs sources, on constate que les principaux défis d'avenir à l'échelle mondiale se situent sur deux grands axes : risques économiques et préservation de la cohésion sociale (tableau 5.1) ((McKinsey (2016^[7]) ; National Intelligence Council (2017^[8]) ; Initiative de l'OCDE relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques, 2013-18 ; The Economist Intelligence Unit (2018^[9]) ; Forum économique mondial (2018^[10])). En l'absence d'une solution simple ou standard, les économies émergentes d'aujourd'hui doivent donc encore prendre en compte ce type de risques.

Graphique 5.1. L'intensité carbone de la production économique s'est réduite avec les PIB par habitant

Relation entre les émissions de CO₂ et le PIB par habitant (1990-2014)



Note : Le graphique illustre l'évolution dans le temps des niveaux d'émissions de CO₂ dans les BRIICS (Brésil, Fédération de Russie [ci-après dénommée « Russie »], Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud) et aux États-Unis.

Source : Base de données des Indicateurs du développement dans le monde (PIB par habitant, PPA (USD internationaux constants de 2011) ; émissions de CO₂ (kg par USD PPA de 2011 de PIB), Banque mondiale (2018^[6]) (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965229>

Tableau 5.1. Les pays doivent faire face à des défis économiques et sociaux séculaires

Défis économiques
ralentissement de la croissance du PIB mondial, risque d'une nouvelle crise financière
montée du protectionnisme, recul du commerce international, vulnérabilité face aux chaînes de valeur mondiales
fractionnement du système de gouvernance mondiale qui permet les échanges économiques et la croissance
Défis sociaux
accroissement des inégalités, recul de la cohésion sociale
rapidité de la croissance démographique, urbanisation, migrations internationales
extrême pauvreté, insuffisance de la protection sociale, accès aux soins de santé
pollution localisée, logement, qualité de l'air

Défis économiques

Les premiers pays qui se sont industrialisés se sont développés sur fond de progrès technologiques et d'évolutions sociétales. Toutefois, ce développement ne s'est pas fait sans risques économiques, qui ont mis en péril la stabilité politique et macroéconomique. Ainsi, la longue dépression aux États-Unis et en Europe entre 1873 et 1896, puis le crash de 1929, ont sapé les périodes de croissance relativement exceptionnelle qui avaient précédé. Cela a abouti à des évolutions, par exemple, dans la gestion commerciale et macroéconomique. Des leçons ont été tirées en matière de protectionnisme commercial et de gestion du risque global.

La transformation de la géographie économique, l'offre et la demande de ressources naturelles, la pression en faveur de la mondialisation et l'importance donnée au système multilatéral, ont tous joué un rôle dans la façon dont la géopolitique mondiale s'est structurée depuis la Seconde Guerre mondiale. Comme par le passé, le système de gouvernance mondiale a été mis à rude épreuve. Il a fallu plusieurs décennies pour que le monde retrouve les taux migratoires et commerciaux atteints dans les années 1920, par exemple.

Aujourd'hui, les économies émergentes doivent encore faire face à des risques économiques, à l'heure où plane la menace d'une nouvelle crise financière. Le dernier pic de croissance et de convergence enregistré dans les années 2000 a en effet fait place à une récession majeure en 2008-09. Malgré un ralentissement de la croissance du PIB et du commerce international ces dernières années, il y a des raisons d'être optimiste, avec l'émergence de nouveaux pôles de croissance de la production et le renforcement des liens Sud-Sud (FMI (2018_[11]) ; OCDE (2018_[12])).

Les risques économiques continueront toutefois à mettre les pays à l'épreuve. Des doutes persistent quant à la stabilité de l'architecture financière mondiale et la perspective d'une nouvelle crise financière majeure. La chute des taux d'intérêt mondiaux a favorisé la reprise économique après la crise de 2008-09, mais on s'inquiète aujourd'hui de savoir si cette reprise résistera quand ces taux d'intérêt auront retrouvé leur niveau habituel. En outre, la montée du protectionnisme commercial a affaibli le commerce mondial, fragilisant les pays ayant des liens et des intérêts dans les chaînes de valeur mondiales.

Il est important de souligner que les grandes économies (G20) ont élaboré une réponse coordonnée à la crise en 2008 et 2009 (G20 (2008_[13]), (2009_[14])). Quant aux pays en développement, ils ont utilisé leurs réserves et leur marge de manœuvre budgétaire pour résister à la crise. Dans le contexte actuel, marqué par les discours sur le protectionnisme et le multilatéralisme, il semble beaucoup moins probable que les pays apporteraient une réponse coordonnée et coopérative à une nouvelle crise.

Défis sociaux

Dans les premiers pays qui se sont industrialisés, la croissance s'est heurtée à une hausse des inégalités, des tensions en matière de cohésion sociale et une pression démographique, avec l'arrivée sur le marché du travail d'une jeunesse relativement plus importante en nombre que les générations précédentes, une urbanisation effrénée et une vague d'immigration portée par la quête d'une vie meilleure. Chacun de ces défis a été affronté avec de nouvelles politiques et une capacité de résilience : les systèmes fiscaux ont été redéfinis, les villes reconstruites et agrandies pour accueillir davantage de populations, les systèmes de santé et d'éducation ont été réformés, et la priorité a été donnée à la sécurité.

Les économies émergentes font aujourd'hui face à des défis similaires. Dans de nombreux pays, les inégalités se creusent dans un contexte de croissance rapide (Alvaredo et al., 2017^[15]). Nombre de pays connaissent une urbanisation rapide. Dans les 30 prochaines années, les pressions démographiques seront particulièrement fortes en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, où une jeunesse innombrable exercera une pression sur les villes, les marchés du travail et les migrations internationales. Depuis le milieu des années 2000, la plus grande partie de la population mondiale vit en zone urbaine, mais ce n'est pas le cas partout. Tandis que l'Amérique latine s'est rapidement urbanisée dans les années 1980 et 1990, les populations restent avant tout rurales en Asie et en Afrique. En outre, tandis que les taux d'émigrants internationaux par rapport aux populations d'origine sont relativement élevés en Amérique latine et dans les Caraïbes (5.8 %), ils restent les plus faibles du monde en Afrique subsaharienne (2.5 %) et en Asie du Sud (2.1 %), ce qui implique que la croissance démographique pourrait provoquer des basculements spectaculaires dans ces régions (UNDESA (2017^[16]), (2017^[17])).

Les pays émergents devront aussi faire face à une méfiance croissante à l'égard de la gouvernance. Cette tendance inclut par exemple la hausse du scepticisme envers la mondialisation, notamment au sein des classes moyennes. Ce sentiment de défiance pourrait certes être nourri par les évolutions technologiques, comme lors de la première révolution industrielle, mais c'est souvent une réticence généralisée envers les importations de produits et les investissements directs étrangers, accusés de nuire à la sécurité du travail et à l'égalité, qui prévaut.

Les progrès technologiques et le multilatéralisme sont des catalyseurs de développement

Les risques décrits ci-dessus ne sont ni isolés ni mutuellement exclusifs. Ils peuvent s'entrecroiser, augmenter leurs effets, voire générer de nouvelles menaces. Ainsi, le protectionnisme et l'affaiblissement de la gouvernance mondiale peuvent fragmenter le système mondial et aboutir à un ralentissement de la croissance du PIB. Les pressions sociales et démographiques ont poussé les gouvernements à engager des mesures protectionnistes, accentuant ainsi l'isolement des pays et l'effritement de la croissance économique mondiale (OMC, 2018^[18] ; Evenett et Fritz, 2018^[19]). Un tel ralentissement mondial peut entraîner une réduction des emplois, qui à son tour alimente d'autres déséquilibres sociaux.

Les pays n'affrontent plus de la même façon les enjeux économiques, sociaux et environnementaux du développement. Cela est en partie dû aux évolutions des paradigmes mondiaux du développement, qui ont influencé les responsables politiques et le flux de financement du développement. Par ailleurs, les enjeux sont devenus plus complexes, face à la hausse des contraintes sur le plan national. Le contexte n'était pas le même lors de la première révolution industrielle, ni pour des pays comme la Corée ou la Chine qui se sont industrialisés après la Seconde Guerre mondiale.

Pour les économies émergentes d'aujourd'hui, la question de la gouvernance mondiale est devenue essentielle. Alors que le multilatéralisme est actuellement mis à rude épreuve, il est frappant de penser à l'importance qu'a revêtue la coopération multilatérale lors de la première révolution industrielle, en termes de commerce, de paix, de sécurité, de migration ou d'investissement. Ce constat vaut également pour les progrès technologiques, qui étaient certes perçus comme une source de tension sociale, mais qui se sont avérés avantageux en termes de développement. Cela ne veut pas dire que la

gouvernance mondiale et les nouvelles technologies aboutiront automatiquement aux meilleurs résultats de développement pour les nouvelles économies émergentes. En réalité, le contexte environnemental et technologique à l'échelle mondiale a tellement évolué que les économies émergentes font face à des défis que la plupart des premiers pays qui se sont industrialisés n'ont pas connus, et les enseignements tirés du passé n'offrent pas forcément de clés pour l'avenir.

Le développement est plus que jamais mis à l'épreuve

Les pays en développement doivent aujourd'hui faire face à des défis inédits, qui ne faisaient pas partie de l'équation lors de la première vague d'industrialisation ou de l'industrialisation récente. Ces défis sont d'ordre technologique, social, environnemental et économique (tableau 5.2).

Tableau 5.2. Nouveaux défis mondiaux

Nouveaux défis technologiques
<ul style="list-style-type: none"> • transformation numérique et automatisation • révolution des nouveaux matériaux • révolution biotechnologique • risques de cyber-attaques.
Nouveaux défis sociaux
<ul style="list-style-type: none"> • poursuite de la croissance démographique rapide dans nombre de pays en développement vs. vieillissement rapide de la population dans d'autres • augmentation des risques de pandémies en raison des déplacements internationaux plus nombreux et rapides • accroissement de la mobilité, risque de « fuite des cerveaux ».
Nouveaux défis environnementaux
<ul style="list-style-type: none"> • changement climatique • pollution et qualité de l'air • épuisement des ressources naturelles, de l'eau en particulier • augmentation des catastrophes liées aux phénomènes météorologiques extrêmes.
Nouveaux défis économiques
<ul style="list-style-type: none"> • limitation accrue de l'environnement économique international sous l'effet des réglementations mondiales • accélération des changements économiques en raison de l'avancée de la mondialisation et du renforcement des interdépendances entre les pays.

Sources : Compilation des auteurs à partir de différentes sources, notamment : McKinsey (2016^[7]), *Urban world: Meeting the demographic challenge*, https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Urbanization/Urban%20world%20Meeting%20the%20demographic%20challenge%20in%20cities/Urban-World-Demographic-Challenge_Full-report.ashx ; National Intelligence Council (2017^[8]), *Global trends. Paradox of progress*, <https://www.dni.gov/files/documents/nic/GT-Full-Report.pdf> ; Initiative de l'OCDE relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (2013-2018) ; EIU (2018^[9]), *Cause for concern ? The top 10 risks to the global economy* ; WEF (2018^[20]), *The Global risks report 2018, 13th edition*, http://www3.weforum.org/docs/WEF_GRR18_Report.pdf.

La technologie perturbe les trajectoires du développement

Les progrès technologiques ont alimenté de nombreuses autres tendances comme la croissance économique et la mondialisation, ainsi que la pression environnementale. Ils sous-tendent également la hausse de la productivité, la baisse des coûts de transport et de communication, la diversification des produits et des services, le renouvellement des sources d'énergie et les progrès en matière de santé et d'espérance de vie. Avec les remarquables avancées du numérique, de la biotechnologie et de la nanotechnologie, on peut aujourd'hui collecter et exploiter des données sur tout et n'importe quoi. Ces technologies permettent aussi la création de nouveaux matériaux, qui ont des répercussions profondes sur les interactions économiques et sociales (Rothkopf, 2017^[21])

Nous serions face à la « quatrième révolution industrielle », d'après le Forum économique mondial (Schwab, 2015^[22]). On assiste notamment à des progrès dans les domaines de l'automatisation, l'intelligence artificielle, l'analyse des mégadonnées, la technologie des chaînes de bloc, l'Internet des Objets et l'impression 3D. Cela a des répercussions sur les pays en développement, en termes de marché du travail (pressions accrues sur les revenus des emplois non qualifiés et sur les exigences en matière de compétences), de capacité de concurrence, de localisation des activités économiques et des questions de confidentialité et de sécurité (OCDE, 2017^[23]).

Technologies de mégadonnées

Il n'existe pas à l'heure actuelle de consensus sur la définition du terme « mégadonnées » (*big data*), mais ses caractéristiques sont souvent décrites avec trois « V » : volume, vitesse (à laquelle sont créées, traitées et stockées les données) et variété (du type de données) (Laney, 2001^[24]). On y a récemment ajouté deux autres V, pour « véracité » et « volatilité ». La véracité évoque la difficulté à obtenir des données qui aient à la fois de la valeur et une validité, en raison de ce que l'on appelle le « bruit » des données. Quant à la volatilité, elle se réfère à l'évolution constante de la technologie et des activités économiques. Contrairement aux données statistiques, qui sont compilées à des fins spécifiques, les mégadonnées sont un produit dérivé des systèmes administratifs, des réseaux sociaux, ou des objets connectés. Il s'agit de la capacité croissante à générer, gérer, analyser et synthétiser des données pour créer ou détruire différentes formes de valeur. Par exemple, grâce aux mégadonnées, une entreprise peut augmenter sa capacité à comprendre et à cibler ses clients, en obtenant un aperçu détaillé de leurs préférences, de leurs valeurs et de leur comportement.

La portée des mégadonnées sur tous les fronts, ainsi que les compétences académiques et technologiques nécessaires pour leur donner une application, constituent un enjeu majeur pour de nombreux pays. Toutefois, dans les pays en développement notamment, le manque de connectivité et de capacités de stockage et de traitement rend impossible la gestion efficace d'un volume même relativement limité de données (Taylor, 2013^[25]). Faute des capacités techniques suffisantes, les pays en développement ne sont pas en mesure de tirer entièrement parti des mégadonnées, qui ouvrent pourtant en permanence de nouvelles perspectives, en matière de capacité de prédiction des oléoducs, par exemple, d'anticipation des catastrophes ou de réactivité. Or, l'application la plus frappante du *big data* concerne justement l'amélioration de la capacité de réaction d'un pays. Au lendemain du tremblement de terre au Népal en 2015, par exemple, le personnel de secours a pu recueillir des données issues des drones déployés sur la zone et travaillant à partir de cartes imprimées en 3D, pour faire parvenir des vivres aux survivants et cartographier les efforts de reconstruction (Sharma, 2016^[26]).

Internet des Objets

Le terme « Internet des Objets », qui concernait au départ la gestion de la chaîne logistique, a évolué pour devenir un mot clé couvrant un vaste éventail d'applications intelligentes et interconnectées, dans le domaine des transports, des soins de santé ou encore des services collectifs. Cela ouvre de très nombreuses perspectives pour les pays en développement : de la réduction des accidents de la route grâce aux systèmes de conduite intelligente à une amélioration de la prise en charge sociale pour les personnes défavorisées (Miazi et al., 2016^[27]).

Cependant, à mesure que les objets gagnent en « intelligence » et en interconnexion, des questions se posent en termes de sécurité et de respect de la vie privée. Ces appareils peuvent devenir la cible de hackers et de cyberattaques lancées depuis le monde entier. Les pompes à eau, les centrales électriques et les réseaux d'électricité peuvent être détournés ou désactivés depuis l'extérieur, paralysant ainsi des processus essentiels, aussi bien pour la société que pour l'économie. Ces menaces peuvent s'accroître si le personnel n'est pas doté des compétences adéquates ou si la fourniture en énergie n'est pas suffisante pour faire face à la demande croissante d'objets interconnectés.

Technologie des chaînes de bloc

Les chaînes de bloc (*blockchain*) utilisent des informations protégées par cryptographie (techniques utilisées pour sécuriser la communication) et stockées sur un réseau décentralisé. Cette technologie pourrait elle aussi venir ébranler l'économie mondiale. D'ici 2027, 10 % du PIB mondial sera stocké sur des chaînes de bloc, contre 0.025 % en 2015 (FEC, 2015^[28]). Pour les pays en développement, cette technologie sécurisée présente de nombreux avantages. Elle contribue par exemple à réduire la corruption et la fraude en permettant un financement du développement sans intermédiaires. Le Programme alimentaire mondial teste actuellement des systèmes de transfert de fonds en espèces basés sur les chaînes de bloc dans les camps de réfugiés au Pakistan et en Jordanie. Ainsi, en octobre 2018, plus de 100 000 réfugiés avaient déjà utilisé ce système pour retirer leur aide financière. Cela a permis de conserver une trace sécurisée de ces transactions en interne et de réduire le coût des transactions, tout en garantissant aux réfugiés une plus grande confidentialité (WFP, 2018^[29]).

Les chaînes de bloc améliorent aussi l'efficacité des échanges commerciaux et du financement de la chaîne d'approvisionnement, et l'exécution des contrats ou des droits de propriété. Toutefois, certains obstacles empêchent encore les pays en développement de bénéficier pleinement de cette technologie. Citons par exemple la faiblesse de l'infrastructure numérique, la haute consommation d'énergie des serveurs, ou encore les lacunes en termes de réglementation (Kshetri, 2017^[30]).

La croissance démographique sans précédent et la hausse des risques de pandémies font naître de nouveaux défis sociaux

L'évolution des tendances de croissance démographique pose de nouveaux défis sociaux. Après la Seconde Guerre mondiale, les progrès réalisés en matière de médecine préventive et la généralisation des pratiques de santé et d'assainissement ont abouti à un déclin rapide des taux de mortalité et à une hausse parallèle de la population. La main-d'œuvre a aussi rapidement augmenté. Alors que la croissance démographique s'est ralentie dans les pays développés, elle a continué à augmenter dans la plupart des régions en développement.

Aujourd'hui, dans une grande partie du monde développé et certains grands pays en développement comme le Brésil, la Chine, la Russie et le Viet Nam, le ralentissement de la croissance de la population et de la population active est asymétrique. Dans les pays en développement, au contraire, la population et la population active continuent d'augmenter rapidement. C'est notamment le cas en Afrique, où la croissance économique s'est considérablement ralentie ces dix dernières années, tandis que la croissance démographique devrait rester largement supérieure à la moyenne mondiale d'ici 2100. En 2030, la part de l'Afrique dans la population mondiale devrait se situer aux alentours de 19 %, contre 16 % en 2015 (ONU, 2017^[31]).

Ces asymétries de croissance démographique posent de nouveaux défis aux pays concernés par un vieillissement rapide de la population, comme le Japon, la plupart des pays européens, mais aussi la Chine. Cela provoque aussi des tensions dans les pays où la population active augmente bien plus vite que le nombre d'emplois productifs, comme la plupart des pays d'Afrique et d'Asie du Sud. Cette asymétrie accentue aussi le nombre de migrants venant de pays présentant une population en hausse et des perspectives d'emploi limitées, vers des pays dont la population est en baisse et qui offrent de meilleures conditions de vie.

Un autre défi social tient au plus grand risque de pandémies, résultant de l'augmentation des mouvements de populations entre les pays. On a ainsi attribué la propagation entre 2014 et 2016 de l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest et au-delà à une mobilité transfrontalière sans précédent (PNUD, 2014^[32]). Les pandémies ont toujours existé, mais elles se propagent aujourd'hui plus vite, en raison de la plus grande mondialisation, de l'accélération des déplacements et de la taille croissante des agglomérations. Cette menace accrue concerne tout autant les pays en développement que les pays développés (Campbell, 2017^[33]).

La pression environnementale accrue sur toute la Planète appelle à l'action dans tous les pays

Le principal défi environnemental est le changement climatique, reconnu dans presque tous les pays du monde, notamment dans l'Accord de Paris signé en décembre 2015. Cependant, l'engagement des pays à l'échelle nationale n'est pas suffisant pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de façon à maintenir la hausse des températures mondiales en deçà de l'objectif fixé des 2 °C. Le retrait des États-Unis de cet accord en 2017 amoindrit un peu plus les perspectives de réalisation.

Si le changement climatique est une menace à long terme, c'est bel et bien aujourd'hui qu'il faut agir. Il entraîne des effets à court terme, comme des phénomènes météorologiques extrêmes (ouragans, inondations, sécheresses), dont la fréquence a nettement augmenté ces 40 dernières années (EASAC (2013^[34]) ; Swiss Re (2018^[35])). Cela place les populations et les économies à la merci de la grande volatilité des récoltes et des oscillations imprévisibles de prix agricoles. Les pays les plus pauvres ont une capacité encore plus limitée à y faire face.

La pollution et l'épuisement des ressources naturelles sont d'autres défis environnementaux. Tant que les pays n'engagent pas de mesures dans ce sens, l'industrialisation continuera à accentuer la pollution de l'air, de l'eau et du sol. La déforestation et l'épuisement des ressources en eau douce posent des problèmes majeurs dans les pays en développement, dont la croissance repose essentiellement sur l'extraction des ressources naturelles.

L'environnement économique mondial a changé

Les premiers pays qui se sont industrialisés, ainsi que ceux qui se sont développés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, évoluaient dans un contexte mondial différent en termes de politiques, de règles et de normes industrielles. Ces pays avancés menaient en effet des pratiques industrielles et commerciales qui sont aujourd'hui bannies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout comme certaines dispositions des accords régionaux et bilatéraux de commerce et d'investissement. C'est le cas de la protection des industries émergentes à travers des taxes à l'importation, de vastes subventions publiques, des règles relatives au contenu local, des réserves de marché et de la priorité donnée aux sociétés nationales dans les marchés publics (Chang, 2002^[36]). Ainsi, lors de leur première phase de développement, les pays aujourd'hui avancés d'Europe de l'Ouest et les États-Unis prélevaient des droits de douane élevés sur les produits manufacturés. Ils ont même continué quand ils devançaient leurs concurrents (Bairoch, 1993^[37]).

L'irruption rapide et massive de la Chine sur la scène économique mondiale et l'essor des nouvelles technologies bouleversent également l'environnement économique. La Chine a occupé une grande partie de l'espace alloué aux exportations de produits à forte intensité de main-d'œuvre, qui avaient si fortement contribué au développement du Japon, de Hong-Kong (aujourd'hui Hong-Kong [Chine]), de la Corée, de Singapour et du Taipei chinois. Parallèlement, l'essor rapide des technologies d'automatisation est en train de mettre à mal l'avantage des pays en développement en termes de bas coûts de main-d'œuvre. Les pays en développement doivent donc trouver de nouveaux moteurs de croissance.

Par ailleurs, au rythme de la mondialisation des échanges commerciaux et financiers, du transport et des déplacements, des communications et des technologies numériques, les événements s'accroissent et peuvent avoir un impact sans précédent à l'autre bout du monde. Dans ce contexte, les pays doivent être en mesure de s'adapter rapidement pour faire face à des événements comme les crises financières ou la forte concurrence exercée par d'autres régions du monde.

Les défis sont liés entre eux

Faute d'une réponse adéquate, ces défis menacent la capacité des pays à poursuivre leur progression sur la voie du développement durable et peuvent faire avorter les stratégies de développement définies à l'échelle nationale. D'un côté, chaque défi doit être étudié à part pour en comprendre les tenants et les aboutissants, et élaborer des mécanismes d'intervention à même d'en contrer les effets négatifs. Ainsi, malgré des prévisions relativement précises concernant la hausse des températures et des précipitations d'ici la fin du XXI^e siècle, on sait encore peu de choses sur la variabilité temporelle et spatiale des événements. Les pays où le secteur agricole est prépondérant doivent adapter leurs cultures à des conditions climatiques plus extrêmes.

De l'autre, tous les défis sont intrinsèquement liés. Ils se renforcent ou se compensent mutuellement. Pour trouver des réponses appropriées, il faut donc adopter une approche globale et systémique. Malgré tous les risques qui y sont associés, la technologie sera amenée à jouer un rôle dans la résolution de ces menaces.

En 2018, un milliard de personnes sont encore déconnectées du réseau électrique et n'ont pas accès à des sources d'énergie fiables dans les pays en développement. Par ailleurs, près de trois milliards de personnes dépendent du bois et de la biomasse pour cuisiner et se chauffer (Banque mondiale, 2018_[38]). La pollution de l'air intérieur et extérieur qui en résulte accentue le changement climatique et coûte la vie à des millions de personnes chaque année. Les systèmes de paiement mobile basés sur l'intelligence artificielle, comme M-Pesa, facilitent l'obtention de crédits destinés à l'achat de panneaux solaires, ce qui peut améliorer les conditions de chauffage et atténuer le changement climatique.

Dans les économies en développement, notamment dans certaines régions d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique, l'agriculture, l'industrie et la production énergétique souffriront de la pénurie d'eau. La hausse des températures sous l'effet du changement climatique augmentera aussi l'aridité des terres et réduira la productivité du travail, accentuant ainsi les problèmes sociaux. Les nouvelles technologies peuvent soulager les contraintes imposées par le changement climatique et les pénuries d'eau grâce aux systèmes d'irrigation intelligente.

De telles solutions nécessitent toutefois une stratégie de développement bien définie, reposant sur des efforts communs des gouvernements et de la société civile, avec le soutien des partenaires internationaux et du secteur privé, afin de surmonter les obstacles techniques et institutionnels.

Qu'impliquent de tels défis pour les stratégies de développement ?

Les tendances décrites ci-dessus demandent d'adapter les stratégies de développement pour obtenir de véritables progrès en termes de qualité de vie. Cette section se penche sur les défis en matière de technologie, d'environnement, de démographie et de gouvernance mondiale auxquels doivent répondre les stratégies de développement, avant d'examiner dans quelle mesure les stratégies nationales prennent en compte ce type de défis.

Les technologies de rupture remettent en cause des stratégies de croissance qui avaient fait leurs preuves, mais ouvrent aussi de nouvelles perspectives

Le développement et la généralisation de nouvelles technologies de production soulèvent de nombreuses interrogations (Dahlman, 2017_[39]). Plusieurs facteurs entrent en jeu pour déterminer le caractère perturbateur de ces technologies, en particulier la vitesse à laquelle elles se développent, se généralisent et impactent la production et l'utilisation de biens et de services. Une étude sur la diffusion de 15 technologies dans 166 pays au cours des 200 dernières années a par exemple conclu qu'il faut en moyenne 45 ans pour que les pays adoptent les nouvelles technologies (Comin et Hobijn, 2010_[40]). Ce chiffre varie en fonction des pays et du type de technologies. Mais les technologies les plus récentes, comme le téléphone portable, se répandent bien plus rapidement et sont adoptées de façon bien plus générale que leurs ancêtres comme la vapeur ou les moteurs alternatifs utilisés sur les navires, les trains et les voitures.

Les facteurs qui influencent les nouvelles technologies constituent à la fois des menaces et des opportunités. Avec l'automatisation et les nouvelles technologies de production, par exemple, les coûts de main-d'œuvre représentent une part plus petite des coûts totaux. La main-d'œuvre bon marché est donc plus difficilement un facteur de compétitivité et les pays en développement ne sont concurrentiels que dans des secteurs où la main-d'œuvre bon marché reste un atout. C'est notamment le cas des marchés intérieurs et régionaux qui ne sont pas encore exposés à la concurrence internationale.

Par ailleurs, l'écosystème nécessaire à l'utilisation de nouvelles technologies comme l'Internet des Objets et l'Industrie 4.0 est de plus en plus exigeant. Les écosystèmes technologiques de demain demanderont entre autres une logistique bien développée, une connectivité à haut débit, une infrastructure de pointe, des compétences spécialisées et des normes spécifiques, autant d'éléments impliquant une capacité qui fait défaut à nombre de pays en développement. Certaines technologies, utilisées dans les pays développés depuis de nombreuses années, ne sont pas courantes dans les pays en développement. C'est le cas de l'accès haut débit fixe. De façon plus générale, les pays en développement ont des systèmes d'innovation fragiles.

Les services, fournis pour la plupart par l'économie numérique, occupent une part de plus en plus importante de la production et de la consommation. Les pays en développement doivent donc améliorer l'étendue et la compétitivité de leur secteur tertiaire. Cependant, la plupart des services impliquent un haut degré de compétences et des infrastructures de pointe, dont sont souvent dépourvus les pays en développement.

Le capital humain reste faible dans les pays en développement. On y observe des lacunes en termes de niveau d'instruction et de qualité de l'enseignement. De même, les compétences spécialisées nécessaires pour adopter, adapter ou développer de nouvelles technologies sont souvent inexistantes (Banque mondiale, 2018_[41]). Les pays en développement n'ont pas les ressources suffisantes pour prendre en charge les travailleurs remplacés par les nouvelles technologies. De nombreuses économies en développement sont actuellement en phase de transition, depuis les secteurs primaire et secondaire, vers le secteur des services. Par ailleurs, nombre d'entre elles connaissent une hausse de la population active, pour laquelle il n'est pas facile de trouver des emplois productifs.

Il semble que le paradigme de croissance traditionnel dans les pays en développement, basé sur des exportations de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre, a atteint sa limite (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2017_[42]). Cette tendance est accentuée par la mondialisation et la bonne performance de la Chine en termes de production et d'exportations. En 2015, la Chine représentait plus de 50 % de l'emploi manufacturier mondial, 25 % de la production manufacturière mondiale et 13 % de l'ensemble des exportations de marchandises dans le monde. En outre, la Chine est en train d'adopter rapidement la robotique et devrait être, d'ici 2020, le premier pays du monde en termes de robots installés (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2017_[42]).

La part de la valeur manufacturière ajoutée (dans le PIB) et la part de l'emploi manufacturier (dans l'emploi total) représentent aujourd'hui des niveaux plus bas du revenu par habitant (Rodrik, 2015_[43]). Par ailleurs, le super-cycle des matières premières, qui avait stimulé la croissance des pays en développement exportateurs de ressources naturelles, est arrivé à terme. Il leur faut donc trouver de nouveaux moteurs de croissance et de développement.

L'automatisation et son impact sur le travail de demain ne concernent pas seulement les pays en développement. McKinsey (2017_[44]) a analysé les répercussions que pourraient avoir sur l'emploi les technologies d'automatisation, notamment l'intelligence artificielle et la robotique. D'après les conclusions de cette étude, tandis que la moitié des emplois dans le monde pourraient techniquement être automatisés en adaptant les technologies aujourd'hui éprouvées, la part des emplois réellement supprimés d'ici 2030 devrait être inférieure aux prévisions, en raison de facteurs techniques, économiques et sociaux qui nuiraient à l'adoption de ces technologies (McKinsey, 2017_[44]).

La proportion d'automatisation varie selon les pays. Dans les pays avancés où les salaires sont plus élevés, l'automatisation présente plus d'avantages que dans les pays en développement.

Face à la prédominance de la robotique dans des secteurs situés sur un échelon supérieur en termes de compétences, les derniers arrivés ont plus de mal à revaloriser leur secteur. Cela peut limiter la portée de leur industrialisation à des secteurs de production offrant de plus bas salaires et moins dynamiques (en termes de croissance de la productivité), comme le textile et le prêt-à-porter. Cela peut même étouffer le rattrapage économique de ces pays, en faisant stagner leur productivité et la croissance de leur revenu par habitant (CNUCED, 2017^[45]). Toutefois, les perspectives sont plus optimistes pour les pays d'Europe centrale ; à l'instar des pays les plus robotisés (graphique 5.2), ils ont réussi à relever le défi du revenu intermédiaire pour accéder récemment à la catégorie supérieure de revenu.

Les pays en développement ont des expériences variées avec l'automatisation. L'Inde a un potentiel plus modeste d'automatisation en raison de ses salaires relativement bas. Cependant, le pays doit aussi relever le défi de trouver des emplois productifs pour sa population active, qui devrait augmenter de 138 millions de personnes d'ici 2030 (McKinsey, 2017^[46]).

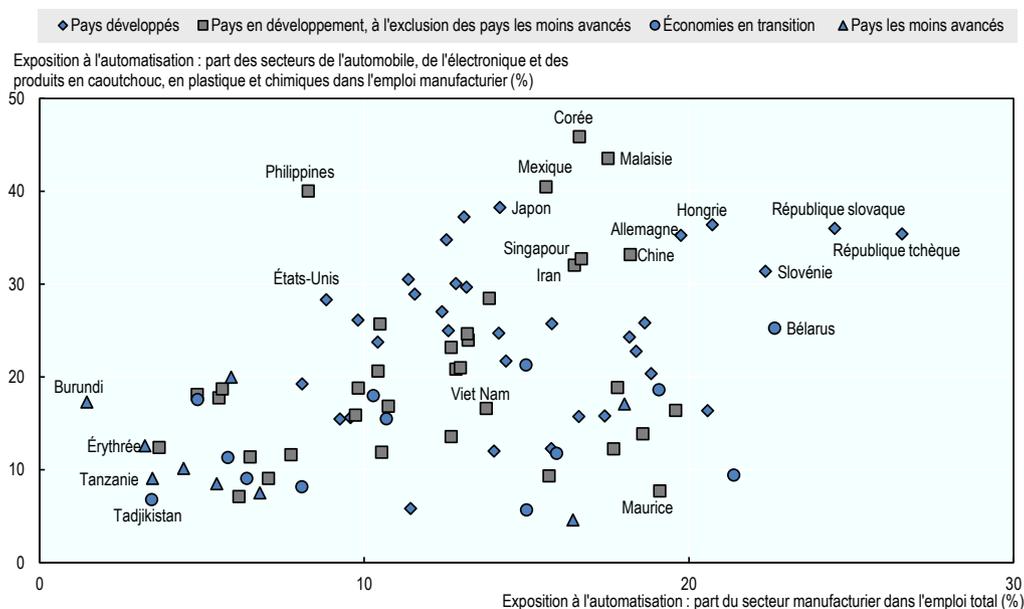
La Chine est plus susceptible de tirer parti de l'automatisation, étant donné que les salaires y ont augmenté plus vite que dans d'autres pays, réduisant ainsi sa compétitivité dans le secteur manufacturier. La substitution de travailleurs chinois par des robots se fait rapidement et la Chine a déjà la plus grande base de robots installés du monde (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2017^[42]).

On estime que 118 millions d'emplois seront supprimés en Chine avec la mise au point et le déploiement des technologies d'automatisation. Cependant, la courbe de tendance et l'évolution structurelle de l'économie chinoise pourraient créer 231 millions d'emplois dans le pays (McKinsey, 2017^[46]). Tandis que le nombre de travailleurs employés dans le secteur manufacturier devrait légèrement augmenter, la plus grande partie des emplois devrait être créée dans le secteur des services, notamment l'hébergement et la restauration, les soins de santé, le commerce de détail et la vente en gros.

La population active devrait diminuer de 90 millions de personnes en Chine d'ici 2040, en raison du vieillissement de la population (Banque mondiale, 2015^[47]). Face à cette probable pénurie de main-d'œuvre, l'automatisation pourrait donc être positive en Chine, contrairement à la plupart des autres pays en développement. Cependant, la Chine pourrait avoir le plus grand nombre de travailleurs contraints de changer d'emploi, jusqu'à 12 % de la population active, dans un scénario de transition rapide à l'automatisation. Par conséquent, un défi majeur sera de promouvoir le recyclage professionnel et le développement de compétences, tout en garantissant la prise en charge des travailleurs pendant cette période de transition. De façon plus générale, la Chine doit maintenir une croissance économique solide pour garantir la création d'emplois, tout en améliorant le dynamisme et la mobilité sur le marché du travail.

Graphique 5.2. Les pays avancés et à revenu intermédiaire sont plus exposés à l'automatisation que les économies en développement

Relation entre la part des secteurs exposés à l'automatisation dans l'emploi manufacturier et la part du secteur manufacturier dans l'emploi total, par pays (moyenne pour la période 2010-14)



Note : L'axe horizontal indique la part du secteur manufacturier dans l'emploi total en 2014. L'axe vertical indique la part du secteur automobile, du secteur de l'électronique et du secteur des produits en caoutchouc, en plastique et chimiques dans l'emploi manufacturier, en moyenne pour la période 2010-14 pour les années pour lesquelles on dispose de données. L'échantillon inclut l'ensemble des 91 économies pour lesquelles on dispose de données.

Source : CNUCED (2017^[45]), *Trade and development report 2017. Beyond austerity: Towards a global new deal*, https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdr2017_en.pdf.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965248>

Certaines nouvelles technologies sont susceptibles d'améliorer la compétitivité des pays en développement et de pallier les principaux problèmes sociaux. Mais il n'est pas toujours évident de tirer parti de ces nouvelles technologies. Dans nombre de pays, l'écosystème industriel est dépourvu des éléments de soutien nécessaires pour s'engager dans une automatisation complète propre à l'Industrie 4.0.

Les pays en développement peuvent souvent adopter certains éléments des nouvelles technologies et les adapter aux besoins les plus pressants dans les différents secteurs de leur économie. C'est le cas du recours à l'impression 3D pour surmonter les contraintes d'échelle et l'absence de sous-traitants et d'opérateurs logistiques bien développés. Cela peut rapprocher ces pays des chaînes de l'offre mondiale (Ishigoma et Mtaho, 2014^[48]). Les pays en développement peuvent également utiliser des robots pour une partie de leur production, sans pour autant opter pour des usines entièrement automatisées.

Les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle et l'Internet des Objets peuvent combler des lacunes de connaissances dans des secteurs clés

Les systèmes d'intelligence artificielle et l'Internet des Objets peuvent combler des lacunes dans la production, l'agriculture et les services.

Dans l'agriculture, les capteurs et les détecteurs électroniques peuvent notamment améliorer l'irrigation au goutte-à-goutte, les récoltes, et la distribution des produits agricoles (Cornell University, INSEAD and WIPO, 2018^[49] ; Lee et Choudhary, 2017^[50]).

Concernant les services, les nouvelles technologies permettent de surmonter des contraintes dans le secteur financier, énergétique et social. Au sein du secteur financier, Internet a contribué à développer des systèmes de paiement mobile comme M-Pesa au Kenya et en Tanzanie, pour atteindre des personnes sans accès au système bancaire traditionnel. Les populations sous-bancarisées au Bangladesh ont pu obtenir des prêts grâce aux systèmes fonctionnant sur Internet. Les plateformes Web et l'économie du partage, comme Uber dans les transports, AirBnb dans l'hébergement et Taskrabbit dans le travail free-lance, peuvent également être favorables quand le capital est limité ou la main-d'œuvre inadaptée.

Dans le secteur de l'énergie, l'Internet des Objets peut porter l'électricité aux communautés hors réseau, grâce aux centres d'énergie solaire, en Inde et dans plusieurs pays d'Afrique.

Grâce à l'intelligence artificielle, des ballons gonflés à l'hélium et placés en orbite stratosphérique permettent d'élargir l'accès à Internet en Afrique (Simonite, 2015^[51]).

Dans le domaine social, Internet et les appareils électroniques permettent à des millions d'utilisateurs dans des pays à bas revenu d'accéder à l'éducation et la formation. Avec les nouvelles techniques de diagnostic et des systèmes d'intelligence artificielle, simples et bon marché, les communautés rurales isolées en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud peuvent avoir accès à des services médicaux.

La mobilisation du savoir peut augmenter la productivité

Il existe de nombreuses façons d'accéder au savoir actuel et de le mobiliser pour renforcer la productivité.

Cirera et Maloney (2017^[52]) expliquent que les technologies offrent une occasion formidable pour augmenter la productivité dans les pays en développement, mais que le manque de capacités de gestion au niveau des entreprises reste un obstacle. La productivité du travail dans les pays en développement représente en général moins de 10 % de celle des pays développés. À de rares exceptions (notamment la Chine), l'écart de productivité s'est creusé ces dernières décennies (OCDE, 2014^[53] ; Hallward-Driemeier et Nayyar, 2017^[42]).

Or, il existe de multiples façons d'accéder aux connaissances mondiales en matière de productivité. Les investissements étrangers peuvent apporter dans le pays des technologies, des techniques de gestion et des modèles d'organisation plus avancés. Les pays en développement peuvent importer des biens de production et des services qui intègrent les nouvelles technologies, acheter des technologies étrangères et obtenir un soutien en matière de gestion. La Chine a par exemple pris les devants dans les fonds de lancement et les brevets en matière d'intelligence artificielle. Sur la seule année 2017, la part de dotation en capital chinois pour l'intelligence artificielle représentait 48 % du total mondial, laissant les États-Unis au deuxième rang, avec 38 % (CB Insights, 2018^[54]). Les

pays en développement peuvent également compter sur les connaissances, les compétences en gestion et le financement des populations de la diaspora dans les pays plus avancés. Il existe en outre d'autres possibilités, comme partir étudier et travailler à l'étranger, avoir recours à la copie et la rétro-ingénierie, ou encore utiliser l'électronique et d'autres moyens pour accéder aux connaissances techniques et managériales (OCDE, 2014^[53]).

Certains pays ont eu plus de succès que d'autres dans l'accès aux connaissances mondiales. Les efforts de la Chine pour accéder aux connaissances ont donné des fruits impressionnants. Cependant, la trajectoire de la Chine n'est pas facile à répliquer, étant donné les particularités de son mode de gouvernance et l'avantage que suppose la taille de son marché.

D'autres pays ont mis au point des stratégies efficaces pour accéder au savoir mondial et répondre aux besoins locaux. C'est le cas de la Corée et de Singapour en Asie, du Chili en Amérique latine et de l'Éthiopie et du Rwanda en Afrique. En outre, de nombreuses nouvelles technologies peuvent répondre aux besoins locaux, y compris dans des pays à faible revenu d'Afrique et d'ailleurs.

Il est essentiel d'investir dans la formation aux technologies high-tech

La qualité de l'enseignement scientifique et technique est essentielle pour s'engager sur la voie d'un développement reposant sur l'innovation. Pour développer les capacités scientifiques et technologiques, il est nécessaire de soutenir l'enseignement basé sur la recherche et d'encourager la participation des chercheurs au sein des communautés scientifiques et technologiques à l'échelle internationale. Les universités de recherche doivent en outre être capables de transmettre la technologie au monde de l'entreprise, notamment aux PME.

Les liens internationaux sont primordiaux, mais les entreprises doivent être en mesure d'absorber les nouvelles technologies pour tirer au mieux parti du transfert des technologies et de la diffusion des technologies via les investissements directs étrangers, la concession de licences et l'importation de capitaux. Les entreprises ont également besoin de se doter de responsables et d'employés qualifiés, capables de maîtriser les technologies et de les améliorer. La qualité de la formation de la population est donc un pilier du développement, dans tous les domaines. La Chine et l'Inde illustrent bien ce phénomène. La richesse des compétences informatiques et logicielles dans ces deux pays a été essentielle pour en faire des pôles de recherche pour les multinationales américaines et attirer un nombre incalculable d'investissements destinés aux brevets et à la recherche et développement (R-D). Entre 2004 et 2014, les dépenses en R-D des filiales étrangères des multinationales américaines ont quadruplé en Chine et ont été multipliées par 25 en Inde (Branstetter, Glennon et Jensen, 2018^[55]).

Comblar la fracture numérique est une tactique non négligeable pour réduire les inégalités et encourager un développement inclusif à long terme. L'application et l'adaptation des technologies du XXI^e siècle reposent en grande partie sur l'existence d'une infrastructure des technologies de l'information et des communications (TIC), et sur la capacité à y accéder. Cette infrastructure doit être abordable, résiliente et fiable, et relayée par des services efficaces.

Pour rester compétitives sur le marché mondial, les entreprises doivent également pouvoir compter sur des services efficaces dans le domaine des transports, des finances, de l'information, de l'informatique et des télécommunications. Les mesures engagées dans

le domaine des services doivent donc trouver un équilibre entre efficacité et création d'emplois.

Le passage à une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique devient un impératif

Les stratégies de développement peuvent être un outil essentiel dans l'effort mondial pour réduire les émissions à effet de serre et répondre à d'autres défis environnementaux.

Le changement climatique appelle à une action immédiate d'atténuation et d'adaptation. Les décisions de planification adoptées aujourd'hui peuvent ouvrir la voie à une réduction des émissions, une résilience future, ou au contraire retenir les pays dans des schémas à fortes émissions. Si les stratégies de développement adoptées consistent à imiter la façon dont les pays se sont modernisés par le passé grâce à des systèmes d'énergie et des processus industriels gourmands en carbone, il y a de forts risques que les objectifs de l'Accord de Paris restent lettre morte.

La transition vers une économie sobre en carbone nécessitera une nouvelle infrastructure capable de prendre en charge des systèmes électriques décarbonisés, des processus économes en énergie et des systèmes de transport propres et à faibles émissions (OCDE/ONU/Banque mondiale, 2018_[56]). Pour ce faire, il faut que les politiques aillent à leur tour dans ce sens et créent les incitations adéquates. Taxer le carbone et réformer les subventions en faveur des combustibles fossiles, par exemple, peut contribuer à modifier les comportements et à réorienter les décisions d'investissement. Il est intéressant de noter que le coût des énergies renouvelables est en baisse, et que de plus en plus de pays intègrent des sources renouvelables à leur bouquet énergétique (AIE, 2018_[57]).

Outre ses répercussions positives sur l'environnement, une économie plus verte peut s'avérer efficace en termes de croissance économique et de création d'emplois (OCDE, 2017_[58]). La Chine a par exemple reconnu le potentiel formidable du marché des énergies renouvelables et s'attache à devenir leader dans ce domaine. Il faut cependant souligner que les énergies renouvelables se centrent principalement sur l'électricité, qui constitue une part relativement faible (moins de 20 %) de la consommation énergétique mondiale. Il existe encore un fort potentiel de croissance dans les énergies renouvelables appliquées aux secteurs du chauffage et des transports (AIE, 2018_[57]).

Les stratégies de développement doivent aussi inclure des mesures pour préparer les pays aux effets du changement climatique. Ces effets touchent de nombreux domaines, comme la sécurité de l'eau et ses risques (lutte contre les inondations, par exemple), les infrastructures (exposition des infrastructures littorales, par exemple), la santé publique (évolution des modèles de maladies infectieuses, par exemple), l'agriculture (rendement du sol, par exemple), la sécurité énergétique, etc.

Étant donné l'incertitude inhérente aux impacts climatiques, les plans d'adaptation doivent être flexibles et adopter une approche itérative de la gestion du risque (OCDE, 2015_[59]). Les stratégies de développement doivent prévoir une série de résultats possibles plutôt que de se centrer sur la prévision la plus probable. Elles doivent aussi tirer parti des connaissances au sujet des risques liés au changement climatique à partir d'évaluations nationales.

Les défis démographiques varient d'une région à l'autre

Selon les prévisions générales, l'Europe et certains pays en développement comme le Brésil, la Chine, la Russie et le Viet Nam, devraient voir leur population diminuer. À l'inverse, la plupart des pays d'Afrique, notamment subsaharienne, enregistreront une croissance démographique rapide. La croissance annuelle de la population asiatique est restée sous la moyenne mondiale depuis 2000. Elle était de 1.0 % en 2015 et devrait être négative d'ici 2060. En Afrique, au contraire, la croissance démographique devrait rester largement supérieure à la moyenne mondiale jusqu'en 2100.

Les tendances démographiques, qu'elles soient à la hausse ou à la baisse, sont synonymes de défis. Les pays dont la population diminue devront faire face à des pressions budgétaires en raison de la dépendance croissante de la population âgée, des coûts de santé et du ralentissement de la croissance. Certains facteurs pourraient atténuer cette situation, comme la part croissante des femmes dans la population active, le report de l'âge du départ à la retraite et le recours plus systématique à l'automatisation. Les pays dont la population augmente pourraient quant à eux tirer parti de l'allègement de la dépendance et de la hausse de la croissance.

Les pays dont la population augmente devront relever des défis particuliers, comme la façon d'exploiter ce potentiel démographique et de gérer l'urbanisation rapide et la migration.

Les pays ne bénéficieront pas du dividende démographique s'ils ne sont pas en mesure de garantir éducation et emploi à cette population active en hausse. Certains pays enregistrant une hausse rapide de la population pourraient voir cette croissance démographique se réduire de façon significative. Ils pourraient même atteindre une transition démographique, avec une croissance chutant sous le seuil de reproduction d'ici 2030. Cependant, le nombre de personnes déjà nées viendra déjà gonfler les rangs de la main-d'œuvre. Cette hausse de la population active créera des tensions sur le plan du marché du travail et de la stabilité sociale.

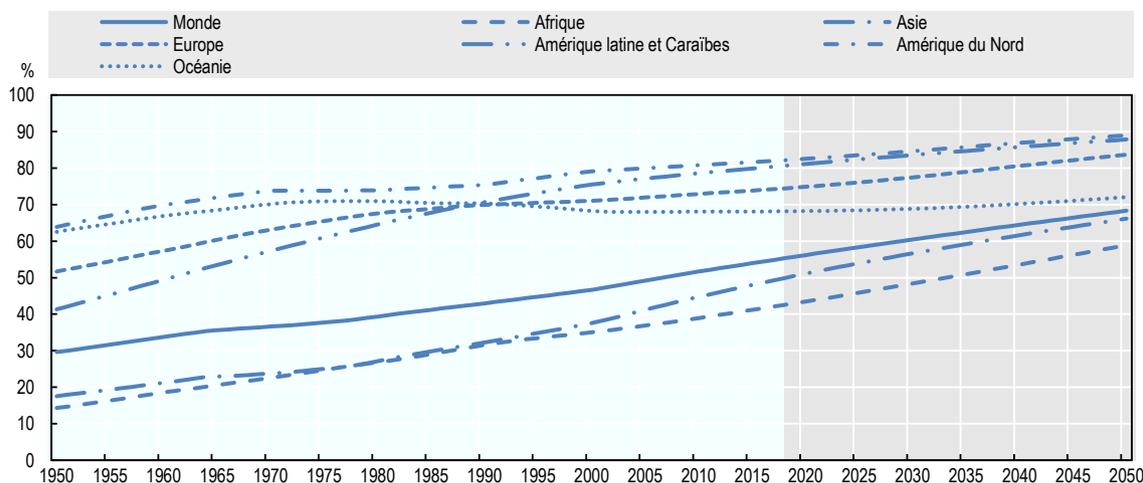
L'urbanisation rapide pose par ailleurs autant de problèmes qu'elle ouvre de perspectives :

- intégration et prestation de services pour les millions de nouveaux habitants
- définition de politiques d'urbanisme adaptées au changement climatique
- attention croissante portée à l'efficacité énergétique en termes de localisation des zones résidentielles et productives, de transports en commun et de bâtiments écologiques
- développement de villes intermédiaires viables pour absorber la main-d'œuvre issue de l'agriculture
- besoin de répondre aux défis de cohésion sociale et de migration.

Les taux d'urbanisation dans le monde varient sensiblement d'une région à l'autre (graphique 5.3). Ces taux sont passés de 30 % à 50 % entre 1930 et 2008, et devraient atteindre 60 % en 2050. Le taux d'augmentation prévu sera toutefois inférieur en Amérique du Nord, en Océanie et en Europe, zones qui sont en majorité urbanisées depuis 1950. En revanche, l'Asie et l'Afrique, où le taux d'urbanisation était inférieur à 20 % en 1950, devaient rapidement s'urbaniser d'ici 2050.

Graphique 5.3. L'urbanisation connaîtra une progression constante dans les différentes régions

Part de la population vivant en zone urbaine, par région (1950-2050)



Note : Les projections débutent en 2018.

Sources : World Urbanization Prospects 2018 Database (base de données), ONU (2017^[31]), *World population prospects: The 2017 revision, key findings and advance tables*, https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf (consulté en juillet 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965267>

Le défi de la croissance démographique est particulièrement sensible en Afrique. À l'instar de certains pays d'Asie et d'Amérique latine, l'Afrique pourrait exploiter son dividende démographique pour soutenir et accélérer la croissance économique et le développement. La population africaine devrait plus que doubler entre 2015 et 2063. L'un des principaux défis qui se pose donc au continent est la capacité à créer suffisamment d'emplois productifs pour ces nouveaux contingents de travailleurs. S'il n'est pas rare que la croissance de la population s'accélère lors de la phase de transition démographique, la hausse de la population africaine en chiffres absolus est néanmoins sans précédent.

La gouvernance mondiale devient de plus en plus complexe et fragmentée

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une architecture a été établie à l'échelle mondiale pour régir les relations entre les pays. Cela inclut le système des Nations Unies et ses agences spécialisées, chargées de la sécurité et de nombreuses questions globales. Le Fonds monétaire international a été créé pour pallier la crise de la balance des paiements. L'OMC a été instaurée pour gérer les questions commerciales. Quant à la Banque mondiale et d'autres banques de développement régionales, elles ont été établies pour fournir financements et conseils en matière de développement. Malgré la Guerre Froide qui a perduré jusqu'à la fragmentation de l'Union soviétique en 1991 et les différents conflits ayant impliqué plusieurs pays, aucune grande guerre mondiale n'a eu lieu depuis 1945. Par ailleurs, l'architecture mondiale pour le commerce et l'investissement a été généralement ouverte. Elle a soutenu la croissance rapide du commerce qui a bénéficié à l'économie mondiale et a contribué à réduire la pauvreté dans de nombreux pays en développement.

Ces derniers temps, on observe des signes d'un mécontentement croissant envers le multilatéralisme (OCDE, 2018_[60]). On lui reproche notamment la lenteur des réponses sur les questions urgentes (comme la crise des réfugiés), l'incapacité à garantir que toutes les parties respectent les règles, ou encore un déséquilibre entre le poids des pays dans l'économie mondiale et leur voix dans les processus multilatéraux. Plus généralement, certains ont le sentiment que les bénéfices de la mondialisation n'ont pas été équitablement partagés.

En parallèle, la Chine et d'autres grandes économies émergentes ont instauré des institutions multilatérales qui viennent compléter les dispositifs de gouvernance mondiale existants. Ainsi, sur le front de l'économie et de l'aide, la Chine a créé la Nouvelle banque de développement avec les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), ainsi que la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

Ces dynamiques sont à la fois menaçantes et prometteuses pour les pays qui définissent leur stratégie de développement. D'un côté, ces stratégies doivent être capables de placer les pays dans une architecture de gouvernance mondiale de plus en plus complexe et fragmentée. De l'autre, la plus grande diversité des institutions de financement du développement, par exemple, augmente les possibilités d'accès au financement international et de coopération pour le développement.

Le tableau 5.3 résume les implications de tous ces changements pour les stratégies de développement. Ces stratégies doivent être adaptées aux particularités de chaque pays, à leurs institutions et à leurs capacités.

Tableau 5.3. Implications des changements pour les stratégies de développement

Changement	Implication pour les stratégies de développement
Accélération des changements sur les plans de la technologie, de l'économie et de la société.	Renforcer les capacités afin d'optimiser le temps de réaction. Cela implique la nécessité de renforcer les capacités des pouvoirs publics et des entreprises, notamment par le développement de l'éducation et de la formation, et le soutien des institutions à la flexibilité.
Accroissement de l'incertitude.	Renforcer la flexibilité des stratégies, ce qui nécessite davantage de suivi, d'évaluation et d'ajustement à l'échelle mondiale.
Diversité des contextes de croissance dans les pays en développement - préemption de stratégies d'exportation de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre en raison de la domination de la Chine et des évolutions technologiques réduisant les besoins en main-d'œuvre - renforcement des règles du système commercial mondial	Adopter de nouvelles stratégies de croissance exploitant le potentiel des nouvelles technologies : • améliorer la productivité agricole, notamment de l'agriculture vivrière, une part importante de la population étant amenée à rester rurale • développer l'agro-industrie • développer l'industrie rurale • développer les services ruraux • continuer à développer la fabrication de produits ayant un potentiel de compétitivité • développer le secteur des services, notamment à l'aide des technologies numériques • développer le secteur non marchand, notamment l'eau, l'assainissement, la santé, l'éducation, l'infrastructure physique et numérique, le logement, le secteur des entreprises et le secteur public.

Changement	Implication pour les stratégies de développement
Rapidité du développement et de la diffusion de nouvelles technologies de rupture.	Accorder davantage d'attention aux technologies et renforcer les capacités pour exploiter le potentiel de celles existantes ou nouvelles. Pour ce faire, augmenter les investissements dans le développement des compétences techniques, à la fois dans le cadre de l'éducation formelle et de l'apprentissage tout au long de la vie. Renforcer par ailleurs l'efficacité des systèmes nationaux d'innovation, ainsi que le soutien à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises axées sur les nouvelles technologies
Omniprésence du numérique.	Investir davantage dans l'infrastructure numérique, les compétences et les capacités numériques des pouvoirs publics et des entreprises.
Recul de la cohésion sociale, augmentation des inégalités.	Inclure des objectifs explicites de renforcement de la cohésion, de réduction des inégalités et d'amélioration de la protection sociale.
Renforcement des asymétries démographiques, recul vs. croissance démographique.	Apporter une réponse explicite aux implications des dynamiques démographiques Recul : augmenter le taux d'activité, en particulier des femmes ; reporter l'âge de départ à la retraite ; accroître l'immigration et l'automatisation. Croissance : garantir l'accès à la santé, à l'éducation et aux compétences ; offrir des emplois productifs à ces nouveaux contingents de jeunes actifs.
Urbanisation rapide sans emplois productifs.	Améliorer la planification urbaine pour optimiser son efficacité énergétique ; développer les villes intermédiaires ; offrir des emplois plus productifs ; améliorer l'efficacité de la fourniture de services comme l'accès à l'eau et aux installations sanitaires, etc.
Risque d'effets négatifs importants du changement climatique si davantage d'actions ne sont pas menées à l'échelle mondiale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.	Inclure dans les stratégies des objectifs environnementaux explicites en termes de protection de l'environnement et de croissance verte. En outre, au vu de l'insuffisance de l'atténuation du changement climatique, les pays en développement doivent renforcer leurs capacités d'adaptation et prendre des mesures défensives, notamment déplacer les populations pour les éloigner des zones côtières basses ou présentant des risques d'inondation ou de sécheresse, ou encore développer une agriculture et une infrastructure plus résistantes aux phénomènes météorologiques, etc.
Changement des dispositifs de gouvernance mondiale.	Prêter attention aux changements géopolitiques et réfléchir au positionnement des pays face à l'évolution des alliances mondiales et à ses implications en termes de stratégies commerciales, d'énergie, de prix des produits de base, de capitaux internationaux, etc.

Les stratégies nationales de développement ne résisteront pas forcément à l'épreuve du temps

Cette section revient sur une quarantaine de plans de développement élaborés par des pays en développement (voir le tableau 5.A.1 en annexe). Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un échantillon de pays représentant toutes les zones en développement du monde et présentant des particularités régionales intéressantes.

Les plans de croissance se centrent sur la diversification de l'économie, mais rares sont ceux qui contiennent des stratégies globales de modernisation technologique

Tandis que la croissance économique reste au cœur de la quasi-totalité des plans, 75 % d'entre eux soulignent l'importance de diversifier leur économie et près de 60 % évoquent la nécessité de progresser sur la chaîne de valeur. Les stratégies envisagées pour atteindre ces objectifs incluent une expansion de l'infrastructure physique (80 %), mais à peine plus de la moitié évoquent le besoin d'élargir l'infrastructure numérique et sa disponibilité.

Parmi ces plans, 66 % prévoient d'attirer des investissements directs étrangers dans le domaine technologique. Mais les projets d'interaction avec le secteur privé restent limités dans moins de 40 % de ces plans. La hausse de l'épargne nationale n'est abordée que dans 40 % d'entre eux, tandis que moins de 25 % mentionnent l'amélioration des finances publiques.

La quasi-totalité des plans évoquent la nécessité de renforcer l'innovation, mais seuls 60 % envisagent une hausse de la R-D. Environ 66 % des plans mentionnent une amélioration de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Cependant, moins de 50 % parlent d'encourager l'apprentissage tout au long de la vie, de consolider les programmes d'étude, ou encore d'accorder davantage d'importance aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques.

La plupart des plans reconnaissent que la croissance économique ne suffit pas à elle seule

Il est encourageant de constater que la plupart des plans ne se limitent pas à la croissance économique et tentent d'être inclusifs tout en tenant compte de la durabilité environnementale. Cela étant, peu d'entre eux décrivent comment atteindre ces objectifs spécifiques. Les questions sociales et environnementales sont prioritaires dans environ trois quarts des plans de développement. Sur le plan social, il est surtout question de viser une croissance inclusive et de réduire les inégalités, tandis que la question de la protection sociale est moins abordée.

Dans le domaine environnemental, les plans évoquent principalement la protection de l'environnement, la gestion des catastrophes et la transition énergétique. Moins de la moitié posent des objectifs explicites en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Chine fait toutefois figure d'exception : sa stratégie est bel et bien centrée sur la croissance verte et comprend des plans détaillés sur la réduction du CO₂ et le développement des ressources énergétiques sans carbone.

Comme l'a montré l'analyse historique au chapitre 3, les dimensions d'inclusion et de durabilité environnementale sont des éléments importants pour les stratégies de développement. La croissance économique ne suffit pas à elle seule à enregistrer une bonne performance sur des dimensions clé du bien-être. Une marge de manœuvre existe pour améliorer la performance en termes sociaux et environnementaux, même sans croissance économique.

Les logiques à court terme et le manque de vision stratégique peuvent entraver la résilience

Peu de plans semblent avoir conscience des tendances à grande échelle, et des défis et opportunités de développement qui y sont associés, ou tenir compte de leur évolution incertaine. Pourtant, cette incertitude devrait figurer dans les plans de développement nationaux. Les pays ont besoin de plus de flexibilité et de résilience pour s'adapter à un contexte en constante évolution.

En moyenne, les plans prévoient une mise en œuvre sur sept ans. L'horizon de planification tend à être plus long en Asie de l'Est et en Afrique subsaharienne qu'en Amérique latine.

Outre ces délais serrés, les plans décrivent rarement des mécanismes d'intervention concernant les principaux changements pouvant se produire dans les conditions économiques mondiales (crise financière), ou encore en cas d'évolution géopolitique (guerre commerciale) ou d'irruption de technologies de rupture. Seuls 15 % évoquent le besoin de préparer l'économie à de tels changements dans les domaines de la technologie numérique ou de la géopolitique. La Chine fait encore une fois figure d'exception. Elle a élaboré des plans ambitieux pour prendre de l'avance dans des technologies de rupture, et pour améliorer la performance globale de son économie à travers l'innovation.

La plupart des plans prévoient une amélioration de la gouvernance

This contrasts with targets to improve the rule of law or reduce bureaucracy and red tape in less than 50% of plans. Près de 60 % des plans évoquent la nécessité de renforcer les capacités du gouvernement, en abordant les questions de corruption, le manque de redevabilité du gouvernement et la transparence globale. En revanche, moins de 50 % des plans fixent des objectifs visant à améliorer l'état de droit ou à réduire la bureaucratie et les lourdeurs administratives.

Enfin, l'écart est grand entre planification et exécution. Sur tous les plans étudiés, cinq seulement décrivent une stratégie concrète de mise en œuvre. Quant au budget nécessaire pour appliquer de telles stratégies, il n'est évoqué que dans deux plans.

Transformer les défis en opportunités

Les vents favorables amenés par la transformation de la géographie économique contribueront sans doute à poursuivre sur la même voie. La mise en œuvre des plans de développement bénéficiera d'une démographie favorable, d'une urbanisation continue, d'une baisse des prix des produits de base, d'une hausse des salaires en Chine et du passage du flambeau à l'Inde, comme vu au chapitre 2.

L'Inde a pris le dessus sur la Chine en termes de croissance du PIB (mais non par habitant). La transformation de la géographie économique de demain pourrait bien s'alimenter d'un moteur à double turbo, Chine-Inde. Il s'agirait d'une bonne nouvelle pour la convergence et l'économie mondiale. L'Inde devrait contribuer à hauteur de près de 10 % à la croissance mondiale, et dépasser ainsi la contribution de l'Union européenne (UE). Le soutien de ce double turbo à l'économie mondiale dépendra toutefois du maintien d'un système commercial ouvert et de la coopération multilatérale.

Trois facteurs contribueront à augmenter l'épargne et l'investissement en Asie : une démographie favorable en dehors de la Chine, une baisse des taux de dépendance et une hausse de la population active occupée, même dans le secteur informel. Ces tendances

favorables seront renforcées par une scolarisation plus longue et un enseignement de meilleure qualité, notamment pour les filles. L'avancée de l'urbanisation dans les économies duales contribuera à une hausse de la productivité, car les personnes et les talents pourront se tourner vers des activités plus productives, à l'instar de ce qui s'est passé en Chine.

Dans les années 2010, les exportateurs de produits de base en Afrique et en Amérique latine ont dû faire face à une baisse des prix de ces produits. Le rééquilibrage de la Chine a lui aussi favorisé, bien que progressivement, les importateurs nets de produits de base. Il pourrait aussi bénéficier aux pays à faible revenu : ce seront les pays les mieux placés pour exporter des biens de consommation, y compris des produits agricoles, en Chine qui tireront le plus profit d'une croissance chinoise plus équilibrée.

Dans la mesure où la hausse des salaires chinois entraînera une hausse des coûts unitaires de la main-d'œuvre, la Chine perdra sa compétitivité extérieure sur des produits bas-de-gamme. La relocalisation de la production bas-de-gamme venue de Chine pourrait renforcer l'effet sur les revenus de la baisse des prix des matières premières dans les pays importateurs de pétrole. On passerait donc d'une logique traditionnelle soucieuse de sécuriser les ressources naturelles à la perspective de créer un pôle de production, et gagner à terme en qualité démocratique et en gouvernance.

La plupart des plans de développement étudiés éludent les questions de mise en œuvre

Les pays ont toutes sortes de plans, certains à long terme (voir le tableau 5.A.1 en annexe). Mais pour la plupart, les stratégies qui y sont définies sont loin d'être mises en pratique. D'ailleurs, d'après Albert Hirschman, le terme de « mise en œuvre » consiste à comprendre la complexité de la tâche, ce qui dépend fortement de l'ignorance et de l'incertitude de départ, et qui implique en réalité une forte courbe d'apprentissage dans tout un éventail de domaines (Hirschman, 1967^[61]).

Ces difficultés de mise en œuvre reposent sur quatre grandes lacunes : l'insuffisance des capacités, des moyens financiers, des capacités à engager des réformes économiques, et des mécanismes d'intervention.

Les gouvernements n'ont souvent pas les capacités suffisantes pour mettre en œuvre leur plan

La première lacune, et sans doute la plus courante, est le manque de capacité des gouvernements. D'importants efforts sont souvent déployés pour élaborer les plans et les annoncer, mais les ressources allouées à leur mise en œuvre sont insuffisantes. L'élaboration des plans de développement doit tenir compte de questions clés : Quel sera le rôle gouvernement ? Quel sera celui du secteur privé ? Qu'est-ce qui incitera le secteur privé à accomplir les objectifs visés (création d'emplois, mise à jour technologique, etc.) ? D'où proviennent les ressources ? Quelles sont les politiques et les réglementations à changer ou à améliorer ? Quels programmes spéciaux faudra-t-il mettre en place ? Qui les mettra à exécution ?

Ces contraintes obligent les pays à augmenter les capacités de leur gouvernement, en encourageant la formation, la transparence et la redevabilité de la part des fonctionnaires. Cela peut se faire à travers des études classiques suivies dans le pays ou dans des établissements à l'étranger. Il existe en outre de nombreuses formations spécialisées à mi-carrière, associant pour certaines des cours en face à face et une formation en ligne. Les

pays peuvent par ailleurs tirer parti de programmes de jumelage avec des spécialistes d'autres pays et engager des experts pour les aider à mettre en œuvre leurs programmes.

Les gouvernements n'ont souvent pas les moyens financiers pour mettre en œuvre leur plan

Les aspects financiers constituent souvent un obstacle majeur, mais qui peut toutefois être surmonté. La capacité financière concerne les questions suivantes : la disponibilité du budget de l'État, la possibilité d'augmenter les revenus de l'État via le recouvrement d'impôts, et la capacité du gouvernement à émettre suffisamment de dette extérieure.

Quelles sont les sources de financement disponibles et pertinentes ? Le gouvernement peut-il obtenir davantage de devises étrangères en augmentant les exportations, en attirant plus de transferts de fonds ou d'investissements directs étrangers ou d'investissements de portefeuille, en obtenant des prêts internationaux ou en émettant des obligations étrangères ? Concernant les pays à faible revenu, peuvent-ils obtenir davantage d'aide étrangère au développement ?

Les questions de capacité gouvernementale évoquées ci-dessus sont liées à la question du financement, notamment la formation des fonctionnaires. Une partie de cette formation peut être financée par l'aide bilatérale ou des programmes d'assistance technique de banques de développement multilatérales, ou d'autres institutions de développement. Les grandes entreprises privées ayant un intérêt au développement de l'expertise locale peuvent également participer au financement. En Chine, Motorola a par exemple investi des millions dans la formation des responsables de 1 000 entreprises publiques. C'est également le cas d'Avon, qui a investi de grosses sommes pour permettre la participation de hauts fonctionnaires chinois, rattachés au gouvernement central ou à des sociétés publiques, à d'importants voyages d'études aux États-Unis.

Les gouvernements n'expérimentent pas assez pour surmonter l'économie politique de la réforme

L'économie politique de la réforme est largement portée par la nature des institutions d'un pays (North (1994_[62]) ; (Acemoglu et Robinson, 2012_[63]). Il existe cependant peu d'éléments permettant de déterminer les changements à l'échelle des institutions qui aboutissent à de meilleurs résultats de développement. Selon North (1994_[62]), l'histoire est importante. Si un pays n'a pas la bonne histoire, il ne deviendra pas un pays développé. Mais une telle conception n'apporte rien aux responsables politiques ou aux agences d'aide étrangères qui tentent de favoriser le développement.

Pritchett, Sen et Werker (2017_[64]) soulignent quant à eux l'importance des institutions. Ils établissent un cadre d'analyse d'économie politique pour expliquer les aléas de la croissance dans les pays en développement, contrairement aux pays développés où la croissance est lente, mais plus régulière. En substance, ils estiment que la croissance et la transformation structurelle résultent de l'interaction entre « l'équilibre et la répartition du pouvoir entre des groupes sociaux et des classes sociales opposés, sur lesquels tout État repose » et la structure des opportunités économiques dans le pays. Un tel cadre part du principe que plusieurs facteurs jouent sur le développement. Ils évoquent notamment la nature du compromis politique fait entre les élites en place et la mesure dans laquelle cette élite cherche une légitimité à travers un progrès économique. Non moins important, la façon dont le progrès se répercute sur les intérêts économiques et politiques, et comment ces intérêts, à leur tour, marquent l'engagement politique. Cela mène à l'essence du pouvoir de l'État.

Pour répondre à de tels enjeux, il faut prendre davantage en compte le pouvoir des différentes parties prenantes et la façon d'obtenir le soutien suffisant pour engager des réformes politiques. Andrews, Pritchett et Woolcock (2017^[64]) proposent ce qu'ils appellent l'adaptation itérative axée sur les problèmes (PDIA - *problem-driven iterative adaptation*). Cette stratégie consiste à se concentrer sur les problèmes identifiés au niveau local et à travailler de façon itérative pour définir les réponses les mieux adaptées. Ang (2016^[65]) va encore plus loin, en étudiant la façon dont la Chine a réussi à sortir de la pauvreté. D'après elle, c'est faire fausse route que de chercher à déterminer si la qualité des institutions est un facteur de croissance économique, ou vice-versa. Elle considère en effet que « ni la croissance économique ni la bonne gouvernance n'arrivent en premier dans le développement ». Elle affirme qu'il n'est pas raisonnable d'attendre que des pays pauvres construisent des institutions modernes et efficaces, comme le font ce qui estiment que la bonne gouvernance est le moteur du développement. En revanche, État et marchés peuvent évoluer ensemble. « Les États et les marchés interagissent et s'adaptent les uns aux autres, changeant mutuellement au fil du temps ». Il s'agit de créer des « environnements qui aident les principales parties prenantes à improviser ».

Sans mécanismes d'intervention, les plans risquent de ne pas supporter les chocs ou les ruptures

Une mise en œuvre réussie demande aussi des mécanismes d'intervention pour faire face aux situations de choc ou de rupture, comme les catastrophes naturelles ou les conflits internes ou externes. Cela concerne également les évolutions du contexte international, comme la hausse des taux d'intérêt mondiaux, une crise financière globale (ou la contagion d'une crise dans les pays voisins), les conditions de commerce (changement des prix des matières premières, efficacité croissante des concurrents ou hausse du protectionnisme dans les principaux marchés d'exportation), la géopolitique, ou encore les technologies de rupture. Pour faire face à de tels enjeux, il faut obtenir plus de résilience et de flexibilité dans l'économie, tant à l'échelle macroéconomique que structurelle.

À l'échelle macroéconomique, cela implique de créer des outils pour réguler la marge de manœuvre budgétaire afin d'augmenter les dépenses de l'État, la gestion des réserves de change et l'accès aux lignes de crédit d'urgence. Cela peut compenser les changements à court terme dans la balance commerciale ou les pics dans le service de la dette internationale.

À l'échelle structurelle, il s'agit d'augmenter la capacité de l'économie à réagir rapidement, ce qui implique d'améliorer le régime institutionnel, d'accélérer le développement du marché financier, d'améliorer l'efficacité du marché du travail, d'investir dans l'éducation et les compétences, de renforcer la protection sociale, et d'encourager l'innovation et la création d'infrastructures.

Les stratégies de développement s'adaptent déjà au nouveau contexte mondial

L'examen des plans de développement, ainsi que les éléments apportés dans les trois chapitres précédents, semblent indiquer que les pays sont bel et bien en train d'élaborer de nouvelles stratégies de développement national.

La couverture sociale n'est plus réservée aux classes moyennes urbaines

Alors que la transformation de la géographie économique a amélioré les perspectives économiques dans les pays en développement, le nombre de personnes vivant sans un niveau suffisant de protection sociale et de services de santé continue à augmenter. Moins de la moitié de la population mondiale a accès à une protection sociale (OIT, 2017^[66]), avec une couverture particulièrement faible en Afrique et en Asie. Au moins la moitié de la population mondiale n'a pas non plus accès aux services de santé essentiels, et chaque année, un grand nombre de ménages s'appauvrissent en raison des coûts de santé, supérieurs à leurs moyens (OMS/Banque Mondiale, 2017^[67]). La plupart de ces facteurs se manifestent quand la richesse d'un pays augmente et que les citoyens deviennent plus exigeants envers leurs dirigeants. Cela a poussé certains gouvernements à chercher des façons d'atteindre plus de segments de la population, et de déployer des programmes malgré les graves contraintes budgétaires.

Le nombre de pays en développement qui déploient des programmes de protection sociale a nettement augmenté ces dernières décennies. Cette expansion a été motivée par la prise de conscience du fait que la croissance économique ne suffit pas à elle seule pour éradiquer la pauvreté et qu'une grande partie des personnes sortant de la pauvreté ont de fortes chances d'y retomber. Les dépenses sociales peuvent également freiner la hausse des inégalités associées à la structure du développement économique d'un pays.

Par ailleurs, il apparaît clairement que l'impact de la protection sociale va bien au-delà de la réduction de la pauvreté. Les investissements sociaux peuvent améliorer le capital humain des bénéficiaires, ce qui à long terme peut renforcer le potentiel de croissance des pays. Des innovations dans le domaine social par des pays comme le Mexique ou le Brésil ont apporté de solides arguments en faveur de l'efficacité des transferts de fonds, notamment ceux adressés aux enfants. Des programmes similaires sont à présent déployés en Afrique et en Asie. Ces programmes opèrent souvent à grande échelle : en Inde, le Plan national de garantie de l'emploi en milieu rural du Mahatma Ghandi garantit la prise en charge de plus de 50 millions de foyers, tandis qu'en Afrique du Sud, près du tiers des habitants reçoivent des allocations.

Cependant, les écarts de couverture restent énormes au niveau mondial, tandis que les dépenses varient nettement entre les pays. Le manque de ressources vient s'ajouter aux difficultés administratives pour empêcher les programmes d'assistance sociale d'atteindre tous ceux qui se trouvent en situation de pauvreté. Par ailleurs, l'économie informelle, qui persiste dans de nombreux pays en développement, exclut de nombreux travailleurs des structures d'assurance sociale. Néanmoins, la Chine a nettement amélioré la couverture de son programme de pension de retraite contributive, en apportant aux travailleurs ruraux des cotisations sociales bon marché et subventionnées. Quant à l'Indonésie, elle est en passe d'atteindre une couverture de santé universelle grâce aux subventions aux cotisations d'assurance de santé pour la population pauvre.

Les migrations sont perçues comme partie intégrante des stratégies de développement

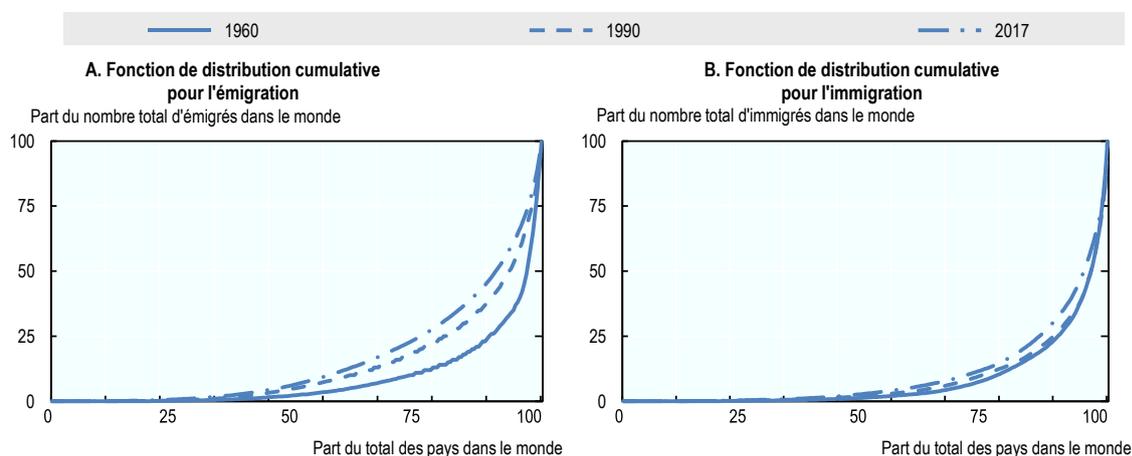
Pour la première fois, la communauté internationale a inclus les migrations dans l'agenda du développement, à travers le Programme d'action d'Addis-Abeba de 2015, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et deux Pactes mondiaux sur les migrations et les réfugiés en 2018. Ces instruments politiques reconnaissent la contribution positive des migrants à la croissance économique et au développement durable, dans les pays d'origine comme de destination.

Le nombre de migrants dans le monde a augmenté de près de 70 % entre 1990 et 2017, passant d'environ 153 à 258 millions (ONU, 2017^[31]). Ces chiffres masquent cependant le fait que la transformation de la géographie économique a augmenté le nombre de pays participant à la mobilité globale. Dans un tel contexte, la part des pays prenant part tant à l'émigration qu'à l'immigration a augmenté. Mais l'émigration est toutefois plus concernée que l'immigration (graphique 5.4). Cela s'explique par l'écart encore important qui persiste entre les pays de l'OCDE et les autres, notamment en termes de résultats sur le plan du bien-être.

L'immigration reste dominée par quelques pays plus riches. Les migrations vers l'OCDE, notamment, augmentent plus vite que celles qui s'opèrent entre les autres groupes de pays (OCDE, 2016^[68]). Cependant, plusieurs pays en développement ont commencé à attirer une immigration locale, en offrant des emplois motivés par leur croissance économique et de meilleures conditions de vie. C'est le cas de l'Argentine, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de l'Afrique du Sud et de la Thaïlande. Un rapport a récemment confirmé que les immigrés ont un impact généralement positif, quoique limité, sur plusieurs pays en développement (OCDE/OIT, 2018^[69]). Cependant, les tendances économiques, la disparité des modèles de développement, la facilité des déplacements, les politiques migratoires rigides dans le Nord et les revenus en hausse dans le Sud sont amenés à jouer un rôle croissant. L'immigration deviendra alors une réalité dans d'autres pays en développement. Pourtant, la question de l'intégration des migrants n'est toujours pas abordée dans les stratégies de développement (Gagnon and Khoudour-Castéras (Gagnon et Khoudour-Castéras, 2011^[70] ; OCDE, 2016^[68]).

Graphique 5.4. La croissance économique a entraîné l'augmentation de la part des pays participant comme pays d'émigration, et moins comme pays d'immigration

Fonctions de distribution cumulative pour l'émigration (gauche, panneau A) et l'immigration (droite, panneau B)



Sources : Calculs des auteurs à partir de *Bilateral Migration Matrix 2018*, Banque mondiale (2018^[71]), *Bilateral Migration Matrix 2018 (base de données)*, http://www.knomad.org/sites/default/files/2018-04/bilateralmigrationmatrix20170_Apr2018.xlsx ; et *Global Bilateral Migration Database (1960-2000)*, Banque mondiale (2018^[72]), <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=global-bilateral-migration> (consulté en juin 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965286>

Face à une géographie économique en pleine transformation, il faut s'attendre à une hausse de la mobilité mondiale. Un niveau de revenu minimum est nécessaire pour couvrir les dépenses de la migration. La hausse des niveaux de revenu aide donc à soulager les contraintes financières liées à la migration. Ainsi, quand le PIB par habitant augmente dans un pays pauvre, l'impact sur l'émigration tend à être positif, pour un certain temps. Quand les revenus atteignent un niveau supérieur, les habitants sont moins attirés par l'étranger et le taux d'émigration repart progressivement à la baisse.

Cependant, ces 20 dernières années, les migrations ont opéré un revirement stratégique remarquable. Elles faisaient sans conteste partie du développement des premiers pays qui se sont industrialisés, aussi bien en qualité de pays d'origine que de pays de destination. Pourtant, les politiques visant à tirer profit des transferts de fonds, des migrations de retour et de l'engagement de la diaspora sont restées rares, et n'ont jamais été intégrées à une stratégie à l'échelle nationale.

Jamais dans l'histoire les pays n'avaient parié sur la migration avec autant d'ingéniosité et de largesse qu'aujourd'hui. Dans les pays d'origine, l'émigration désengorge le marché du travail. Parallèlement, les transferts de fonds, les migrations de retour et l'engagement de la diaspora stimulent les investissements en capital financier et humain.

Les politiques publiques jouent un rôle important et plusieurs pays ont commencé à associer les migrations à certains objectifs de développement. Cependant, les politiques non migratoires dans les pays d'origine comme de destination, dans les domaines de l'éducation, du travail, de l'agriculture et de la sécurité sociale, ne sont pas non plus négligeables (OCDE, 2017^[73]).

Associer les migrations au développement est donc une question de cohérence politique, de coordination et de stratégie. Au cours des seules deux dernières années, des pays comme l'Albanie (Stratégie nationale sur les migrations et la diaspora, 2018), l'Arménie (Plan d'action sur les migrations, 2017), le Belize (loi nationale sur les migrations et le développement, en cours), le Burkina Faso (Stratégie nationale sur les migrations, 2017), la Géorgie (Stratégie sur les migrations, 2016), Maurice (Politique nationale de migration et de développement, 2018) et l'Afrique du Sud (Livre blanc sur l'immigration, 2017) ont défini ou commencé à déployer des stratégies associant migrations et développement national dans un certain nombre de domaines. Aux Philippines, le gouvernement envisage même de créer un ministère des Migrations et du Développement.

Il faut dépasser la dichotomie rural-urbain dans la gestion territoriale

Les stratégies de développement avaient autrefois tendance à se centrer sur la nature rurale ou urbaine d'une région. Aujourd'hui, elles reflètent la réalité de cette géographie en continu, où les atouts et les obstacles concernent l'ensemble du territoire national. Les villes intermédiaires, avec moins d'un million d'habitants, jouent par exemple un rôle clé dans les dynamiques d'urbanisation des pays à faible revenu. Elles accueillent en effet la plus grande part de population urbaine du monde.

À titre d'exemple, les villes intermédiaires d'Asie avec moins de 500 000 habitants représentaient en 2015 47 % de la population urbaine totale. Elles sont aussi les agglomérations les plus dynamiques en termes de croissance démographique, notamment dans des régions comme l'Afrique, où les villes intermédiaires avec moins de 300 000 habitants ont représenté 58 % de la croissance de la population urbaine sur la période 2000-10. Cette croissance ne suit pas le schéma classique de transition rurale-urbaine. En Amérique latine, par exemple, les villes intermédiaires accueillent un nombre

croissant de personnes et d'entreprises venues de la capitale ou de grandes villes. Les villes intermédiaires devraient poursuivre leur croissance, et représenter, entre 2010 et 2030, près de 40 % de la population urbaine mondiale (BAD/OCDE/PNUD, 2017^[74] ; ONU-Habitat/CESAP, 2015^[75]).

Les villes intermédiaires constituent des marchés essentiels pour la production rurale, ainsi que des plateformes de transit vers les grandes zones métropolitaines. Par ailleurs, elles facilitent l'accès à l'emploi non agricole à travers le travail saisonnier, ce qui renforce les migrations circulaires rurales-urbaines. C'est là que sont traités et distribués les produits agricoles issus des zones rurales, et ces villes en absorbent la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée (Berdegúe et Proctor, 2014^[76]). Or, malgré leur rôle majeur, les connaissances sont encore trop limitées sur les mécanismes permettant à ces villes intermédiaires de contribuer au développement. C'est l'une des raisons pour laquelle elles ne sont souvent pas prises en compte dans les stratégies de développement à l'échelle nationale. On constate aussi un manque de données considérable concernant ces villes intermédiaires.

De nombreuses raisons expliquent ces lacunes en termes de connaissances et de données. D'abord, il y a une forte tendance à privilégier la capitale et les grandes villes, alimentée par leur pouvoir politique et le fait qu'elles sont mieux dotées en termes de données et de ressources. Ensuite, les autorités du pays (tout comme les organismes internationaux) ont tendance à considérer les zones rurales et urbaines comme des silos. Or, les villes intermédiaires chevauchent les frontières entre rural et urbain. Une telle approche néglige le rôle central des villes intermédiaires dans l'interaction socio-économique entre zones rurales et zones urbaines, et leur potentiel pour la transformation économique du pays.

Les villes intermédiaires se heurtent également à un déséquilibre financier considérable. Souvent, les autorités locales ne sont pas dotées des compétences nécessaires pour mobiliser les ressources et générer les revenus capables de garantir des services publics de qualité. Cela les rend fortement tributaires des transferts budgétaires du gouvernement central. Ainsi, la part des recettes fiscales locales dans les recettes totales est de 46 % en Asie, 28 % en Amérique latine et 20 % en Afrique (OECD/UCLG, 2016^[77]). Dans de nombreuses collectivités locales d'Afrique, le taux d'imposition est estimé à environ 0,7 % du revenu des ménages (BAD, OCDE et PNUD (2017^[74]) ; ONU-Habitat et CESAP (2015^[75])).

Pour garantir un développement durable et équilibré dans les pays à faible revenu, les villes intermédiaires doivent faire l'objet d'une gestion et d'un aménagement adéquat. Pour ce faire, il convient de mettre en place des mécanismes financiers pour investir dans les services publics et garantir l'intégration des villes intermédiaires dans le maillage urbain du pays. Les plans de développement devraient puiser dans le vaste potentiel des villes intermédiaires, qui pourraient fonctionner comme des lieux de développement des chaînes de valeur agricoles, à travers la mise en place de systèmes de traitement des produits agricoles, et entraîner des effets en amont pour l'industrie manufacturière à petite échelle. Par ailleurs, les villes intermédiaires bénéficient d'une situation stratégique pour la distribution de biens, de services et d'infrastructures aux populations rurales environnantes.

La part de l'économie informelle dans la production d'un pays est aujourd'hui reconnue

La prévalence et la persistance de l'économie informelle ont toujours été un obstacle majeur au développement. Les activités non déclarées ne contribuent pas au trésor public et passent entre les filets de la réglementation, ce qui limite la portée de l'État. Par ailleurs, les travailleurs non déclarés ne bénéficient d'aucune protection sociale et sont exposés aux violations des droits du travail. Si les politiques doivent certes avoir pour but de réduire le niveau d'emploi informel dans l'économie, il est néanmoins de plus en plus admis que l'informalité représente plusieurs niveaux de travailleurs et d'entreprises, qui font preuve pour beaucoup d'une productivité plus grande que dans le secteur formel.

D'après les dernières données comparables produites par l'OIT (2018^[78]), 61 % des emplois dans le monde sont informels, ce qui équivaut à plus de deux milliards de personnes. La part de l'emploi informel est très forte dans les pays à faible revenu, où il concerne plus des trois quarts de la population. Cette part est bien plus faible dans les pays à revenu élevé, à hauteur de 18 % selon l'OIT. Dans les pays à revenu intermédiaire, le secteur informel se trouve entre ces deux extrêmes, avec de très grandes différences même pour des niveaux de revenu similaires. Ainsi, près de la moitié des travailleurs du Panama sont employés dans le secteur informel, contre à peine 13 % en Croatie, pays qui a pourtant un niveau de PIB par habitant équivalent (OCDE, 2018^[79]).

Beaucoup d'individus survivent grâce au secteur informel. Alors que l'économie informelle était autrefois considérée comme un désagrément pour l'économie, les pays cherchent aujourd'hui des moyens de garantir une certaine protection sociale aux travailleurs non déclarés, tout en faisant en sorte que les entreprises informelles aient accès aux chaînes de valeur productive du pays et voient un avantage à s'immatriculer et à déclarer leurs activités (Jütting et de Laiglesia, 2009^[80]).

Les défis de demain nécessiteront de nouvelles modalités de financement du développement

Au cours des dix dernières années, les réflexions autour du développement ont largement dépassé les cercles des agences d'aide occidentales et des institutions internationales ou académiques. La coopération internationale est devenue un effort plus mondial, englobant des philanthropes privés, des gouvernements et d'autres parties prenantes. Le développement a beaucoup progressé, mais les efforts se sont centrés sur les aspects les plus « faciles ». Les famines à grande échelle, les calamités et les fléaux, qui ont accompagné l'existence humaine depuis toujours, sont aujourd'hui pratiquement de l'histoire ancienne (Andrews, Pritchett et Woolcock, 2017^[81]). Même les guerres civiles se raréfient.

Mais de nombreux pays souffrent encore de la pauvreté et de capacités financières limitées. Vu l'ampleur de la tâche, il sera donc de plus en plus difficile de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies couronnées de succès. L'aide internationale au développement devra augmenter, mais quel type d'aide sera le plus efficace ? Certains cercles estiment que si de nombreux efforts ont été déployés pour lutter contre la pauvreté, d'autres enjeux du développement ont été négligés, comme l'emploi, l'inclusion et l'environnement (OCDE (2016^[82]) ; Kharas et Rogerson (2017^[83])). Ils considèrent que l'aide publique au développement (APD) devrait être destinée à des projets à long terme, comme les infrastructures, les services collectifs, l'agriculture, l'industrie, ou encore les services de santé et d'éducation, plutôt que d'être accaparée par les interventions

d'urgence à court terme, comme l'aide alimentaire et la reconstruction (OCDE, 2016^[82]). Pourtant, les secours humanitaires sont amenés à augmenter, étant donné que la pauvreté et les maladies associées se concentrent dans des États en déroute (Kharas et Rogerson (2017^[83]) ; OCDE (2016^[82])).

Trois autres tendances ressortent des stratégies actuelles en matière de financement du développement (Kharas et Rogerson (2017^[83])). On constate d'abord une inclination pour le populisme, avec un regain des discours du type « mon pays d'abord », ainsi qu'un rejet des institutions internationales, des échanges commerciaux au niveau mondial et de l'immigration. Ensuite, l'engagement croissant du monde des affaires dans le développement est un signe encourageant pour les pays en développement. Enfin, une Chine plus active et prospère s'engage à son tour dans le développement à l'échelle internationale, en proposant des règles différentes.

Car l'empreinte croissante de la Chine au niveau mondial, en matière de commerce, de finances, d'investissements directs, de prêts et d'aide au développement, n'a pas la même conditionnalité ni les mêmes liens aux questions de gouvernance que celle qui caractérise les pays occidentaux. Autrement dit, l'aide traditionnellement fournie par le Comité d'aide au développement (CAD) se trouve face à une sérieuse concurrence. Le CAD doit déterminer les domaines de collaboration et de compétition avec la Chine. D'ailleurs, dans un rapport de 2017, le Panel de haut niveau du CAD de l'OCDE préconisait de renforcer la dimension inclusive du CAD et d'intensifier le dialogue avec les autres partenaires de développement (OCDE, 2017^[84]).

La taille, l'échelle et la portée de l'initiative BRI (« Nouvelle route de la soie ») témoignent de la hausse de l'engagement de la Chine dans le financement international. En utilisant des estimations prudentes, l'investissement total de la BRI, à hauteur de 1 000 000 millions d'USD, dépasse n'importe quel autre programme de développement comparable dans l'histoire récente. Le Plan Marshall, en comparaison, s'est chiffré à environ 14 000 millions d'USD entre 1948 et 1951, ce qui équivaut à environ 142 000 millions d'USD en 2018 (tableau 5.4). Le Plan Marshall constituait en grande partie (90 %) une aide du gouvernement américain (The Economist, 2018^[85]). La BRI, en revanche, est financée par une combinaison d'investissements directs du gouvernement chinois dans les infrastructures et de prêts issus des principales banques commerciales et publiques de Chine (Deloitte, 2018^[86]).

À base d'investissements, d'échanges commerciaux et d'intégration régionale, le Plan Marshall a pu soutenir le redressement économique de l'Europe après la guerre. Une fois cette mission remplie, le Plan Marshall a abandonné son objectif financier pour devenir un centre de coopération internationale et de partage des connaissances, finalement sous l'égide de l'OCDE. De la même façon, la portée de la BRI pourrait dépasser sa force de frappe financière. En fin de compte, son plus grand impact pourrait résider dans la capacité transformative offerte aux pays en développement à travers une amélioration des infrastructures et des gains de productivité. Le transfert de technologie en est un exemple. La Chine a mené des essais sur la technologie réseau 5G, la cinquième génération de téléphonie mobile, en partenariat avec les opérateurs télécom du monde entier. Depuis 2015, le pays a dépensé 57 milliards d'USD de plus que les États-Unis, deuxième pays en termes de dépenses, dans les infrastructures sans fil et s'est engagé à investir 400 milliards d'USD de plus dans la technologie 5G d'ici 2020 (Deloitte, 2018^[87]). D'ici 2022, la Chine devrait donc être le plus gros marché mondial de la 5G, et la plupart de ses partenaires se trouvent dans des pays en développement, comme le Bangladesh et le Pakistan.

Tableau 5.4. La valeur des investissements de la BRI est supérieure à celle de tout autre programme comparable dans l'histoire récente

Programmes	Valeur de 2018 en millions d'USD
Nouvelle route de la soie (estimations prudentes) (2013-2049)	1 000 000
Plan de redressement et de réinvestissement des États-Unis de 2009 (2009-2019)	986 640
New Deal (1933-1938)	808 303
Alliance pour le progrès (1962-1967)	168 244
Plan Marshall (1948-1952)	142 201
Prêts de la Banque mondiale (en 2017)	59 000
Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2002-17)	33 800
Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (en 2017)	10 173
Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (1949-1970)	4 764
Compact for Africa (en 2017)	3 786

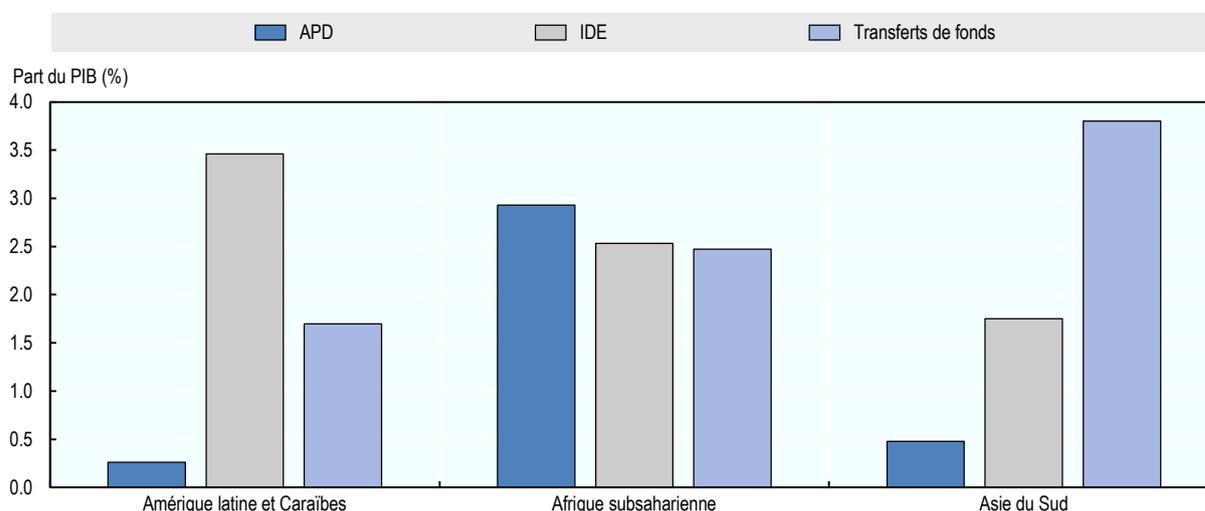
Note : Toutes les valeurs de 2018 sont calculées à partir des indices moyens des prix à la consommation des États-Unis par année civile, d'après les données communiquées par le US Bureau of Labor Statistics.

La taille relative des différentes sources de financement du développement varie selon la région (graphique 5.5). Ainsi, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les investissements directs étrangers (IDE) ont été la principale source de financement extérieur en 2016, à hauteur de près de 3.5 % du PIB, tandis que l'APD représentait environ 0.25 %. Ces chiffres contrastent fortement avec l'Afrique subsaharienne, où l'APD tournait autour des 3 % du PIB, contre près de 2.5 % pour les IDE et les transferts de fonds. En Asie du Sud, les transferts de fonds sont la principale source relative, les fonds renvoyés par les migrants équivalant à près de 4 % du PIB, tandis que l'APD représentait moins de 1 % et les IDE, moins de 2 %. De telles réalités doivent refléter les stratégies et les réponses au développement pour chaque région. Ainsi, les politiques mettant à profit les transferts de fonds peuvent jouer un rôle relativement plus grand en Asie du Sud.

Les transferts de fonds ont été désignés comme des sources prometteuses pour redéfinir le financement du développement. Comme vu précédemment, les migrations sont en hausse et les transferts de fonds, en tant que transferts de revenus de particuliers, sont un moyen efficace de réduire la pauvreté. Il est en revanche peu probable que la Chine ait un rôle important à jouer sur ce plan. Concernant les transferts de fonds depuis la Chine, bien que les données à ce sujet ne soient disponibles que jusqu'en 2014, l'écart entre les principales sources de transferts de fonds et la Chine est tel qu'il s'est sans doute maintenu en 2018. De fait, les chiffres semblent indiquer que la principale source de transferts de fonds a été l'Espace économique européen et le Conseil de coopération du Golfe (graphique 5.6).

Graphique 5.5. La part relative des différentes formes de financement extérieur varie selon la région

Part des entrées financières en pourcentage du PIB, par type d'entrée et par région (2016)



Sources : Calculs des auteurs à partir de la Base de données des Indicateurs du développement dans le monde (aide publique au développement nette reçue (USD courants) ; investissements directs étrangers, entrées nettes (BDP, USD courants) ; transferts personnels, reçus (USD courants) ; PIB (USD courants), Banque mondiale (2018_[6]) (consulté en mai 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965305>

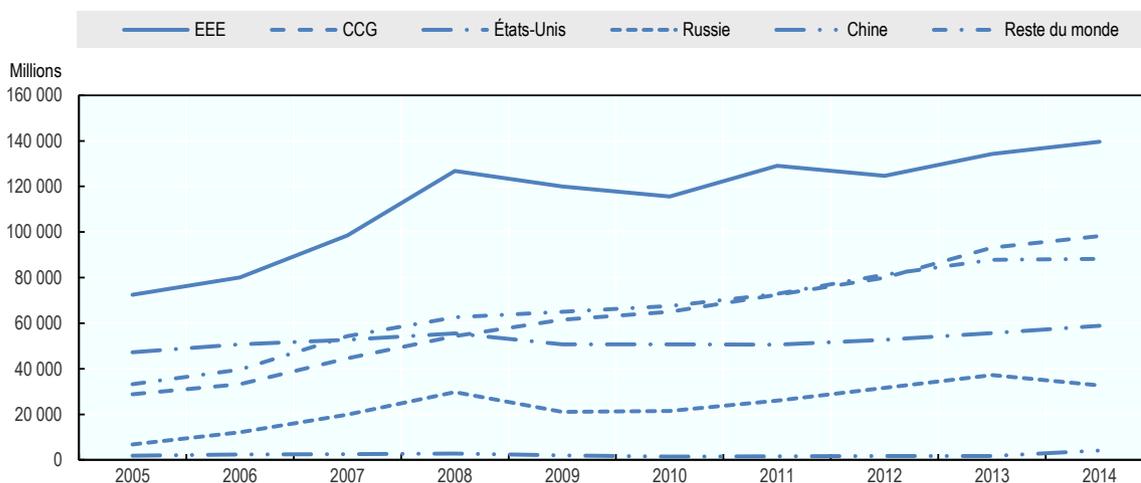
Passé, présent et avenir des stratégies de développement imaginatives de la Chine

Par le passé, la stratégie de développement de la Chine a essentiellement consisté en une réforme lente et pragmatique de l'économie, pour passer d'un modèle de planification communiste à un modèle socialiste aux spécificités chinoises (Ang (2016_[65]) ; Naughton (2007_[89])). Cette stratégie a été bien résumée dans la fameuse phrase de Deng Xiaoping, l'architecte de la transition chinoise après les 27 ans de règne chaotique de Mao Zedong : « Traverser la rivière en tâtonnant sur chaque pierre. » Une telle conception contraste fortement avec le conseil des économistes occidentaux à la Russie, qui la sommaient de débarquer sur le marché tel un big-bang, en réformant tout le système économique d'un coup. L'approche pragmatique adoptée par la Chine se distingue par une forte expérimentation, l'acquisition de technologies étrangères et un contrat social implicite avec les citoyens.

Cependant, alors que la Chine a vite trouvé la voie de la croissance économique, le pays a vu augmenter les inégalités et son environnement se dégrader. Cela a poussé le pays à réagir avec son douzième plan quinquennal (2011-15), qui délaisse l'objectif de forte croissance au profit d'un modèle de croissance de qualité, équilibrée et durable. Ce plan vise notamment à mettre l'accent sur la consommation plutôt que sur l'investissement, et à privilégier le marché intérieur plutôt que les exportations. Il envisage un développement des zones rurales et intérieures les plus pauvres, une réduction des inégalités de revenu, et une poursuite des efforts de développement durable et d'ouverture économique.

Graphique 5.6. Il est peu probable que la Chine ait un rôle majeur à jouer comme source de transferts de fonds à court et moyen termes

Évolution des transferts de fonds des migrants dans le temps, par région source (en millions, 2005-2014)



Note : Les acronymes EEE et CCG désignent respectivement l'Espace économique européen et le Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Oman).

Source : Migration and Remittances Data (Annual remittances data, outflows), Banque mondiale (2018^[88]) ; *Annual remittances data* (base données), <http://www.knomad.org/sites/default/files/201804/RemittanceDataOutflows%20Apr.2018%29.xls> (consulté en août 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933965324>

Cette nouvelle approche a déjà porté ses fruits, en réorientant l'économie chinoise vers une croissance plus durable et inclusive. Cependant, la Chine est en train d'atteindre un plafond technologique dans de nombreux domaines. À cet égard, le treizième plan quinquennal (2016-20) a ajouté de nouveaux objectifs : priorité à l'innovation, économie plus verte, abandon de la politique de l'enfant unique et autorisation d'avoir deux enfants, et plus grande participation au développement international.

La Chine joue ainsi un rôle de plus en plus important sur la scène économique internationale, en offrant un modèle de développement alternatif et en travaillant aux côtés des bailleurs traditionnels du CAD.

La protection des biens communs mondiaux devient une priorité pour tous les pays

Les événements à l'échelle mondiale ont des répercussions significatives sur les perspectives de croissance des pays en développement. Les nations situées sur des îles à faible altitude, par exemple, courent le risque d'être submergées, faute d'une action globale suffisante sur le changement climatique. De même, le protectionnisme commercial peut avoir des conséquences importantes sur les exportations et les importations des pays tiers. D'ailleurs, les flux commerciaux et la coopération internationale se voient déjà affectés par le recul de la libéralisation des échanges et la hausse du protectionnisme (Evenett et Fritz, 2015^[90]). Le soutien à la mondialisation a fortement chuté dans certains pays avancés, laissant place à des réactions politiques hostiles (Rodrik, 2018^[91]).

Le monde recèle une série de biens communs qu'il convient de protéger pour améliorer le bien-être à l'échelle de la Planète : l'échange de biens et de services, l'infrastructure financière globale, les investissements directs étrangers, l'immigration et la circulation des connaissances et des idées. La gouvernance mondiale mériterait aussi d'être élargie dans d'autres domaines, comme la sécurité, l'environnement (et le changement climatique) et la santé publique (pour éviter les pandémies).

Mais pour préserver ces biens communs, voire les étendre, il faut des investissements, de la coopération et une volonté de renoncer à des objectifs nationaux érigés. Sans de telles concessions, les résultats seront pires pour toutes les nations du monde, riches et pauvres. Sans un effort plus concerté pour contrer certaines tendances négatives, le système mondial risque de se fragmenter encore davantage. Ainsi, parier sur la mondialisation et le multilatéralisme n'est pas seulement une affaire de prospérité économique pour un pays en développement. Cela peut aussi avoir un effet décuplant sur le bien-être sociétal ; un objectif qui mérite d'être poursuivi. La mondialisation et le renforcement des perspectives commerciales via la demande mondiale alimentent la richesse des pays en développement, par le biais du revenu et de l'emploi.

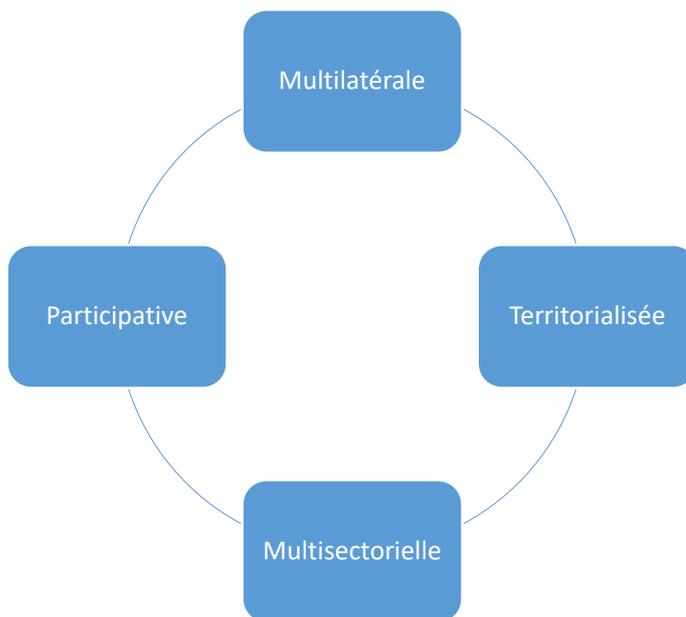
Une vaste campagne de communication est nécessaire pour contrer la dévalorisation de la gouvernance mondiale à laquelle on assiste. Ce constat vaut particulièrement pour certains pays avancés, où les dirigeants et une grande partie de l'opinion publique se retournent contre de tels efforts internationaux.

Les stratégies de développement doivent être adaptées au contexte, tout en reposant sur des principes communs

Les règles du jeu ont changé. La pensée du développement s'inscrit dans un contexte plus large et institutionnel. Ce qui se jouait auparavant dans un cercle restreint constitué d'agences d'aide, de groupes d'experts, d'universités et d'organismes internationaux implantés en Occident, est devenu un effort plus mondial. Cela implique des acteurs publics et privés et des experts issus de pays en développement. Ce groupe élargi a donné accès à une quantité croissante de données et d'informations au sujet du développement. Résultat, le discours autour des sujets de développement est devenu non seulement plus complexe, mais aussi plus contesté. Il est donc devenu encore plus important de trouver des consensus autour des connaissances générées en matière de développement (Turner (2001^[92]) ; Berger et Esguerra, (2018^[93])).

De nouvelles institutions sont entrées en jeu sur la scène internationale, comme l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (et la Conférence des Parties). Elles apportent des avantages et des obstacles nouveaux, auxquels doivent s'adapter les pays. Il en va de même pour les nouveaux enjeux liés par exemple à l'automatisation, à la transformation numérique et au changement climatique. Ce qui fonctionnait il y a 100 ans doit pour le moins être adapté à de nouvelles stratégies et de nouvelles formes de coopération.

Faute d'un paradigme unique de développement mondial, on peut toutefois identifier des principes sur lesquels construire la trajectoire de progression d'un pays. Comme le montrent les bonnes pratiques, les stratégies devraient être multisectorielles, participatives, territorialisées et multilatérales (graphique 5.7).

Graphique 5.7. Dimensions clés d'une stratégie de développement

Les stratégies doivent être multisectorielles

Les stratégies nationales de développement doivent être multisectorielles pour répondre aux défis multidimensionnels et transversaux que doivent relever les pays. Prises isolément, les mesures engagées pour répondre à des questions sectorielles apportent rarement les bénéfices escomptés. En outre, il ne s'agit pas de superposer des plans sectoriels développés chacun de leur côté. Pour être véritablement multisectorielle, une stratégie doit tenir compte des complémentarités et des interactions entre les politiques, identifier le séquençement des mesures nécessaires pour supprimer les obstacles au développement, et faciliter la coordination des actions entre différents ministères et parties prenantes (Rodrik, 2009^[94]).

Il se peut par exemple que la lutte contre l'économie informelle soit l'un des objectifs d'une stratégie nationale de développement. S'agissant d'un phénomène transversal, les tenants et les aboutissants de l'économie informelle concernent de nombreux pans de l'économie et de la société. D'après de récentes expériences, si les mesures engagées contre ce phénomène se limitent à un seul domaine, que ce soit la politique fiscale, la réglementation du travail, la protection sociale ou la réglementation commerciale, les résultats seront limités. En revanche, si la question de l'économie informelle est abordée dans une logique multisectorielle, on obtient une action publique plus efficace.

La coopération internationale peut aider les pays à adopter une telle approche lors de la conception de leur stratégie de développement. Les examens multidimensionnels par pays de l'OCDE sont l'un de ces outils. Dans une perspective globale, ces examens étudient si les questions qui entravent la progression dans un secteur donné sont aussi des obstacles ailleurs, et si elles révèlent des faiblesses sous-jacentes. Une telle méthodologie favorise également la coordination entre différentes instances du gouvernement, qui ne sont pas forcément habituées à travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs et peuvent manquer de mécanismes de coordination.

Les stratégies doivent être participatives

Les stratégies doivent être participatives pour encourager les personnes à tous les niveaux de la société à définir leur propre trajectoire de développement. Dans les années 1970 et 1980, cette logique participative a connu un regain d'intérêt dans les pays en développement, en réaction à la forte centralisation des stratégies de développement de l'époque. Les activistes et les organisations non gouvernementales (ONG) ont alors réalisé le manque de connexion entre les besoins de la population et les logiques de développement que l'on imposait aux pays et aux sociétés (Mansuri et Rao, 2012^[95]). Permettre à la population de se faire entendre au sujet des questions qui la concernent, avec une approche ascendante, a permis une plus grande connexion avec la classe politique.

Le développement participatif dans les premiers pays qui se sont industrialisés a amélioré la qualité des services publics et la responsabilisation des dirigeants locaux. Aux États-Unis, la participation a marqué les mouvements nationaux pour les droits civiques qui aspiraient à transformer le processus politique. En Allemagne et en France, les structures associatives comme les syndicats ont œuvré pour améliorer les conditions de travail dans certains secteurs industriels, rappelant les corporations de métiers dans les cités-États de l'Europe médiévale (Wahl, 2018^[96]).

Le développement participatif a également obtenu de bons résultats dans certains pays en développement. En 1997, suite à la crise financière asiatique, la Thaïlande a inscrit le développement communautaire dans sa Constitution. L'accent a été mis sur l'échelon communautaire le plus local, caractérisé par des liens interpersonnels solides et des réseaux de soutien utiles (Nuttavuthisit, Jindahra et Prasarnphanich, 2014^[97]). En Chine, depuis 1978, des approches participatives ont également été adoptées dans les communautés les plus locales. Ainsi, les organisations de la société civile se sont vu confier un rôle consultatif au sujet des politiques mises en œuvre par les gouvernements régionaux (Caizhen, 2009^[98]).

Le développement participatif est en outre devenu un outil politique majeur pour les organismes bailleurs, en donnant aux communautés locales des éléments de contrôle direct sur leur développement. Le développement porté par la communauté locale en Chine, qui a été progressivement encouragé par la Banque mondiale, a opté pour l'apprentissage par la pratique. Les communautés locales ont ainsi pu décider de la destination des fonds et des facteurs d'amélioration de leurs conditions de vie (Banque mondiale, 2012^[99]).

Les stratégies doivent être territorialisées

Les stratégies de développement doivent être territorialisées et prendre en compte des facteurs qui dépassent la dichotomie rural/urbain. La complexité du développement des régions, des communes, voire des quartiers au sein des villes, s'explique par la grande quantité de forces qui affectent à la fois la croissance, le bien-être et le revenu des populations. Ces forces locales demandent des réponses adaptées au lieu, à ses structures socio-économiques traditionnelles, ainsi qu'aux spécificités culturelles qui dictent les choix et le comportement des individus.

Les décalages nationaux et régionaux dans les facteurs de développement se reflètent souvent aux échelons locaux. Ainsi, il n'existe pas un Mexique unique, ou un Chiapas unique, tout comme il n'y a pas une Éthiopie unique. La région du Chiapas est plus pauvre que le reste du pays, mais sa capitale, Tuxtla Gutierrez, est environ huit fois plus

riche que les communes locales les plus pauvres. En Éthiopie, l'accès des ménages agricoles aux marchés varie autant au sein des régions qu'à l'échelle du pays (Koo et al., 2016_[100]).

On trouve ainsi à différents niveaux géographiques et à différentes époques des exemples qui illustrent l'importance de mettre en place des politiques territorialisées. Tous ces exemples ont néanmoins un point commun : chaque lieu se distingue par un savoir-faire, des capacités de production, des compétences éducatives ou des contraintes infrastructurelles et institutionnelles qui lui sont propres. Ces facteurs constituent un écosystème dans lequel les individus peuvent s'épanouir socialement et physiquement de façon productive, en absorbant de nouvelles connaissances et en améliorant ainsi leur bien-être général (Hausmann, Pietrobelli et Santos, 2018_[101]). Les politiques doivent donc être élaborées pour favoriser la construction d'écosystèmes fertiles, en supprimant les obstacles territorialisés qui entravent le développement.

Les stratégies doivent reposer sur une coopération multilatérale

Les stratégies de développement doivent être multilatérales pour donner aux pays un rôle actif dans la gouvernance mondiale. La logique multilatérale permet aux pays en développement de faire entendre leur voix. On passe alors d'une définition individuelle de stratégies nationales à la conception proactive de politiques globales. En inscrivant leurs stratégies de développement dans un cadre multilatéral, les pays peuvent augmenter la portée de leurs politiques nationales, ce qui leur permet de rester au fait des questions qui dépassent les frontières nationales et de tirer parti des politiques engagées à des échelons supranationaux.

Cette perspective multilatérale au sein des stratégies nationales permet d'obtenir un consensus international et une action collective qui sont nécessaires pour préserver les biens communs mondiaux et créer des conditions d'égalité entre les pays. Ainsi, pour obtenir des résultats dans la lutte contre les flux financiers illégaux et l'évasion fiscale, élément clé de mobilisation des ressources nationales dans les pays en développement, il est essentiel de reposer sur des accords internationaux sur l'échange d'informations comme l'initiative BEPS (Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) de l'OCDE (OCDE, 2013_[102]). Le développement d'un pays sera plus direct s'il peut s'alimenter de fonds adaptés au contexte ou de l'expertise technique d'instances multilatérales.

Par ailleurs, pour que les échanges commerciaux et financiers internationaux bénéficient aux pays en développement, il est nécessaire de mettre en place de façon multilatérale un système régulé et transparent communément admis. En fin de compte, les stratégies multilatérales de développement permettent la coordination des politiques pour endiguer les principales menaces ou, dans le pire des cas, en atténuer les effets secondaires et les retombées à l'échelle des pays.

Vers de nouvelles modalités de coopération internationale

Le Plan Marshall a donné une leçon importante, qui ne peut être appréciée que rétrospectivement : le développement s'opère dans un contexte de coopération internationale. C'est le rôle de l'OCDE, qui a été créée pour préserver les apprentissages de la coopération internationale et du Plan Marshall après la dissolution de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE).

La coopération internationale reste l'une des meilleures solutions pour relever les défis du développement, de plus en plus complexes. Mais pour rester efficace, elle doit s'adapter à un contexte en constante évolution. Pour que tous les pays atteignent les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faudra engager de nouvelles formes de coopération, tout en adoptant de nouveaux outils qui permettent de mieux évaluer les défis et mettre en œuvre les solutions. Ces nouvelles modalités sont diverses : coopération Sud-Sud ou triangulaire, meilleur partage des connaissances, transferts de technologie et dialogue politique entre pairs. Il est crucial que l'accès à la coopération internationale ne dépende pas du niveau de revenu d'un pays. Comme l'a démontré le présent rapport, les indicateurs liés au revenu, comme le PIB par habitant, sont trop restreints pour évaluer le développement d'un pays dans toute sa complexité. Il convient au contraire d'instaurer un système plus inclusif de coopération internationale sur le développement durable, pour garantir à tous bien-être et prospérité

Note

¹ Le RNB mesure la valeur ajoutée totale nationale et étrangère revenant aux résidents, et se compose du PIB augmenté des recettes nettes du revenu primaire (rémunération des salariés et revenus fonciers) issues de l'étranger.

Références

- Acemoglu, D. et J. Robinson (2012), *Why nations fail: The origins of power, prosperity and poverty*, Crown Publishing Group. [63]
- AIE (2018), *Renewables 2018: Analysis and Forecasts to 2023*, AIE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/re_mar-2018-en. [57]
- Alvaredo, F. et al. (2017), *World inequality report 2018*, World Inequality Lab, <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>. [15]
- Andrews, M., L. Pritchett et M. Woolcock (2017), *Building state capability: Evidence, analysis, action*, Oxford University Press. [81]
- Ang, Y. (2016), *How China escaped the poverty trap*, Cornell University Press. [65]
- BAD/OCDE/PNUD (2017), *Perspectives économiques en Afrique 2017 : Entrepreneuriat et industrialisation*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/aeo-2017-fr>. [74]
- Bairoch, P. (1993), *Economics and world history – Myths and paradoxes*, The University of Chicago Press. [37]
- Banque mondiale (2018), *Annual remittances data (base de donnée)*, Banque mondiale, <http://www.knomad.org/sites/default/files/2018-04/Remittancedataoutflows%20%28Apr.2018%29.xls>. [88]
- Banque mondiale (2018), *Atlas of Sustainable Development Goals 2018: From World Development Indicators*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1250-7>. [1]
- Banque mondiale (2018), *Bilateral Migration Matrix 2018 (base de données)*, Banque mondiale, http://www.knomad.org/sites/default/files/2018-04/bilateralmigrationmatrix20170_Apr2018.xlsx (consulté le 15 juin 2018). [71]
- Banque mondiale (2018), *Energy overview*, Banque mondiale, <https://www.worldbank.org/en/topic/energy/overview> (consulté le 15 octobre 2018). [38]
- Banque mondiale (2018), *Global Bilateral Migration Database*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=global-bilateral-migration> (consulté le 15 juin 2018). [72]
- Banque mondiale (2018), *World Development Indicators (base de données)*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=EG.EGY.PROD.KT.OE.EG.USE.COMM.KT.OE.EG.USE.PCAP.KG.OE.EG.USE.COMM.FO.ZS.EG.USE.CRNW.ZS.EG.USE.COMM.CL.ZS> (consulté le 15 avril 2018). [6]
- Banque mondiale (2018), *World Development Report 2018: Learning to realize education's promise*, World Bank Publishing, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1096-1>. [41]

- Banque mondiale (2015), *Live Long and Prosper: Aging in East Asia and Pacific*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-0469-4>. [47]
- Banque mondiale (2012), *China: Empowering farmers through a participatory approach*, Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2012/09/24/china-empowering-farmers-through-participatory-approach> (consulté le 15 octobre 2018). [99]
- Berdegué, J. et F. Proctor (2014), *Inclusive rural-urban linkages*, https://www.rimisp.org/wp-content/files_mf/1422296516InclusiveRural_UrbanLinkages_edited.pdf. [76]
- Berger, T. et A. Esguerra (dir. pub.) (2018), *Introduction. The objects of translation*, Routledge. [93]
- Branstetter, L., B. Glennon et J. Jensen (2018), *The IT revolution and the globalization of R&D*, <https://www.nber.org/papers/w24707>. [55]
- Caizhen, L. (2009), « Comparing participation in China to the participatory discourse in development studies », *DevISSues*, vol. 11/1, pp. 25-27, https://issuu.com/devissues/docs/devissues_volume_11_number_1_ay. [98]
- Campbell, A. (2017), *Bill Gates warns that a devastating pandemic is just around the corner*, https://www.huffingtonpost.com/entry/bill-gates-warns-that-a-devastating-pandemic-is-right-around-the-corner_us_58a889a7e4b045cd34c22c71?guccounter=1 (consulté le 15 juillet 2018). [33]
- Carrasco, L. et al. (2017), « Unsustainable development pathways caused by tropical deforestation », *Science Advances*, vol. 3/7, p. e1602602, <http://dx.doi.org/10.1126/sciadv.1602602>. [2]
- CB Insights (2018), *The state of artificial intelligence 2018*, CB Insights, <https://www.cbinsights.com/research/report/artificial-intelligence-trends-2018/>. [54]
- Chang, H. (2002), *Kicking away the ladder: Development strategy in historical perspective*, Anthem Press. [36]
- Cirera, X. et W. Maloney (2017), *The Innovation Paradox: Developing-Country Capabilities and the Unrealized Promise of Technological Catch-Up*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1160-9>. [52]
- CNUCED (2017), *Trade and Development Report 2017: Beyond Austerity - Towards a Global New Deal*, UN, New York, <http://dx.doi.org/10.18356/fa04fdca-en>. [45]
- Comin, D. et B. Hobijn (2010), « An Exploration of Technology Diffusion », *American Economic Review*, vol. 100/5, pp. 2031-2059, <http://dx.doi.org/10.1257/aer.100.5.2031>. [40]
- Cornell University, INSEAD and WIPO (2018), *The global innovation index 2018: Energizing the world with innovation*, Cornell University, INSEAD, and the World Intellectual Property Organization, http://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_gii_2018.pdf. [49]
- Costanza, R. et al. (2009), *Beyond GDP: The need for new measures of progress*, <https://www.bu.edu/pardee/files/documents/PP-004-GDP.pdf>. [4]

- Dahlman, C. (2017), *New technologies, jobs, growth and development*, George Washington University, <http://growthdialogue.org/growthdialog/wp-content/uploads/2017/11/Policy-Brief-14-Dahlman.pdf>. [39]
- Deloitte (2018), *5G: the chance to lead for a decade*, [87]
<https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/us/Documents/technology-media-telecommunications/us-tmt-5g-deployment-imperative.pdf>.
- Deloitte (2018), *Embracing the BRI ecosystem in 2018*, [86]
https://www2.deloitte.com/content/dam/insights/us/articles/4406_Belt-and-road-initiative/4406_Embracing-the-BRI-ecosystem.pdf.
- EASAC (2013), *Trends in extreme weather events in Europe: Implications for national and European Union adaptation strategies*, German National Academy of Sciences Leopoldina, https://easac.eu/fileadmin/PDF_s/reports_statements/Extreme_Weather/EASAC_report_Extreme_Weather_in_Europe_Nov13.pdf. [34]
- EIU (2018), *Cause for concern? The top 10 risks to the global economy*, The Economist Group, [9]
http://pages.eiu.com/rs/753-RIQ-438/images/Top_10_risks_to_the_global_economy.pdf?mkt_tok=eyJpIjoiTkdGa1lXVTROMlZsTWlFNClSlnQiOiI3XC9VSnkxdUFiYkIjHU0ZtWFJQK1JkSk03eXdBSWhLRV13bGV0dk1IMEZzUHloSmJrakk0cnhISm5VZWYrNDYxYlp3ZW1tK3RFSTNWY1FQOVhJd1RHU3RFMVBzVE9Ze.
- Evenett, S. et J. Fritz (2018), *Going spare: Steel, excess capacity, and protectionism*, CEPR Press, [19]
<https://www.globaltradealert.org/reports/download/44>.
- Evenett, S. et J. Fritz (2015), *The tide turns? Trade, protectionism, and slowing global growth*, CEPR Press, [90]
<https://www.globaltradealert.org/reports/download/21>.
- FEC (2018), *The Global risks report 2018, 13th edition*, Forum économique mondial, [10]
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GRR18_Report.pdf.
- FEC (2015), *Deep shift: Technology tipping points and societal impact*, Forum économique mondial, [28]
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GAC15_Technological_Tipping_Points_report_2015.pdf.
- FMI (2018), *Macroeconomic Developments and Prospects in Low-income Developing Countries*, Fonds monétaire international, [11]
<https://www.imf.org/~media/Files/Publications/PP/2018/pp021518-macroeconomic-developments-and-prospects-in-low-income-developing-countries.ashx>.
- G20 (2009), *The Global Plan for Recovery and Reform*, [14]
https://www.g20.org/profiles/g20/modules/custom/g20_beverly/img/timeline/ReinoUnido/G20-declaration-london-en.pdf.
- G20 (2008), *Declaration: Summit on financial markets and the world economy*, [13]
https://www.g20.org/profiles/g20/modules/custom/g20_beverly/img/timeline/Washington/G20-declaration-washington-2008-en.pdf.

- Gagnon, J. et D. Khoudour-Castéras (2011), *Tackling the Policy Challenges of Migration: Regulation, Integration, Development*, Études du Centre de développement de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264126398-en>. [70]
- Hallward-Driemeier, M. et G. Nayyar (2017), *Trouble in the Making?: The Future of Manufacturing-Led Development*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1174-6>. [42]
- Hausmann, R., C. Pirotbelli et M. Santos (2018), *Place-specific determinants of income gaps: New sub-national evidence from Chiapas, Mexico*, https://growthlab.cid.harvard.edu/files/growthlab/files/income_gaps_chiapas_cidfwp343.pdf. [101]
- Hirschman, A. (1967), *Development projects observed*, The Brookings Institution. [61]
- Ishigoma, F. et A. Mtaho (2014), « 3D Printing: Developing Countries Perspectives », *International Journal of Computer Applications*, vol. 104/11, pp. 30-34, <http://dx.doi.org/10.5120/18249-9329>. [48]
- Jütting, J. et J. de Laiglesia (2009), *Is Informal Normal?: Towards More and Better Jobs in Developing Countries*, Études du Centre de développement de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059245-en>. [80]
- Kharas, H. et A. Rogerson (2017), *Global development trends and challenges: Horizon 2025 revisited*, Overseas Development Institute, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11873.pdf>. [83]
- Koo, J. et al. (2016), « CELL5M: A geospatial database of agricultural indicators for Africa South of the Sahara », *F1000Research*, vol. 5, p. 2490, <http://dx.doi.org/10.12688/f1000research.9682.1>. [100]
- Kshetri, N. (2017), « Will blockchain emerge as a tool to break the poverty chain in the Global South? », *Third World Quarterly*, vol. 38/8, pp. 1710-1732, <http://dx.doi.org/10.1080/01436597.2017.1298438>. [30]
- Kuznets, S. (1955), « Economic growth and income inequality », *The American Economic Review*, vol. 45/1, pp. 1-28. [3]
- Laney, D. (2001), *3D data management: controlling data volume, velocity, and variety*, <https://blogs.gartner.com/doug-laney/files/2012/01/ad949-3D-Data-Management-Controlling-Data-Volume-Velocity-and-Variety.pdf>. [24]
- Lee, H. et V. Choudhary (2017), *Agriculture 2.0: how the Internet of Things can revolutionize the farming sector*, <http://blogs.worldbank.org/ic4d/agriculture-20-how-internet-things-can-revolutionize-farming-sector> (consulté le 15 juillet 2018). [50]
- Mansuri, G. et V. Rao (2012), *Localizing Development*, Banque mondiale, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-8256-1>. [95]

- McKinsey (2017), *A future that works: Automation, employment, and productivity*, McKinsey & Company, [44]
https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Digital%20Disruption/Harnessing%20automation%20for%20a%20future%20that%20works/MGI-A-future-that-works_Full-report.ashx.
- McKinsey (2017), *Jobs lost, jobs gained: Workforce transitions in a time of automation*, McKinsey & Company, [46]
<https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/future%20of%20organizations/what%20the%20future%20of%20work%20will%20mean%20for%20jobs%20skills%20and%20wages/mgi-jobs-lost-jobs-gained-report-december-6-2017.ashx>.
- McKinsey (2016), *Urban world: Meeting the demographic challenge*, McKinsey & Company, [7]
https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Urbanization/Urban%20world%20Meeting%20the%20demographic%20challenge%20in%20cities/Urban-World-Demographic-Challenge_Full-report.ashx.
- Miazi, M. et al. (2016), « Enabling the Internet of Things in developing countries: Opportunities and challenges », *2016 5th International Conference on Informatics, Electronics and Vision (ICIEV)*, <http://dx.doi.org/10.1109/iciev.2016.7760066>. [27]
- National Intelligence Council (2017), *Global trends. Paradox of progress*, National Intelligence Council, <https://www.dni.gov/files/documents/nic/GT-Full-Report.pdf>. [8]
- Naughton, B. (2007), *The Chinese economy: Transitions and growth*, The MIT Press. [89]
- North, D. (1994), « Economic performance through time », *The American Economic Review*, vol. 84/3, pp. 359-368. [62]
- Nuttavuthisit, K., P. Jindahra et P. Prasarnphanich (2014), « Participatory community development: evidence from Thailand », *Community Development Journal*, vol. 50/1, pp. 55-70, <http://dx.doi.org/10.1093/cdj/bsu002>. [97]
- OCDE (2018), *États de fragilité 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264308916-fr>. [60]
- OCDE (2018), *Multi-dimensional Review of Panama: Volume 2: In-depth Analysis and Recommendations*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264302549-en>. [79]
- OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE : Rapport intermédiaire septembre 2018*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-sup1-fr. [12]
- OCDE (2017), *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264274136-fr>. [73]
- OCDE (2017), *Investing in Climate, Investing in Growth*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264273528-en>. [58]

- OCDE (2017), *La prochaine révolution de la production : Conséquences pour les pouvoirs publics et les entreprises*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264280793-fr>. [23]
- OCDE (2017), *Report of the High Level Panel: A New DAC in a Changing World*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/dac/Report-High-Level-Panel-on-the-DAC-2017.pdf>. [84]
- OCDE (2016), *États de fragilité 2016 : Comprendre la violence*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264269996-fr>. [82]
- OCDE (2016), *Perspectives du développement mondial 2017 : Les migrations dans un monde en mutation*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2017-fr. [68]
- OCDE (2015), *Climate Change Risks and Adaptation: Linking Policy and Economics*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264234611-en>. [59]
- OCDE (2014), *Perspectives du développement mondial 2014 : Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-fr. [53]
- OCDE (2013), *Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264192904-fr>. [102]
- OCDE/OIT (2018), *Comment les immigrants contribuent à l'économie des pays en développement*, OIT, Genève/Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264290730-fr>. [69]
- OCDE/ONU/Banque mondiale (2018), *Financing climate futures: Rethinking infrastructure*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/environment/cc/climate-futures/synthesis-financing-climate-futures.pdf>. [56]
- OECD/UCLG (2016), *Subnational Governments around the world: Structure and finance*, Éditions OCDE, Paris. [77]
- OIT (2018), *Women and men in the informal economy: a statistical picture (third edition)*, Organisation internationale du Travail, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf. [78]
- OIT (2017), *World social protection report 2017–19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals*, Organisation internationale du Travail, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf. [66]
- OMC (2018), *Report on G20 Trade Measures (2018)*, Organisation mondiale du commerce, <http://dx.doi.org/10.30875/e7cca839-en>. [18]
- OMS/Banque Mondiale (2017), *Tracking universal health coverage: 2017 global monitoring report*, Organisation mondiale de la santé, <http://documents.worldbank.org/curated/en/640121513095868125/pdf/122029-WP-REVISED-PUBLIC.pdf>. [67]

- ONU (2017), *World population prospects: The 2017 revision, key findings and advance tables*, United Nations Publishing, [31]
https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf.
- ONU-Habitat\CESAP (2015), *The State of Asian and Pacific Cities 2015: Urban transformations - Shifting from quantity to quality*, <https://unhabitat.org/books/the-state-of-asian-and-pacific-cities-2015/#>. [75]
- PNUD (2014), *Assessing the socio-economic impacts of Ebola virus disease in Guinea, Liberia and Sierra Leone: The road to recovery*, United Nations Publishing, [32]
<http://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/EVD%20Synthesis%20Report%203Dec2014.pdf>.
- Pritchett, L., K. Sen et E. Werker (dir. pub.) (2017), *Deals and Development*, Oxford University Press, <http://dx.doi.org/10.1093/oso/9780198801641.001.0001>. [64]
- Rodrik, D. (2018), « Populism and the economics of globalization », *Journal of International Business Policy*, vol. 1/1-2, pp. 12-33, <http://dx.doi.org/10.1057/s42214-018-0001-4>. [91]
- Rodrik, D. (2015), « Premature deindustrialization », *Journal of Economic Growth*, vol. 21/1, pp. 1-33, <http://dx.doi.org/10.1007/s10887-015-9122-3>. [43]
- Rodrik, D. (2009), *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions, and Economic Growth*, Princeton University Press. [94]
- Rothkopf, D. (2017), *The great questions of tomorrow*, Simon & Schuster. [21]
- Schwab, K. (2015), « The fourth industrial revolution: What it means, how to respond? », *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2015-12-12/fourth-industrial-revolution>. [22]
- Sharma, G. (2016), *Armed with drones, aid workers seek faster response to earthquakes, floods*, <https://www.reuters.com/article/us-humanitarian-summit-nepal-drones/armed-with-drones-aid-workers-seek-faster-response-to-earthquakes-floods-idUSKCN0Y7003> (consulté le 15 août 2018). [26]
- Simonite, T. (2015), *How Facebook and Google's plans to boost internet access advanced in 2015*, <https://www.technologyreview.com/s/544861/how-facebook-and-googles-plans-to-boost-internet-accessadvanced-in-2015/> (consulté le 15 juillet 2018). [51]
- Stiglitz, J., A. Sen et J. Fitoussi (2008), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000427.pdf>. [5]
- Swiss Re Institute (2018), *Natural catastrophes and man-made disasters in 2017: A year of record-breaking losses*, Swiss Re, http://www.swissre.com/library/publication-sigma/sigma_1_2018_en.html. [35]
- Taylor, L. (2013), *Big data in the developing world*, <https://linnettaylor.wordpress.com/2013/03/04/big-data-in-the-developing-world/> (consulté le 15 août 2018). [25]

- The Economist (2018), *Will China's Belt and Road Initiative outdo the Marshall Plan?*, [85]
<https://www.economist.com/finance-and-economics/2018/03/08/will-chinas-belt-and-road-initiative-outdo-the-marshall-plan> (consulté le 15 juin 2018).
- Turner, S. (2001), « What is the Problem with Experts? », *Social Studies of Science*, vol. 31/1, [92]
pp. 123-149, <http://dx.doi.org/10.1177/030631201031001007>.
- UNDESA (2017), *Trends in International Migrant Stock: The 2017 revision (base de données)*, [16]
Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division
de la population,
<http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates17.shtml>
(consulté le 15 juin 2018).
- UNDESA (2017), *World Population Prospects: The 2017 Revision (base de données)*, [17]
Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division
de la population, <https://population.un.org/wpp/>.
- Wahl, F. (2018), « Political participation and economic development. Evidence from the rise of
participative political institutions in the late medieval German Lands », *European Review of* [96]
Economic History, <http://dx.doi.org/10.1093/ereh/hey009>.
- WEF (2018), *The Global risks report 2018, 13th edition*, World Economic Forum, [20]
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GRR18_Report.pdf.
- WFP (2018), *Cash transfers & blockchain*, <https://innovation.wfp.org/project/building-blocks> [29]
(consulté le November 2018).

Annexe 5.A. Plans nationaux de développement

Tableau d'annexe 5.A.1. Plans nationaux de développement évalués dans le cadre de ce chapitre

Afrique subsaharienne	Burkina Faso	PNDES 2016-2020
	Ouganda	Vision 2040
	Botswana	Vision 2036
	Éthiopie	Plan II de croissance et de transformation 2015/16-2019/20
	Côte d'Ivoire	Plan National de Développement 2016-2020
	Namibie	Vision 2030
	Afrique du Sud	NPD 2030
	Sénégal	Plan Sénégal Émergent 2035, Plan d'actions prioritaires 2014-2018
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Égypte	Vision 2030
	Jordanie	Jordan 2025
	Maroc	Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020
Asie de l'Est et du Sud-Ouest	Cambodge	NSDP 2014-2018
	Chine	Chine 2030, 13 ^e plan quinquennal 2016-2020
	Indonésie	Accélération et expansion du développement économique de l'Indonésie 2011-2025
	RDP Lao	NSEDP 2016-2020
	Malaisie	Vision 2020
	Thaïlande	12 ^e plan national de développement économique et social 2017-2021
	Viet Nam	Stratégie Croissance verte 2011-2020
	Myanmar	Plan national de développement global 2011-2031
Asie centrale	Arménie	Stratégie 2014-2015
	Azerbaïdjan	Azerbaïdjan 2020
	Turquie	Programme à moyen terme 2018-2020, 10 ^e plan de développement 2014-2018
	Russie	Stratégie nationale de sécurité économique jusqu'en 2030
	Kazakhstan	Stratégie 2050
Asie du Sud	Bangladesh	7 ^e plan quinquennal 2016-2020
	Népal	Feuille de route des ODD 2016-2030
	Sri Lanka	Vision 2025
	Inde	12 ^e plan quinquennal 2012-2017
Amérique latine	Argentine	PAI 2020
	Chili	Productividad para un Crecimiento Inclusivo 2014-2018, Plan de Accion Nacion de Cambio Climatico 2017-2022
	Colombie	Plan Nacional de Desarrollo 2014-2018
	Équateur	Plan Nacional de Desarrollo 2017-2021
	Mexique	Plan Nacional de Desarrollo 2013-2018
	Pérou	Plan bicentenario hasta 2021
	El Salvador	Plan Quinquenal de Desarrollo 2014-2019
	Uruguay	Plan Uruguay 2015 – 2020
	Bolivie	Agenda Patriotica 2025
	Panama	Vision 2030
	Brésil	Plano Plurianual 2016-2019

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Le Centre de développement de l'OCDE, créé en 1962, est un forum indépendant consacré au partage des savoirs et au dialogue, sur un pied d'égalité, entre les pays membres de l'OCDE et les économies en développement. Aujourd'hui, il regroupe 27 pays de l'OCDE et 30 pays non membres de l'OCDE. Le Centre se concentre sur les problèmes structurels émergents susceptibles d'avoir un impact sur le développement mondial et sur des enjeux de développement plus spécifiques auxquels sont confrontées les économies émergentes et en développement. Au moyen d'analyses factuelles et de partenariats stratégiques, il aide les pays à formuler des politiques économiques innovantes pour répondre aux défis mondiaux du développement.

Pour plus d'informations sur les activités du Centre, consulter le site www.oecd.org/fr/dev.

Perspectives du développement mondial 2019

REPENSER LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

En 2008, la part des économies émergentes et en développement dans l'économie mondiale passait pour la première fois la barre des 50 %. Depuis lors, la série des *Perspectives du développement mondial* s'attache à étudier le basculement de la richesse mondiale et son incidence sur les pays en développement. Combien de temps encore les dividendes du basculement de la richesse peuvent-ils profiter au développement, et quelles en sont les conséquences pour les stratégies de développement ?

Cette nouvelle édition analyse tout d'abord les répercussions des transformations à l'œuvre en Chine sur les perspectives du développement mondial, ainsi que l'incidence du basculement de la richesse sur les pays au-delà du plan strictement économique, en explorant différentes dimensions du bien-être à travers le monde en développement. Elle analyse par ailleurs les enseignements des modèles de développement de ces 70 dernières années, montrant la nécessité pour les nations en développement du XXI^e siècle d'inventer leurs propres trajectoires originales vers plus de bien-être et de durabilité. Le temps est désormais venu de repenser la coopération internationale et de favoriser des échanges plus efficaces de capital social et humain.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne <https://doi.org/10.1787/84aa0757-fr>

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

